ENQUÊTE SUR

l'histoire

Trimestriel ▲ Printemps 92 ▲ N° 2 ▲ 38 F

NOUVEAU

L'OAS ET LA GUERRE D'ALGÉRIE

DOSSIER COMPLET

QUE SONT DEVENUS LES ANCIENS DE L'OAS ?

TÉMOIGNAGES : CONSTANTIN MELNIK, HÉLIE DE SAINT MARC FRANÇOIS BLUCHE

AVOIR 20 ANS DANS LES DJEBELS

LES MYSTÈRES DU PUTSCH RATÉ

L'AFFAIRE LEROY-VILLARD

M 4250 - 2 - 38,00 F -RD

SOMMAIRE

L'OAS et la guerre d'Algérie



Agip


Roger-Viollet


Agip



En couverture :
un officier du 1er REP
à la veille du putsch


DR

Directeur de la Rédaction : Dominique Venner
Directeur de la publication et gérant : Gérald Penciolelli
Directrice artistique : Céline Puybareau-Manaud

Ont collaboré à ce numéro :
Jean-Paul Angelelli, François Bluche, Guy Chambarlac, Louis de Charbonnières, Jean-Pierre Cohen, Jean Kappel, Dominique Lormier, Pierre Maugué, Constantin Melnik, Pierre Montagnon, Jean-Jacques Mourreau, Hélie de Saint-Marc, Frédéric Valloire, Charles Vaugeois, Pierre Vial.


Enquête sur l'histoire

est édité par la société EC2M,
Sarl au capital de 50 000 F. RC en instance.
Siège social : 60 Bd Malesherbes 75008 Paris. Tél.: (1) 40.28.07.92.
Imprimerie Berger-Levrault, Toul.
N° de commission paritaire en cours. Dépôt légal à parution ISSN 1166-1232

Trente a

Trente ans déjà ! Un monde englouti. Les années 60, celles de la fin de la guerre d'Algérie, sont comme une fracture dans les mentalités françaises. L'avant et l'après ne se ressemblent pas. Le cinéma traduit cela très bien. Les films tournés avant 1960 témoignent d'un univers mental disparu. Au centre du séisme, la guerre d'Algérie.

Cette guerre à qui l'on refuse son nom a duré huit ans. Un peu plus de 2 700 000 jeunes appelés se sont succédé en Algérie de 1954 à 1962. Chiffre énorme si l'on y songe. Toute une génération. Il est vrai que beaucoup n'ont jamais vu le visage de la guerre.

Après coup, la guerre d'Algérie a reçu les interprétations les plus contradictoires. Sa signification change selon le regard adopté. Epreuve victorieuse et fondatrice pour le peuple algérien, drame épouvantable pour les pieds-noirs, elle continue de peser silencieusement sur la conscience des Français.

Vingt ans après la déroute de 1940, la fin honteuse de la guerre d'Algérie, c'était trop. Il fallait oublier.

Cette guerre occultée continue pourtant de soulever les passions. Elle fut le dernier en date des grands conflits franco-français. Un conflit vécu comme une sorte de guerre civile. Avec au final, la victoire provisoire d'une mentalité et l'écrasement d'une autre.



Nous intéressent ici, dans cette enquête, ceux dont on ne parle pas. Les vaincus, mais aussi les sans grades, pourvu qu'ils se soient voulus acteurs. Les larves n'ont pas d'histoire. *« Tu seras une larve, mon fils ! »*

Nous intéressent donc les acteurs petits et grands, ceux de la guerre et ceux de la révolte. Ceux qui ont voulu faire l'histoire et sentaient confusément que la guerre d'Algérie était sans doute l'une des dernières occasions accordées aux Français d'accomplir une destinée propre.

Mais nous intéressent aussi leurs adversaires, on le verra.

Officiellement, la guerre d'Algérie prit fin le 19 mars 1962 avec le cessez-le-feu accepté par les représentants de la France, la veille, à Evian.

Le cessez-le-feu ne signifiait pas la fin des violences. Il signifiait seulement que la France retirait ses troupes et abandonnait progressivement le pays ainsi que ses habitants, Français compris, au pouvoir et à la vengeance du FLN. Situation devenue irréversible au jour de l'indépendance, le 5 juillet.

Hormis une petite minorité, personne en France métropolitaine ne s'en inquiétait vraiment. L'été était ensoleillé. Les Hexagonaux partaient en vacances.

La France entrait alors dans la période la plus faste de son histoire économique et sociale. Jamais le revenu national n'avait connu une telle croissance. De 1950 à 1960, le PNB par habitant avait doublé. Il était légèrement supérieur à celui des Allemands de l'Ouest et atteignait trois fois celui des Japonais. Qu'importait donc l'Algérie, ce cauchemar, ce fardeau anachronique ? Le référendum du 8 avril 1962 ratifia les accords d'Evian avec près de 90 % de « oui », un record absolu.

Trente ans après, le spectre de l'Algérie hante toujours la France. Deux ou trois millions d'immigrés algériens, personne ne sait au juste, vivent en France, auxquels s'ajoutent 1,5 millions de « Franco-Algériens », beurs de nationalité française, mais de sentiments et de comportements incertains. Suivant la boutade, *« nous avons perdu l'Algérie, mais nous avons gardé les Algériens »*. Ils se sont même multipliés.

Avant 1962, les partisans français de l'indépendance répétaient dans leurs journaux que la décolonisation de l'Algérie apporterait la paix, la justice, la prospérité et la démocratie. On a vu. Trente ans de dictature « socialiste » et de corruption sont parvenus à ruiner intégralement un pays que les Français avaient rendu relativement prospère et actif. Ce n'est pas un nostalgique de

s après



Sipa

lonisation qui le dit, mais Aït Ahmed, chef rique du FLN, à Oran : *« C'est terrible ! Il y nte ans, ici, c'était le paradis ! »* Quel ! Pour le chef du FLN, l'Algérie française it le paradis !

Mais le passé est le passé. Il n'est plus temps ıercher ce qu'aurait pu être un autre avenir l'Algérie. L'histoire a tranché de façon irré- ɔle. Dans sa forme de 1954 ou de 1958, érie française était sans doute condamnée n écrasant déséquilibre démographique, par cobinisme de nos mentalités, mais plus e, si l'on y songe, par le suicide européen eux guerres mondiales.

e toutes les anciennes puissances colo- , la France fut cependant celle qui opposa s longue et la plus vigoureuse résistance à son abaissement. Certains trouvent motif à s'en plaindre. On peut, au contraire, déceler dans cette obstination un indice de santé. Refuser de s'abandonner à la fatalité, protéger les siens quand ils sont menacés, ce sont là des qualités que l'on apprécie par exemple chez les Israéliens. Pourquoi ne le seraient-elles pas chez les Français ? Malgré bien des torts, ce fut l'honneur des partisans de l'OAS d'avoir tenté de défendre jusqu'au bout les Français d'Algérie et les musulmans fidèles, livrés par le gouvernement de la République à l'exode ou au massacre.

Il n'est pas contradictoire de penser que ce fut aussi le mérite du général de Gaulle d'avoir imaginé pour la France un autre destin, par l'établissement de rapports nouveaux avec les peuples anciennement colonisés, et par l'amorce d'une renaissance européenne autour du couple France-Allemagne. Pourtant, si ce dessein était louable, les moyens, eux, ne le furent pas. Fallait-il en effet payer un tel prix ?

Fallait-il à ce point faire de la fourberie un principe de gouvernement ? Fallait-il tromper sciemment tant d'hommes droits et généreux ? Fallait-il ensuite les briser avec une si implacable vindicte ?

Fallait-il afficher tant de mépris hautain pour les malheureux pieds-noirs ? Fallait-il d'un cœur aussi sec abandonner tous les musulmans inconsidérément engagés à nos côtés par des promesses fallacieuses ? Fallait-il imposer à l'armée française, en 1962, le déshonneur d'assister le FLN contre les Européens d'Algérie acculés à la révolte ? Fallait-il les morts français de la rue d'Isly, de Bab-el-Oued, d'Oran et d'ailleurs, fauchés par des balles françaises sur ordre d'un gouvernement français ? Fallait-il désarmer les harkis et les livrer à leurs bouchers sous la menace de nos propres mitrailleuses ? Fallait-il enfin imposer à la France de telles ignominies ?

Quand on étudie aujourd'hui cette sombre période de 1962, on est frappé de la glaciale indifférence des autorités françaises, qu'elles soient gouvernementales, administratives, sociales ou intellectuelles. Indifférence sèche devant la souffrance, le désespoir de centaines de milliers de gens dépossédés, chassés de chez eux dans la lueur des incendies, sous les hurlements de foules hystériques, abattus parfois, ou pire encore enlevés pour un sort que l'on imagine trop bien, sans que personne au monde ne vienne les défendre ou les venger. *« Eh bien, ils souffriront ! »* avait froidement jeté le Général à l'interlocuteur qui évoquait le martyre prévisible de nos compatriotes d'Algérie. A quelques exceptions près, toute la « nomenclature » française pensait de même : *« Cessez de nous importuner avec les malheurs des Français d'Algérie, nous avons déjà tant à penser avec d'autres malheurs de par le monde ! »*

La guerre d'Algérie ne fut pas une parenthèse, mais un moment extrême et révélateur de certaines mentalités françaises contemporaines. Georges Bernanos, déjà, disait de ses contemporains qu'ils avaient la tripe molle et le cœur sec. Apparemment, rien n'avait changé.

DOMINIQUE VENNER

LA RÉVOLTE VENAIT DE LOIN

Histoire d'une génération sacrifiée

PAR CHARLES VAUGEOIS

Dans l'histoire des mentalités françaises, les années soixante, celles de la fin de la guerre d'Algérie, sont comme une fracture. L'avant et l'après ne se ressemblent en rien. Dix années seulement séparent les événements de mai 1958 et ceux de mai 1968. Mais ces dix années semblent dix siècles, tant est immense l'inversion des mentalités symbolisée par ces deux repères. Au centre du séisme, le traumatisme de la guerre d'Algérie, vécu en France comme une sorte de guerre de religion, la victoire d'une certaine mentalité, l'écrasement d'une autre, le sacrifice d'une génération muette, celle de la « classe soixante ».



Sipa

Les généraux avaient dit qu'ils étaient venus pour mourir. Mais cette nuit-là, ils se rendirent sans combat. Dans les camions des légionnaires parachutistes qui décrochaient vers Zeralda, s'éleva la chanson d'Edith Piaf : *« Non, je ne regrette rien... »* Les CRS et les gendarmes mobiles, retardés par quelques coups de feu, reprirent possession de la ville. Aux fenêtres de la Délégation générale, les lumières s'éteignirent. Sur le Forum englouti par les ténèbres, la foule en colère réclamait des armes. A la radio, une voix de fièvre avait hurlé *« Nous sommes trahis ! »* Alger sut alors que tout était fini. En quatre jours de ce mois d'avril 1961, l'espérance était morte.

Du putsch avorté, subsiste une poignée d'officiers et de légionnaires qui se terrent dans une ville écrasée. On frappera celle-ci pour retrouver ceux-là. La population sera traitée en ennemie. Dans toutes les grandes villes, les quartiers européens sont isolés par la troupe, les portes enfoncées, les appartements fouillés et saccagés. A ces violences, à ces humiliations, les Algérois répliquent par un tintamarre géant. En métropole, la presse ironise : des Barricades aux casseroles, quelle dégringolade ! Le colonel Gardes en juge autrement. Ecoutant le vacarme, il murmure : *« Tout n'est pas perdu. »*

Trois mois plus tard, on ne rit plus. Le 5 août, la radio officielle, à l'heure de son bulletin d'information, soudain, devient muette. Et voici que retentit sur les ondes le *Chant des Africains*, puis la voix rebelle du général Gardy : *« Ni valise ni cercueil, un fusil, une patrie ! »* Le 8 septembre, en métropole, sur la route de Colombey, le général de Gaulle échappe par miracle à un attentat. L'OAS est devenue une menace avec laquelle il va falloir compter.

« Organisation armée secrète », ces trois mots qui sonnent comme un souvenir de la Résistance, désignent à l'origine un groupe clandestin créé au début de 1961 depuis Madrid par Pierre Lagaillarde, député d'Alger. Ses effectifs à l'époque dépassent à peine quelques dizaines de membres.

Mais les racines de la révolte plongent dans un passé plus ancien, celui de la guerre d'Indochine.

La première grande douleur de nos souvenirs d'enfance

Le 7 mai 1954, à 17 heures, Joseph Laniel, président du Conseil, était monté à la tribune de l'Assemblée nationale. D'une voix mal assurée, il articula :

— Dien-Bien-Phu vient de tomber !

Tous les députés se levèrent, sauf sur les rangs communistes. La stupeur de la défaite pesa soudain sur Paris. Les journaux publiaient les dépêches qui arrivaient en désordre, mutilées par la censure de Saigon.



DR

Dien-Bien-Phu. Dans cette douleur, tout a commencé.

Une certaine image de la France et de son destin avait survécu même au désastre de 1940. Pour beaucoup de Français des années 60, y renoncer était ressenti comme une honte et une humiliation que rien ne venait compenser. Dessin de Pierre Joubert dans l'édition 1942 du manuel « Etapes » des Scouts de France.

Dans le monde, Waterloo avait fait moins de bruit. La chute de Dien-Bien-Phu annonçait le grand reflux de l'Europe et la fin d'une république.

« Nous avions quinze ans et assez de ferveur pour croire, d'heure en heure, au miracle, aux Viets repoussés », écrira plus tard en prison un jeune combattant de l'OAS. *« Puis ce fut la nouvelle de la défaite, la première grande douleur de nos souvenirs d'enfance. »*

C'est dans cette douleur que tout a commencé.

Les premiers corps-francs d'une nouvelle droite activiste, anciens soldats et jeunes étudiants, commencent à se rassembler. Ils se fortifieront de la colère nationaliste et de la faiblesse parlementaire. Dans sa retraite de Colombey, un général aux trois quarts oublié guette avidement les signes annonciateurs d'une crise exceptionnelle qui le sortirait de sa longue pénitence et pourrait lui offrir l'occasion d'un nouveau règne et d'une revanche.

Le « parti intellectuel »

A la Toussaint 1954, l'incendie éclate en Algérie. Le ministre de l'Intérieur, futur président socialiste de la V^e République, proclamera : *« L'Algérie c'est la France* [...] *Je n'admets pas de négociation avec les ennemis de la patrie, la seule négociation c'est la guerre ! »* L'opinion majoritaire et la fraction vivante de l'armée voient confusément dans cette nouvelle guerre l'occasion d'une revanche sur toutes les défaites passées.



Roger-Viollet

Manifestation à Paris de jeunes nationalistes, le 11 novembre 1960, malgré les interdictions et la police.

GUERRE JUSTE ET GUERRE INJUSTE

« Dans son livre *La Guerre d'Algérie*, Jules Roy nous dit ce que fut son émotion au spectacle d'une petite musulmane, réfugiée en Tunisie, et qui avait été rendue folle par un straffing au roquette de la chasse française. Elle tournait autour d'un piquet auquel on l'avait attachée, telle une chèvre, et croyait voir encore au-dessus d'elle les ombres terribles des avions, et entendre l'explosion des roquettes. Le récit de cette rencontre est le point de départ d'une longue période où l'auteur exhale son dégoût et crie qu'on le trouvera désormais du côté des enfants musulmans qu'on mitraille.

Du temps qu'il portait l'uniforme de la RAF, le colonel Roy a-t-il participé à ce raid sur Dresde qui fit en une nuit plus de victimes que n'en connut Hiroshima ? Etait-il de ces pilonnages de Hambourg à l'aide de bombes au phosphore ? Le phosphore ne brûle qu'à l'air libre. Les petites filles allemandes, elles se jetaient dans les canaux de la ville, elles s'enfouissaient sous la terre pour échapper à la brûlure atroce. On les attachait aux quais avec des cordes quand leurs forces les abandonnaient. Hambourg tout entier retentissait des cris des petites filles brûlées. Colonel Roy, étiez-vous de ces raids ? Il n'est pas facile de le découvrir : dans vos livres de guerre il n'est jamais parlé des petites filles que l'on brûlait.

C'est que vous n'aviez pas lieu d'en être trop troublé : votre guerre était juste. Les petites filles de Hambourg, de Dresde et d'ailleurs, c'était dommage, mais il fallait en finir avec la lèpre hitlérienne. Tandis que la petite musulmane qui continue de tourner autour de son piquet, voilà bien le crime inexpiable, parce qu'injustifié ! Car la guerre d'Algérie n'est pas juste. »

GILLES PERRAULT

***Les Parachutistes*, Le Seuil, 1961.**

Pourtant, assez vite se dessine une ligne de fracture dans l'opinion. Des voix de plus en plus fortes et nombreuses vont s'élever pour justifier la rébellion. L'anticolonialisme va devenir le ciment d'intérêts, de calculs ou d'illusions hétéroclites qui se liguent, en invoquant la cause imprécise mais élastique de la « justice », comme l'avait fait soixante ans plus tôt le mouvement dreyfusard. Pour les intellectuels marxistes un peu déboussolés par l'ébranlement naissant du culte stalinien, l'anticolonialisme apparaît comme un ersatz providentiel, l'ultime espoir du messianisme révolutionnaire, la dernière chance d'une lutte des classes à bout de souffle transmuée en lutte des races pleine d'avenir. Pour l'humanitarisme chrétien, le colonisé devient la figure moderne du pauvre, de l'humilié, du juste persécuté. La haine du petit blanc va remplacer celle du bourgeois.

Ainsi se forme un nouveau « parti intellectuel ». Prêcher le masochisme à tout un peuple sera le moyen détourné de se donner bonne conscience. Le propos est simple : ce qui vient de nous est condamnable ; ce qui vient de l'adversaire est excusable. La valorisation de l'Autre par la dévaluation de soi.

Un certain jour de mai 1958

Tournant à tous les vents, le gouvernement socialiste de 1956 envoie le contingent de l'autre côté de la Méditerranée et rappelle des réservistes. Six mois plus tard, catastrophe ! On avait expédié en Algérie un échantillonnage assez complet d'antimilitaristes grassouillets et de pieds-plats. Voilà qu'au milieu des bidasses mal fagotés que la machine recrache, émergent des mutants, souples, maigres et bronzés, le regard lointain éclairé par la guerre. Ils chantent des refrains beaux et graves venus de Germanie. Ils avancent, silencieux, forts, indifférents. Le bon peuple applaudit. Le parti intellectuel frémit. Il noircit des pétitions, se cherche des alliés. Les fellaghas feront l'affaire. Ils sont bien un peu frustres, mais on garantit leur adhésion aux grands principes, malgré quelques bavures irritantes.

La France se partage en deux camps.

Le six février algérois, la crise de Suez avec son goût de victoire confisquée, la bataille d'Alger, les violentes polémiques sur la « torture », l'attentat au bazooka contre le général Salan, les épisodes peu glorieux de la vie parlementaire ou diplomatique, les propos tentateurs du clan de Colombey, enfoncent



ÉDITION SPÉCIALE

PENSEZ...

ÉDITION 5h

Le Parisien libéré

0,25

LE PLUS FORT TIRAGE DES QUOTIDIENS FRANÇAIS DU MATIN

Lundi 11 mars 1963

LE RACING éliminé en Coupe par un amateur : BREST

BASTIEN-THIRY FUSILLÉ CE MATIN AU FORT D'IVRY

GEORGES BIDAULT a demandé

Le président de la République avait rejeté le recours en grâce

Jusqu'au bout, le lieutenant-colonel Bastien-Thiry assuma l'entière responsabilité de son acte. En dépit des supplications de ses défenseurs, il refusa de demander sa grâce.

certains officiers dans la conviction que la politique est une chose trop sérieuse pour la confier aux civils.

Un certain jour de mai 1958, en toute innocence, ils la confient donc à l'un d'entre eux, sous les applaudissements contraints des politiciens faillis. Mais de Gaulle n'entend chausser les bottes de personne. Après avoir encouragé à toutes mains la sédition, il s'offrira le luxe de la mettre au pas.

Sans illusion, il a compris que la France n'a plus la puissance ni l'énergie d'affronter le monde sur le terrain compromis de l'héritage colonial. Le diagnostic est bon, mais le traitement se révèlera exécrable. Par ses proclamations bientôt reniées, de Gaulle fait enfler chez les Français d'Algérie et dans l'armée l'exaltation d'un espoir qui ne peut que se muer en révolte quand les victimes comprendront qu'elles ont été sciemment trompées. On s'interrogera longtemps sur le choix de cette méthode funeste. Etait-ce l'effet d'une faillite de l'imagination chez un homme âgé ? Celui d'un colossal mépris des hommes ? Celui encore d'un goût pervers de l'affrontement ? Ou les trois ensemble ?

Un renversement des valeurs

Au soir du 1er juin 1958, le fauve est en place. Les guichets sont fermés. Les jeunes loups de l'activisme militaire ou civil trouveront porte close. L'homme qu'ils ont ramené au pouvoir n'a aucune intention de le partager. Le vieux crocodile défendra son marigot contre les prétentions de ses jeunes émules. Il leur mènera rude chasse et leur brisera les reins. Puis, le calme revenu, il s'ennuiera.

La figure de Bastien-Thiry

Les colonels et les lieutenants de l'OAS, les jeunes réprouvés de métropole et d'Algérie seront vaincus par un adversaire sans doute plus proche d'eux qu'ils ne l'imaginent. Au déclin de sa vie, ce vieil homme s'est montré plus audacieux, plus féroce, plus résolu et plus ambitieux que la plupart des jeunes rebelles qui se dressent contre lui. Il allait pourtant payer cher, et la France après lui, cette victoire obtenue par un pacte tacite avec des forces et des intérêts qui lui étaient contraires, et qui profiteront des avantages concédés pour triompher de lui quelques années plus tard.

La France connaîtra en peu de temps un renversement complet des valeurs. L'honneur, la fidélité, le devoir, la solidarité, la patrie vont trouver refuge dans les prisons et dans le cœur des réprouvés.

Les derniers dirigeants de l'OAS présents en Algérie renonceront cependant à l'ultime privilège des vaincus. Plutôt que de finir en beauté, drapeau haut, sur une barricade, et de laisser dans l'histoire le souvenir d'une fin héroïque, ils s'esquiveront. Certains même, perdant la tête, se renieront en se prêtant à la duperie des tractations avec le FLN.

Cette fin sans gloire sera compensée par la fermeté de tous ceux qui, à l'exemple du jeune écrivain Jean de Brem, ne renonceront pas, mais aussi par le courage insolent de la plupart des prisonniers de l'OAS face à leurs juges. Sur beaucoup, l'épreuve de la prison aura un effet anoblissant. Méprisant les conséquences de paroles orgueilleuses qui se chiffraient en peine de mort ou en années de réclusion, la plupart ne plieront pas.

Parmi eux, la figure de Jean Bastien-Thiry se détache avec hauteur. Contrairement à beaucoup d'autres, il n'était pas un homme de guerre, malgré son grade, mais un ingénieur, un intellectuel en quelque sorte, qui n'avait jamais tenu une mitraillette. Comme l'écrira son frère Gabriel dans un livre pathétique : *« Ce qu'aucun homme de métier n'a osé faire, il l'a tenté. »* (1) Il sera l'homme d'une seule idée, d'un seul projet poursuivi envers et contre tout. Le seul projet cohérent conçu dans le cadre de l'OAS.

Après son arrestation, c'est en pleine connaissance de cause, assurément, qu'il rédigea dans la solitude de sa cellule la longue et rigoureuse déclaration de son procès. Affirmant ses propres valeurs, niant la légitimité du chef de l'Etat, assumant l'entière responsabilité de son acte et se refusant aux regrets, il se condamnait à mort, mais il se donnait un destin.

« RADIO-BIGEARD »

Un appelé séminariste raconte sa découverte du régiment Bigeard (Raspéguy) et de l'usage du haut-parleur (Radio-Raspéguy) :

« Radio-Raspéguy insiste sur tout ce qui peut dégoûter le soldat de la vie civile. Le monde extérieur est présenté comme vil, pourri, sans grandeur, le pouvoir comme se trouvant aux mains d'une bande d'escrocs de petite envergure.

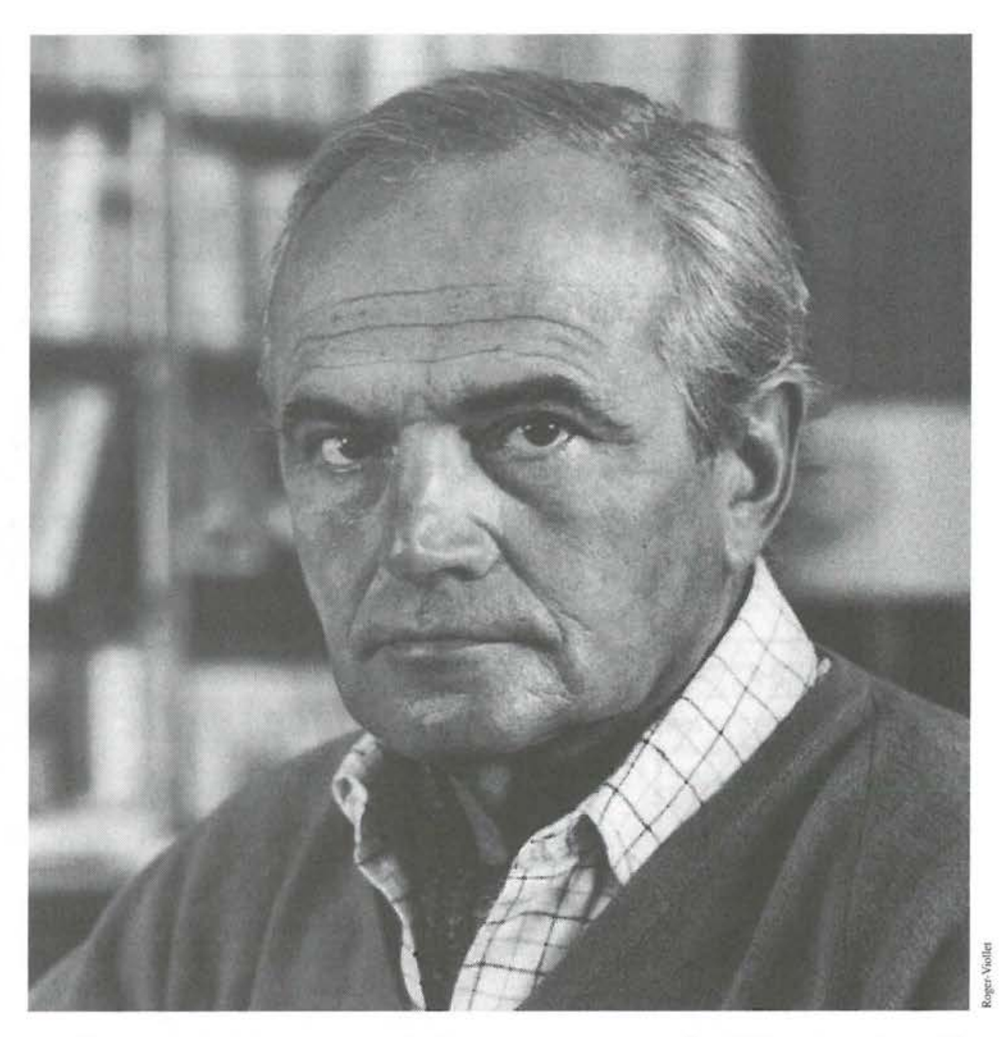
« Mes camarades disent déjà "nous autres", par opposition à tout ce qui ne porte pas la casquette et la tenue camouflée. Ils sont propres, nets, ils deviennent agiles ; ils sont purs, tandis qu'en France règnent la corruption, la lâcheté, "le monde du péché" de nos monastères.

« Le capitaine Marindelle a su utiliser avec beaucoup d'adresse l'interminable procès des fuites pour discréditer à la fois le gouvernement, la haute administration et une certaine armée.

« Entre une valse chaloupée et une marche militaire, le haut-parleur hurle :

« Pendant que nous combattions en Indochine, que nous souffrions dans les prisons vietminh, des hommes grassement payés nous trahissaient au profit de l'ennemi : un ramassis de journalistes et de policiers pédérastes, de hauts fonctionnaires, de généraux indignes et d'hommes politiques tarés [...] Camarade (car il a employé le mot camarade), n'es-tu pas mieux avec nous ici ? Ici on ne te trahira pas, ici on ne te mentira pas. »

JEAN LARTÉGUY
***Les Centurions*, Presses de la Cité.**



Roger-Viollet

L'écrivain Michel Déon. Son roman **Les Poneys sauvages,** *couronné en 1970 par le prix Interallié, est incontestablement l'œuvre littéraire la plus forte qu'ait enfanté le drame français de l'Algérie.*

Il reste à s'étonner que dans une période de stabilisation politique et de paix sociale, une organisation clandestine d'action révolutionnaire, composée d'amateurs généralement peu doués, ait pu drainer vers elle en métropole des milliers de partisans et des centaines de milliers de sympathisants malgré un martelage médiatique hostile et une répression féroce (2).

Le miroir de la littérature

L'histoire de ces maudits se confond avec celle de la « Classe Soixante ». Elle commence à Dien-Bien-Phu et se termine moins de dix ans après avec l'exécution de Bastien-Thiry au fort d'Ivry. La littérature en porte de nombreuses traces. Les ouvrages de toute sorte sur la guerre d'Algérie et l'OAS prendraient beaucoup de place dans une bibliothèque. Mais tous ne s'apparentent pas, loin s'en faut, à des œuvres d'art.

Dans la bibliothèque idéale de ce temps, il faudrait mettre à part *La Guerre civile,* tragédie qu'Henry de Montherlant fit applaudir en janvier 1965 par un public complice qui y voyait une transposition des déchirements dont la France saignait encore. Quelques mois plus tôt, Jacques Laurent avait eu l'honneur d'être traîné en justice pour son *Mauriac sous de Gaulle*, modèle de littérature polémique.

Parmi les romans, plusieurs laisseront des traces durables, tel le bouleversant *Lieutenant des Taglaïts* de Philippe Héduy, *La Leçon d'anatomie* de Vladimir Volkoff, *Les Appelés* de Claude Klotz, *Les Commandos de Chasse* de Jean Mabire, ou *Le Crabe Tambour*, dont Pierre Schoendorffer a tiré un film admirable. Tous les auteurs de ces romans avaient vécu la guerre avant de la décrire. C'est rare et cela se sent. L'intimité avec le sujet explique aussi, dans un genre différent, le pouvoir puissamment évocateur des albums de Marc Flament, photographe d'*Aucune Bête au Monde* et de *Piste sans fin*, vraies chansons de la geste parachutiste, poétiquement commentées par le colonel Bigeard.

Mais il est une œuvre littéraire majeure à laquelle on pense rarement au sujet de la guerre d'Algérie. C'est pourtant bien le poids de ce drame qui irrigue de bout en bout *Les Poneys sauvages,* roman tour à tour sombre et lumineux, qui fit découvrir au grand public le talent de Michel Déon. Ce livre envoûtant, que l'on peut lire et relire d'un œil toujours neuf, tant est multiple sa richesse romanesque, est imprégné d'un dégoût sans fond et d'un pessimisme viril qui doivent tout aux sentiments de l'auteur sur la guerre d'Algérie. Il traduit l'esprit de l'époque, mieux que *La Condition humaine* ne l'avait fait pour une période précédente. C'est le livre d'une agonie et d'une renaissance, à l'image du destin de la « Classe Soixante », sacrifiée, fidèle et invaincue.

C.V.

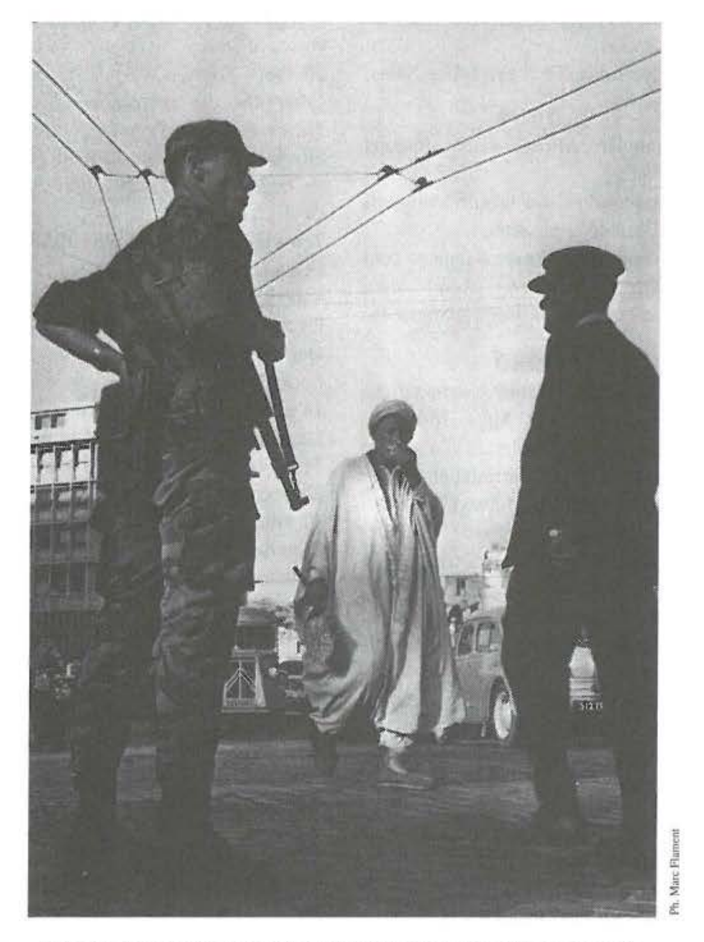
---

(1) Gabriel Bastien-Thiry, Plaidoyer pour un frère fusillé, *La Table Ronde, 1966.*

Une guerre de huit années (1954-1962)

PAR PIERRE MONTAGNON

Les écoliers et lycéens français de 1992 apprennent dans leurs manuels scolaires qu'en Algérie, « *des bataillons entiers pillaient, exécutaient, massacraient* » (Nathan, classe de 3[e]), ou que les soldats « *pratiquaient la répression aveugle, la torture, les exécutions sommaires, l'élimination par tous les moyens des rebelles* » (Nathan, classe de terminale). Ainsi la guerre d'Algérie, trente ans après, continue-t-elle d'être utilisée pour régler des comptes idéologiques franco-français par l'intermédiaire des enfants, en les dressant de façon répugnante contre leur propre histoire et contre leur propre peuple. Le truquage de la mémoire n'est pas l'exclusivité des ex-alliés du FLN algérien. Les anciens partisans de l'Algérie française le pratiquent aussi, à leur façon. C'est l'originalité de Pierre Montagnon que de s'efforcer honnêtement à l'impartialité dans le rappel des grandes étapes de cette guerre. Lui-même ancien officier légionnaire parachutiste, très engagé à l'époque, a montré dans son *Histoire de la guerre d'Algérie* (Pygmalion/Gérard Watelet) une rare aptitude à se placer au-dessus de la mêlée.



Ph. Marc Flament

Le para, le musulman, le pied-noir : sur une place d'Alger, les trois personnages d'un drame qui mettra huit ans pour trouver son épilogue.

REPÈRES CHRONOLOGIQUES

1954

1er novembre. Algérie, série d'attentats revendiquée au Caire par un Front de libération nationale (FLN). Début de l'insurrection armée.

1955

25 janvier. Jacques Soustelle, gouverneur général de l'Algérie.
20-21 août. A Philippeville et El Halia, massacres orchestrés par le FLN (123 morts, dont 73 Européens). Répression aveugle (2 000 morts).

1956

6 février. Alger, manifestations contre Guy Mollet qui modifie sa politique et nomme Robert Lacoste ministre-résident.
2 mars. Indépendance du Maroc.
11 avril. Le gouvernement décide le rappel des disponibles (140 000 hommes). Le service militaire est porté à 27 mois.
12 avril. Premiers contacts secrets au Caire entre la France et le FLN.
18 mai. Embuscade à Palestro, 20 rappelés français sont tués et mutilés.
20 août-19 septembre. Congrès FLN de la Soumman.
22 octobre. Capture de l'avion de Ben Bella.
2 au 5 novembre. Intervention franco-israélo-britannique en Egypte.
15 novembre. Le général Salan commandant en chef en Algérie.
Assassinat de M. Froger, président des maires d'Algérie.

1957

7 janvier. Le général Massu (10e division parachutiste) chargé de briser le terrorisme à Alger avec pouvoirs de police. Début de la « bataille d'Alger ».
16 janvier. Attentat au bazooka contre le général Salan.
30 mars. A Paris, pour protester contre l'enlèvement au Maroc du capitaine Moureau, une manifestation est transformée par Jeune Nation en première grande démonstration d'opposition au régime.
29 mai. Le FLN massacre la population du village de Melouza (Petite Kabylie) favorable au MNA (300 morts).
24 septembre. Arrestation de Yassef Saadi, chef FLN d'Alger. Le terrorisme est vaincu. En métropole, campagne contre la « torture ».
Décembre. Premières livraisons du pétrole d'Hassi-Messaoud.

1958

8 février. En riposte à des attaques venant de Tunisie, l'aviation française bombarde la base de Sakiet Sidi Youssef.
13 mai. Alger, les manifestants envahissent le Gouvernement général. Comité de salut public présidé par Massu. Appel de Salan au général de Gaulle.
1er juin. Gouvernement de Gaulle. Pleins pouvoirs.
4 juin. Alger, de Gaulle lance : *« Je vous ai compris. »* A Mostaganem (6 juin) : *« Vive l'Algérie française ! »*
19 septembre. Création au Caire d'un Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA).
28 septembre. Référendum sur la constitution de la Ve République.
3 octobre. Plan de Constantine.
23 octobre. De Gaulle offre *« la paix des braves »*.
12 décembre. Challe remplace Salan.

1959

8 janvier. Michel Debré Premier ministre.
16 septembre. De Gaulle : discours sur l'autodétermination.
19 septembre. Rassemblement pour l'Algérie française (RAF) avec Georges Bidault et Jacques Soustelle.

1960

24 janvier-1er février. Semaine des « Barricades » à Alger. Mutations dans l'armée, dissolution d'organisations « activistes », arrestations.
23 avril. Challe, victorieux sur le terrain, remplacé par Crépin.
10 juin. Si Salah reçu secrètement à Paris par de Gaulle.
16 juin. Création à Alger du Front de l'Algérie Française (FAF).
5 septembre. Paris, procès du « réseau Jeanson » d'aide au FLN.
9-13 décembre. De Gaulle en Algérie. Emeutes FLN à Alger et Oran (123 morts).

1961

8 janvier. Référendum sur l'autodétermination (75 % de Oui). Projet de putsch avec le général Faure.
Avril. En métropole, 22 plastiquages « activistes » non identifiés.
21-26 avril. Alger, putsch des généraux.
Mai. Débuts de l'OAS en Algérie avec Salan, Godard, Degueldre, Susini, Perez, Leroy, etc.
Juin. Le capitaine Sergent en métropole.
5 août. Paris, premier numéro clandestin de *Vive la France*.
8 septembre. Attentat raté de Pont-sur-Seine contre de Gaulle.
17-18 octobre. Répression des manifestations de masse du FLN à Paris.
9 novembre. « Amendement Salan » voté par 80 députés.
14 décembre. Canal à Paris (Mission III).

1962

20 janvier. Alger, assassinat de Michel Leroy et de René Villard.
Février. Vague d'arrestations en métropole (Bouyer, Castille, Vincent).
8 février. Manifestation anti-OAS à Paris, 9 morts au métro Charonne.
18 mars. Conclusion des « accords d'Evian » sur l'indépendance de l'Algérie (Louis Joxe). Le lendemain, cessez-le-feu.
26 mars. Alger, l'armée tire sur les Européens, 63 morts, 200 blessés graves.
30 mars. Création du Conseil national de la résistance (CNR) présidé par Georges Bidault.
2 avril. Echec du maquis OAS de l'Ouarsenis.
8 avril. Référendum en métropole sur les accords d'Evian (17,5 millions de Oui ; 1,8 millions de Non ; 7,7 millions d'abstentions).
14 avril. Alger, arrestation du général Salan.
Mai. Début de l'exode massif des Européens.
17 juin. Accords Susini-Mostefaï.
3 juillet. De Gaulle reconnaît officiellement l'indépendance de l'Algérie.
5 juillet. Chasse aux Français dans les rues d'Oran. 1 500 Européens sont massacrés sous le regard des soldats français.
Juillet. Enlèvements d'Européens (5 000 victimes) et début du massacre des harkis (150 000).
6 juillet. Exécution au fort d'Ivry du lieutenant Degueldre.
22 août. Attentat manqué contre de Gaulle au Petit-Clamart.

1963

25 février. Enlèvement d'Argoud à Munich par des « barbouzes ».
11 mars. Jean Bastien-Thiry est fusillé au fort d'Ivry.
9 avril. Bidault se réfugie au Brésil et renonce à toute activité.
18 avril. Le jeune écrivain Jean de Brem est tué à Paris, l'arme à la main.

1964

2 avril. Alain Mouzon, 25 ans, l'un des derniers clandestins de l'OAS, est tué à Paris par la police.
15 août. Tentative d'attentat de Gilles Buscia contre le général de Gaulle au Mont-Faron.

1965

5 décembre. Elections présidentielles. Tixier-Vignancour : 1 260 000 voix.

1968

15 juin. Libération des dix derniers détenus de l'OAS.

1982

3 décembre. Sur proposition de François Mitterrand, loi d'amnistie et de réintégration pour les militaires condamnés dans le cadre du putsch et de l'OAS.

PERTES DE LA GUERRE

Pertes françaises :
— Militaires tués au combat ou par accident : 27 000.
— Civils européens assassinés ou disparus : 10 000.
— Musulmans civils ou militaires tués ou assassinés par le FLN avant et après l'indépendance : 220 000.
Pertes algériennes :
— Tués au combat : 141 000.
— Tués par l'armée tunisienne et marocaine : 2 000.
— Victimes des purges internes : 14 000.

Les chiffres officiels des pertes algériennes, donnés par l'armée française, sont contestés par le FLN qui annonce un million de morts. Eu égard à la population algérienne de l'époque, ce chiffre semble très excessif. En revanche, les données de l'armée française sont sans doute trop faibles.

Ce bilan très lourd des victimes ne tient pas compte des autres épreuves supportées : exil d'un million de pieds-noirs et de dizaine de milliers de harkis, destructions, spoliations etc.

Une brèche étroite dans la paroi montagneuse. En amont, les crêtes de l'Aurès et le dôme du Chélia, plus haut sommet de l'Algérie. En aval, l'univers d'un paysage pré-saharien avec ses palmiers nains et sa terre d'un ocre roux. Ce sont les gorges de Tighanimin dans le Sud-Constantinois sur la piste Batna-Biskra par Arris.

Tout a commencé là au matin du 1er novembre 1954, jour de Toussaint, fête chrétienne. Une dizaine d'hommes en armes arrête le car Biskra-Arris. A son bord, outre quelques fellahs enturbannés, un couple de jeunes instituteurs européens, 23 et 21 ans, M. et Mme Guy Monnerot, et le caïd de M'Chounèche, Hadj Sadock, lieutenant de réserve de l'armée française. L'instituteur et le caïd sont tués. Mme Monnerot, violentée, est grièvement blessée.

La rébellion en armes contre la présence française en Algérie vient de se manifester symboliquement. Un musulman, vieux serviteur de la France, un Européen, en sont les victimes exemplaires. Elles annoncent le prix que chaque communauté aura à payer dans les mois et années à venir.



1er novembre 1954. Le car assurant la liaison Biskra-Arris, dans le massif des Aurès, emmène Guy Monnerot et son épouse Janine. Guy, un jeune instituteur de 23 ans, s'est porté volontaire pour enseigner en Algérie. Le car fait partie des objectifs que s'est fixé le FLN pour marquer le début de l'insurrection. Guy est tué, Janine grièvement blessé. L'assassinat de l'instituteur métropolitain devait prendre une valeur symbolique.

Quelques autres attentats ont été commis. Dans la nuit, deux sentinelles ont été abattues à Batna, un officier et l'un de ses hommes tués à Kenchela, un garde champêtre musulman a été assassiné en Grande Kabylie. Un fermier européen en Oranie. Au total huit morts et une série d'attentats sans grande portée à Alger, en Grande Kabylie, dans la région de Constantine.

Le mouvement est dirigé sur place par le CRUA (Comité révolutionnaire d'unité et d'action) qui donne naissance au FLN (Front de libération nationale). Son but : l'indépendance de l'Algérie. Ses chefs — on ne le saura que plus tard — s'appellent : Hocine Aït Ahmed, Krim Belkacem, Ahmed Ben Bella, Mohamed Boudiaf, Mustapha Ben Boulaïd, Larbi ben M'Hidi, Mohamed Khider, Didouche Mourad. Trois d'entre eux, Ben Boulaïd, Ben M'Hidi, Didouche Mourad, seront tués au cours de la guerre. Mohamed Khider et Krim Belkacem seront assassinés, après la guerre, par leurs anciens compagnons. Ils se séparent du vieux mouvement de Messali Hadj, le MNA (Mouvement national algérien) jugé trop mou. Le 1er novembre 1954, ils s'efforcent d'entraîner leurs compatriotes dans une guerre qui durera huit ans.

1955. La guerre hésite

Les moyens militaires engagés par l'ALN (Armée de libération nationale) le 1er novembre 1954, sont modestes. Le FLN annoncera 350 hommes armés dans les Aurès (Sud-Constantinois), 450 hommes armés en Kabylie, 50 hommes armés dans l'Algérois, 60 hommes armés en Oranie (des chiffres sans doute un peu forcés).

Faute de troupes, la réaction militaire française devant un soulèvement diffus et assez mal localisé est également faible. L'armée d'Algérie (49 000 hommes) est composée d'unités de dépôts peu combatives.

La fin de 1954, les premiers mois de 1955, ne connaissent donc pas d'opérations spectaculaires. Parachutistes de la 25e DP arrivés de métropole, quelques bataillons de chasseurs, unités traditionnelles de l'armée d'Afrique (tirailleurs, Légion étrangère) bientôt renforcées par les éléments rapatriés d'Extrême-Orient, pourchassent les petits groupes de ceux qu'on appelle des HLL (hors-la-loi). L'action policière en ville malgré diverses entraves (voir ci-contre) double l'action militaire. Rabah Bitah, Ben Boulaïd, sont arrêtés. Au

LA POLICE ENTRAVÉE

En novembre 1954, après avoir longuement hésité, le gouvernement de l'Algérie, M. Léonard, autorise la police à appliquer le plan consistant à s'assurer en cas de troubles des individus jugés dangereux pour la sûreté de l'Etat et à les mettre en lieu sûr.

Secrétaire d'Etat à la Guerre du gouvernement Mendès France, M. Jacques Chevallier, maire d'Alger, doit son élection aux messalistes. Il va faire de son intervention contre l'action policière préventive une manœuvre politique électorale. Il proteste violemment contre les arrestations opérées : selon lui, les musulmans inculpés sont les victimes d'une machination policière inspirée par son rival politique, le sénateur radical-socialiste Borgeaud.

A l'exception d'une trentaine d'individus pris l'arme à la main ou dans la poche, tous les suspects, sur l'intervention du secrétaire d'Etat à la Guerre, sont donc libérés dans les semaines qui suivent. Les uns rejoignent les maquis, les autres narguent les autorités, témoignant aux yeux des musulmans de l'insigne faiblesse de la France.

M. Jacques Chevallier obtient aussi la relève de treize commissaires des Renseignements généraux dont MM. Costes et Carcenac, à l'origine pourtant des avertissements, qui n'avaient pas manqué. Un mauvais coup pour le Renseignement.

Pourtant, la rafle a porté ses fruits. On a saisis 47 armes à feu et 490 engins explosifs et 1 112 détonateurs qui n'étaient sûrement pas destinés à la pêche. Des comploteurs notoires ont été neutralisés. La guerre terminée, Krim Belkacem déclarera : « *Ces arrestations nous ont fait perdre des collaborations acquises ou promises. Il nous faudra attendre la libération des internés pour reconstituer les réseaux urbains.* »

GÉNÉRAL HENRI JACQUIN

La guerre secrète en Algérie.

début de l'été 1955, la rébellion s'essouffle. Irait-elle vers un échec ?

L'évolution de Soustelle

Le 1[er] novembre 1954, arrivent Pierre Mendès France, chef du gouvernement, et François Mitterrand, ministre de l'Intérieur. Pour l'un comme pour l'autre, une seule réaction : l'Algérie c'est la France. Pour assurer cette politique qui n'exclut pas une certaine évolution, le choix de Mendès France se porte sur Jacques Soustelle, nommé gouverneur général de l'Algérie en janvier 1955.

Jacques Soustelle a 43 ans. Normalien, historien des civilisations pré-colombiennes, il est d'abord un universitaire brillant. Il est aussi un gaulliste de la première heure. Regardé comme anticolonialiste, il est l'homme d'une ouverture libérale qui inquiète les « pieds-noirs ».

Au contact des réalités, il énonce peu à peu une doctrine, l'intégration qu'il définit ainsi : *« L'assimilation visait l'individu, l'intégration intéresse la province. Il faut renoncer à l'illusion de faire de chaque musulman un Français de France. »*

Soustelle accepte donc l'originalité humaine, culturelle, historique des Algériens. Mais les nationalistes qui ont déclenché la rébellion ne sauraient renoncer à leur objectif. Soustelle est condamné à faire face à une guerre à laquelle les événements du 20 août 1955 donnent une tournure encore plus cruelle.

Les massacres de Philippeville

Zighout Youssef, chef FLN du Nord-Constantinois, sent que son mouvement décline. A défaut d'une guérilla malmenée, il opte pour l'action de masse, jouant sur la xénophobie. La date du 20 août n'est pas choisie par hasard. C'est celle de la déposition du sultan du Maroc. Les radios des pays musulmans débordent d'invectives contre les Français. Chauffés à blanc, ce jour-là à midi, des milliers de musulmans entraînés par quelques meneurs déferlent sur les faubourgs de Philippeville. Les Européens rencontrés sont massacrés. A la mine d'El Halia, à quinze kilomètres à l'est de Philippeville, c'est l'horreur. Femmes et enfants d'ouvriers européens sont égorgés sans pitié. 71 civils européens et une centaine de musulmans pro-français ont été tués. Selon le Gouvernement général, la répression fait 2 000 morts, six fois plus si l'on en croit le FLN.



Agip

Le ministre de l'Intérieur François Mitterrand déclare, le lendemain de l'insurrection : « La seule négociation possible, c'est la guerre. L'Algérie, c'est la France. Qui hésiterait à employer tous les moyens pour préserver la France. »

Le FLN a atteint son but. Il a séparé les deux communautés. Il a clamé de par le monde, au lendemain de Bandoueng, l'existence d'un fait national en Algérie. Il a relancé la rébellion au plan militaire. La fin de l'année 1955 apportera attentats et désertions.

Jacques Soustelle, quant à lui, traumatisé par ce qu'il a vu à El Halia et Philippeville, abandonnera ses illusions et conclura à la priorité de la lutte pour défendre ses compatriotes. Lors de son rappel en janvier 1956, il sera ovationné par les Algérois qui, un an plus tôt, le tenaient pour un « bradeur ».

1956. Le contingent en Algérie

La fin de 1955 a vu une accélération de la rébellion. Désertions, embuscades, ont armé l'ALN. L'insécurité augmente. Les attentats se multiplient. Les déplacements de nuit deviennent interdits. L'inquiétude grandit chez les Européens.

Après les élections du 2 janvier 1956, le socialiste Guy Mollet arrive à Matignon avec un plan de négociations pour l'Algérie. Il remplace Jacques Soustelle par le général Georges Catroux. Aux yeux des pieds-noirs, l'homme a un passé chargé. Ses options « libérales » sont connues.

Venu le 6 février 1956 à Alger pour introniser Catroux, Guy Mollet y trouve l'émeute. Citadins, étudiants et anciens combattants clament leur inquiétude et leur colère. Le chef du gouvernement est accueilli par des huées et des jets de tomates. Il doit battre en retraite. Catroux démissionne. Alger a fait reculer Paris. Les pieds-noirs s'en souviendront et se persuaderont de pouvoir toujours recommencer.

Guy Mollet désigne son ami Robert Lacoste pour remplacer Catroux. Il décide d'envoyer le contingent en renfort en Algérie et de rappeler des réservistes.

Robert Lacoste, syndicaliste, socialiste et patriote sera, à Alger, un autre Soustelle. Il se montrera défenseur résolu de l'Algérie française et partisan de réformes.

Les appelés partent désormais presque tous en Algérie. Long séjour de 27 mois. Ils



Pour Jacques Soustelle et Michel Debré, c'est le temps de l'union sacrée pour ramener de Gaulle au pouvoir. Viendra bientôt celui de l'affrontement.

tombent au hasard des combats, des embuscades, des accidents. Leur manque de métier, parfois, coûte cher. A Palestro, le 18 mai 1956, une section d'appelés commandée par un sous-lieutenant de réserve est massacrée. L'opinion publique s'émeut.

La capture de Ben Bella

Pour les Français, les chefs de la rébellion algérienne sont ceux qui en toute liberté, du Caire ou d'ailleurs, appellent à l'insurrection. Leurs noms sont connus depuis le hold-up de la grande poste d'Oran en 1950 : Ahmed Ben Bella, Mohamed Khider, Hocine Aït Ahmed.

Les services secrets français suivent leurs allées et venues. Le 22 octobre 1956 au matin, ils apprennent que les trois chefs du FLN vont se rendre de Rabat à Tunis après avoir été reçus par le roi Mohamed V. Au cabinet militaire de Robert Lacoste, les colonels Ducournau et Branet, s'enflamme : *« Il faut cueillir ces salopards ! »*

Lacoste est dans son Périgord. Chaussade, son adjoint civil, le général Lorillot, commandant en chef, approuvent l'idée. A Paris, Max Lejeune, secrétaire d'Etat à la Défense, donne le feu vert (Lacoste à son retour entérinera). En fin de soirée, le DC3 d'Air Maroc transportant les cinq Algériens est intercepté par la chasse au large des côtes algériennes et contraint de se poser à Maison-Blanche, l'aéroport d'Alger. Ben Bella et ses compagnons se retrouvent les menottes aux mains. Ils seront incarcérés à la Santé.

A Paris, Guy Mollet s'incline devant le fait accompli. Son ministre des Affaires marocaines et tunisiennes, Alain Savary, s'insurge et démissionne. Quelques officiers ont imposé leur décision au pouvoir politique. Le fait de guerre brut l'a emporté. L'armée en Algérie commence à prendre le pas sur une autorité civile qui subit les événements mais ne les oriente pas.

Les paras sautent sur Port-Saïd

Pour les Français encore mal renseignés, l'origine de la rébellion se situe au Caire. On pense que Nasser arme les bras qui frappent en Algérie. Les Israéliens favorisent cette interprétation.

A l'automne 1956, l'occasion d'intervenir semble se présenter. Nasser a nationalisé le canal de Suez, portant atteinte aux intérêts français et britanniques. Intervenir en Egypte permettrait, pense-t-on, de résoudre la crise de Suez, de décapiter le FLN et de soutenir les Israéliens. D'où le principe et les modalités d'une intervention franco-anglaise liée à une action israélienne.

L'affaire est menée rondement début novembre. En quelques heures, les troupes parachutées et débarquées s'ouvrent la route du Caire. Mais la menace d'une intervention soviétique que les Américains semblent approuver, contraint à une marche arrière brutale.

Nasser et ses amis se proclament vainqueurs. En Algérie même, leur déconfiture d'un moment tourne à leur avantage. Les Français ont dû rembarquer, preuve qu'ils sont vulnérables. Suez n'aura servi en rien la cause de l'Algérie française. Au contraire.

Avec Salan, l'armée s'engage

Le 1er décembre 1956, le général d'armée Raoul Salan est nommé commandant en chef inter-armées à Alger. Cet ancien saint-cyrien de cinquante-sept ans passe pour l'officier le plus décoré de l'armée française. Choisi par de Lattre pour être son second en Indochine, il a été son successeur.

Ce chef, regardé comme un officier général « républicain », est discuté. Sa froideur

apparente, sa timidité certaine, le desservent. Il est le « Mandarin », l'Asiatique qui ne s'épanche pas et dissimule ses coups. Raoul Salan se trouve devant un beau commandement et une situation militaire difficile. S'il a le plus gros de l'armée française sous ses ordres, il doit affronter le terrorisme en ville, la guérilla dans les djebels, l'intervention sur les frontières d'éléments armés au Maroc et en Tunisie, les pressions politiques.

L'affaire du bazooka

Sous son commandement, les paras de la 10e division parachutiste brisent le terrorisme urbain au cours de la bataille d'Alger, en 1957. Ceux de la 25e division parachutiste mènent l'action sur la frontière tunisienne. Omniprésente, se substituant peu à peu aux élus et à l'administration, l'armée se mobilise au profit de la pacification. Ecoles, dispensaires, infirmeries, sont tenus dans le bled par les militaires qui assurent en même temps la garde des points sensibles, villages, fermes, gares. Reprenant le modèle des Bureaux arabes de la conquête, les SAS (Sections administratives spécialisées) s'implantent sur le territoire pour pallier les insuffisances de l'administration. Un jeune officier, assisté de quelques civils et militaires, protégé par un goum de volontaires (Maghzen), s'occupe d'une population que l'on regroupe pour la mettre à l'écart de la rébellion. D'Alger le Service d'action psychologique (Ve Bureau) lance des campagnes à grand renfort de slogans pour engager les musulmans du côté de la France.

Pour les ambitieux qui souhaitent le retour aux affaires de Charles de Gaulle, il est indispensable de disposer à Alger d'un commandant en chef acquis à cette perspective. Raoul Salan ne saurait être celui-là.

Le 16 janvier 1957, vers 19 heures, deux obus de bazooka frappent ses bureaux, rue d'Isly à Alger. Le général vient de sortir mais son chef de cabinet, le commandant Rodier, est tué. Les deux auteurs de l'attentat, Philippe Castille et René Kovacks, sont assez vite démasqués. Ils déclareront avoir agi par mobile patriotique pour obtenir la nomination à Alger du général Cogny. Raoul Salan, pour sa part, affirmera toujours voir dans Michel Debré le cerveau du complot. Cette hypothèse le servira, lors de son procès, en mars 1962.

1957. La Bataille l'Alger

A partir de l'automne 1956, le FLN lance à Alger une campagne d'attentats meurtriers. Le 30 septembre 1956, une bombe au Milk Bar, rue d'Isly, fait 3 morts et 50 blessés. Le 12 novembre des attentats dans un autobus algérois, au Monoprix de Maison-Carrée, à la gare d'Hussein Dey, font 36 victimes dont de nombreux enfants. Le 21 décembre : Amédée



De 1954 à 1962, un peu plus de 2 700 000 jeunes appelés furent envoyés en Algérie. Tous ne virent pas le visage de la guerre.



DR

LE PEN : UN DEPUTE CHEZ LES PARAS

Fils d'un père « mort pour la France » et pupille de la nation, Jean-Marie Le Pen était dispensé de toute obligation militaire. Cela ne l'a pas empêché à seize ans de rejoindre le maquis de Saint-Marcel, pour la libération de sa Bretagne natale en 1944, puis de se porter deux fois volontaire, sans y être contraint, en Indochine et plus tard en Algérie.

Etudiant en droit, président de la « Corpo », il entre en 1953 à l'Ecole d'officiers de réserve de Saint-Maixent. A sa sortie, il choisit un bataillon étranger de parachutistes et l'Indochine. Il y arrive juste après Dien-Bien-Phu et rejoint les survivants du 1er BEP qu'il suivra en Annam.

De retour en France, il est élu à l'Assemblée nationale en janvier 1956. Il est le plus jeune député de France. Le gouvernement ayant décidé le rappel de réservistes pour l'Algérie, il demande un « congé parlementaire » pour se joindre à eux. Il retrouve le béret vert des paras de la Légion. En octobre 1956, le lieutenant Le Pen participe à l'opération de Suez avec le 1er REP, puis, en 1957, à la bataille d'Alger. Il est décoré de la croix de la Valeur militaire par le général Massu. Ayant retrouvé son écharpe de député, il poursuit un combat politique qui lui semble être la justification de son combat militaire. Réélu député de Paris en 1958, il siégera à l'Assemblée nationale jusqu'en 1962, s'opposant fermement à la politique suivie en Algérie, ce qui lui coûtera son siège de député. Il entamera alors une longue « traversée du désert » sans jamais se renier.

Froger, maire de Boufarik et président de l'association des maires d'Algérie, est abattu rue Michelet à Alger.

La police locale, freinée par les procédures de temps de paix, paraît impuissante. Le 6 janvier 1957, Lacoste ordonne au général Massu et à sa 10ᵉ DP, de crever l'abcès. A Alger, le FLN dispose d'environ 1 200 militants plus ou moins armés, dont plusieurs femmes et quelques Européens.

La bataille d'Alger est engagée. Les cinq régiments paras de la 10ᵉ DP quadrillent le Grand Alger « mettant le pied dans la fourmilière ». Eux, vont faire la guerre. Les suspects sont arrêtés. Les interrogatoires « musclés » se succèdent. Les langues se délient. Mais le FLN a la peau dure.

Le 26 janvier 1957, bombes à « l'Otomatic », à la « Cafétéria », au « Coq hardi ». 5 tués, 40 blessés. Le 10 février, bombes aux stades d'El-Biar et du Ruisseau. 11 morts et 56 blessés. Une grève générale est ordonnée par le FLN. Les paras réagissent. La grève est brisée sans ménagements. La chasse aux terroristes s'intensifie. Le 23 février, Ben M'Hidi, chef du FLN pour le Grand Alger, est arrêté et exécuté peu après. En juin, d'autres attentats se produisent encore mais le filet se resserre. Les arrestations se succèdent. Yacef Saadi, l'un des personnages clés, est arrêté avec sa compagne le 23 septembre. Ali-la-Pointe, cerné dans la Casbah, est tué le 8 octobre.

A l'automne, la bataille s'arrête faute de combattants. Les paras l'ont emporté. Les paras ! Les Algérois ne jurent plus que par eux. Leurs adversaires ont reconnu leurs qualités guerrières. Ils sont *« les soldats des troupes d'assaut partout où la mêlée fait rage »*.

De Gaulle revient

Les événements dits « du 13 Mai 1958 » sont la résultante de trois données initiales : le délabrement de la IVᵉ République, rongée par



Baroudeur-né, inventeur sur le terrain de nouvelles méthodes de combat, Bigeard (à droite) est aussi une « forte gueule » qui ne ménagera pas les susceptibilités de Paris. Cela lui vaudra des déboires et l'admiration sans bornes de ses paras du 3ᵉ RCP et la sympathie des pieds-noirs.

DU CONTRE-TERRORISME À L'OAS

Le 18 novembre 1954, un homme pénètre dans l'échoppe d'un cordonnier, connu pour ses liens avec le FLN, 13, chemin de Fontaine-Bleue, sur les hauts d'Alger. Il sort un vieux pistolet Astra 7,65 mm rescapé de la guerre d'Espagne et fait feu une seule fois. Le cordonnier s'effondre, une balle en plein front. Il n'y a pas de témoins. La rue est vide. L'exécuteur remonte dans une Panhard grise où trois hommes l'attendent. Dix-huit jours seulement après la Toussaint rouge, le contre-terrorisme vient de frapper pour la première fois. L'homme au pistolet s'appelle Joseph Rizza. Il a 29 ans. Il est chauffeur de trolleybus aux Transports algériens. Les trois autres sont des camarades de travail, des « petits blancs » comme lui, Jésus Giner, dit « Jésus de Bab-el-Oued », Joseph Sansoni et Victor Soldini. Ils ont agi seuls, en dehors de toute organisation. Ils sont tous syndiqués et jusque-là plutôt de gauche. A leur façon, ils ont tiré la leçon de ce qui vient de se passer au Maroc et en Tunisie. Ils n'ont aucune confiance dans l'énergie purement verbale du gouvernement (*« Tous des coulos »*). Ils ne se laisseront pas chasser d'une terre qui est à eux autant qu'aux Arabes. Leur logique est simple : « On ne va pas se laisser faire ! » A chaque attentat du FLN contre des Européens, ils répondront par un attentat dirigé plus ou moins au hasard contre des musulmans.

D'autres, au même moment, sans se concerter, font de même : Jean-Claude Pérez, médecin des pauvres, qui réunit quelques anciens républicains espagnols et d'ex-volontaires des Brigades internationales ; Victor Pinot, fils de militant communiste, lui-même responsable de cellule à Bab-el-Oued ; Jo Ortiz, qui tient le bar du Forum et dirige le service d'ordre poujadiste. Leurs petits groupes sont recrutés parmi les ouvriers de l'Arsenal, les ateliers Terrain, la régie Renault. Bientôt des contacts s'établiront entre eux, puis avec le service action du SDECE qui les utilisera pour certaines missions secrètes. Peu se feront prendre. Tous se retrouveront à l'origine des premiers commandos Delta de l'OAS. De 1954 à 1962, ces inconnus auront été de tous les combats pour défendre leur communauté.

G.C.

EXACTIONS ET TORTURES

Dans une guerre où l'ennemi utilise le terrorisme, les bavures sont inévitables. Il est arrivé que des soldats mal encadrés, aveuglés par la colère, après l'assassinat d'un des leurs, se livrent à des représailles. Cela est resté exceptionnel. Pourtant, dans la lutte contre le terrorisme, les soldats avaient des excuses. Les « terroristes » ne se distinguent pas des civils. Ils jouent de cette confusion pour provoquer délibérément la répression avec ses excès. Dans un conflit de cette nature, le soldat d'une armée régulière affronte sur ordre des « partisans » qui ne respectent pas les règles séculaires de l'honneur militaire. Il n'en conçoit aucune tendresse et se trouve contraint d'utiliser à son tour des méthodes irrégulières. La morale individuelle n'a rien à y voir. Des officiers comme le général Massu se sont clairement expliqués, sans se dérober, sur l'emploi de la contrainte physique pour faire parler des terroristes afin de sauver des innocents. Rien de tout cela ne pouvait être ignoré des hommes politiques qui donnèrent mission aux soldats de combattre la rébellion. Mais les hommes politiques choisirent de se laver les mains.

La campagne de presse contre la « torture » coïncide exactement avec les graves revers subis par le terrorisme urbain au cours de l'année 1957. Grâce au concours d'une partie de la presse, la bataille que le terrorisme perd sur le terrain sera ainsi gagnée sur l'opinion publique métropolitaine qui est l'un des enjeux de cette guerre. Quelques faits montés en épingle servent à accréditer la légende d'une généralisation de la « torture », thèse qui revient à considérer les paires de claques comme des tortures. Le caractère intéressé des campagnes sur la « torture » apparaîtra clairement lorsque des membres de l'OAS seront torturés à l'électricité aux Tagarins par les hommes du colonel Debrosse. Personne, alors, ne protestera.

D.V.



DR

Massu : « Les questionneurs étaient conduits à faire subir aux prévenus des douleurs physiques dont la violence était graduée pour aboutir à l'aveu... C'est là où intervenaient évidemment, dans une mesure importante, les qualités morales du questionneur et son sang-froid. »

l'instabilité ministérielle ; les manœuvres d'un petit clan gaulliste pour ramener son chef au pouvoir ; l'inquiétude des Européens d'Algérie et de l'armée devant des perspectives de négociations avec le FLN. Ce dernier élément domine l'ensemble. L'affaire algérienne est devenue un fardeau trop pesant pour le régime. Le 13 mai 1958, Paris connaît une crise gouvernementale. A Alger, une manifestation initialement prévue pour honorer trois soldats fusillés par le FLN tourne à l'émeute. Le Gouvernement général est investi. Un Comité de salut public se met en place, présidé par le général Massu. Peu après, le général Salan reçoit du gouvernement Pflimlin, investi dans la nuit, mission d'assumer les pouvoirs civils et militaires. Le 15 mai, s'adressant à la foule algéroise, il lance : *« Vive le général de Gaulle »*. Sous son autorité, l'armée prend progressivement possession de tous les leviers de commande en Algérie. Le territoire se trouve, de fait, coupé de la métropole. La Corse est entraînée dans le mouvement. Déjà les politiques croient entendre décoller les avions qui vont larguer sur la France les paras d'Algérie.

Se posant en recours, le général de Gaulle tisse sa trame. Se déclarant prêt à assumer les pouvoirs de la République, il joue sur les deux tableaux. D'un côté, il tend la main aux insurgés d'Algérie, par des encouragements aux émissaires du général Salan. De l'autre, il se présente en défenseur des libertés républicaines. *« Ce n'est pas à mon âge* (67 ans) *qu'on devient un dictateur. »*

Le président de la République, l'honnête René Coty, trouve la porte de sortie. Il annonce qu'il *« fait appel au plus illustre des Français »*. Le 1er juin, par 329 voix contre 224, de Gaulle devient chef du gouvernement avec de très larges pouvoirs pour rénover l'Etat et la Constitution. Guy Mollet lui-même s'est rallié. Le 4 juin, déclenchant un enthousiasme monstre, de Gaulle crie à la foule du Forum d'Alger : *« Je vous ai compris ! »* Deux jours

13 MAI 1958 PRÉPARATION DU « COUP DE FORCE »

« J'avais été mis en rapport avec Michel Debré par l'un de mes anciens chefs et ami de la Résistance, et lui aussi ancien étudiant d'AF, Jean Mauricheau-Beaupré. Très lié au milieu gaulliste le plus activiste, c'est lui qui me conduisit chez le sénateur Debré, dont le ton, l'inflexibilité, l'intransigeance dans les textes et les discours, tranchant avec la médiocrité et la mollesse de l'éloquence parlementaire officielle, m'avaient, sans que je le connaisse encore, frappé et attiré. Je me joignais au petit groupe qui entourait celui-ci et se réunissait régulièrement chez lui, rue Spontini.

Le moins que l'on puisse dire est qu'il y régnait une assez étonnante effervescence, que semblait encore aggraver la fébrilité personnelle du maître de maison. On y préparait le sommaire du *Courrier de la colère*, au titre évidemment significatif. Mais on y préparait aussi, et dans le même désordre semble-t-il, ce qu'il faut bien appeler un « coup », une action de force, le renversement du « système ». C'est sous la forme de comploteurs passablement agités que j'ai fait la connaissance de quelques-uns des futurs fondateurs du nouveau régime. Et je ne parle pas d'un certain Roger Frey, personnage assez falot qui avait pour mission essentielle de descendre chercher les cigarettes. »

RAOUL GIRARDET

Entretiens avec Pierre Assouline. *Singulièrement libre*, Perrin, 1991.



Alger, 4 juin 1958 : « Je vous ai compris. Je sais ce qui s'est passé ici... Eh bien ! de tout cela je prends acte au nom de la France et je déclare qu'à partir d'aujourd'hui, la France considère que dans toute l'Algérie il n'y a qu'une seule catégorie d'habitants : il n'y a que des Français à part entière, avec les mêmes droits et les mêmes devoirs. »

plus tard, à Mostaganem, il lance : *« Vive l'Algérie française ! »* L'équivoque tragique commence.

Le Plan Challe

Le 19 décembre 1958, Raoul Salan, le cœur lourd, quitte Alger. Le général d'armée Maurice Challe, cinquante-trois ans, le remplace à la tête de l'armée française en Algérie. Les barrages électrifiés (ligne Morice) verrouillent les frontières à l'est et à l'ouest. 400 000 hommes stationnent dans le bled. La fin de la bataille d'Alger a libéré les paras.

L'aviateur Maurice Challe reprend un plan envisagé par son prédécesseur. Regroupant sa force de frappe (paras, légionnaires, tirailleurs), il balaiera l'Algérie d'ouest en est, se gardant la partie la plus dure, le Constantinois, pour la fin. Il détruira le gros du corps de bataille adverse. Les éléments disloqués subsistants seront des proies faciles pour les compagnies d'intervention.

Les résultats du plan Challe seront spectaculaires. Le bilan de 1959 annonce : 26 000 rebelles tués, 10 800 faits prisonniers, 20 800 armes récupérées. 1960 prolongera ces succès.

Dans les djebels, la vie des *djoundi* (soldats de l'ALN) devient impossible. Les renforts n'arrivent plus. Les caches sont repérées et détruites. Les embuscades, de jour comme de nuit, barrent les pistes. Les coups de mains héliportés pourchassent tous les groupes repérés. Survivre devient aléatoire à moins de se rendre. Si Salah et ses compagnons tireront bientôt les conclusions d'une telle situation.

L'armée française sent qu'elle a gagné la partie. Pour elle aussi, l'hiver 1959-1960 est rude sous la neige ou la pluie mais la victoire est là. Partout flotte le drapeau tricolore. Partout s'étale le slogan : *« La France restera. »*

Les barricades du 24 janvier

L'Algérie française se croyait sur la bonne voie. Brusquement, le 16 septembre 1959, Charles de Gaulle, devenu en janvier président de la République, remet tout en question : *« Je désire que le recours à l'autodétermination soit dès aujourd'hui proclamé. »* Le Général envisage trois hypothèses : francisation, fédération et même sécession. Aux Algériens de choisir leur avenir par l'autodétermination.

LA GAUCHE, DE GAULLE ET L'ALGÉRIE

D'abord, la gauche boude le Général qui arrivait dans une humeur factieuse, sur un pavois que les pieds-noirs portaient et les parachutistes.

Mais elle boudait en poussant de honteux soupirs de soulagement. Ces soupirs, de Gaulle, amusé, les écoutait, les distinguait à travers les protestations. [...]

La gauche n'est pas plus ingrate que la droite, mais pendant un temps elle fut atterrée, navrée, elle se morfondit. [...]

Du jour où ils comprirent que de Gaulle était décidé à abandonner l'Algérie au nationalisme et au totalitarisme, qu'il était disposé à fusiller les paras, à mitrailler les pieds-noirs, ils défaillirent et rampèrent. Le vieux fasciste qu'est de Gaulle a dû s'en amuser beaucoup. D'un trait, à leur yeux, sa Constitution cessait de sentir la Restauration ; elle s'intégrait à merveille dans le devenir progressiste.

Pour chasser des lieux où ils étaient nés de pauvres gens qui se cabraient, il apparut vite que de Gaulle avait la poigne qu'il fallait. Aussitôt, il se forma entre la gauche et le gaullisme une complicité ; ils étaient liés par l'abandon de l'Algérie française comme les conventionnels l'avaient été par le serment des rigicides.

JACQUES LAURENT
***Mauriac sous de Gaulle*, La Table Ronde.**

Alger bouillonne. Dans l'ombre, le général Faure et quelques colonels célèbres, Argoud, Gardes, attisent les braises. Renouveler le 13 Mai qui a si bien réussi s'inscrit dans la logique du combat à mener. L'affaire Massu provoque l'étincelle. Depuis la bataille d'Alger, le général Jacques Massu, ancien chef de la 10e DP, devenu commandant du corps d'armée d'Alger, est l'idole de l'Algérois. Une interview fracassante à un journaliste allemand provoque son rappel en métropole. Alger explose.

Le dimanche 24 janvier 1960, la grande foule se retrouve sur le Forum et devant le Gouvernement général mais l'armée cette fois ne suit pas. Impossible d'occuper le GG. En fin de journée, une charge intempestive de la gendarmerie mobile déclenche une sanglante



Dimanche 24 janvier 1960. Pour Joseph Ortiz, chef du Front national français (à gauche) et Pierre Lagaillarde, président de l'Association générale des étudiants d'Alger, les Barricades doivent obliger l'armée à choisir son camp.

fusillade, dont l'origine ne sera jamais élucidée. Il y a 20 morts et 147 blessés. Entre-temps, les deux chefs des manifestants se sont barricadés. Joseph Ortiz aux abords du boulevard Laferrière, Pierre Lagaillarde dans les facultés. Ces deux camps retranchés avec les hommes en armes des unités territoriales, se présentent en bastions de l'Algérie française.

Les pieds-noirs, derrière leurs barricades, n'ont pu reproduire le 13 Mai mais représentent une atteinte manifeste à l'autorité de l'Etat. Le général Challe et Delouvrier, délégué du gouvernement à Alger, veulent éviter l'effusion de sang. A Paris, de Gaulle tempête. Son prestige et celui du gouvernement sont en jeu. L'insurrection sera-t-elle brisée par la force ? Le face à face durera une semaine, la semaine des Barricades.

De Gaulle ne transige pas et la lassitude finit par l'emporter. Le 1er février, Lagaillarde se rend et fait une sortie honorable (commando « Alcazar »). Il se retrouvera ensuite à la Santé avec ses principaux compagnons.

Les colonels Godard, Argoud, Gardes, Broizat, Bigeard et Dufour sont mutés ou sanctionnés. Le général Challe, plein d'amertume, sera remplacé le 23 avril par le général Crépin.

UBU ET KAFKA

« Ainsi la guerre continue, développant chaque jour ses conséquences absurdes. Une guerre qui n'ose pas dire son nom va de pair avec une entreprise de pacification et de promotion qu'elle rend trop souvent impossible. Parce que c'est la guerre, des soldats, officiers et hommes de troupe, tombent tous les jours, mais parce que ce n'est pas la guerre, ils ne sont pas "morts au champ d'honneur", et il a fallu créer pour récompenser l'héroïsme une décoration nouvelle. Parce que c'est la guerre, la durée du service militaire a été prolongée de six mois et, trop rondement menée, la chasse aux sursis abusifs risque d'écarter de l'enseignement supérieur des jeunes gens qui en sont dignes, mais parce que ce n'est pas la guerre, tous les jeunes fonctionnaires peuvent être envoyés en stage en Algérie. Parce que c'est la guerre, des douars entiers sont arrachés à leurs maigres terres et parqués dans des camps où s'aggravent encore leur dénuement et leur faim. Mais parce que ce n'est pas la guerre, les industriels français sont pressés — contre forte récompense — d'orienter leurs investissements en Algérie. Parce que c'est la guerre, toutes les libertés plus ou moins menacées ou même déjà compromises en France sont supprimées en Algérie. Chacun peut y être à tout moment suspecté, dénoncé, arrêté, passé à la question. Mais parce que ce n'est pas la guerre, on apprend aux jeunes musulmans à chérir la France comme leur unique patrie. Ubu le dispute à Kafka.

HUBERT BEUVE-MÉRY
***Le Monde*, 26 août 1959.**

LE CAPITAINE LÉGER ET LA « BLEUITE »

Le capitaine Paul-Alain Léger fut résistant dès 1940. Membre du BCRA (services secrets de la France Libre et des paras SAS français. A partir de 1946, il est en Indochine et commande des unités de partisans. Après un temps de service au SDECE (services secrets), il rejoint Alger en 1955 et prend la tête d'une unité très spéciale composée de fellaghas qu'il a arrêtés et retournés. Ils vont mener une lutte impitoyable contre les réseaux terroristes du FLN. Revêtus de bleus de chauffe, ils en tireront leur surnom et une réputation terrifiante. Le capitaine Léger imagine ensuite une gigantesque opération d'intoxication que l'on nommera la « bleuite ». Faisant circuler de faux documents, prouvant la « trahison » de nombreux cadres des maquis FLN, elle entraînera leur extermination par leurs propres chefs. Il est arrêté après le putsch et quitte l'armée. Il a écrit un livre de souvenirs : *Aux carrefours de la guerre* (Albin-Michel).

L'Affaire Si Salah

« Que vienne la paix des braves » avait proclamé de Gaulle en octobre 1958. Le terme ne déplaît pas à l'armée française.

Le commandant Si Salah, chef de la Willaya IV (Algérois) et ses adjoints s'interrogent. A quoi bon poursuivre un combat militairement perdu mais qui politiquement n'a pas été inutile ? L'Algérie de 1960 n'est plus celle de 1954. Au printemps de 1960, des contacts sont pris avec les Français. De Gaulle, informé, donne son accord. Des

entretiens menés par le colonel Mathon pour Matignon et Bernard Tricot pour l'Elysée avec des émissaires de Si Salah, conduisent à des propositions qui ressemblent fort à un ralliement.

Le 9 juin, les commandants Si Salah, Si Mohamed et Lakhdar s'envolent pour Paris dans un avion militaire. Ils annoncent même qu'ils ont reçu le soutien de la Willaya III (Kabylie) et d'une partie de l'Oranie: Le lendemain, en fin de soirée, ils sont reçus en grand secret par de Gaulle lui-même à l'Elysée. Rencontre historique. La paix serait-elle en vue en Algérie ? Si Salah et les siens peuvent l'espérer.

Mais brutalement de Gaulle remet tout en question. Dans son allocution du 14 juin, il s'adresse uniquement au GPRA de Tunis. Si Salah a le sentiment d'avoir été roulé. Encore ignore-t-il que le GPRA (1) a été informé de ce qui se trame avec lui. Il est clair que toute l'affaire a été exploitée par de Gaulle pour faire pression sur le GPRA et accélérer les contacts diplomatiques qui mèneront aux accords d'Evian.

Sur le terrain, la tentative de Si Salah se termine dans le sang. Ses compagnons sont éliminés par le commandant Ben Chérif envoyé exprès de Tunis par le GPRA. Si Salah lui-même est tué dans une embuscade tendue par une unité française alors qu'il est emmené en Tunisie. Si Mohamed est poursuivi et abattu par le 11e Choc. Il ne restera plus de témoins algériens de la rencontre du 10 juin 1960...

Cet épisode sinistre, sur fond de services spéciaux, contribuera fortement à l'engagement du général Challe dans le putsch de 1961.

Le putsch des généraux

Janvier 1961. Le général de Gaulle conduit l'Algérie française à sa fin. Le référendum sur l'autodétermination (6-8 janvier), le démontre sans ambiguïté. Les officiers les plus engagés dans la lutte contre l'ALN sont gagnés par un sentiment de révolte. Le recours aux moyens extrêmes s'annonce pour quelques-uns comme la seule issue. On en parle à mots couverts. On s'y prépare.

On conspire en Espagne où s'est réfugié le général Salan. On conspire en Algérie autour des jeunes officiers paras et légionnaires. On conspire surtout en France derrière le général Faure et une équipe de colonels.

Il ne manque qu'un chef. Les colonels le découvrent en la personne du général Challe.



Keystone

Albert Camus. Ecrivain de gauche originaire d'Algérie, il est désespéré par le drame qui détruit sa patrie. En décembre 1957, à Stockholm où il s'est rendu pour recevoir le prix Nobel, il fait scandale en répétant devant les journalistes ce qu'il a écrit peu avant dans l'Express *: « J'ai toujours condamné la terreur. Je dois condamner aussi un terrorisme qui s'exerce aveuglément, dans les rues d'Alger par exemple et qui, un jour, peut frapper ma mère ou ma famille. Je crois à la justice, mais je défendrai ma mère avant la justice. »*

Contacté, il donne son accord non sans de fortes réserves.

Le 22 avril 1961, Alger se réveille aux mains des paras. Paris s'affole. Pendant une journée, tout paraît sourire aux putschistes. Mais personne ne sait au juste ce qu'ils veulent.

Le 23, les nuages surgissent pour Challe et ses compagnons Zeller et Jouhaud qu'a rejoint Salan. Challe refuse d'en appeler à la population civile. A Paris, De Gaulle lance un appel sans concession. Il fustige le *« quarteron de généraux en retraite »* et ordonne d'utiliser *« tous les moyens »* pour les réduire.

Degueldre et l'OAS

Le 25, tout s'effondre. Challe refuse l'épreuve de force et se constitue prisonnier. Le sursaut militaire a échoué. Ses chefs sont en fuite ou arrêtés. Les régiments les plus compromis sont dissous. Quelques irréductibles vont créer l'OAS.

Au lendemain du 22 avril 1961, les Européens d'Algérie se retrouvent sous le choc. Ils se croyaient sauvés. Ils se voient perdus. Un homme a gardé la tête froide : Roger Degueldre, 36 ans, ancien lieutenant au 1er REP. Clandestin depuis plusieurs semaines, il s'est organisé et a prévu l'échec d'un putsch qu'il jugeait trop « tiède ». Il regroupe généraux et colonels perdus dans la ville et la Mitidja. En liaison avec Jean-Jacques Susini, il met véritablement sur pied l'OAS (Organisation armée secrète).

LES PORTEURS DE VALISES

Très tôt, quelques Français ont apporté un soutien actif au FLN. Ils peuvent facilement remplir certaines missions : transports d'armement ou de fonds, collecte de renseignements, assistance diverse pour franchir un barrage ou une frontière, etc. Ce rôle d'auxiliaire leur vaudra leur qualificatif : « porteurs de valises ». Certains déclarent agir par idéologie afin de préserver l'amitié franco-algérienne de l'après-guerre. Des hommes d'Eglise affirment lutter contre le colonialisme.

Un intellectuel de gauche, Henri Jeanson, sera le chef du réseau le plus connu. Le communiste Henri Curiel, proche des services secrets soviétiques, lui succédera. Derrière eux on trouvera des intellectuels, Jean-Paul Sartre, Simone de Beauvoir, le professeur Mandouze, des religieux, comme l'abbé Dabezies, des artistes, Jacques Charby, Cécile Marion, Serge Reggiani, des personnalités appelées par la suite à une certaine notoriété, Roland Dumas, Hervé Bourges.

Haddad Jamada, chef du FLN en France, pourra, par la suite, déclarer : *« Le plus important pour nous c'était l'argent. Les ressources de la Fédération de France ont alimenté de façon décisive le trésor de guerre du GPRA. Sans l'appui des militants français, la centralisation et l'évacuation des fonds auraient été très difficiles. Je peux dire que l'apport des réseaux a été pour nous vital. »*

Près de 500 millions d'anciens francs, somme énorme pour l'époque, sont ainsi relayés mensuellement, via la Suisse, jusqu'à Tunis. Cet argent permet d'acheter armes et munitions pour ceux qui se battent contre les Français en Algérie.

LES ACCORDS D'EVIAN

Les accords d'Evian n'engageaient nullement le FLN et n'apportaient aucune garantie aux Européens.

L'attribution du Prix Nobel d'économie au professeur Maurice Allais, en 1989, a été l'occasion de rappeler que ce Français illustre, mais inconnu dans son pays, s'était élevé en 1962 contre le caractère fallacieux des accords d'Evian dans un livre, *L'Algérie d'Evian* (Editions de l'Esprit Nouveau).

Maurice Allais n'était pas un partisan naïf de l'Algérie française, mais un esprit logique. Il avait décortiqué le texte et avait conclu qu'il s'agissait tout au plus de déclarations d'intention ; que le référendum qui les avalisait était illégal et qu'il fallait en attendre « *les massacres de musulmans accusés de collaboration, puis de tous les opposants virtuels que sont les bourgeois et les modérés, le tout accompagné de nationalisations massives, d'une centralisation totalitaire et d'un isolement vis-à-vis de l'extérieur.* »

Même si le futur prix Nobel n'était pas le seul à annoncer la faillite de cette politique, il voyait loin, comme le montre la situation de l'Algérie trente ans après l'indépendance. Il voyait loin, mais il pensait mal. Aussi le nom de Maurice Allais restera-t-il inconnu des Français jusqu'à sa consécration par l'Académie suédoise.

LE MASSACRE DES HARKIS

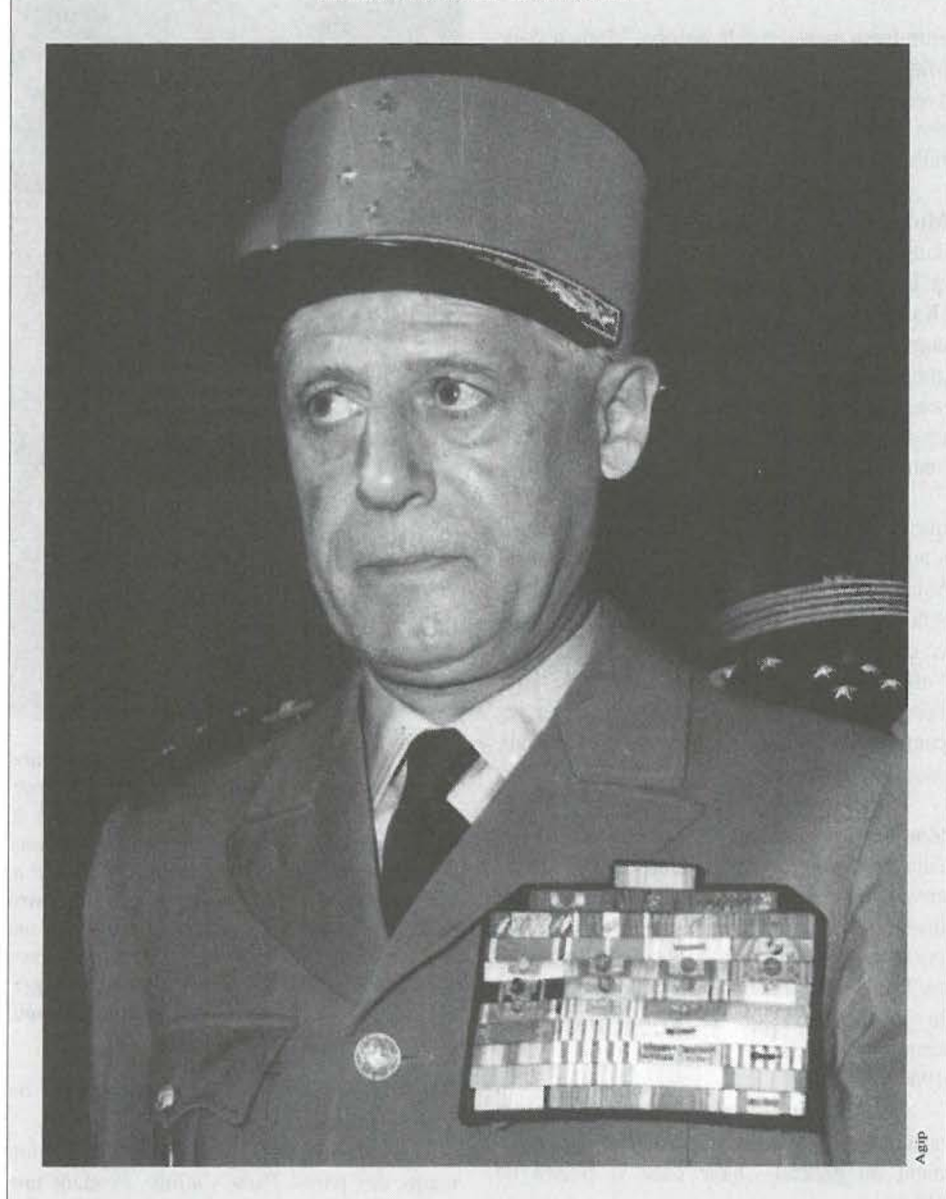
« En 1960, j'avais le commandement militaire et j'exerçais les pouvoirs de préfet à Sétif ; peu après, j'ai été nommé à Orléansville. Partout où je suis passé, où j'ai commandé, j'ai, sur ordre, rallié les populations.

L'inspecteur régional de Constantine m'a même dit que j'étais épatant. Parce que j'ai obéi, tous les harkis, tous les notables que j'ai approchés, ont été massacrés par le FLN dès les accords d'Evian signés. A Ouarza, à Sélika, à Serara, à Ferraoun, je buvais le thé de la paix. Tous, tous ont été égorgés. Dans l'Orléansvillois, actuellement, SI-Hassène fait la loi. J'ai dans mes dossiers une photo de lui en train de couper à l'un de ses frères la langue avec une paire de ciseaux ! Les journalistes nous le présentent aujourd'hui comme l'un des hommes forts de l'Algérie nouvelle, et homme, je le connaissais comme l'un des pires bourreaux de la rebellion. »

GÉNÉRAL CAZENAVE

Déposition au procès de Bastien-Thiry.

L'ÉNIGME SALAN



Agip

Le général Raoul Salan risque de poser aux historiens une redoutable énigme et, de cette énigme, il n'est pas sûr que cet ouvrage (de souvenirs) donne la clé. Ce n'est en effet que dans son comportement quotidien qu'il apparaît ici. C'est-à-dire dans la souplesse de son intelligence, dans la netteté de son jugement, dans son inflexible détermination sur tout ce qu'il considérait comme relevant de son devoir. C'est-à-dire aussi dans certaines de ses faiblesses, dans ses timidités et dans ses nonchalances, dans son goût des habitudes acquises, dans son attente fataliste de l'événement décisif et dans son impuissance à le susciter (« *Vous verrez que l'événement fera que...* » Combien de fois l'ai-je entendue, cette phrase !). Il manque pourtant à ces éléments de portrait ce qui est peut-être l'essentiel, la lumière qui éclaire cette âme : une sensibilité très secrète, mais aussi très ombrageuse et très profonde. Il manque aussi la référence aux principes de base qui ont inspiré et guidé son action, fait un hors-la-loi de ce général commandant d'armée longtemps réputé pour l'habileté de son comportement politique [...]

En fait, Salan a cru qu'entre le maintien d'un statu quo périmé et la remise brutale de l'Algérie entre les mains du FLN, il existait toute une gamme de solutions intermédiaires, susceptibles d'assurer à la fois la coexistence harmonieuse des deux communautés, le maintien de la présence de la France et la satisfaction des revendications essentielles de la population musulmane.

JEAN FERRANDI

Six cents jours avec Salan et l'OAS, Fayard.

LA TORTURE AUX TAGARINS

Le 3 octobre 1961, Yan Ziano, conducteur de travaux, soupçonné d'activités OAS, est arrêté au cours d'un contrôle à Alger par les gendarmes mobiles du colonel Debrosse et emmené à la caserne des Tagarins. Comme des dizaines de suspects avant lui et après lui, il y est torturé. Témoin, le 5 septembre 1963, au procès du général Vanuxem, du colonel de Blignières et de Maurice Gingembre, il raconte à la barre (compte rendu d'audience) :

« La dernière des séances de tortures fut la plus terrible [...]. Je me retrouvai dans le bureau du colonel Debrosse. Ils me déshabillèrent complétement et me suspendirent "à la mode vietnamienne", c'est-à-dire les pieds et les mains liés, les genoux sous le menton et les bras enserrant les jambes ainsi repliées, en position de fœtus, un bâton glissé sous les genoux, prenant par les avant-bras, bâton qu'on laissait tenir entre les deux tables où je pendais comme un poulet à la broche [...] Pressé de questions, j'ai été ainsi suspendu, battu à coups de pied et de matraque, empalé avec un objet que je ne puis définir. Puis, toujours dans cette position, on me passa à l'électricité. On me promenait des électrodes sur tout le corps, sur les organes génitaux, sur les côtes, dans la région du cœur. Ils me passèrent même la verge à l'électricité, introduisant dans le conduit urinaire un clou où était fixée l'électrode... »

Cette séance de torture eut lieu le 28 octobre 1962. Elle dura quatre heures. Lors du procès de Ziano, le 11 septembre 1963, le professeur Robert Claude qui l'avait examiné, déposa ainsi : *« M. Ziano souffrait d'un tassement des vertèbres dorsales et lombaires. Le cas était fréquent à l'époque chez les malades qui avaient passé à la caserne des Tagarins, si bien que j'étais arrivé à nommer la fracture du rachis [conséquence fréquente des électrochocs] le "syndrome des Tagarins". »*



Le lieutenant Roger Degueldre, chef des commandos Delta, sera fusillé le 7 juillet 1962.

Pour lui, l'OAS devient le mouvement de résistance de la communauté française. Salan, sorti de sa retraite, prend la direction officielle de l'organisation que Jouhaud part coiffer en Oranie.

Les commandos Delta organisent des attentats contre le FLN et mènent la lutte armée contre les « barbouzes » gaullistes, policiers et gendarmes mobiles. En France aussi, l'organisation secrète s'organise. Le pouvoir n'en a pas encore fini avec les partisans de l'Algérie française.

Les accords d'Evian

Le 16 mars 1962, Krim Belkacem pour le FLN, Louis Joxe, Robert Buron, Jean de Broglie, pour le gouvernement français signent les « accords d'Evian ». Le FLN l'a emporté. La France le reconnaît. L'Algérie devient un Etat souverain et indépendant. La représentativité du FLN est exclusive. Le MNA de Messali Hadj, les autres tendances, y compris celles de sensibilité française, sont écartées. La minorité européenne n'a le choix qu'entre deux options théoriques : citoyenneté algérienne ou citoyenneté étrangère. En réalité, elle sera chassée et spoliée dans des circonstances odieuses et dramatiques. L'Algérie se voit octroyer le Sahara, espace de création française, qui ne lui était rattaché par aucun lien historique. Sur le terrain, les troupes françaises reçoivent l'ordre de rejoindre leurs casernes et de ne pas intervenir. Les Européens et les musulmans fidèles à la France se retrouvent sans défense, exposés aux exactions, aux enlèvements, aux assassinats. L'horreur interviendra dans le silence du gouvernement français et l'indifférence d'une métropole qui prend ses vacances d'été.

Le dernier combat

Pour l'OAS, le cessez-le-feu du 19 mars 1962 n'est qu'un acte sans signification. Le combat pour la défense de l'Algérie française se poursuit. Mais l'organisation subversive se doit de réagir à la dynamique de la paix. Elle le tente sans grand succès. L'insurrection de Bab-el-Oued, la tentative de création d'un maquis franco-musulman dans l'Ouarsenis, sont brisées par l'armée. Le 26 mars une manifestation pacifique de civils tourne au massacre. La troupe, composée en partie de jeunes musulmans, tire sur la foule ; il y aura 63 morts et 200 blessés rue d'Isly et devant la grande poste d'Alger.

Preuve de sa vulnérabilité, l'organisation est décapitée en quelques semaines. Le général Jouhaud est arrêté à Oran le 25 mars, le lieutenant Degueldre le 9 avril à Alger. Raoul Salan lui-même est fait prisonnier à Alger le 20 avril. Entre-temps, bien des officiers, chevilles ouvrières du mouvement, ont disparu dans l'échec du maquis de l'Ouarsenis.

A Oran où, avec le général Gardy, la lutte organisée fait rage entre commandos de l'OAS et gendarmes mobiles, l'organisation fera illu-

LES « RATONNADES »

24 février 1962. Vingt morts dont dix-neuf musulmans aujourd'hui à Bal-el-Oued ; ce sont de véritables « ratonnades » qui semblent s'y être déroulées. Le général Salan s'en montre profondément affecté. Mais à qui en attribuer la responsabilité ? Selon Susini, celle-ci incomberait à Jean-Claude Perez. Il s'agirait, de la part de ce dernier, d'une politique de provocation systématique à l'égard de la population musulmane. On espèrerait ainsi une riposte massive de la part du FLN, riposte qui entraînerait à son tour une intervention de l'armée. Ces spéculations sont puériles et il serait bon que le Général y mette fin avec une extrême fermeté. Les scènes qui se sont déroulées à Bab-el-Oued dénaturent totalement le sens de notre mouvement.

JEAN FERRANDI
Six cents jours avec Salan et l'OAS, Fayard.

LE CHARNIER DE KHENCHELA

Le 3 juin 1982, *Libération* révélait à grand fracas que l'on venait de découvrir à Kenchela (Constantinois) un immense charnier dans l'enceinte d'une ancienne caserne française. Il y aurait là 1 200 cadavres d'hommes, de femmes et d'enfants liquidés, selon *Libération*, entre 1955 et 1962 par le Deuxième Bureau français et la 13e demi-brigade de la Légion étrangère après d'abominables tortures sur lesquelles le journal s'étendait avec complaisance. Ces informations sensationnelles étaient aussitôt reprises et amplifiées par la télévision.

Peu à peu, pourtant, la vérité devait se faire jour, réduisant à néant les accusations de *Libération*. C'est ainsi que, parmi plusieurs témoins cités par le journal *L'Aurore*, le colonel Jacob, ancien officier du 51e groupe de transport, rapportait qu'en mars 1961, des travaux d'adduction d'eau furent effectués à l'emplacement même de la découverte du charnier, sans révéler la moindre trace d'ossements. En revanche, un ancien sous-officier musulman qui fut arrêté par le FLN à Khenchela en 1962, rappellait que sur ses 200 codétenus, plus de 150 harkis furent liquidés en l'espace de trois semaines et que dans le même temps un village pro-français situé à 8 km de Khenchela fut entièrement rasé...

Dans *Le Monde* du 11 juin 1982, le Dr Armand Maurin, qui vécut sur les lieux après l'indépendance, confirmait que l'existence du charnier de Khenchela était parfaitement connue des habitants, puisqu'elle résultait, selon lui, d'un *« lamentable règlement de comptes fratricide »* intervenu en 1962, dont la responsabilité n'incombait qu'au FLN.

Il fut bientôt établi que le charnier de Khenchela avait fait l'objet, en 1963, d'une enquête menée sur place par une commission internationale de la Croix-Rouge présidée par le médecin-général suisse Gonard, et que les victimes n'étaient autres que des civils et d'anciens harkis massacrés par le FLN au départ de l'armée française...

OLIVIER DRAPÉ
("Permanences")



DR

Après la signature des accords d'Evian, l'OAS semble le dernier recours des Français d'Algérie.

sion encore quelque temps. Début juin, Jean-Jacques Susini, devenu pratiquement seul patron de l'OAS algéroise, s'efforce de négocier avec le FLN au cours des « accords Susini-Mostefaï ». Fin juin, le dernier carré des irréductibles d'Oran doit se résigner. L'Algérie française est perdue. Nul n'interviendra en sa faveur.

« La valise ou le cercueil », avait annoncé le FLN. Les pieds-noirs sont condamnés à fuir en abandonnant tout. Plusieurs milliers ne pourront même pas gagner un bateau ou un avion. Enlevés et massacrés par le FLN, cinq mille d'entre eux disparaîtront à jamais à Oran au début de juillet. La colonisation française sur un sol qu'elle avait fécondé s'achève dans l'ignominie, le désespoir et le sang.

P.M.

---

(1) GPRA (gouvernement provisoire de la République algérienne), créé par le FLN le 19 septembre 1958.

UNE AUTRE SOLUTION ÉTAIT-ELLE POSSIBLE ?

« J'admirais de Gaulle et son génie comme on peut admirer un imposteur s'il est génial. Aux yeux de ses compatriotes et même de l'opinion étrangère, il avait réussi à s'imposer comme une personnalité historique. Lorsque Mauriac écrivit sa biographie, il commença par énoncer comme une vérité première que si de Gaulle avait été tué à Douaumont au lieu d'être blessé, l'histoire aurait été une autre histoire. Or, de Gaulle mort ou de Gaulle sauf, la guerre aurait fini le 11 novembre. De Gaulle mort ou de Gaulle sauf, le traité de Versailles eût porté les fruits que Jacques Bainville avait vus en 1920 et Hitler mené aussi vite sa carrière. Ensuite ? Ensuite c'est la même chose. On sait que de Gaulle a appris le débarquement des Anglo-Américains en Afrique du Nord dans le journal et la crise de colère qui s'ensuivit. Que de Gaulle ait approuvé ou critiqué les modalités du débarquement allié en Europe, il eut lieu le jour choisi par Roosevelt et par Churchill. De Gaulle mort ou de Gaulle vivant, le premier coup de canon eût tonné au même instant en Normandie et l'accord de Yalta eût été signé le même jour.

L'Algérie et l'Afrique française auraient sans de Gaulle obtenu leur indépendance d'un Mollet, d'un Faure, d'un Gaillard, d'un Pinay ou d'un Mendès France, parce que la décolonisalion se trouvait dans le courant suivi par les nations occidentales.

En encourageant les préliminaires du 13 Mai, en en exploitant l'explosion, en lançant des proclamations qu'il devait renier bientôt, de Gaulle a contribué à entretenir chez les pieds-noirs et dans l'armée l'exaltation d'un espoir qui, déçu par celui-là même qui l'avait hypostasié, tourna à la révolte. Sans lui, la séparation de la France et de l'Algérie se serait sans doute déroulée dans un climat moins passionnel. »

JACQUES LAURENT
Histoire égoïste, La Table Ronde, Folio.

PROPOS LIBRES, RAIDES ET INATTENDUS

Qui l'a dit ?





DR



Keystone



DR



DR



Agip

1

« Ici, il y a 30 ans, c'était le paradis. »

a) Aït Ahmed
b) Jacques Roseau
c) Monseigneur Duval

2

« Il y a chez les Arabes les ?lus éloignés de l'Occident une :onception de la vie plus estimable que notre dinguerie à base le publicité, d'imagerie infantile :t de pompe à essence. Ce sont ›resque tous des guerriers nés. »

a) Lucien Bitterlin
b) Michel Jobert
c) Lucien Rebatet

3

« On ne transige pas quand il 'agit de défendre l'intégrité de a République. Les départements l'Algérie constituent une partie le la République française. Ils ont français depuis longtemps et l'une manière irrévocable... amais la France, aucun gouverement, aucun parlement franais, quelles qu'en soient 'ailleurs les tendances particuères, ne cédera sur ce principe ›ndamental. »

a) Pierre Mendès France
b) Alexandre Sanguinetti
c) Georges Bidault

4

« Abattre un Européen, c'est faire d'une pierre deux coups, supprimer en même temps un oppresseur et un opprimé : reste un homme mort et un homme libre. »

a) Ahmed Ben Bella
b) Jean-Paul Sartre
c) Jean Genet

5

« Les instruments criminels, ce sont les chefs du PPA, tels Messali Hadj et les mouchards camouflés dans les organisations qui se prétendent nationalistes, qui, lorsque la France était sous la domination fasciste, n'ont rien dit ni rien fait, et qui maintenant réclament l'"indépendance". »

a) Robert Lacoste
b) Maurice Thorez
c) Jo Ortiz

6

« Moi vivant, le drapeau vert et blanc ne flottera jamais sur Alger. »

a) Raoul Salan
b) Jean-Jacques Susini
c) Charles de Gaulle

7

« Les Français qui s'insurgent contre la torture ou qui en déplorent l'extension font immanquablement penser à ces " belles âmes" dont parlait tel philosophe, et l'appellation "d'intellectuels fatigués" qui leur est donnée par leurs compatriotes Lacoste et Lejeune est très pertinente. »

a) Jean-Marie Le Pen
b) Gilles Perrault
c) Jacques Massu

8

« Nous ne comprenons plus la politique du général de Gaulle. Moi-même, et la majorité des officiers, n'exécuterons pas inconditionnellement des ordres du chef de l'Etat. »

a) Pierre Sergent
b) Jacques Massu
c) Denoix de Saint-Marc

9

« Est-il sage de vouloir substituer de fond en comble notre civilisation à des états sociaux aussi avancés que ceux de l'Afrique du Nord ? Il y a des points du monde où des grandes races sont, en quelque sorte, nouées. On peut y introduire certaines institutions et coutumes occidentales ou superposer au fond des sentiments et des idées, certaines nouveautés d'utilité indubitable, d'usage immédiat. Mais peut-on tenter autre chose que cette association discrète et féconde ? »

a) Charles Maurras
b) Général de Gaulle
c) François Mitterrand

10

« Que les Algériens sachent surtout que l'abandon de la souveraineté française en Algérie est un acte illégitime, c'est-à-dire qu'il met ceux qui le commettent, et qui s'en rendent complices, hors la loi, et ceux qui s'y opposent, quel que soit le moyen employé, en état de légitime défense. »

a) Pierre Lagaillarde
b) Michel Debré
c) Jacques Soustelle

SOLUTIONS

1. Aït Ahmed. 2. Lucien Rebatet, *Rivarol*, 1er juin 1967. 3. Pierre Mendès France, à la tribune de l'Assemblée nationale le 12 novembre 1954. 4. Jean-Paul Sartre, Préface aux *Damnés de la terre* de Franz Fanon. 5. Maurice Thorez, vice-président du Conseil du gouvernement de Gaulle, 1945. 6. Général de Gaulle, en mars 1960 lors d'une tournée d'inspection en Algérie. 7. Gilles Perrault, *Les Parachutistes*, Seuil, 1961. 8. Jacques Massu. 9. Charles Maurras. 10. Michel Debré, éditorial du 20 décembre 1957 du *Courrier de la colère*.

Trois acteurs témoignent

Hélie de Saint Marc : « *Le naufrage et l'imposture* »

1962 : Les accords d'Evian, la fin de la guerre d'Algérie.

1992 : Trente ans déjà, l'anniversaire.

Aujourd'hui, les analystes, les historiens, les politologues, les acteurs et les victimes aussi, se retournent sur cet événement considérable. Ils en examinent les causes, les péripéties, les suites.

Un petit nombre glorifie ; quelques-uns excusent, expliquent, justifient. D'autres recherchent quelles solutions différentes étaient objectivement possibles. Certains découvrent des boucs émissaires. Normal. Réaction logique et prévisible devant un échec.

Car la fin de la guerre d'Algérie pour notre pays fut un échec. Pas forcément en raison de l'indépendance. Celle-ci était peut-être honorablement acceptable si toutes les parties en cause avaient pu en discuter, en négocier les modalités et l'application, sur un fond de garanties qui n'auraient pas été des simples chiffons de papier. Ce ne fut pas le cas.

En vérité, la fin du conflit se solda tragiquement, après tant de sacrifices et de victoires, en raison des conditions dans lesquelles elle fut négociée, imposée à notre pays et surtout appliquée sur le terrain.

Bien entendu, aujourd'hui encore on recherche des responsables. Certains désignent les soldats perdus, l'OAS, ces conséquences évidentes, presque mécaniques des promesses trahies. Explication facile. Explication inexacte. Un négociateur d'Evian (1) a pu écrire : *« De Gaulle céda à toutes les exigences du FLN »* et récemment Ben Bella (2) déclarait : *« Avec ou sans l'OAS, nous étions bien décidés à ne pas respecter les accords d'Evian. »*



Agip

Hélie Denoix de Saint Marc incarne cette génération d'officiers hors du commun qui, après la Résistance et la cruelle amertume de l'Indochine, s'est impliquée totalement en Algérie. Le 21 avril 1961, à la tête des légionnaires du 1er REP, il s'engageait dans le putsch. Trente ans après, il ne regrette rien.

En réalité, le pouvoir politique de la France avait le devoir sacré de faire respecter, au besoin par la force, les engagements pris, les accords conclus, les garanties données.

Il ne l'a pas fait. Il porte l'entière responsabilité de ce qu'en furent les conséquences. Il porte l'entière responsabilité d'un désengagement précipité, sans honneur et sans dignité. Quant à nous, acteurs et témoins de ce drame, ou de ses prémices, comment oublier ?

Comment oublier les milliers de disparus, ni secourus, ni recherchés.

Comment oublier la non-assistance à personnes en danger de mort, comment oublier nos frères d'armes désarmés, par dizaines de milliers, livrés au FLN, torturés, égorgés, massacrés...

Comment oublier le déracinement tragique de centaines de milliers de français d'Algérie, de toute confession, chassés de la terre où ils étaient nés, qu'ils avaient fécondée, où ils

avaient le droit imprescriptible de continuer à vivre.

Aucune pression extérieure, aucune pression intérieure, aucune fatalité de l'histoire ne contraignait notre pays à abandonner à des représailles terribles ou à l'exil ceux qui avaient choisi notre combat ou de partager notre espérance.

Comment oublier que ce pouvoir détenu par la France sur le sol algérien, a été remis au seul FLN, terroriste, totalitaire et que toutes les autres tendances des populations, si riches en sensibilités diverses, ont été brutalement et définitivement écartées de toute négociation, de tout accord.

Comment oublier qu'un pouvoir, qui prétendait incarner l'honneur de la France, a transformé une victoire militaire sur le terrain en une reddition diplomatique en rase campagne.

Nous garderons toujours la blessure de cette humiliation, de ce naufrage.

Nous garderons toujours le deuil de ce qui aurait pu être et qui n'a pas été.

H. S. M.

---

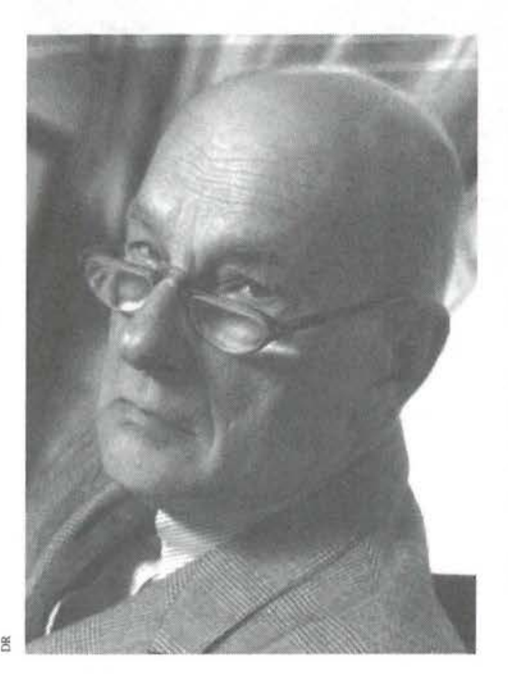
(1) Reda Malek.
(2) A Antenne 2.

Constantin Melnik : *« Une stratégie revisitée »*

Le sentiment humiliant d'une défaite s'inscrivant, pourtant, dans une impression d'inexorabilité, le déchirement de la société française durant le conflit, le rapatriement en métropole d'une fraction dynamique de la communauté nationale constituent, je le crains, autant de facteurs qui empêchent la France d'appréhender avec sérénité la dernière page de la guerre d'Algérie.

« L'histoire est tragique », disait Hegel et il m'arrive souvent de m'élever contre la tendance qui consiste, dans la jeune génération de gauche, à juger avec notre sensibilité de démocrates repus les événements auxquels il m'a été donné de participer depuis le retour au pouvoir du général de Gaulle en mai 1958, jusqu'au cessez-le-feu d'avril 1962. Dur et impitoyable — c'était son rôle historique —, le FLN algérien n'a jamais été un précurseur pacifique de SOS-Racisme.

Apprécier, trente ans plus tard, la guerre avec les déformations passionnelles de l'époque n'est guère plus valable. Par exemple, les difficultés que soulève de nos jours l'assimilation des immigrés devraient faire comprendre que « l'intégration » et « l'Algérie française » conçue comme une communauté fraternelle d'hommes égaux — la pure domination coloniale n'était ni acceptable ni jouable — étaient des utopies. De même l'évolution du monde depuis ces faits — les bouleversements à l'Est ! — devrait faire admettre que l'indépendance de l'Algérie était inéluctable. Le seul problème pour le pouvoir du général de Gaulle était donc de savoir dans quelles conditions se déroulerait cette indépendance. Dans quels délais ? Avec quel respect des intérêts moraux de la nation française ? Avec quelles mesures de défense concrètes des intérêts de la communauté européenne installée en Algérie ?



DR

Conseiller technique pour toutes les questions de « sécurité et de renseignement » de 1959 à 1962 auprès du Premier ministre Michel Debré, Constantin Melnik fut chargé d'orchestrer la lutte contre le FLN et l'OAS. Sans état d'âme, au nom de la raison d'Etat, il mit sa froide détermination au service de la politique du général de Gaulle. Son point de vue n'a pas varié.

Bien que je l'aie servi durant toute l'époque de la guerre qu'il lui a fallu gérer, je n'ai jamais fait carrière sous le général de Gaulle. J'ai même pris position tant contre son abusive déification que contre l'utilisation incantatoire — et combien intéressée ! — de son « saint nom ». Je suis donc d'autant plus libre pour affirmer que la politique qu'il a suivie en Algérie me paraît toujours, trente ans après les faits, comme la seule possible.

L'idée de manœuvre était la négociation avec le nationalisme en position de force par la destruction maximale du potentiel militaire ou politique de la rébellion FLN. Le plan Challe en Algérie, l'action de la police en métropole, l'offensive des services secrets à l'étranger étaient les trois volets de cette option stratégique qui, eux, nous sont reprochés par ceux qui, à gauche, protestent contre notre « violence ».

Ces trois leviers ont produit leurs effets car — phénomène oublié — les accords d'Evian ont été, sur le papier, honorables quant aux intérêts de la France et des Français en Algérie. Pourquoi, alors, les choses se sont-elles si mal déroulées dans la réalité ?

L'édifice juridique d'Evian, si longuement et si laborieusement construit, a-t-il volé en éclats parce que le plan lui-même était mal



Keystone

« Même le moins applaudi de mes discours à l'Assemblée, **se plaignait Michel Debré (alors Premier ministre),** *provoque chez le Général une irritation qui met des semaines à se dissiper. »* **(C. Melnik,** ***Mille jours à Matignon,*** **Grasset, p. 208).**

conçu ? Il est de fait que tous nos incontestables succès militaires ne diminuaient en rien l'audience du FLN ni l'attrait de l'indépendance sur les populations musulmanes. Privés de leurs maquis ou de leur OPA, les nationalistes — nos généraux admettent encore mal ce point — ne se sont jamais retrouvés « la corde au cou ». De toute façon, il était également fatal que la mise en œuvre des accords d'Evian entraînerait lors de leur application un « état de grâce » défavorable aux intérêts français.

Cette situation sur le terrain ne pouvait être influencée que par deux facteurs. D'une part, la force, la détermination, le prestige de notre armée. D'autre part, l'attitude de la population européenne.

Or ce sont ces deux facteurs qui se sont dérobés sous les pas du pouvoir dont il faut, d'ailleurs, admettre qu'il a fait preuve, à Alger et à Paris, d'un laxisme déplorable après le départ de Michel Debré de l'hôtel Matignon après le cessez-le-feu.

En soutenant des éléments européens discutables lors des barricades algéroises de janvier 1960, en se lançant dans un putsch émotionnel sans rationalité stratégique, ce qu'on peut appeler « l'armée d'Algérie » qui désirait vaincre et construire un pays nouveau a cessé d'être neutre. Le commandement a été contraint de la remplacer progressivement par une « armée de métropole » qui n'avait plus la même aura. Les opérations contre le FLN ont perdu de leur pugnacité dès janvier 1960. Le prestige à l'égard de la population musulmane a été réduit à zéro. Au moment de la marche vers l'indépendance, l'armée française n'a plus été en Algérie une force digne de ce nom comme le démontreront les scandaleux massacres de harkis sous ses yeux.

L'attitude de la population européenne a également joué un rôle essentiel. Autant je n'admets pas les réticences de l'armée face aux barricades en janvier 1960, la rébellion d'une poignée de ses régiments en avril 1961, le recours par ses officiers passés à l'OAS, au terrorisme, autant je comprends le désespoir et l'inquiétude des pieds-noirs même si, à mes yeux, ils ne sauraient en rien excuser ni les excès de l'OAS ni les tentations fascistes de certains de ses chefs. Il n'en reste pas moins que le soutien massif apporté par la population européenne à l'OAS, l'approbation de — voire la participation à — ses massacres ont creusé un fossé de haine entre les communautés que rien ne pouvait plus combler.

La responsabilité de ce qu'on pourrait appeler « l'esprit OAS » me paraît donc toujours aussi déterminante, trente ans après les faits, dans l'échec final. Je réalise qu'un tel jugement ne me vaudra aucune popularité. Avec le recul du temps, un certain romantisme estompe l'horreur des crimes qui ont été commis, ne garde que l'image du soldat au grand cœur luttant contre « l'abandon » d'un morceau de la France.

Pour moi, qui les ai vécus, les faits me laissent un souvenir différent. Voilà des gens qui ont cru, contre la logique de l'histoire, contre l'intérêt profond de la France, que l'Algérie musulmane pouvait être française. Au nom de leur utopie, ils ont, officiers, tourné leurs armes contre la République. Puis, après le rejet de leur putsch par le pays tout entier et leurs propres troupes, ils ont poussé une population souffrante et désespérée vers les plus funestes des illusions.

Soulignons qu'ils ne furent qu'une minorité. Comme le prouvent tous ses scrutins, la population française a fait confiance au général de Gaulle. L'armée dans son ensemble a été fidèle à la République. L'Etat et les hauts fonctionnaires de la IVe République auxquels on ne rendra jamais assez hommage, se sont dressés tant contre le FLN que contre l'OAS.

Il n'en demeure pas moins — l'histoire est tragique — que les desperados de l'OAS ont été entendus par la population européenne d'Algérie. Ne faut-il pas conclure alors que l'avenir imaginé par de Gaulle pour l'Algérie a souffert d'une dramatique faillite de la communication ?

Si les musulmans ont écouté de Gaulle, si la métropole lui a fait confiance, il n'en a pas été de même des Européens d'Algérie. Les meilleures des stratégies perdent leurs valeurs si elles ne sont pas comprises, acceptées et soutenues par les peuples qu'elles désirent servir.

C. M.

François Bluche : « *Il fallait bien sauver l'honneur* »

Trente ans après ce qu'on appela longtemps trop pudiquement « les événements », Dominique Venner me demande pourquoi je me suis battu pour l'Algérie française. Ecolier de 1932 à 1935, collégien de 1935 à 1942, j'appartiens à une génération pour qui — sur les cartes et mappemondes, dans les manuels scolaires d'histoire et de géographie, grâce à la littérature (Daudet, Fromentin) — les trois départements d'Alger, d'Oran et de Constantine faisaient partie de mon pays, la France.

Dans l'*Histoire d'Alsace* de Hansi, que me faisaient lire mes parents vers l'âge de six ans, était un dessin inoubliable : deux petits Alsaciens en costume régional, agenouillés, faisaient une prière devant la tombe (musulmane) d'un tirailleur algérien mort en 1870 pour défendre l'Alsace française.

Je ne connaissais pas l'Algérie. L'Algérie était pour moi une sorte de princesse lointaine. Mais lorsqu'il me sembla qu'elle appelait au secours, je me trouvai mobilisé, d'abord au Regroupement national de Jacques Soustelle (1960-1961), puis dans la résistance (1961-1962), tout naturellement, tout uniment ; bref, sans état d'âme.

J'y gagnai l'amitié de plusieurs « officiers perdus » ; j'y récoltai une inculpation de « complot contre l'autorité de l'Etat » ; j'eus la chance d'éviter la prison, et tout finit pour moi, faute de preuves, par un non-lieu. Ces années heurtées avaient été juvéniles : Alain Besançon affirme qu'on est adolescent jusqu'à quarante ans. Elles avaient été romantiques ; mais nous étions plus d'un (Soustelle, Bidault, Girardet, Hélie de Saint Marc) à avoir, vingt ans plus tôt, tâté du juvénile romantisme de la première Résistance.

Notre mobilisation ressemble, dès l'échec du putsch de 1961, à une bataille de retardement, à un combat perdu, à un baroud d'honneur. Mais, dans l'Algérie de Sidi-Brahim, dans celle d'Abd-el-Kader et du bachaga Mokrani, chrétiens et musulmans, armée d'Afrique, Berbères et Arabes ont toujours attaché grand prix aux combats perdus. Ce sont eux, plus que les victoires, qui entretiennent l'imaginaire militaire et civil.



Louis Monier

François Bluche est l'un des maîtres de l'école historique française d'aujourd'hui. Professeur à la faculté de lettres de Paris-Nanterre (69-88) et auteur notamment d'un remarquable *Louis XIV*, il a révélé récemment sa participation à l'OAS en 1961 et 1962 dans un livre de souvenirs, *Le Grenier à sel* (Ed. de Fallois). Comment l'historien d'aujourd'hui juge-t-il le jeune homme qui, jadis, participa à l'histoire ?

La métropole avait depuis longtemps accumulé les maladresses au sud de la Méditerranée, mais, dans la foulée du 13 Mai, tout était devenu ou redevenu possible : fraternisation entre communautés, « intégration », Algérie française (de Gaulle avait même utilisé cette formule, le 6 juin 1958, à Mostaganem). Il eût fallu, selon le mot de Raoul Girardet, refermer alors les dents du piège, canaliser la « nuit du 4 Août » des colons et le nouvel espoir de la population musulmane. Au lieu de quoi, Paris s'empressa de tout desserrer.

On sait que le général de Gaulle, qui n'aimait ni l'Algérie, ni l'armée d'Afrique, souhaita très tôt rompre avec l'Algérie française, et ce sont ses rapprochements successifs avec le FLN — entre deux phrases apaisantes et une tournée des popotes — qui déclenchèrent la résistance. Une résistance inconfortable, car obligée de lutter sur deux fronts : contre les fellaghas et contre les barbouzes.

On nous dit alors, on répète aujourd'hui que le Général avait compris, avant tout le monde, les raisons démographiques rendant l'« intégration » irréaliste. Il en aurait déduit la nécessité du retrait de la France. Peut-être l'intégration n'était-elle qu'un rêve (mais la solution dite israélienne, conçue plus tard par le général Salan était, elle, un rêve réalisable). Peut-être étions-nous condamnés à abandonner l'Algérie. Mais des six ou huit options théoriquement possibles, le pouvoir de la V^e^ République commençante choisit la plus douloureuse. Et cela seul justifiait naguère, justifie encore aujourd'hui, la résistance de l'armée secrète.

Un million deux cent mille Français d'Algérie, chrétiens, juifs ou musulmans, eurent le choix entre « la valise et le cercueil ». La révocation de l'édit de Nantes n'avait forcé au départ que 200 000 Français, six fois moins... Comme la Révocation, plus qu'un crime, cette contrainte à l'exode fut une faute.

Les fautes politiques finissent par être oubliées ou pardonnées. Par contre, nul ne peut oublier les 90 000 harkis massacrés, consciemment sacrifiés par le chef de l'Etat, son gouvernement et son administration. Ce populicide est peut-être le crime fondateur de la V^e^ République. La honte du crime pèsera longtemps sur la France.

En résistant à l'abandon, nous avons sans doute gagné d'échapper à cette honte. *« Il fallait bien sauver l'honneur. »*

F. B.

CEUX DE L'OAS

Que sont-ils devenus ?

PAR JEAN-PIERRE COHEN

Un numéro entier de notre revue n'aurait pas suffi pour évoquer tous ceux qui auraient dû figurer dans ce « who's who » des membres de l'OAS. Pour des raisons évidentes de discrétion, il ne nous était pas possible de citer ici les noms de ceux qui ont voulu tirer un trait définitif sur ce passé. D'autres enfin sont absents de ce chapitre tout simplement parce qu'ils apparaissent par ailleurs dans ce numéro.

ACHARD Jacques, dit "Alpha". Né le 26 mai 1927 à Tresques. Résistant (Sud-Ouest). Administrateur colonial. Se lie en Indochine avec Salan. Sous-préfet de Collo. Rejoint Salan à Madrid en décembre 60. Participe au putsch. Responsable OAS du secteur d'El Biar. Introduit naïvement auprès de Salan l'homme qui le trahira (l'adjudant Lavanceau). Gagne en 62 la Belgique, puis l'Espagne et le Mexique. Travaille dans les travaux publics. Entre en France en 71. Décédé en décembre 1984.



DR

Armand Belvisi

ARGOUD Antoine, colonel. Né à Darney (Vosges) en 1914. Polytechnique. En 1959, chef d'état-major de Massu. Muté en métropole après les Barricades. Participe au putsch. Puis rejoint Salan à Madrid. En avril 62 entre au CNR de Bidault et de Soustelle. Responsable de l'action en métropole. Enlevé à Munich le 25 février 1963 par les barbouzes. Condamné à la détention perpétuelle en décembre. Libéré le 15 juin 1968, rentre à Darney. Aujourd'hui graphologue renommé. Auteur de *La décadence, l'imposture et la tragédie* (Fayard, 1974).

BARDET Jean-Claude. Né en 1941. Anime en 1961 un groupe d'étudiants "Algérie française" à l'Université de Nancy. Emprisonné de 1962 à 1964. Cadre de l'industrie. Membre du comité central du Front national. Rédacteur en chef d'*Identité*. Conseiller municipal de Nancy.

BASTIEN-THIRY Jean, lieutenant-colonel. Né le 10 octobre 1927 à Lunéville. Polytechnicien. Ingénieur militaire hors pair, on lui doit les fameux missiles antichar SS10 et SS11. Chevalier de la Légion d'honneur. Membre du Conseil national de la Résistance intérieure. Organisateur des attentats de Pont-sur-Seine et du Petit-Clamart. Condamné à mort, refuse de demander sa grâce. Fusillé au fort d'Ivry le 11 mars 1963.

BELVISI Armand. Né en 1926 à Tunis. Engagé volontaire à 17 ans. Campagnes de France et d'Allemagne. Lutte antiterroriste en Tunisie. S'inscrit en janvier 60 au Front national des combattants. Arrêté lors du putsch. Rejoint Mission III. Participe à la préparation du Petit-Clamart. Arrêté le 30 mai 62. Libéré en mars 68. Gérant d'un commerce. Ouvrage : *L'attentat* (La Table Ronde, 1972).

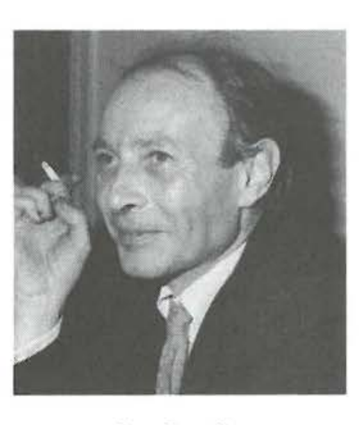
BERTOLINI Louis, alias Capitaine Benoît. Né en 1925. Action dans les groupes contre-terroristes. Puis Centre de coordination interarmées. Participe à l'organisation des commandos Delta après le putsch. En avril 62, passe en France et monte l'opération "Chamois" contre de Gaulle. Arrêté. Libéré en 66. S'installe à Marseille. Y accueille Susini en 67. Président-fondateur de l'Association des anciens détenus et exilés politiques. Gérant de société à la retraite.

BIDAULT Georges. Né le 5 octobre 1899 à Moulins. Agrégé d'histoire. Milite à L'Action catholique. Editorialiste du journal *l'Aube*. Résistant (mouvement Combat). Succède à Jean Moulin en juin 1943, à la présidence du Conseil national de la Résistance. Président du Gouvernement provisoire en 1946. Plusieurs fois ministre des Affaires étrangères. Président du Conseil en 1950. Député MRP de la Loire de 1946 à 1962. Partisan de l'Algérie fran-



Roger-Viollet

Georges Bidault



Jean Bourdier

çaise. Succède à Salan en mars 62. Fonde avec Soustelle le second CNR en avril 62 à Rome. Après un exil au Brésil, rentre en France en 1968. Décédé à Cambo-les-Bains le 26 janvier 1983. Ouvrage : *D'une Résistance à l'autre* (Les Presses du Siècle, 1965).

BLIGNIÈRES HERVÉ DE, colonel. Né le 15 avril 1914 à Hennebont. Saint-cyrien. Campagne de Belgique. Prisonnier (sept tentatives d'évasion). Indochine en 48 avec le 1er REC. En 58, en Algérie, en prend le commandement. Affecté à Paris à l'état-major de l'armée en septembre 60. Participe à l'organisation du putsch. Chef d'état-major de l'OAS-Métro (Mission II). Arrêté en septembre 61. Libéré en décembre 65. Directeur des ventes par correspondance du Bon Marché puis collaborateur du journal *Présent*. Président de l'Association pour la sauvegarde des familles et enfants de disparus. Auteur de *Un Combattant dans la tourmente* (Albin Michel, 1980). Décédé le 5 janvier 89.



Le colonel Joseph Broizat

BLUCHE FRANÇOIS. Né en 1925 à Montpellier. Résistance dans les FTP. Agrégé de l'Université, docteur ès lettres, diplômé de l'Ecole pratiques des Hautes études. Il est professeur d'histoire à la faculté de Besançon quand il rejoint l'OAS. Auteur d'un roman sur l'OAS-Métro (*Les Enfants perdus*. Esprit nouveau, 1963) sous le pseudonyme de Paul Guérande. Poursuit une brillante carrière universitaire et d'historien. Professeur à la faculté des lettres de Paris-Nanterre. Auteur de nombreux ouvrages. A paraître, un *Dictionnaire des mots historiques*, chez Perrin.

BOUYER MARCEL. Né à Royan en 1920. Artisan pâtissier. Député poujadiste de Charente-Maritime (56-58). Hostile à la politique algérienne de De Gaulle, adversaire résolu du régime, militant opiniâtre et désintéressé, il constitue très tôt le plus représentatif des réseaux clandestins d'origine poujadiste, "Résurrection Patrie", dont l'implantation ne se limite pas au Sud-Ouest. Ce réseau, formé bien avant l'apparition officielle de l'OAS, organise plusieurs attentats avant le putsch d'avril 61. Lié au "Groupe de Madrid", Bouyer a été arrêté par la police espagnole en octobre 61. Etant parvenu à rejoindre la France, il est arrêté le 31 janvier 62. Condamné à 12 ans de réclusion. Libéré en mai 67. Prend des responsabilités nationales au CID-Unati jusqu'en 80. Actuellement président départemental (Charente-Maritime) du FNI, parti dissident du CNI.

BOURDIER JEAN. Né le 6 juin 1932. Sous-officier dans les chasseurs d'Afrique. Guerre d'Algérie de 1956 à 1958. Rejoint l'OAS-Métro (Mission II). Journaliste et écrivain. Appartient à l'équipe de *Minute* de 64 à 87. Puis directeur politique du *Choc du Mois*. Actuellement rédacteur en chef de *National Hebdo*. Auteur de *Les Evadés du jour J* (Presses de la Cité) et d'autres ouvrages.

BREM JEAN DE. Né le 2 août 1935 à Paris. Etudiant, participe au Mouvement des jeunes indépendants. S'engage pour combattre en Algérie. Lieutenant parachutiste, participe à l'opération de Suez. Rejoint l'OAS-Métro à sa création. Abattu par la police à Paris le 18 avril 1963. Ouvrage : *Le Testament d'un Européen* (La Table Ronde).

BRANCA GUY, capitaine, alias "Charlie". Né le 18 février 1926 à Tiaret (Algérie). Capitaine d'infanterie. Participe au putsch. Déserte et rejoint l'OAS. Responsable du secteur Alger-Centre. Actuellement directeur d'une entreprise française en Afrique du Sud.

BROIZAT JOSEPH, colonel. Né le 12 janvier 1914 à Megevette (Haute-Savoie). Université grégorienne de Rome. Entre dans l'armée. Campagnes de Tunisie, d'Italie, de France et d'Allemagne. Officier parachutiste en Indochine et en Algérie. Participe activement au putsch. Dirige *Le Centurion*, journal de l'OAS destiné à l'armée. Intervient dans les négociations Susini-Mostephaï. Exil en Italie et en Espagne. Rentre en France en 1969. Retraite en province depuis 83.

BROUSSE DE MONTPERROUX. Né en 1915. Vieille famille terrienne de l'Indre. Grièvement blessé durant la campagne de France. Officier de réserve rappelé en Algérie. Crée avec Souêtre le premier maquis Algérie française en Oranie en février 61. Exilé en Espagne se retire dans un monastère. Revient sur ses terres de l'Indre en 1968. Décédé.

BUSCIA GILLES. Né le 2 janvier 1938 à Bizerte. Instituteur. Comité de salut public d'Ajaccio en 1958. Parachutiste en Algérie. Rallie l'OAS en 1961, chargé de l'action en Corse. En 1962, dirige la branche action de l'OAS-Métropole Mission II. Arrêté en février 63, s'évade le 4 septembre. Tentatives d'attentats contre de Gaulle et Pompidou. Condamné à mort par contumace. Repris le 8 avril 65. Peine commuée en réclusion à vie. Amnistié le 15 juin 68. A monté une société de gardiennage. Auteur de *Au nom de l'OAS* (Alain Lefeuvre, 1980).



André Canal, dit « Le Monocle »

CANAL ANDRÉ, dit "Le Monocle". Né le 18 mai 1905 à Niort. Ingénieur. S'installe en Algérie. Activités contre-terroristes. Se lie au colonel Godard en 57. Rejoint l'OAS. Passe clandestinement en France en novembre 61. Crée la " Mission III". Monte les opérations de plasticage. Arrêté le 4 mars 62 à Paris. Gracié le 22 mars 68. Meurt en 1980.

CASTILLE PHILIPPE. Né le 27 mars 1926 0 Maillu-Champagne. Capitaine de réserve. Membre de l'Organisation de résistance Algérie française (ORAF). Participe, le 17 janvier 1957, à l'attentat (affaire du bazooka) contre Salan, suspecté de libéralisme par les ultras d'Alger. Arrêté lors des Barricades en janvier 60,. S'évade, se réfugie en Espagne où il rencontre Salan en mars 61. Dépêché en France auprès d'André Canal, chef de la Mission III. Arrêté en janvier 62. Condamné à 20 ans de réclusion, est amnistié en 68. Directeur commercial d'une entreprise de meubles. Retiré aujourd'hui dans le Midi où il réalise des vitraux.

CAUNES JEAN. Né à Toulon en 1933. Etudiant. Milite à l'Action Française. Officier en


Agip

Le colonel Pierre Château-Jobert

Algérie de 1957 à 1959. Rejoint l'OAS-Métro Mission II dès sa création. Arrêté en août 61, s'évade quatre mois plus tard en compagnie de Nicolas Kayanakis. Dirige l'OAS-Métro-Jeunes. Arrêté le 28 février 64. Libéré le 1er avril 66. Crée et dirige une société de diffusion, le Livre-Poste.

CHALLE MAURICE, général. Né le 5 septembre 1905 au Pontet (Vaucluse). Saint-cyrien. Résistant. Rôle important dans la préparation de l'opération de Suez en 56. Envoyé en résidence surveillée à Brest lors du 13 Mai. Succède à Salan comme commandant en chef en Algérie fin 58. Met au point un plan de lutte efficace contre l'ALN, le « Plan Challe » qui lui conférera une grande autorité morale auprès des officiers. Muté après les Barricades au commandement en chef des forces alliées Centre-Europe. Demande sa mise à la retraite anticipée en janvier 61. Prend la tête du putsch puis décide de la reddition. Libéré en décembre 66 après cinq ans de détention. Meurt à Paris le 18 janvier 1979.


Agip

Jean-Marie Curutchet

CHARBONNIÈRES LOUIS DE. Né en 1923. Journaliste. Chef de cabinet du général Chassin après le 13 Mai (MP 13). Participe activement à la préparation du putsch. Dirige en métropole l'organe OAS *Vive la France*. Crée en octobre le Conseil national français en liaison avec Pierre Sidos et un groupe d'officiers. Action en liaison avec Canal et Mission III. Témoin à Alger de l'assassinat de Leroy et Villard. Auteur de *Toujours et quand même* (Yves Michelet, 1987). Décédé en décembre 1987.

CHÂTEAU-JOBERT PIERRE, alias Conan, colonel. Né le 3 février 1912 à Morlaix. Compagnon de la Libération. Indochine de 1947 à 1952. Commandant du 2e RPC en 1955. Opération de Suez en 56. Puis Algérie. Rallie l'OAS en janvier 62. Responsable de l'OAS-Constantinois. Passe en France en juillet 62. Crée le mouvement Combat contre-révolutionnaire. Clandestinité jusqu'à l'amnistie de 68. Fondateur du mouvement Le Pays réel, pour la constitution d'un parti national-catholique. Auteur de plusieurs manifestes et d'un ouvrage de souvenirs : *Feux et Lumières sur ma trace* (Presses de la Cité).

CURUTCHET JEAN-MARIE, lieutenant, alias "Capitaine André". Né le 14 août 1930 à Toulon. Lieutenant d'infanterie. Déserte le 12 octobre 61. Devient responsable de la branche ORO de l'OAS-Métro (Mission II) jusqu'à fin août 62. Arrêté le 30 novembre 63 à Dakar. Amnistié en 68. Auteur de *Je veux la tourmente* (Robert Laffont, 1973). Aujourd'hui éditeur au pays basque.

DEGUELDRE ROGER, lieutenant, dit "Delta". Né à Louvroil (Nord) en mai 1925. A seize ans rejoint les FTP. Puis s'engage dans la Légion. Indochine. Y sauve le capitaine de Blignières, blessé lors d'une embuscade. Lui-même blessé à Dien-Bien-Phu. Lieutenant au 1er REP en Algérie, déserte le 4 avril 1961. Cheville ouvrière du putsch. Créateur et chef des commandos Delta. Arrêté le 5 avril 1962. Fusillé le 6 juillet suivant au fort d'Ivry.

DELHOMME PIERRE, lieutenant. Né en 1927 à Sétif. S'engage dans l'action clandestine dès janvier 61 et tente un coup de main sur le dépôt d'armes des commandos de l'Air de Reghaïa. Participe au putsch. Prend en main l'organisation et la direction des Commandos Z (commandos zonaux) du Front nationaliste. Participe au maquis de l'Ouarsenis. Arrêté le 31 mai 1962. Libéré en 68. Aujourd'hui restaurateur dans le Midi.

DOVECAR ALBERT, sergent, dit "Bobby". Né en juillet 1937 en Yougoslavie. Déserte le 1er REP après le putsch. Chef du commando Delta 1 de l'OAS. Exécuteur du commissaire Gavoury le 31 mai 61 à Alger. Arrêté le 12 octobre 61. Fusillé le 7 juin 1962.

DUMONT CLAUDE. Né le 6 juillet 1923 à Douai. Résistant. Déporté. Service d'ordre du RPF. Corps expéditionnaire d'Indochine. Prend part au complot du 13 mai 58. Elu sénateur d'Algérie. Membre du Comité de Vincennes. Rallie l'OAS sous le pseudonyme de "Lux". Démasqué par la police, plonge dans la clandestinité et gagne l'étranger. Rentre en France grâce à ses amis gaullistes. Devient consul de Bolivie. Meurt le 28 août 1979.

FAURE JACQUES, général. Né en 1904. Sorti premier de Saint-Cyr (1925). Choisit les troupes alpines. Conduit l'équipe de France de ski aux JO de 1936. Se distingue lors de l'opération de Narvik en 1940. Fonde Jeunesse et Montagne. Rejoint le Maroc en 43. Participe à la création du 1er RCP qu'il commande dans les Vosges (libération de Colmar). Commande l'école de Saint-Maixent en 54. Chef de l'état-major du ministre de la Défense. Patron de la 27e division alpine en Kabylie où son fils est tué au combat. Premier des officiers de haut grade à s'impliquer contre le régime. Durement sanctionné en 1957. Rallié sans enthousiasme à de Gaulle en 58. Deviendra l'artisan principal du putsch. Arrêté avant d'avoir pu agir, il sera condamné à 10 ans de réclusion criminelle. Décédé en avril 1988.


DR

Pierre Delhomme

FERRANDI JEAN, capitaine. Né en 1920 en Corse. Campagnes d'Indochine et d'Algérie. Aide de camp du général Salan pendant l'OAS, arrêté en même temps que lui le 20 avril 62. Gracié en 66. Crée et dirige un village de vacances en Corse. Décédé en 1990. Auteur de *Six cents jours avec Salan* (Fayard, 1969).

GARDES JEAN, alias colonel Roger. Né le 4 octobre 1914 à Paris. Saint-cyrien. Campagnes de France, d'Italie et d'Alle-


Sipa

Le général Jacques Faure



Le colonel Jean Gardes

magne. Corps expéditionnaire en Indochine en 57. Dirige le 5e Bureau (action psychologique) à Alger après le 13 Mai. Muté en France en 1960 après les Barricades. Participe au putsch. Membre du Comité supérieur de l'OAS. Tente d'organiser un maquis dans l'Ouarsenis en avril 62. Exil en Espagne et en Argentine. Retour en France en 68. Aujourd'hui restaurateur à Paris.

GARDY Paul, général. Né le 11 août 1901 à Paris. Saint-cyrien. Campagne de France et d'Allemagne. Général de brigade en 56. Inspecteur de la Légion étrangère en 58. Rôle important dans l'organisation du putsch. Membre du comité supérieur de l'OAS. Successeur de Jouhaud à la tête de l'OAS-Oranie. Membre du comité directeur du CNR après juillet 62. Exil en Espagne et en Argentine. Tué dans un accident de la route en octobre 75.



Le colonel Yves Godard

GEORGEOPOULOS Anatase, dit "Tassou". Né en novembre 1927 à Oran. Journaliste (*Echo d'Oran*) puis patron de brasserie. Sergent-chef dans les UT. Membre du FNF. A la demande de Lagaillarde, organise l'OAS à Oran dès février 61. Gagne l'Espagne en juin 62. A partir de 63, rôle important permettant aux exilés madrilènes de rentrer en France. Lui-même, retour en 70. Cadre dans une grande mutuelle. Aujourd'hui retraité.

GIGNAC Yves. Né le 24 janvier 1920 à Bordeaux. Campagne de France. Indochine. Fondateur de l'Association des combattants de l'Union française. Collaborateur de Salan. Arrêté en février 62. Libéré fin 66. Depuis, secrétaire général de l'ACUF.

GINGEMBRE Maurice. Industriel. Famille liée à l'Algérie depuis plusieurs générations. Directeur de la société de Djebel Onk en 61. Se met à la disposition du colonel Argoud et du capitaine Sergent pour organiser le financement de l'OAS-Métro. Arrêté à la suite de la découverte de son nom dans une cache du colonel Godard. Condamné à 10 ans de détention criminelle. Participe à la création des éditions Saint-Just. Anime le Centre d'études pour une économie organique. Décédé le 18 avril 1978 à Orbes.

GIRARDET Raoul, Né le 6 octobre 1917 à Paris. Famille d'officiers. Etudes d'histoire. Résistant et déporté. Croix de Guerre 39-45. Agrégé d'histoire, professeur de lycée puis maître-assistant à la Sorbonne et professeur d'Université. Chargé de mission en Algérie par le ministre des Armées en 1960. Prend position en faveur de l'Algérie française. Co-fondateur de *L'Esprit public*. Membre du Comité de Vincennes, passe pour l'un des fondateurs de l'OAS-Métro. Arrêté en 62, est relâché faute de charges contre lui. Aujourd'hui, professeur émérite de l'Université. Auteurs de nombreux ouvrages dont *La Crise militaire française. 1945-1962* (Armand Colin, 1964) ; *L'Idée coloniale en France* (La Table Ronde, 1972).

GODARD Yves, colonel. Né le 21 décembre 1911 à Saint-Maixent. Saint-cyrien. Résistance : commande le groupe de bataillons du plateau des Glières. Patron du 11e bataillon de parachutistes en Indochine de 48 à 53. Bras droit de Massu durant la bataille d'Alger. Directeur général de la Sûreté en Algérie en 58. Limogé en février 60 et muté à Nevers. Participe au putsch. Membre du comité supérieur de l'OAS. Dirige la branche ORO (Organisation-Renseignement-Opération). Exil en Belgique. Y dirige, à Lessines, une entreprise de revêtement de sol. Décédé le 3 mars 1975 .

GODOT Daniel, lieutenant. Né en 1931 à Nancy. Participe au putsch. Adjoint de Sergent. Responsable de l'Organisation des masses dans l'OAS-Métro. Arrêté en avril 62. Libéré en 68. Entreprend des études de droit. Dirige aujourd'hui le secteur formation d'un grand établissement.

GOIX Anne. Ancienne élève des Beaux-Arts. Crée un réseau de soutien. Missions en Espagne. Participation à la préparation de l'attentat du Petit-Clamart avec des membres de Mission III. Arrêtée le 30 mai 1962. Condamnée à dix ans de réclusion. Libérée à la fin de 1966. Artiste peintre.

GOREL Raymond, dit Cimeterre. Né le 26 mars 1914 à Batna (Algérie). Lieutenant-colonel d'intendance. Sous le nom de "Cimeterre" devient en octobre 61 trésorier de l'OAS. Arrêté en octobre 62 à Marseille. Libéré le 14 juillet 66. Disparaît mystérieusement le 20 décembre 68. On parle d'un enlèvement organisé pour s'approprier le "trésor de l'OAS" Action judiciaire toujours ouverte.



DR

Pierre Guillaume

GUILLAUME Pierre. Figure légendaire du corps expéditionnaire d'Indochine, a inspiré Pierre Schoendoerffer qui en a fait le héros de son roman *Le Crabe-Tambour* (Grasset, 1976). En 1957, suspend son service dans la marine pour prendre le commandement du commando parachustiste à la tête duquel son frère Jean-Marie a été tué. Adjoint du général Challe chargé des questions de la marine pendant le putsch. Destitue l'amiral Querville à Mers-el-Kébir. Arrêté le 24 mars 1962 à Oran. Condamné à 4 ans de prison avec sursis. Conseiller auprès du roi d'Arabie Saoudite. Prépare un ouvrage de souvenirs sur le commando Guillaume.

HEDUY Philipe. Né en septembre 1926 à Béthune. Journaliste, écrivain, éditeur. Directeur de la rédaction de *Elle* (51-61). Rappelé volontaire en Algérie. Lieutenant de tirailleurs dans le Constantinois (58-59). Respo-



DR

Philippe Héduy


DR

Roger Holeindre

sable de la propagande de l'OAS-Métro (Mission II). Rédacteur en chef du mensuel *L'Esprit public* (61 à 65), puis de *Minute* jusqu'en 68. Fondateur de la revue *Item*. Auteur notamment de *Au lieutenant des Taglaïts* (La Table Ronde, 1960).

HOLEINDRE Roger. Né le 21 mars 1929 à Corrano (Corse). Entre dans la Résistance à 14 ans. Fusilier marin, parachutiste, combat en Indochine et en Algérie. Rejoint l'OAS et crée le maquis Bonaparte. Arrêté, est libéré en 65. Entre au comité de soutien de Tixier-Vignancour. Participe à la création du Parti national populaire. Journaliste indépendant. Vice-président du Front national.

JACQUEMART Claude. Né le 2 mars 1936 à Sedan. Sous-lieutenant en Algérie (Légion étrangère). Rejoint l'OAS (*Vive la France*) après le putsch. Impliqué dans l'attentat du Petit-Clamart. Exil en Belgique de 1962 à 1969. Journaliste à *Valeurs Actuelles* puis au *Figaro* où il anime la rubrique *Figaro-ci Figaro-là*. Auteur de *Chelia, duel dans l'Aurès* (Presses de la Cité).


Gamma

Alain Bougrenet de La Tocnaye

JOUBERT Claude, alias Julien. Journaliste vedette de l'ORTF dont il présente le journal de 20 h, s'engage clandestinement au côté de l'OAS-Métro (Mission II) et devient membre de l'état-major de Pierre Sergent. Echappe à toutes poursuites judiciaires mais est renvoyé de l'ORTF en 68. Collabore à *Minute*. Décède en 73.

JOUHAUD Edmond, général. Né le 2 avril 1905 à Bou Sfer (Algérie). Saint-cyrien. Chef de l'Organisation de Résistance de l'Armée (ORA) et chef d'état-major des FFI pour la région de Bordeaux en 44. Commandant des Forces aériennes françaises en Allemagne en 52. Commandant de la 5e région (Algérie) en 57. Chef d'état-major de l'armée de l'air en 58. A sa demande, mis en disponibilité en octobre 60. Cheville ouvrière du putsch. N°2 de l'OAS. Chef de l'OAS-Oranie. Arrêté le 26 mars 62 à Oran. Condamné à mort, sa peine fut commuée en prison à vie. Libéré en 67. Président d'honneur du Front national des rapatriés, continue de participer à de nombreuses manifestations. Auteur de nombreux ouvrages sur le drame de l'Algérie.

KAY Jean. Né en 1942 à Miliana. Participe à la branche propagande de l'OAS. Puis s'engage comme mercenaire au Yemen et au Biafra. Instructeur à Beyrouth des Phalanges libanaises. Détourne un Boeing à Orly pour obtenir des médicaments pour le Bangladesh. Mêlé à l'affaire Dassault-Devathaire. Emprisonné à Calcutta en 84. Disparu. Vivrait en Espagne. Auteur de *L'Arme au cœur* et *Les Fous de guerre* (Jacques Grancher).

KAYANAKIS Nicolas, alias "Le Grec". Né en 1931 à Tunis. Secrétaire des étudiants royalistes (1953-1953). Officier. Rejoint les réseaux OAS du Sud-Ouest. Arrêté une première fois, s'évade le 2 décembre 1961. Devient le responsable de l'OAS-Métro Jeunes (Mission II). Arrêté une nouvelle fois en mai 62, son frère Georges lui succède. Libéré en avril 1966. Ingénieur. Dirigeant d'entreprise. Auteur de *Derniers châteaux en Espagne*. La Table Ronde, 1966.

LACHEROY Charles, colonel. Né le 22 août 1906 à Chalon-sur-Saône. Pupille de la nation (père mort à Verdun). Saint-cyrien. Campagnes de France, d'Italie et d'Allemagne. Corps expéditionnaire en Indochine. Appelé par Salan comme directeur de l'Information et de l'Action psychologique lors du 13 Mai. Participe au putsch. Entre dans la clandestinité. Exil en Espagne jusqu'en 68. Retiré à Perpignan.

LAGAILLARDE Pierre. Né le 15 mai 1931 à Courbevoie. Président de l'Association générale des étudiants d'Alger en 57. Député d'Alger en 58. Rôle important durant le 13 Mai et, en janvier 60, lors des Barricades. Arrêté, s'évade et gagne l'Espagne en novembre 60. Invente à Madrid avec Susini le sigle OAS. Tenu à l'écart du putsch par Challe. Aujourd'hui bâtonnier au barreau d'Auch.

LA TOCNAYE, Alain Bougrenet de. Né le 13 novembre 1926 à Neuilly. Engagé en 47. Premier séjour en Algérie. Puis rappelé en 56. Vice-président du Comité de salut public de son secteur en 58. Après le putsch passe dans la clandestinité avec Gardes. Arrêté en mai 61. S'évade de la Santé en janvier 62. Participe au Petit-Clamart. Arrêté le 5 septembre 62 à Paris. Libéré en 68. Directeur d'une société de sécurité. Aujourd'hui à la retraite. Auteur de *Comment je n'ai pas tué de Gaulle* (Edmond Nalis, 1969).

LAUDENBACH Roland. Né le 20 octobre 1921 à Paris. Homme de lettres, journaliste, scénariste. Collabore à *La Nation Française* et à


Agip

Jean Kay

l'Esprit Public. Fondateur et directeur des Editions de la Table Ronde depuis 44. Rejoint l'OAS-Mission II (branche Propagande). Œuvres : *Le Divertissement, La Mauvaise Carte, Le Voyage de Jérôme*, etc. Entre autres films, *L'homme aux clés d'or* interprété par son oncle Pierre Fresnay. Décédé en 89.

LE PIVAIN Philippe, capitaine. Fils de l'amiral Le Pivain. Campagnes d'Indochine et d'Algérie dans la Légion. Participe au putsch avec sa compagnie, le 2e REI sous les ordres du commandant Camelin. Déserte et rejoint l'OAS qui lui confie le secteur-clef de Maison-Carrée à Alger. Au cours des derniers mois d'existence de l'OAS-Algérie, fait partie de ce qu'on a appelé le "soviet des capitaines" qui entoure Salan. Chargé de l'élimination de Leroy et Villard. Abattu par les gendarmes mobiles dans une embuscade le 7 février 62 à Alger.


DR

Roland Laudenbach


Roger Nimier

LEROY Michel. Ingénieur des pétroles sahariens. Fait la connaissance de D. Venner alors qu'ils sont tous deux volontaires au 4e BCP en Algérie (1954-1955). Militant de Jeune Nation. Principal dirigeant du Front nationaliste fondé en 61 avec Villard. Adjoint du colonel Gardes à la tête de la branche OM de l'OAS. S'efforce vainement de faire prévaloir une stratégie politique cohérente. Accusé à tort de tractations avec des émissaires gouvernementaux dans le cadre d'un projet de partition, il est assassiné le 9 janvier 1962.

MARTEL Robert. Né le 5 mars 1921 à Alger. Agriculteur. Président de l'Union française nord-africaine. Cheville ouvrière du 13 Mai. Membre du Comité de salut public du 13 Mai. Créateur-fondateur du MP13. Participe aux Barricades. Crée un maquis Algérie française dans la Mitidja de 60 à 62. Y accueille Salan et Jouhaud après le putsch. Arrêté en 63. Libéré en 68. Conférencier traditionaliste. Aujourd'hui retiré dans le Poitou.


Jean-Claude Perez

MONTAGNON Pierre. Né le 2 août 1931. Capitaine de parachutistes. Participe au putsch. Patron du secteur Hussein-Dey de l'OAS-Alger. Arrêté en 62 à Alger. Libéré en 66. Actuellement chef d'entreprise dans le Sud-Ouest. Auteur de *La Guerre d'Algérie : genèse et engrenage d'une tragédie* et *L'affaire Si Salah* (Pygmalion/Gérard Watelet. 1984 et 1987).

MUGICA Jacques. Né le 28 février 1933. Aspirant-médecin-volontaire pour l'Algérie en juin 60. Affecté au 1er régiment d'infanterie à Palestro. Participe au putsch en se mettant à la disposition du colonel Roca, commandant la zone Est-Algérois. Arrêté, est acquitté le 1er août 61. Rejoint l'OAS-Métro. Reconnu aujourd'hui comme l'un des plus grands spécialistes de chirurgie thoracique.

NIMIER Roger. Né le 31 octobre 1925 à Paris. Ecrivain et journaliste. Volontaire au 2e hussards en 1944, est blessé à Royan. Indigné par l'épuration, fonde en septembre 47 avec un groupe de jeunes socialistes-monarchistes l'un des premiers journaux de l'opposition nationale, *Force populaire*. Soutient les jeunes nationalistes du Mouvement d'action universitaire et culturelle, plus spécialement les créateurs de *Contre-Révolution* (1951). Collabore à *La Nation française* de Pierre Boutang. Partisan de l'Algérie française, signe l'appel en faveur du Non au référendum de 61. Apporte son soutien à l'OAS et sert de boîte aux lettres à Sergent. Son œuvre littéraire le place parmi les plus grands écrivains contemporains. Meurt dans un accident de voiture le 28 septembre 1962.

ORTIZ Joseph. Né le 4 avril 1917 à Guyotville (Algérie). Campagne de France. Propriétaire du bar du Forum à Alger. Membre du Comité de salut public du 13 Mai. Président-fondateur en 59 du Front national français. Organisateur des Barricades en janvier 60. Se réfugie en Espagne. Participe à la création du gouvernement provisoire de l'Algérie française à Madrid en janvier 61. Amnistié en 68. Candidat de la liste Eurodroite aux Européennes de 79. Président de la Fédération pour l'unité des rapatriés, des réfugiés et de leurs amis. Retraité. Auteur de *Mes Combats* (La Pensée Moderne, 1964).

PEINTRE Claude. Né le 24 octobre 1935 à Paris. Parachutiste. Arrêté en février 61 pour l'assassinat à Alger de l'avocat libéral Me Popie. Libéré par les putschistes en avril 61. Chef de commando Delta. Arrêté en 1980 pour détention d'armes. Travaille aujourd'hui dans une entreprise de nettoyage.

PEREZ Jean-Claude. Né le 17 janvier 1928 à Bougie (Algérie). Médecin. A la tête d'un groupe de contre-terroristes (ORAF) en 55 et 56. Membre du comité directeur du FNF. Arrêté après les Barricades. Libéré par les putschistes. Chef de l'ORO, la branche armée de l'OAS. Gagne l'Espagne en juin 62. Retour en France en 68. Actuellement médecin. Son livre, *Le Sang d'Algérie, histoire d'une trahison permanente,* doit sortir prochainement aux Editions du Camelot.

PERRET Jean-Loup. Né en juin 38 à Paris. Fils de l'écrivain Jacques Perret. Journaliste à *Paris-Presse*. Parachutiste en Algérie. Rallie l'OAS-Métro fin 61. Participe à l'attentat contre Joël Le Tac au Val-de-Grâce en février 62. Arrêté en septembre 62. Libéré en 66. Reprend son métier de journaliste. Entre au *Guide Gault et Millau*. Collabore à *Minute*. Décédé en janvier 91.

PICOT D'ASSIGNIES Olivier. Né en 1929. Lieutenant parachutiste. Participe au putsch. Responsable dans l'OAS-Alger du secteur d'El-Biar. Arrêté le 12 février 62. A sa libération s'engage comme mercenaire au Congo puis au Biafra. Décédé en 1983.


Jacques Prévost

PIEGST Claude. Né en 1934 à Alger. Commerçant. Participe aux Barricades. Membre fondateur de l'OAS. Arrêté à Nice en novembre 61. Condamné à mort pour sa participation présumée à l'assassinat du commissaire Gavoury. Fusillé le 7 juin 1962.

PRÉVOST Jacques, dit "De Brémonville". Né en 1931. Electricien. Engagé en 47. Indochine et Algérie. Participe aux Barricades. Responsable OAS d'Hassi-Messaoud. Impliqué dans l'attentat du Petit-Clamart. Amnistié en 68. Chef d'agence d'une société de gardiennage. Candidat aux municipales de 1971 sur la liste Ordre nouveau. Participe au service d'ordre de Giscard pour la présidentielle de 74. Actuellement directeur d'une affaire commerciale.

RAS Georges. Né en août 1929 à Saint-Etienne. Journaliste. Participe au putsch en tant que directeur-adjoint de l'Information. Puis entre à la branche Propagan-


Jean-Loup Perret



Pierre Sergent

de de l'OAS. Arrêté en mai 62 à Alger. Libéré, entre à *Valeurs Actuelles* puis à *Sud-Ouest*. Décédé.

REGARD André, alias "Raphaël". Né en 1902. Trésorier-payeur général. Collaborateur de Soustelle en Algérie. Assume les fonctions de secrétaire général du GG à partir du 13 mai 58. Puis directeur au ministère des Finances. Transmet à l'OAS des informations essentielles recueillies dans le cadre de ses fonctions. Nommé par Salan délégué politique en juin 61. Arrêté en 63. Libéré, retourne aux Finances. Retraité, meurt à Nice en 83.

REIMBOLD Jean, alias Arthur et Cordier. Né le 12 mars 1920 à Saint-Dié. Professeur de lettres. Secrétaire puis président du RPF. Vice-président de l'Union présence française au Maroc (1954-1956). Fondateur de l'Union pour l'Algérie française (1960-1961). Entre dans la clandestinité en février 62. Patron du CNR pour la IX^e^ région militaire. Arrêté le 12 mars 1964 à Marseille. Amnistié et libéré le 1^er^ mai 1966. A la retraite dans le Midi. Auteur de *Pour avoir dit non* (La Table Ronde, 1966).



Agip

Jean-René Souêtre

RIZZA Joseph, dit "Nani". Né à Bab-el-Oued en 1927. Crée spontanément le premier groupe contre-terroriste en novembre 1954 avec d'autres employés syndiqués des Transports algériens. Nombreuses opérations contre le FLN en liaison avec les services spéciaux (CIC). Participe au premier maquis Algérie française du capitaine Souêtre. Chef de commando Delta (61-62). Se réfugie en Espagne. Revient en France en 1972. Employé municipal à la retraite dans le Midi.

RONDA Marcel. Né en mars 1922 à Alger. Président de l'Interfédération des unités territoriales. Rôle important durant le 13 Mai et les Barricades. Fin 61 co-responsable à Alger du cabinet de Salan. Exil en Espagne de 62 à 69. S'installe sur la Côte d'Azur et entre comme économe dans un hôpital. Aujourd'hui à la retraite.

ROSEAU Jacques. Né le 5 août 1938 à Alger. Membre du Comité de salut public du 13 mai. Responsable des facultés et des lycées d'Alger dans l'OAS. Quitte l'Algérie en juin 62. Fonde le Recours avec Guy Forzy. Consultant auprès de grandes entreprises. Co-auteur du *13^e^ Convoi* et du *113^e^ Eté* (Laffont).

SALAN Raoul, général. Né dans le Tarn, le 10 juin 1889. Participe à la Grande Guerre. En poste en Indochine de 1924 à 1936. Campagne de France et d'Allemagne de 1943 à 1945. Participe en Indochine en 1946 aux premiers accords avec Ho Chi Minh. Commandant en chef en Indochine en 1953 puis en Algérie en 1956. Le 13 mai 58, à Alger, lance contre son gré l'appel à de Gaulle. Rappelé fin 58 en métropole. Mis à la retraite en 60, s'installe à Alger. Expulsé, gagne Madrid où il crée l'OAS avec Lagaillarde et Susini. Rejoint Alger au cours du putsch en avril 61. Commandant supérieur de l'OAS. Arrêté à Alger le 20 avril 62. Condamné à la détention criminelle à perpétuité le 23 mai 62. Libéré le 15 juin 68, décédé le 3 juillet 1984 au Val-de-Grâce. Ouvrage : *Mémoires : fin d'un empire*, 4 t. (Presse de la Cité).

SAINT MARC Hélie Denoix de, colonel. Né le 11 février 1922 à Bordeaux. Résistant. Arrêté en 43, envoyé à Buchenwald. Ecole d'officiers de Coëtquidan. Choisit les paras de la Légion étrangère. Deux séjours en Indochine. Algérie à partir de 54. Engage le 1^er^ REP dans le putsch. Arrêté. Condamné à 10 ans de détention. Libéré fin 66. Directeur du personnel d'une entreprise lyonnaise. Commandeur de la Légion d'honneur au titre de déporté et résistant en novembre 78. S'occupe d'associations de harkis et de boat-people.

SARRADET Jean. Né en 1940. Etudiant en sciences politiques. Rejoint l'OAS dès sa création. Membre du Front nationaliste de Leroy et Villard. Chef des commandos Z. Prend l'initiative d'une tentative de partition à la fin de 1961. Crée en avril 62 l'Union générale des travailleurs français d'Algérie. Favorable à une entente avec les nationalistes algériens, prend ses distances avec l'OAS. Quitte l'Algérie en juin 62. Meurt dans des conditions mystérieuses à la Noël 62 à Beaune. Anne Loesch a écrit le récit de son aventure dans *La valise ou le cercueil* (Plon, 1963).

SERGENT Pierre, capitaine. Né le 30 juin 1926 à Sèvres. Résistant, saint-cyrien. Corps expéditionnaire d'Indochine puis Algérie. Capitaine au 1^er^ REP. Muté à Chartres par mesure disciplinaire en janvier 61. Participe au Complot de Paris. Participe au putsch à la tête de sa compagnie. Puis organise et dirige l'OAS-Métro (Mission II). Poursuit son action au sein du CNR après juillet 62. Le transforme en Conseil national de la révolution en avril 63. Rentre en France en 68. Révèle en 79 ses contacts avec Michel Poniatowski à l'époque de l'OAS. Député du Front national de 86 à 88. Membre du bureau politique du FN. Ouvrages : *Ma peau au bout de mes idées* (La Table Ronde, 1967) ; *Je ne regrette rien* (Plon, 1972) ; *Paras-Légion, histoire du 2^e^ BEP en Indochine* (Presses de la Cité, 1982).



DR

Albert Spaggiari

SIDOS Pierre. Né en 1927. Cadre de l'industrie. Fondateur en 1954 du mouvement Jeune Nation avec ses frères François et Jacques. Après dissolution de ce mouvement en 58, fonde le journal *Jeune Nation*, puis le Parti nationaliste interdit à son tour en février 59. Clandestin à partir du 24 janvier 60. Participe à la création de l'OAS en métropole (journal *Vive la France*) avec Mission III. Arrêté en juillet 62. Dirige depuis 68 l'Œuvre française.



DR

Jean-Jacques Susini

SOUÊTRE Jean-René, capitaine. Né le 15 octobre 1930 à Ayguemortes-lès-Graves. Enfant de troupe de 12 à 17 ans. Entre dans l'armée de l'air. Affecté en Allemagne jusqu'en 56. Puis à sa demande, en Algérie. Capitaine des commandos de l'air. Déserte en janvier 61 et implante un maquis Algérie française dans l'Oranais. Arrêté sur dénonciation en février 61. S'évade en 62 et passe en Espagne. Délégué du CNR. Mercenaire au Congo en 67. Depuis 84, responsable des relations publiques dans un casino.

SOUSTELLE Jacques. Né en février 1912 à Montpellier. Agrégé d'histoire. Rallie Londres dès juin 40. Ministre de l'Information puis des Colonies en 45. Secrétaire général du RPF de 47 à 51. Gouverneur général de l'Algérie en 55 et 56. Député de Lyon de 51 à 58, participe aux événements de mai 58 à Alger. Ministre de l'Information, puis des Affaires sahariennes. Partisan de l'Algérie française, abandonne ses fonctions en janvier 60. Gagne Rome après le putsch en mai 61. Y crée avec Bidault le second CNR. Rentre en France en octobre 68. Directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales. Président-fondateur du Mouvement national progrès et libertés. Elu conseiller municipal de Lyon en 71. Député du Rhône en 73. Entre à l'Académie Française en 83. Décédé en août 90, laisse derrière lui une importante œuvre littéraire et scientifique.



Roland Vaudrey

SPAGGIARI Albert. Né le 14 décembre 1932 à Laragne. Parachutiste en Indochine. Rallie l'OAS début 61. Arrêté, passe 4 ans à Ré. Puis photographe. Organise le "casse du siècle" à la Société générale de Nice en juillet 76. Arrêté en novembre, s'évade. Gagne le Brésil. Séjourne plusieurs fois en France à la barbe de la police, jusqu'à sa mort le 10 juin 89. Ouvrages : *Faut pas rire avec les barbares* (Robert Laffont. 1977). *Les Egouts du paradis* (Albin Michel. 1978). *Journal d'une truffe* (Albin Michel. 1983).

SUSINI Jean-Jacques. Né le 30 juillet 1933 à Alger. Etudes de médecine. Responsable du Front national français. Arrêté après les Barricades. Libéré fin 60, passe en Espagne. Co-fondateur de l'OAS. Responsable de la branche Action politique et propagande. Ses accords avec l'Exécutif provisoire algérien en mai 62 lui valent des inimitiés au sein de l'OAS. Exil à Rome. Retour en France en 68. Entendu dans le cadre de la disparition, en décembre 68, du colonel Gorel, ex-trésorier de l'OAS. Disculpé. Dirige maintenant une société de sécurité à Paris.

TABAROT Robert. Né en 1928 à Paris. Fils du directeur du patron du journal *Oran Républicain*. Activités contre-terroristes. Responsable oranais du FNF. Crée et organise l'OAS à Oran avec Georgeopoulos. Se retire en 62 dans le sud de l'Espagne. Y crée un parc de loisirs. Aujourd'hui agent immobilier.

TENNE Claude, alias Marc Ténard. Né le 15 décembre 1936 à Paris. Ouvrier métallurgiste. Tenté par le parti communiste. S'engage dans la Légion en 1954. Au 1er REP de 1955 à 1961. Fait partie du 1er commando Delta après le putsch avec Degueldre et Dovecar. Blessé lors de son arrestation à Alger en 1962. Condamné à la réclusion à perpétuité. Réussit une évasion spectaculaire du pénitencier de Ré en novembre 1967. Artisan décorateur. Auteur de *Mais le diable marche avec nous* (La Table Ronde, 1968).

VANUXEM Paul, dit "Verdun", général. Né en 1905. Professeur de philosophie. Entre dans l'armée. Campagne de France. Indochine de 47 à la fin. Algérie. Puis prend un commandement en Allemagne. Limogé en juin 61. Prend contact avec l'OAS. Chef nominal de l'OAS-Métro désigné par Salan. Arrêté en septembre 61. Acquitté faute de preuves par la Cour de sûreté de l'Etat en septembre 63. Décédé en janvier 79.



VAUDREY Roland, colonel. Né le 27 septembre 1912 à Paris. Participe au "Complot de Paris". Arrêté, s'évade de l'hôpital Bégin à Saint-Mandé le 23 septembre 61. Regagne Alger et devient chef du Grand Alger pour l'OAS. Organise la tragique manifestation de la rue d'Isly. Exil en Belgique où il meurt le 15 janvier 65.

VIGNEAU Pierre, dit "Petit Jim". Né en 1942. Chef de file du FAF. Commando Delta. Exil en Espagne. Rentre en France en 64. Travaille pour la DST en 65. En 73 s'accuse d'avoir éliminé Gorel. S'installe à Ibiza et prend la nationalité espagnole. Tué dans un accident de voiture.

VILLARD René. Dirigeant du mouvement algérois France-Résurrection. Puis, avec Michel Leroy et Zagamé, membre du directoire du Front nationaliste créé en mai 61 et dont les commandos Z ont des activités parallèles à celles des commandos OAS. Assassiné dans les mêmes conditions que Michel Leroy en janvier 62.

WATIN Georges, dit "La Boiteuse". Né le 10 mai 1923 à Alger. Propriétaire terrien. Participe au contre-terrorisme. Rejoint l'OAS. Participe aux attentats du Petit-Clamart et de l'Ecole Militaire contre de Gaulle. Passe en Suisse puis gagne le Paraguay où il vit toujours.



DR

Claude Tenne

ZAGAMÉ Jean-Marcel. Né en mai 1940 à Alger. Milite à Jeune Nation. Participe au putsch. Monte les groupes armés du Front nationaliste. Arrêté à Paris en septembre 62. Libéré, reprend ses études de médecine. Milite à Europe-Action. Membre de l'Association des anciens exilés et détenus de l'Algérie française. Actuellement directeur de société.

ZATTARA Dominique. Né en 1913 à Mostaganem. Instituteur. Campagnes de France, d'Italie et d'Allemagne. Maire du VIIIe arrondissement d'Alger. Responsable du FAF. Organise les structures civiles de l'OAS. Arrêté en juin 61. Interné jusqu'en 64. Agent de maîtrise, puis sous-directeur d'une société d'éditions. Décédé en 1988.



Agip

Georges Watin, dit « La Boiteuse »

EDUCATION SENTIMENTALE DANS LES DJEBELS

C'était le moment d'avoir vingt ans

PAR DOMINIQUE VENNER

Près de trois millions de jeunes Français ont été envoyés en Algérie de 1954 à 1962. Leur guerre ne fut pas l'empoignade de deux colosses. Ce fut une petite guerre, avec de brefs combats, beaucoup de fatigue, mais aussi des morts, parfois. Pour certains, ce fut un mauvais moment. Pour d'autres, une étonnante aventure. Avec le recul du temps, on peut se demander si ce ne fut pas aussi l'une des dernières occasions accordées aux Français d'accomplir une destinée propre. Dominique Venner partit en 1954, comme volontaire avec les premiers renforts envoyés à la frontière algéro-tunisienne. Il n'avait pas vingt ans. Témoignage.

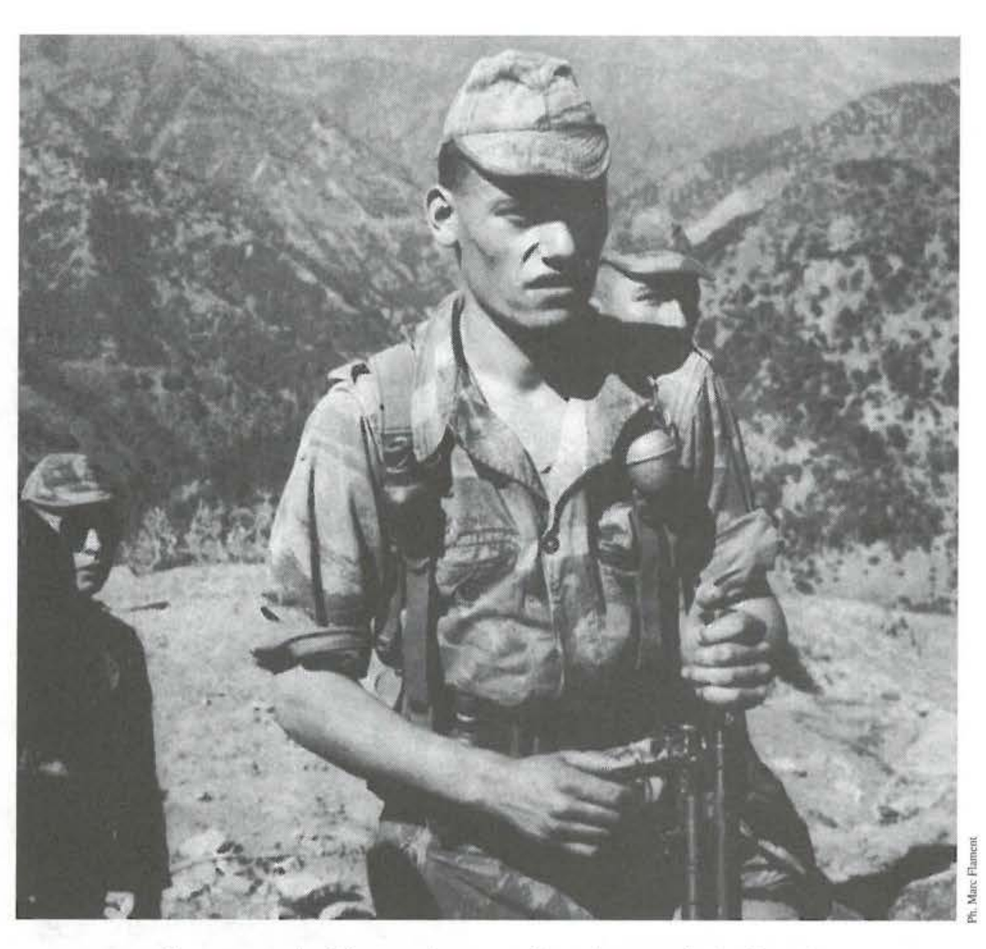


Photo de Marc Flament, le meilleur photographe militaire de sa génération, l'un des créateurs du mythe universel des paras, guerriers d'un type nouveau, sportifs, durs et sans haine.

Drôle d'armée que celle de la guerre d'Algérie ! Une sorte d'énorme monstre flasque qui engloutissait chaque jour des tonnes de nourritures diverses, de carburant, de papier, de papier surtout, et parfois même de munitions. Des milliers d'officiers ventripotents et fatigués flanqués de vieux sous-offs imbibés et revêches veillaient hargneusement sur la digestion du monstre.

Mais cette désespérante flasquitude avait pourtant généré ici ou là d'imprévisibles exceptions. Parfois tout un régiment, nuque rase et bronzée, coiffé d'une curieuse casquette achetée sur ses deniers par un colonel imaginatif, semblait faire sécession. Plus souvent, au sein d'un régiment « cul de plomb », ou à la tête d'une unité de supplétifs, un petit lieutenant, un capitaine ou un simple sergent, las de s'encrasser, avaient transformé leurs bidasses en guerriers souples, hâves et narquois.

Comme au Moyen Age — car cette guerre était médiévale — avaient surgi quelques petites ou grandes compagnies que leurs chefs distinguaient par des emblèmes de leur invention et qui prenaient volontiers des libertés avec l'uniforme et les directives prudentes de généraux lointains.



Ph. Marc Flament

Nous en avons bavé à en mourir sur ces pistes qui ne menaient nulle part.

Trois millions de muets

Nous sommes presque trois millions d'anciens d'Algérie et on ne nous entend pas. Trois millions de muets, nés entre 1930 et 1942, expédiés jadis en Afrique du Nord pour « maintenir l'ordre » et pour que jeunesse se passe.

Est-ce notre pudeur ou notre délicatesse qui nous imposent silence ? Je n'en suis pas convaincu. On nous a tant dit que nous avions perdu nos précieux vingt ans dans une guerre qui n'en était pas une, que nous avions fini par le croire. Une sale guerre qui plus est.

« Les régiments glorieux remonteront les Champs-Elysées », avait promis un général en chef aux heures éphémères du 13 mai 1958, *« et le peuple entier vous couvrira de fleurs ! »* On a vu. Les régiments ont rembarqué en douce et la queue basse, floués d'une illusion de victoire. Ils furent couverts d'insultes.

Et pourtant, je jurerais que pour beaucoup, le souvenir de cette époque n'a rien de lugubre. Je jurerais même que certains furent heureux alors comme jamais.

Pour la 2e compagnie du 4e BCP, l'aventure avait commencé dans la nuit du 1er au 2 novembre 1954, la première nuit de cette guerre. Un télégramme du bataillon nous avait sorti de nos tentes. Dans les phares des GMC, on nous distribua fiévreusement munitions et grenades. Pour aller plus vite, le major et les hommes de la section de commandement éventraient les caisses de cartouches. Les moteurs des bahuts tournaient doucement, dégageant une odeur d'essence chaude. Les hommes, visage tendu, soudain silencieux, se présentaient sur une file avec leur arme. Eperonnés par nos coups de gueule, ils remplissaient fébrilement les chargeurs des armes automatiques.

Nous étions arrivés en Algérie trois mois plus tôt, venant d'Allemagne. Plusieurs bataillons de chasseurs, formés durant l'été 1954, avaient été dispersés par petits paquets le long de la frontière tunisienne. Ma compagnie campait à Clairfontaine, nom assez humoristique pour un désert de pierres calcinées, piqué de touffes d'alfa et de chênes rabougris.

La frontière de l'Europe

Ma section fut bientôt constituée en commando d'intervention. Toutes les opérations étaient pour nous. En échange, on nous déchargeait des corvées, gardes et servitudes du secteur. Cela nous plaçait dans un monde à part. Nous regardions les camarades d'un peu haut. Ils nous jalousaient. Les djebels pelés autour de Tebessa devinrent notre terrain de chasse durant tout l'hiver. Aux abords de Tebessa, les ruines de l'antique Théveste nous rappelaient que la frontière de l'Europe était déjà passée ici deux mille ans plus tôt.

Un combat à armes égales

Ratissages, patrouilles et embuscades, tout se faisait à pied, sac au dos le plus souvent. Les troupes étaient rares à cette époque en Algérie. Il fallait faire le travail des absents. Au retour d'opération, nous nous laissions tomber comme des bêtes sur la toile grise de nos lits de camp. Souvent, on venait nous réveiller en pleine nuit. On s'équipait en titubant de sommeil et en jurant. Après un quart de café brûlant, on embarquait dans les GMC en espérant que le voyage durerait pour somnoler un peu. L'air glacé dans les camions nous accordait rarement cette grâce.

Cette première armée d'Algérie était pauvre. L'intendance n'avait rien prévu. Les croquenots réglementaires étaient immondes. Nous nous étions chaussés de pataugas à nos frais. La seule pièce d'équipement convenable était une veste de saut en grosse toile camouflée qu'avaient touchée tous les hommes du commando. Elle ajoutait à la distance qui nous

séparait des autres. Cette tenue devint notre seconde peau. Même râpée par des mois de crapahut, pour rien au monde nous ne l'aurions échangée.

Hormis les rustiques pistolets mitrailleurs MAT 49 relativement récents, nous avions toujours l'armement français de 1940, usé jusqu'à fond de rayures. L'équipement radio était à l'image du reste. Les lourds et capricieux SCR 300, troublés par le relief montagneux, restaient muets le plus clair du temps. Pas d'avions encore, ni d'hélicoptères, qu'on ne verra pas avant l'été 1955. Bref, en ce début de petite guerre, nous n'étions pas tellement mieux lotis que ceux d'en face. C'est ce qui rendait la chasse excitante. Nous étions à armes égales.

DES SOUVENIRS PAS SI MAUVAIS

« Cette guerre est un drame, peut-être le plus grand qui traversera ma vie, et je n'arrive pas à y attacher une gravité suffisante ; je lambine sur le bord des tragédies, j'y folâtre. Tout est trop flou dans ma tête... Je sais que je suis au cœur des grandes souffrances, que ces nuits sont sanglantes... Plus je fais cette guerre, et moins j'y pense. [...] C'est au cœur de cette grande entreprise de révolte d'un peuple que je trouve une forme de liberté futile. [...] Epouvantable de participer à un moment noir de l'histoire, et savoir que je n'en aurai finalement que des souvenirs pas si mauvais ; je serai ce grand-père gâteux qui ressasse avec, au fond des yeux, la douceur des bons moments perdus. Même cette nuit est une aubaine ; enfant, j'ai dû jouer à ces jeux de guerre, j'ai dû rêver d'être soldat tapi dans la nuit totale, le poing serré sur son arme et attendant un ennemi improbable...

Je ne suis pas une créature d'extérieur, et me voici sous les étoiles éparses, moi l'homme diurne et citadin... Je frissonnais dans les couloirs du métro ; me voici dans l'air coupant de la nuit, le ventre sur la terre... Cela me fait penser que j'avais également coupé les liens avec elle, je déambulais sur une peau d'asphalte ; une pellicule de macadam m'isolait de toute nature, et voici que je m'y vautre en cette nuit froide. »

CLAUDE KLOTZ
***Les Appelés*, roman, Lattès.**



Ph. Marc Flament

« Ceux d'en face nous avaient tué un petit aspirant avec de vrais fusils... »

Nous ne comprenions pas encore le pessimisme de nos vieux capitaines qui voyaient se renouveler ici ce qu'ils avaient vécu en Indochine. Mon dernier commandant de compagnie, en 1956, le capitaine Jaugeon, vrai homme de guerre, ancien officier de Légion qui avait fait la retraite de Cao-Bang, ne se faisait aucune illusion sur l'avenir. C'est lui qui avait raison. Mais je refusais de toute mon énergie ses sombres pronostics.

Nous avons failli nous mutiner

Je venais tout juste d'avoir vingt ans. La vie d'une trentaine d'hommes m'avait été confiée. Nous étions jeunes, armés et en bonne santé. Indifférents, il faut bien le dire, au lendemain. Dans les douars perdus qui n'avaient jamais vu l'ombre d'un Français, nous étions partout accueillis en seigneurs. On déroulait pour nous des tapis mités et on nous servait le café de l'amitié, en attendant de nous envoyer un coup de fusil derrière les omoplates. C'était le piment de l'aventure. Nous vivions en état de grâce. Rien ne venait encore troubler notre innocence et le plaisir que nous prenions à notre état de guerriers d'occasion.

Rentré une première fois d'Algérie, en 1955, j'allais écouter dans une salle de réunion parisienne le témoignage chrétien d'un journaliste connu. Il arrivait lui aussi d'Algérie. Il avait passé quelques jours dans l'Est constantinois où je crapahutais depuis des mois. Il décrivait un monde où je ne retrouvais rien de mes propres souvenirs.

A cette époque, face à la rébellion naissante et au terrorisme, on appliquait encore en Algérie la législation du temps de paix. Nos adversaires, eux, n'avaient pas de telles retenues. Ils se battaient sans économiser sur la cruauté. Nous, en revanche, n'étions pas en guerre. En ce temps-là, si nous réussissions quelque joli coup, il ne fallait pas attendre de décorations mais une enquête. Après notre premier gros accrochage, nous avons été contraints de déférer à la convocation d'un juge d'instruction pour répondre de deux morts que nous avions faits chez ceux d'en face. Deux morts qui, avant de trépasser, nous avaient tué un petit aspirant avec de vrais fusils Mauser. Ce jour-là, nous avons failli nous mutiner.

Le journaliste parisien, durant sa brève visite en Algérie, n'avait pas eu de temps à consacrer aux cadavres des petits aspirants. Il n'était pas venu pour ça. Au cours de ses rencontres avec ce qu'un euphémisme transparent

désignait comme *« les milieux proches de la rébellion »*, il avait recueilli, disait-il, des témoignages accablants sur nos brutalités. Il est vrai que, parfois, il nous était venu de vraies envies de tuer.

Découverte de l'horreur

Peu après la Toussaint rouge de 1954, le commando avait giclé en pleine nuit dans ses GMC poussifs. Une petite ferme isolée sur la route de Clairfontaine à Montesquieu avait été attaquée. Nous la connaissions. L'homme et la femme qui en vivaient mal nous avaient hébergés une semaine plus tôt. Ils cachaient leur angoisse sous un déluge de mots, mais gardaient leur fusil de chasse à portée de main. Quand nous sommes arrivés, cette nuit-là, il était trop tard. La ferme brûlait. Devant la porte, dans une gluante flaque de sang, nous avons trouvé un corps de femme éventré, la tête détachée du tronc à la hache. L'homme avait été effroyablement charcuté. J'ai vu pas mal d'autres choses assez moches en Algérie, mais cette horreur-là est encore présente aujourd'hui dans ma rétine.

La monstruosité n'est pas une nouveauté dans l'histoire des hommes. Mais sa découverte directe était nouvelle pour nous. Elle était le visage que notre adversaire avait choisi de donner à cette guerre. Il faut d'ailleurs reconnaître que ceux que nous appelions les « fellouzes » acceptaient d'en payer le prix sans gémir. Ils confiaient à d'autres le soin de pleurer.

Le journaliste parisien ne s'intéressait pas aux méthodes des « rebelles ». Ces derniers



DR

Dominique Venner, chef de commando en Algérie.

étaient absous par avance de tout crime. Leur cause était juste, n'est-il pas vrai ? Ils étaient pauvres, exploités, colonisés, persécutés. Ils avaient tout pour incarner le « juste » selon les évangiles. Alors que nous...

D'une façon générale, nous nous posions peu ce genre de question. Je faisais un peu exception. Pour moi, contrairement à ce journaliste, il ne faisait aucun doute que nous menions — fort mal — une guerre juste en Algérie. Nous menions une guerre cent fois plus juste qu'en 1914 ou en 1939. En Algérie, nous ne combattions pas pour des abstractions idéologiques ni pour le respect d'alliances discutables, ni pour une Pologne qui ne fut pas défendue. En Algérie, nous combattions pour nous-mêmes, pour notre droit à un destin, pour notre dignité. Nous combattions pour relever le défi des défaites passées, pour en effacer l'humiliation intolérable et la douleur. Nous combattions pour garder notre bien, pour conserver une terre acquise par droit de conquête, de sang, de sueur et de colonisation. Nous combattions pour défendre sur cette terre, nos berceaux et nos cimetières. Nous combattions pour protéger les nôtres en danger.

Aujourd'hui, je reconnais que la rébellion combattait également pour une juste cause, la sienne, ce que j'avais tendance à lui dénier à l'époque. C'est en cela, notamment, que ma vision du conflit s'est modifiée. L'ennemi, si faible au commencement, voulait nous chasser d'une terre qu'il revendiquait pour lui seul par droit d'antériorité. Lui aussi combattait pour sa dignité. Il combattait pour conquérir une patrie, pour se donner une identité, pour édifier une nation.

Le contenu tragique de toute guerre

Parce que ces deux causes étaient justes et d'un antagonisme absolu, il n'y avait entre elles ni moyen terme ni négociation possible. Seule, la guerre pouvait les départager. Tel est toujours le contenu tragique de la guerre et sa signification élevée quand s'y affrontent les droits inconciliables de deux peuples. Elle seule pouvait décider laquelle des deux causes justes allait l'emporter. Et c'est bien ce qui s'est passé. Toute guerre comporte un vainqueur et un vaincu. En Algérie, nous avons été vaincus, nous, Français et Européens. Nous n'avons pas été vaincus par une force militaire supérieure. Notre avantage matériel était écrasant. Notre nation a été vaincue par l'infériorité de ses énergies. Je le dis avec douleur, cette guerre perdue fut une défaite méritée.

Que la guerre d'Algérie fût une guerre « propre » ou une guerre sale, ne changeait rien à l'affaire. Toute guerre est « propre » pour celui qui croit en sa légitimité. Toute guerre est « sale » pour qui s'est laissé détourner de son bon droit. Et celui-là, par avance, est vaincu. Nos adversaires qui, eux, voulaient gagner, égorgeaient tous ceux, dans la communauté musulmane, qu'ils suspectaient de tiédeur pour leur bon droit.

L'ennemi n'était pas seulement dans les djebels

J'ai découvert en 1955, dans cette salle parisienne, avec ce journaliste, que certaines

L'INTÉGRATION EN PRATIQUE

« Le convoi se mit en route. La Ridellière remarqua soudain un homme, presque jeune. Il avait un turban blanc, pas trop crasseux, un long pardessus noir avec un col de velours. Cet habit insolite au milieu de la mechta attirait les regards. Il avait dû l'acheter à quelque décrochez-moi-ça. C'était un manteau qu'il eût convenu de porter avec un chapeau melon, un parapluie au bras. L'homme gardait ses deux mains dans les poches. Une sale gueule. C'était étonnant qu'il eût attendu les soldats français. Peut-être était-il de notre bord ? [...] Derrière lui, marchait sa femme. Elle portait deux énormes valises, un enfant accroché dans le dos, endormi, la tête ballotant en tout sens. Soudain, le sous-lieutenant vit un soldat se précipiter sur l'homme, lui montrant les valises que portait la femme. L'autre haussa les épaules, garda les mains au fond de ses poches. Le soldat arracha les paquets des mains de la femme qui protesta silencieusement. Il força l'homme à les prendre. L'autre voulut encore refuser. Le soldat le frappa, d'un brusque coup de pied, juste sur la fente du beau pardessus noir à col de velours. La femme n'eut pas un geste de remerciement. L'Arabe saisit les valises. On avait blessé son orgueil de mâle. Maintenant, il savait qu'il haïssait les Français. »

JEAN MABIRE
***Commandos de chasse*, roman,**
Presses de la Cité.

QU'EST-CE QU'ON FOUT ICI ?

« Moi je ne vois pas ce qu'on fout ici. Franchement, je vais vous dire, je ne vois pas bien. Et plus le temps passe, moins je le vois. On ne va pas rester ici cent sept ans avec cinq cent mille troufions. Alors ? Ou bien on met le paquet une fois pour toutes, le vrai paquet, on rase tout ce qu'il faut raser, on envahit la Tunisie, on installe une compagnie sur chaque piton, et ça nous fait gagner dix ou quinze ans, même si les cocos gueulent comme des ânes, c'est toujours ça de gagné, on a fait des guerres, et des grandes, pour des conquêtes qui ont duré moins de quinze ans, et puis les Russes, de toute façon, un jour ou l'autre ils arrêteront de nous crier après, c'est automatique — ou alors on plie boutique et on retraverse la mer. Sinon de quoi on a l'air ? »

JEAN-CLAUDE CARRIERE
La Paix des braves, Le Pré aux clercs.

MA CARABINE

« Des nuits et des nuits, j'avais couché avec ma carabine comme avec une femme. Sur le terrain, elle dormait à mes côtés et, lorsque je me retournais dans mon sac de couchage, je sentais quelque chose de dur contre mon flanc. Etait-ce une pierre que je pouvais ôter pour mieux dormir, une branche ? Non, c'était elle, épouse fidèle, et nous ne devions pas nous quitter. Ainsi, au milieu des songes, dans la nuit des djebels où, fatigués, nous dormions bien, elle me rappelait au souvenir de la guerre. Au poste, de même, je la conservais à portée de la main ; appuyée contre le mur, vigilante, elle montait la garde, la nuit, au pied de mon lit, sentinelle droite ! Ce n'était pas tant les ennemis de l'extérieur que nous craignions : les fellaghas, qui nous harcelaient parfois, n'attaquaient jamais les postes. Les ennemis de l'intérieur étaient plus à craindre ; du moins, devions-nous prendre de constantes précautions ; nos tirailleurs musulmans, ceux que nous appelions FSNA : Français de souche nord-africaine, étaient fidèles mais on ne savait jamais ce qui pouvait arriver. Si, on savait. »

PHILIPPE HÉDUY
Au lieutenant des Taglaïts, La Table Ronde.


Ph. Marc Flament

Nous étions libres comme jamais nous ne le fûmes plus...

gens, dans notre pays, travaillaient activement à faire de nous des vaincus. Longtemps ce personnage et ses semblables m'ont occupé l'esprit. Ils étaient les produits d'une évolution morbide. Leur sensibilité pervertie plus encore que leur raison les poussait à la haine de soi et à une sorte d'autodestruction qui se muait en jouissance.

Avec gourmandise, le conférencier décrivait les horreurs des « ratissages » auxquelles, selon lui, nous nous appliquions sadiquement. Quand il eut terminé, je demandai la parole. Mon témoignage valait bien le sien. Les « ratissages » auxquels j'avais participé n'avaient rien d'épouvantable. Un ratissage était tout bêtement une fouille de terrain. On ne me laissa pas dire trois mots. Quelques malabars foncèrent sur moi. Je fus vigoureusement expulsé et frappé, sans que personne dans la salle ne protestât.

L'expérience avait été décisive. Ces gens venaient de me vacciner à jamais contre l'imposture des bons sentiments. J'avais le sang assez vif. Je sortais de la guerre et j'allais y retourner. Mon indignation était au-delà de toute parole.

Je découvrais que l'ennemi n'était pas seulement dans les djebels. Qu'il en était de pires et d'une espèce cachée.

Cet incident fut comme un révélateur. J'y puisai de fortes résolutions.

Une autre « Education sentimentale »

A vingt ans, toute une génération reçut en guise d'éducation sentimentale la révélation du mensonge et de la calomnie mais nous ne l'avons pas tous entendue. Nous vivions tellement loin de ce qui agitait ailleurs les esprits. Le djebel était notre planète. C'est là que se fit l'éducation de nos sentiments.

L'Algérie nous offrit le luxe de regarder plus ou moins la mort en face dans un décor souvent beau et en assez joyeuse compagnie. Nous étions libres comme jamais nous ne le fûmes plus. Oui, libres ! Nous vivions dans un monde où l'argent n'existait pas et les femmes guère plus. Quelle paix pour l'âme !

— « *Mais, Papa,* interroge mon fils, quinze ans cette année, *A vingt ans, tu ne sortais donc pas ? tu ne t'amusais pas ?* »

Nous « sortions » beaucoup, mais pas comme l'entend mon fils aujourd'hui, et nos petites copines étaient les Mat 49. Nous nous « amusions », certes, mais par la face aride, plutôt que par le versant mou. Nous « dégagions » aussi, de temps en temps, avec force beuveries, sans respect excessif pour la vaisselle ou le mobilier.

Jé confesse que tout ça ne me déplaisait pas, et je ne devais pas être le seul.

Voyez Jean-Claude Carrière. A l'époque, bidasse parmi les bidasses. Antimilitariste bon teint. Râleur, resquilleur, attentivement débraillé, chauffeur du colonel comme il se doit. Des états de service modestes. Bref, pas vraiment le foudre de guerre. Eh bien que dit-il, trente ans après dans son livre de souvenirs souvent drôles ? Il avoue un besoin irrépressible de parler. Pourquoi ? *« Parce que*, écrit-il, *la guerre permet un regard plus vif, plus dur... »* Et il ajoute : *« Burlesques, irréelles ou sanglantes, les images que j'ai gardées de ce temps-là, en Algérie, sont les plus fortes de ma vie. Loin de s'effacer, elles se précisent chaque année, à ma surprise... »* (1)

Les images les plus fortes de ma vie

Quand j'étais gamin, petit Parisien élevé au gaz d'éclairage et au temps des restrictions, mon père m'avait envoyé « prendre l'air » à la campagne, aux soins d'un vieux couple. Lui, était jardinier. Il bricolait ici et là, entre les plans de carottes et les rangs de bégonias de résidences primaires ou secondaires. Le bonhomme était doux et tendre, même avec ses ennemies les limaces. Devant sa femme, jamais il n'ouvrait la bouche, à croire qu'elle lui avait coupé la langue et peut-être autre chose. Il n'avait même pas droit aux copains, c'est-à-dire au bistrot. J'étais son confident, le seul, je crois, qui eût jamais ouvert l'oreille à sa chanson. Il me racontait le temps lointain qu'il avait été un homme. Cela avait duré quatre années terribles et prodigieuses, de 1914 à 1918. Il était peut-être un peu simple d'esprit, mais son œil était affûté et son bras ne tremblait pas. Un officier avait repéré les aptitudes du bougre et fait de lui un tireur d'élite, un privilégié. Armé de son Lebel, il cartonnait ceux d'en face avec ardeur et précision, sans haine ni remords. Libre de sa cible et de son temps, exempté de la plupart des corvées, il était devenu un personnage. Il tirait les porteurs de galons et d'épaulettes en feldgrau. Il me cita des chiffres incroyables qui avaient sans doute gonflé dans sa petite tête radoteuse en trente ans de remachouillis solitaires.

Avec lui, j'ai découvert cette vérité énorme que la vie d'un homme, ce ne sont pas les années misérables qui se traînent du berceau à la tombe, mais quelques rares éclairs fulgurants. Les seuls qui méritent le nom de vie. Ceux que l'on doit à la guerre, l'amour, l'aventure, l'extase mystique ou la création. A lui, la guerre, généreusement, avait accordé quatre ans de vie. Privilège exorbitant au regard de tous les bipèdes mis au tombeau sans jamais avoir vécu.

Les images les plus fortes de ma vie... Jean-Claude Carrière dit-il autre chose ?

Une expérience à ne pas manquer

Trente ans ont passé pour les soldats d'Algérie. Ils franchissent ces temps-ci, avec plus ou moins de bonheur, la frontière périlleuse de la cinquantaine. L'âge des retours sur soi et des questions sans réponse. Ils sont instituteurs, PDG, employés des postes, chômeurs, agriculteurs, bistrotiers. Réussite brillante ou train-train médiocre, ils sauvent les apparences. Automobile, famille légèrement bancale, petites amies, copains, voyages, ski, golf, tout le saint-frusquin. Et aussi, dans les insomnies et les embouteillages, un vague sentiment de vide et d'angoisse devant cette course folle et obligatoire — vers quoi ? je vous le demande ? Vers toujours plus de phrases creuses, de cheveux coupés en quatre, de gadgets inutiles, de soucis lancinants, d'argent fugueur, de kilomètres, de vanité. Est-ce cela, la vie ? Je les entends qui répondent : *« Il faut bien... »* Peut-être. Et pourtant.

Et moi je les soupçonne de songer quelquefois à des images plus fortes et plus simples, de songer même, ô sacrilège ! qu'ils étaient heureux du temps des djebels et qu'ils ont eu de la chance.

A vingt ans, la guerre — une petite guerre féodale — était une expérience à ne pas manquer. Du coin de l'œil, sans mot dire, ils regardent leurs fils et leurs neveux. Je suis prêt à parier qu'ils les plaignent secrètement de n'avoir pas connu ce mélange d'insouciance et de temps morts si propices à la lecture ou à la flânerie en toute impunité, d'attentes anxieuses et de brèves furies, d'angoisses, de rigolades, de coups de sang, de marches harassantes et parfois de vraie fraternité. Une splendide gratuité et une éducation des sentiments que jamais la vie ordinaire ni les plus belles vacances ne pourront leur donner.

D.V.

---

(1) *La Paix des braves*, Le Pré aux Clercs, 1989.

LE STYLE BIGEARD



DR

« L'esthétique militaire est importante, avait dit Bigeard en prenant le commandement du 3e RPC. *On vous regarde. A partir d'aujourd'hui, je veux que tous les hommes soient beaux. »*

Le lendemain ils l'étaient. La mentalité « bidasse » ou « griffeton » fut proscrite. Les godasses à clous et les tenues loqueteuses ne faisant des hommes les plus beaux qu'une misérable armée à la Bourbaki, il décida que tout cela devait changer. La plupart des unités de l'armée de terre en cultiveront le complexe jusqu'au jour où on leur donnera comme à nous une tenue léopard. Alors, pour peu qu'en plus ils fussent appelés commandos de chasse ou de secteur, ils en viendront même à « casser du fellouze ».

« Le moral de l'armée change quand Bigeard commence à imposer la casquette à ses soldats », déclarera un jour Alain de Sedouy.

Car on en parlera longtemps de cette « casquette du père Bigeard », parodiant ainsi le refrain qui chantait autrefois celle du « Père Bugeaud » ! Ramenée dans nos cantines d'Indochine, elle avait succédé au béret camouflé que portait le 6e à Na-San. Son baptême du feu se fit à Dien-Bien-Phu.

Cette casquette est taillée dans les fonds de pantalon que nous nous faisons ajuster.

« La coquetterie donne de l'âme », affirmait jadis le prince de Ligne. Bigeard le sait. Il nous laisse faire en souriant. Puis il fait à son tour retailler comme nous ses tenues.

MARC FLAMENT
Les Beaux Arts de la guerre,
Jacques Grancher.

L'art de rater un putsch

PAR JEAN KEPPEL

On n'ignore plus rien, ou presque, des circonstances du putsch raté d'avril 1961. Journalistes, historiens, acteurs et témoins des deux camps les ont rapportées dans de nombreux ouvrages. Jean Keppel en tire la conclusion que le « pronunciamiento » d'Alger n'avait aucune chance de réussir. Retour sur une aventure mal engagée.

Depuis le milieu de 1960, de jeunes officiers issus des unités parachutistes ou légionnaires ont pris contact avec certaines personnalités politiques qui militent pour l'Algérie française. Regroupées au sein du Comité de Vincennes, ces personnalités ne peuvent cependant faire obstacle à l'évolution voulue par l'Elysée. Les organisations activistes, comme le Front de l'Algérie française (FAF), puissantes dans la population européenne d'Algérie, n'ont pas d'influence en métropole. Il apparaît ainsi que seul un engagement résolu d'une partie significative de l'armée peut interdire à de Gaulle de pousser jusqu'à son terme sa politique. Tournées des popotes et contacts discrets se multiplient donc au cours des derniers mois de 1960. Des liens sont noués avec des réseaux activistes. Au centre de tout, le général Faure qui lui, au moins, n'a pas peur de prendre des risques. Il rencontre Tixier-Vignancour et les dirigeants de Jeune Nation. Un premier « clash » est prévu pour décembre 1960, puis un autre pour le soir du référendum de janvier 1961.

A la recherche d'un chef

Les colonels Argoud, Broizat, Godard, Lacheroy, Vaudrey, Gardes, Blignières, qui constituent le noyau actif de la résistance,



DR

De Gaulle les qualifia de « Quarteron de généraux félons ». Ils échouèrent cependant par leur souci de respecter une certaine légitimité. De gauche à droite : Zeller, Jouhaud, Salan et Challe.

recherchent un chef suffisamment prestigieux pour coiffer l'entreprise. Le maréchal Juin est acquis, mais son âge et sa prudence lui interdisent de jouer un rôle trop actif dans l'affaire. Contacté par le colonel Argoud, le général Massu refuse de s'engager contre de Gaulle. Certains proposent le général Chassin, mais il ne fait pas l'unanimité. Exilé à Madrid depuis peu, le général Salan, qui a été gouverneur militaire de Paris après son commandement en chef en Algérie, est jugé par beaucoup trop « politique ». Le général Faure est très proche des officiers qui se réunissent régulièrement à l'Ecole Militaire de Paris autour des colonels Lacheroy et de Blignières. Mais beaucoup jugent trop engagé et compromettant ce chef brillant dont la fidélité à l'Algérie française n'est un secret pour personne, surtout pas pour le pouvoir, qui le fera arrêter dès le matin du 22 avril.

A l'initiative du commandant Robin, qui a sous ses ordres le Groupement de commandos parachutistes constitué à Alger, c'est le général Maurice Challe qui va accepter de prendre la tête du mouvement, après avoir entendu le discours prononcé par de Gaulle le 11 avril 1961. Commandant en chef en Algérie, il y est apparu, avec la mise en œuvre des opérations du plan qui porte son nom, comme le grand vainqueur de l'ALN en 1959. Rappelé en métropole après les Barricades de janvier 1960, il a reçu le commandement du secteur Centre-Europe de l'OTAN. Ses inquiétudes quant à l'évolution de la situation en Afrique du Nord ont été totalement confirmées en novembre 1960, quand de Gaulle a parlé d'Algérie algérienne. Refusant de cautionner un tel choix, il a présenté sa démission qui n'a été acceptée que le 1er mars, en conseil des ministres.



Keystone

La « guerre des transistors » fut gagnée par le pouvoir. Pourtant, les appelés de plusieurs régiments paras basculèrent avec enthousiasme dans le putsch.

Un plan d'une grande naïveté

Le plan du général Challe est assez stupéfiant. Il traduit une naïveté surprenante chez un général cinq étoiles, chargé au cours des années précédentes des plus hautes responsabilités. Assuré du soutien de plusieurs unités d'élite — dont le 1er régiment étranger de parachutistes, rentré quelques jours plus tôt d'opérations à sa base arrière de Zéralda —, le chef du mouvement entend s'emparer d'Alger, espérant rallier à sa cause l'ensemble de l'armée d'Algérie. Il imagine ensuite de terminer la guerre en quelques semaines. Sur le terrain, le FLN n'a plus les moyens, pense-t-il, de s'opposer à un ultime « nettoyage », qui doit permettre d'en finir rapidement. Il suffira ensuite de renvoyer en métropole les deux cent mille hommes du contingent pour convaincre l'opinion publique du bien-fondé de l'action entreprise. Avec l'armée d'active et les contingents fournis par la population « pied-noir » ou musulmane acquise à la France, il sera possible de tenir le pays dans les meilleures conditions. Les responsables du putsch pourront alors offrir à de Gaulle sur un plateau une Algérie pacifiée et l'obliger ainsi à réviser sa politique…

Rien d'un coup d'Etat donc, mais un simple coup de force limité dans ses objectifs et destiné à infléchir une politique algérienne jugée inacceptable par l'armée. Pour cette raison, il n'est pas question de s'appuyer sur les pieds-noirs ni, à plus forte raison, sur les organisations militantes qui l'encadrent et sont qualifiées de « fascistes » par leurs adversaires de la gauche métropolitaine. Le général Challe ne semble pas avoir songé que son putsch pour rire fera de lui et de tous ceux qu'il entraînera, des rebelles et de futurs condamnés. Il n'a pas songé non plus que de Gaulle pourrait prendre ombrage d'une telle rébellion et déchaîner contre elle toutes les foudres de l'Etat. Il est tout aussi surprenant que les brillants colonels, dont la presse de gauche a fait, bien à tort, un mythe inquiétant, aient accepté de se lancer tête baissée dans un enfantillage aussi dangereux.

Saint Marc engage le REP

Dans la nuit du 20 au 21 avril, un avion de transport Nord-Atlas 2501 parti de la base de Creil avec l'accord du général Nicot, major général de l'armée de l'air, et du général Bigot, commandant de la Ve région aérienne d'Alger, emmène vers son destin le général Challe flanqué du général Zeller et du colonel Broizat. Au cours des heures qui ont précédé, plusieurs officiers du 1er REP mutés en métropole au cours des mois précédents, comme le capitaine Pierre Sergent ou le lieutenant Michel de La Bigne, ont rejoint, eux aussi, l'Algérie. Ils y ont été reçus par leur camarade Roger Degueldre, l'une des figures du 1er REP, qui assure l'ensemble des préparatifs pour le régiment.

Accueilli à Blida vers une heure du matin par le commandant Robin, Challe est conduit à Alger à la villa des Tagarins, PC du GCP. Il va consacrer la journée du vendredi 21 avril aux derniers préparatifs, en compagnie des généraux Zeller, Jouhaud et Gardy, ancien inspecteur de la Légion étrangère, ainsi que du colonel Godard, ancien chef de la Sûreté à l'époque de la bataille d'Alger. Le commandant Bonafos et le capitaine Baÿt ont planifié l'occupation de la ville par les unités soulevées. Une vingtaine d'objectifs ont été sélectionnés et des itinéraires de progression établis, en liaison avec des militants de Jeune Nation et de France-Résurrection, les plus résolus, qui serviront de guides aux compagnies du REP.

En début d'après-midi, le commandant Hélie de Saint Marc vient se présenter au général Challe. En l'absence du colonel Guiraud, patron du 1er REP, c'est lui qui commande le régiment dont l'engagement est indispen-

sable au succès du mouvement. La plupart de ses commandants de compagnie sont au courant et acquis au mouvement. Au cours de l'entretien avec Challe, le commandant accepte d'entraîner le régiment à condition que l'on évite toute violence inutile et tout règlement de comptes. Il ne veut pas s'associer à une tentative « fasciste ou raciste » et exige que les groupes activistes soient maintenus à distance. Cette condition correspond exactement au vœu de Challe, qui craint par-dessus tout de passer pour un factieux.

Sans coup férir

L'heure H est fixée à deux heures du matin au cours de la nuit suivante. L'opération va se dérouler sans que les hommes du REP rencontrent de grosses difficultés. Le capitaine Sergent a forcé en douceur les barrages des gendarmes. A la caserne Pélissier, siège du corps d'armée d'Alger, qui est investie par la 1re compagnie, le général Vézinet portant la main à son pistolet, est ceinturé par le lieutenant Godot.

Sur la route qui mène au Gouvernement général, la compagnie du capitaine Durand-Ruel croise le général Gambiez, commandant en chef, surnommé « Nimbus ». Il écarte les bras pour arrêter le convoi. Au lieutenant qui le capture, il se plaint — *« De mon temps, les lieutenants n'arrêtaient pas les généraux... »* — et s'attire cette réplique : *« De votre temps, les généraux ne trahissaient pas ! »* A Ouled Fayet, où se trouve la station radio, un sergent qui a voulu s'opposer à l'entrée des légionnaires est tué par un sous-officier de la compagnie du capitaine Estoup. Il sera la seule victime de l'opération. Pendant ce temps, la compagnie du capitaine Carrette prend le contrôle de l'Ecole de police d'Hussein Dey où les CRS n'opposent aucune résistance.

La première phase de l'opération est donc réalisée quand le jour se lève sur Alger quelques heures plus tard. Challe a quitté la villa des Tagarins pour rejoindre, au quartier Rignot, son ancien bureau de commandant en chef, alors que la radio annonce aux Algérois que l'armée a pris le pouvoir pour conserver l'Algérie à la France...

Oran et Constantine renâclent

Jusque-là, tout a été simple mais les difficultés vont rapidement apparaître. Challe comptait sur le général Gouraud, commandant du corps d'armée de Constantine, de qui dépendent les 10e et 25e divisions parachutistes. Après avoir donné son accord, Gouraud hésite puis fait passer dans la journée à ses subordonnés l'ordre de cesser toutes relations avec l'état-major rebelle. Les 14e et 18e régiments de chasseurs parachutistes des colonels Lecomte et Masselot, ainsi que le 1er régiment étranger de cavalerie du colonel de La Chapelle se sont pourtant ralliés avec enthousiasme. A la 10e DP, le colonel Ceccaldi a pris le commandement en remplacement du général Saint-Hillier, qui est expédié en résidence surveillée à In Salah, en compagnie des généraux Vézinet et Gambiez, du délégué général Morin, du ministre Robert Buron présent à Alger par hasard et de quelques autres.

Les putschistes envoient Zeller à Constantine pour décider Gouraud.

IL FALLAIT, IL FALLAIT, IL FALLAIT...

Cette nuit-là, je suis longtemps resté éveillé, les yeux ouverts sur la nuit. Alger, non plus, ne parvenait pas à trouver le sommeil.

Des lueurs filtraient à travers rideaux et persiennes, portant jusqu'en moi le désespoir de ces hommes et de ces femmes qui n'arrivaient pas à comprendre ce qui s'était passé. Le drame s'était déroulé trop vite. Ils n'avaient pas eu le temps d'imaginer un autre avenir que, déjà, il s'était écroulé. Je revivais ces quatre jours, minute par minute, et je cherchais dans le déroulement de l'action les erreurs qui en avaient déterminé le cours et précipité l'issue. Machinalement, sans parvenir à les chasser de mon esprit, je comptais et recomptais les fautes : il fallait proclamer l'illégitimité de la politique gaulliste et la légitimité de notre entreprise ; il fallait créer un gouvernement de la France ; il fallait porter l'essentiel de nos efforts sur la prise du pouvoir politique ; il fallait imposer au lieu de chercher à convaincre ; il fallait engager la population à nos côtés ; il fallait que les colonels conservent la responsabilité du commandement ; il fallait agir plus vite, frapper plus fort ; il fallait, il fallait, il fallait...

A présent... tout était brisé, saccagé. De nos projets, il ne restait rien. Et la partie, cette fois, semblait irrémédiablement perdue.

PIERRE SERGENT
***Ma peau au bout de mes idées*, Table Ronde.**

A Oran, le général de Pouilly comprend ses camarades, mais comme beaucoup de ses pairs, il ne voit pas *« sur quoi cela débouche »*. La venue en Oranie du colonel Argoud et du général Gardy ne suffira pas à soulever la région. Les réticences du colonel Brothier, qui commande à Sidi-Bel-Abbès, et dont le ralliement aurait entraîné celui de toute la Légion, sont ici fatales au succès de l'opération.

Challe refuse l'appui de la population

Pour Challe, qui s'était engagé en pensant pouvoir compter sur un très grand nombre d'unités, la déception est de taille. Il passe toute la journée du 22 accroché à son téléphone, pour tenter d'obtenir des ralliements. En Kabylie, le général Simon refuse de le suivre. En Oranie, de Pouilly se replie à Tlemcen. Dans le Sud-Algérois, à Médéa, le général Arfouilloux se réfugie dans l'équivoque.

Un peu partout, Challe se heurte à un attentisme prudent. Le brillant général Ducournau se trouve providentiellement en permission, d'autres se font porter malades. En certaines régions, les officiers partent soudain en opérations, pour leur éviter un choix difficile. Pour Challe, qui a misé candidement sur la hiérarchie pour obtenir les ralliements, le coup est dur. Il déclarera à l'issue de l'affaire qu'il *« ne croyait pas qu'il y eût autant de salauds dans l'armée française »*.

Alors que lieutenants et capitaines sont le plus souvent disposés à marcher, alors que la population civile s'impatiente, le patron de l'opération demeure suspendu à son téléphone. Pendant ce temps, les groupes activistes ont libéré leurs militants incarcérés, dont Jean-Claude Perez, l'un des futurs leaders de l'OAS. Les militants de Jeune Nation se sont emparé de 400 pistolets-mitrailleurs au commissariat central. Ils armeront les commandos de l'OAS. En attendant, Challe a ordonné que tous ces civils soient écartés. Leur présence trop bruyante pourrait dissuader, pense-t-il, les militaires encore hésitants de se rallier à lui.

Pour certains des jeunes officiers qui ont joué un rôle déterminant dans la préparation du mouvement, le réveil est cruel. Sergent et les jeunes capitaines du REP s'impatientent. Degueldre a déjà tout compris. Le refus de Challe de s'appuyer sur la population civile, ses tentatives désespérées de demeurer dans une « légalité » totalement illusoire, son souci de ne pas apparaître comme un

« fasciste », condamnent l'entreprise. Dès qu'ils ont eu connaissance du « plan » prévu par l'ancien patron de l'armée d'Algérie, les officiers les plus lucides et les plus décidés ont réalisé avec atterrement que le mouvement avait toutes les chances d'avorter.

Dans l'après-midi du dimanche 23, l'arrivée du général Salan qui, grâce à Serrano Suner, le beau-frère de Franco, a pu quitter l'Espagne en compagnie du capitaine Ferrandi et de Jean-Jacques Susini, redonne espoir à quelques-uns, mais elle est fort mal accueillie par le général Challe.

Une fin piteuse

Le soir du dimanche 23 avril, le général de Gaulle, en uniforme, s'adresse au pays. Il a beau jeu de dénoncer un *« quarteron de généraux félons »* et appelle les Français à *« l'aider »*. Il ordonne aux troupes de refuser toute obéissance aux putschistes et d'employer tous les moyens pour les réduire. Dès cet instant, on a compris où se situait la volonté et la force. Les hésitants basculent irrémédiablement du côté d'une légalité qui sait ce qu'elle veut et se détachent d'une rébellion qui ne le sait pas.

Le lundi 24, les putschistes organisent un rassemblement sur le Forum, qui apparaît en fait comme une mauvaise copie du 13 mai 1958. Les quatre généraux qui se font acclamer par la foule algéroise se contentent de prononcer quelques paroles creuses.

Le 25, c'est la fin. Depuis la veille, le colonel de Boissieu, un cousin du gendre de de Gaulle, ancien chef d'état-major de Challe, lui conseille de renoncer. Depuis trois jours l'état-major animé par le colonel Cousteaux n'a remué que du vent. Dans la soirée, Challe décide de se rendre.

Le capitaine Sergent songe un instant à vider son pistolet sur l'homme qui l'a entraîné avec ses camarades dans une mortelle impasse.

A onze heures du soir, Zeller, qui a revêtu un costume civil, disparaît dans la foule algéroise. Il se livrera quelques jours plus tard. Challe accompagne le REP qui se retire à Zeralda où, le lendemain, une voiture de la gendarmerie viendra le cueillir. Partis d'Alger avec le REP en même temps que lui, Salan et Jouhaud décident de plonger dans la clandestinité, afin d'y poursuivre le combat.

Le putsch a duré quatre jours et cinq nuits.

J. K.

***Jean Keppel est historien**

LE PUTSCH VU DE PARIS SOUS L'ŒIL ACIDE DE CONSTANTIN MELNIK



Roger-Viollet

Paris, inquiet, attendait l'arrivée des parachutistes qui ne vinrent jamais.

La nuit la plus longue de la guerre d'Algérie, durant laquelle, lors du putsch des généraux en avril 1961, Paris attendit des parachutistes qui ne vinrent jamais, reste vivace en mon souvenir...

Un coup de maître fut accompli dès l'aube du deuxième jour grâce aux écoutes téléphoniques menées au sein du nouveau GIC, dont l'utilité était ainsi démontrée, par mon correspondant auprès de Pierre Messmer, ministre des Armées, Xavier Deniau.

Le réseau de surveillance qu'il avait tissé autour de tout traîneur de sabre un peu excité était d'une efficacité admirable. Trois quarts d'heure de huis clos avec Maurice Papon, préfet de police, dans le bureau de Michel Debré, me furent suffisants pour dresser la liste des étoiles de ce ballet téléphonique qui, depuis l'annonce du putsch, tournait à l'hystérie.

Dès le lendemain matin, la police parisienne pouvait procéder à l'arrestation des militaires du « complot de Paris » — complot dont je n'ai jamais compris à quelle réalité exacte il correspondait. [...]

***« Les parachutistes vont sauter sur Paris »*, proclamaient Frey, Guichard, Foccart, Lefranc, ressuscitant l'opération qu'ils avaient souhaitée en mai 1958 et qui avait été décommandée *in extremis* par le retour au pouvoir du général de Gaulle [...]**

A une réunion des chefs d'état-major, il fut décidé de mettre sur le pied de guerre les forces d'interception aérienne et d'ouvrir, si nécessaire, le feu sur les avions rebelles. Une séance de travail des chefs de police, mit en place, elle, le plan de défense de Paris qui bouclait, avec l'inhabituel renfort des blindés de la gendarmerie, le quadrilatère des ministères.

Encore heureux que la menace ait été imaginaire ! Le général Nicot, major général de l'armée de l'air, n'avait pas jugé utile de transmettre l'ordre d'ouverture du feu.

Quant à nos braves gendarmes, je découvris que leurs fusils archaïques et leurs chars brinquebalants n'étaient pas approvisionnés en munitions. La « réquisition » rédigée par le préfet de police ne prévoyait pas, en effet, ce léger détail...

Précédé et suivi de son escorte de voitures noires, bourrées de policiers à mines patibulaires, hérissés de mitraillettes, Michel Debré fonça à l'Elysée...

La suite est connue. La cohue gaulliste dans le bureau de Debré. « A pied », disait Michel. *« Orly à pied, c'est loin »*, rétorquait un sceptique. Déjà peu attrayant à la télévision, rendu encore plus nerveux que d'habitude par la fièvre, Michel fit une prestation qui reflétait bien l'ambiance du Matignon de ce soir-là. « A pied, à cheval, en voiture »... Une longue nuit commençait...

***Mille jours à Matignon*, Grasset**

Les barbouzes contre l'OAS

PAR DOMINIQUE LORMIER

Les barbouzes, police parallèle chargée de la lutte contre l'OAS, ont représenté ce que la République gaulliste pouvait compter de meilleur et de pire : héros de la Résistance, baroudeurs et aventuriers, criminels de droit commun, idéalistes et opportunistes.

La troublante histoire des « barbouzes » commence un matin d'octobre 1961. L'avocat Pierre Lemarchand, ancien partisan de l'Algérie française, mais gaulliste inconditionnel et future « figure » de l'affaire Ben Barka, réunit ce jour-là dans son appartement parisien, rue François-Miron, un véritable conseil de guerre : Roger Frey, ministre de l'Intérieur, Alexandre Sanguinetti, son collaborateur personnel et Lucien Bitterlin, responsable de la fédération algérienne du Mouvement pour la coopération (MPC). Cette réunion doit permettre la constitution d'une police auxiliaire, opposant à l'OAS un contre-terrorisme aussi violent.

Sanguinetti, cerveau du plan anti-OAS, est un baroudeur tonitruant. Militant d'extrême droite dans sa jeunesse, ancien des « commandos d'Afrique », gravement blessé lors des combats de l'île d'Elbe, comploteur sous la IV^e République, partisan acharné de l'Algérie française jusqu'en 1958, il est alors miraculeusement aspiré vers les substantiels avantages du pouvoir. Il deviendra le plus acharné à combattre ses anciens amis.

A Alger, le délégué général Jean Morin souffre le martyre. Sa police est noyautée par l'OAS qui ne semble rien ignorer des ordres qui y sont pris. Le commissaire Grassien, après avoir remporté quelques succès contre les activistes, sent que de chasseur il va devenir gibier. Il demande le retour en métropole de sa brigade. Il obtient tardivement gain de cause. Son adjoint, le commissaire Joubert, est assassiné le 9 novembre 1961, le jour même du rapatriement !


DR

Couverts par Roger Frey, ministre de l'Intérieur, et Alexandre Sanguinetti, les barbouzes ne reculèrent devant aucun moyen pour combattre l'organisation secrète. De gauche à droite : Alexandre Sanguinetti, Roger Frey.

La mission Grassien a révélé de manière irréfutable que la Sûreté d'Alger est entièrement infiltrée par les partisans du général Salan. L'équipe de gaullistes fanatiques qui dirige le ministère de l'Intérieur depuis le putsch, estime que les moyens classiques ne suffisent plus.

Sur ce point, ils sont en désaccord complet avec Constantin Melnik, chargé des affaires de sécurité au cabinet du Premier ministre (Michel Debré), particulièrement de la lutte contre l'OAS. Il l'a raconté dans ses souvenirs : « *Dès notre arrivée à Matignon, des demi-solde du "gaullisme", anciens costauds du "service d'ordre" gaulliste qui s'étaient allégrement colletés avec les communistes à coups de barres de fer au cours des meetings du RPF, assiégèrent mon bureau, roulant des épaules, jouant des muscles, mais laissant dans leur sillage tout ce que j'apprenais sur leurs éventuelles condamnations pour rixes, coups et blessures, voire proxénétisme. Ces fiers-à-bras m'impressionnaient moins par leur brutalité aventuriste que par leur infantilisme et je n'avais, d'ailleurs, rien à confier à leur "Service d'action civique".* »

« *Ma position,* poursuit Melnik, *ne changea pas après l'apparition de l'OAS. Comment, voyants et peu subtils comme ils l'étaient, auraient-ils pu — même flanqués de*



DR

Repaire de barbouzes, la villa Andréa à El Biar est pulvérisée par une explosion le 29 janvier 1962. Sous les décombres, dix-neuf cadavres. L'opération bénéficie à l'OAS, mais certains l'attribuent au SDECE.

Vietnamiens surgis on ne sait d'où et encore plus repérables — obtenir dans la bouillonnante Alger des renseignements sur la rébellion militaire ou pied-noir ? En revanche, les excès de ces êtres simples et tout d'une pièce face à une population hostile à leur idole étaient prévisibles.

« D'autre en jugèrent autrement et un soir, afin d'essayer de désamorcer mon hostilité, une rencontre fut organisée en terrain "neutre", dans l'appartement d'un ami commun, avec l'un des responsables de ceux qui s'accolaient eux-mêmes la combien détestable appellation de "barbouzes". Je fis la connaissance ainsi de Dominique Ponchardier — célèbre "gorille" que le Général allait nommer, plus tard et bien curieusement, ambassadeur.

« Je confirmai mon opposition irréductible à toute rupture de la légalité, à toute volonté de se substituer aux services et procédures officiels. Après deux heures d'une discussion envenimée mais à laquelle je m'efforçai de garder un ton de politesse distante et glacée, je me dirigeai vers la porte.

« Alors Ponchardier, bondissant sur ses pieds, exhiba de sous sa veste un pistolet d'un volume invraisemblable. Se collant dans les doubles rideaux d'une fenêtre ouverte sur la rue parisienne déserte et paisible, il proclama, superbe :

« — Passe devant. Je te couvre ! » (1).

Mission C comme Choc ! C'est le nom que Roger Frey et Alexandre Sanguinetti ont donné au plan visant à décapiter l'OAS. L'opération, préparée avec minutie, repose tout d'abord sur l'envoi en Algérie de 200 fonctionnaires de police, aux ordres de Michel Hacq, directeur central de la police judiciaire et ancien résistant du réseau Ajax. Nommé le 26 novembre 1961 à la tête de la Mission C, Hacq s'envole pour Alger. En fait, c'est de Paris qu'il dirigera les opérations, en liaison avec les autres services, avec le cabinet du Premier ministre (Melnik) et celui du ministre de l'Intérieur (Sanguinetti). Les policiers de la Mission C sont retranchés à l'Ecole de police d'Hussein Dey, sous la protection de la gendarmerie mobile.

Fonds spéciaux et Sécurité militaire

Parallèlement à cette mission de police classique dont les membres, révèle Melnik, étaient stimulés par la promesse de promotions et de primes substantielles, Lemarchand et Ponchardier se chargent de l'aspect illégal, avec la formation d'une « police » très spéciale qui s'inscrira dans l'histoire sous le sobriquet de « barbouzes ».

Dominique Ponchardier, figure pittoresque de la Résistance et des services spéciaux, auteur de romans de série noire (« Le Gorille »), a joué un rôle actif dans les complots qui ont permis le retour du général de Gaulle en 1958.

La couverture de cette police parallèle est assurée par Lucien Bitterlin, ancien animateur de radio, responsable du Mouvement pour la coopération à Alger. Cette organisation, présidée à Paris par Jacques Dauer, doit théoriquement se borner à une action politique prônant la troisième voie pour l'Algérie. *« Ni le cerceuil, ni la valise : la coopération »*, annoncent les affichent du MPC. Mais sous l'impulsion de Lemarchand, Bitterlin va largement outrepasser ces intentions théoriques.

Pour accueillir et loger les « barbouzes » que Ponchardier et Lemarchand lui envoient de la métropole, Bitterlin est secondé par André Goulay, ancien champion de boxe, Yves Le Tac, industriel, gaulliste de toujours et président du MPC en Algérie, Pierre Lecerf, ancien de Corée et Louis Verger.

Pour les frais, Bitterlin reçoit des fonds spéciaux via diverses associations gaullistes dont celle fondée par Claude Raybois et la colonel Gentgen, *« Le soutien à l'action du général de Gaulle »*, domiciliée à la même adresse que le SAC. Le 2 novembre 1961, Bitterlin est reçu par le délégué général Jean Morin qui lui offre la coquette somme de quinze millions de francs, des armes, et le soutien total de la Sécurité militaire réorganisée par le

COMMENT LA POLICE A PIÉGÉ SALAN

Salan ne s'est pas méfié. L'homme qui l'a donné à la police était un ancien sous-officier parachutiste, l'adjudant-chef Jean-Marie Lavanceau. Quand il avait été blessé en 1957, le général et Mme Salan lui avaient rendu visite à l'hôpital. Entré par la suite à la Sûreté nationale, il est en 1961 adjoint du capitaine Geronimi, chargé des musulmans à la préfecture de police de Paris. En novembre 1961, Lavanceau se rend à Alger. Il voit l'ancien sous-préfet, Jacques Achard, l'un des chefs de l'OAS à Alger. Tout a été conçu par Geronimi qui sait que Salan espère gagner des musulmans à sa cause. Ce sera l'appât pour approcher le chef de l'OAS. Achard, très entiché lui aussi de fraternisation franco-musulmane, se fera le complice involontaire de l'opération. Il insistera plusieurs fois auprès de Salan pour qu'il accepte de rencontrer Lavanceau. Prétexte : celui-ci aurait un message très important de dissidents du FLN, le Front algérien d'action démocratique (FAAD), organisme créé en fait par le cabinet du Premier ministre.

Ferrandi ayant flairé un piège, Lavanceau se dira ensuite porteur d'un message de dirigeants du MNA, organisation concurrente du FLN.

Sollicité par Achard, Salan donne son accord. Le vendredi 20 avril 1962, à midi, Lavanceau est introduit dans un studio au rez-de-chaussée d'un immeuble au 23, rue des Fontaines. Le général et Mme Salan y occupent un appartement au dernier étage. Salan est là.

« *Cher ami, je suis heureux de vous recevoir.* » Lavanceau considère, stupéfait, l'ancien commandant en chef. Ses cheveux teints, son épaisse moustache noire l'ont complètement changé. Lavanceau, qui n'a pas grand-chose à dire, essaye de prolonger l'entretien. Quand le général se lève, un peu déçu, pour remonter chez lui, il aperçoit des gendarmes dans le hall de l'immeuble. Lavanceau bondit en criant :

« *Entrez le prendre, il est là !* »

Ne connaissant pas le lieu du rendez-vous, Lavanceau s'était simplement fait suivre par une voiture radio de la police. Lavanceau est mort le 30 mars 1989, dans son lit.

colonel André, pour lutter en priorité contre l'OAS, et où sert un jeune officier de réserve nommé Pierre Joxe. Les fonds sont délivrés par un fonctionnaire du Rocher Noir, Claude Vieillecazes.

Entre Michel Hacq et les « barbouzes », la liaison est assurée par l'inspecteur René Chazotte, petit et sec, le teint mat, parlant avec l'accent de Perpignan, surnommé « Hernandez ». Les policiers officiels prêtent la main aux « barbouzes » ne serait-ce que pour récupérer, après interrogatoires musclés, leurs prisonniers. En fait, ils les utilisent un peu comme le chasseur avec la chèvre pour faire sortir le lion.

Jean Dubuquoy et Louis Dufour se chargent de gérer les fonds, de payer les soldes et de louer des villas. Car les barbouzes sont arrivées en nombre. Outre des gros bras du service d'ordre gaulliste, les recruteurs ont fait le tour des prisons pour y récupérer un certain nombre de spécialistes de la bagarre et du règlement de comptes, truands notoires et proxénètes. Deux spécialistes des arts martiaux, Jim Alcheik et Roger Bui-Thé, forment une équipe parmi les élèves de leur salle parisienne, dont un fort contingent de Vietnamiens.

Les barbouzes passent à l'action !

Cette arrivée massive ne passe guère inaperçue à Alger. Surtout dans une ville où la population est à 90 % favorable à Salan. Dès le 2 décembre 1961, *France-Soir* titre en première page : « *Les barbouzes arrivent* ». Pour la discrétion, c'est raté.

Le colonel Godard, héros de la Résistance, ancien chef de la Sûreté à Alger, et Roger Degueldre, chefs des « Deltas », les attendent de pied ferme. Informés de leur venue par leurs contacts dans la police, ils ont vite fait de repérer leurs villas transformées en « bunkers ».

Dès le 20 novembre, les barbouzes passent à l'action, plastiquant des cafés réputés de l'OAS. Pierre Lecerf parvient à s'infiltrer dans l'OAS et identifie plusieurs membres « Deltas ».

La Sécurité militaire recrute de son côté un certain Jean Augé, alias « Petit Jeannot », caïd du milieu lyonnais qui a fait ses premières armes dans la Résistance. Il se rend en Algérie et abat deux agents du SDECE accusés de trahison. Le colonel André reconnaîtra en juin 1965 que le truand avait effectivement travaillé pour son service, sans préciser bien entendu la nature des missions. Le 15 juin 1973, « Petit Jeannot » sera assassiné par des inconnus.

L'ENLÈVEMENT DU COLONEL ARGOUD

Après l'échec du putsch des généraux, le colonel Argoud, l'un des plus brillants officiers supérieurs de l'armée, se réfugie en Espagne. Mais le gouvernement l'interne aux Iles Canaries. L'intrépide colonel parvient à s'en évader quelques mois plus tard et rejoint la Belgique. En mai 1962, il devient le chef nominal de l'OAS pour la métropole, et membre du CNR constitué par Georges Bidault.

Au début de l'année 1963, le colonel Argoud est activement recherché dans toute l'Europe. La police belge découvre des archives de l'OAS qui sont transmises aux Renseignements généraux. Les services secrets ouest-allemands, favorables à l'indépendance de l'Algérie, fournissent également de précieux renseignements à leurs collègues français.

Croyant trouver refuge à Rome, Argoud doit bientôt déchanter : un de ses collaborateurs, l'adjudant Mertz, a échappé de peu à un enlèvement. Il ne s'y attarde donc pas.

Le 25 février 1963, il est arrêté dans le hall de son hôtel à Munich par deux policiers allemands pour une simple vérification.

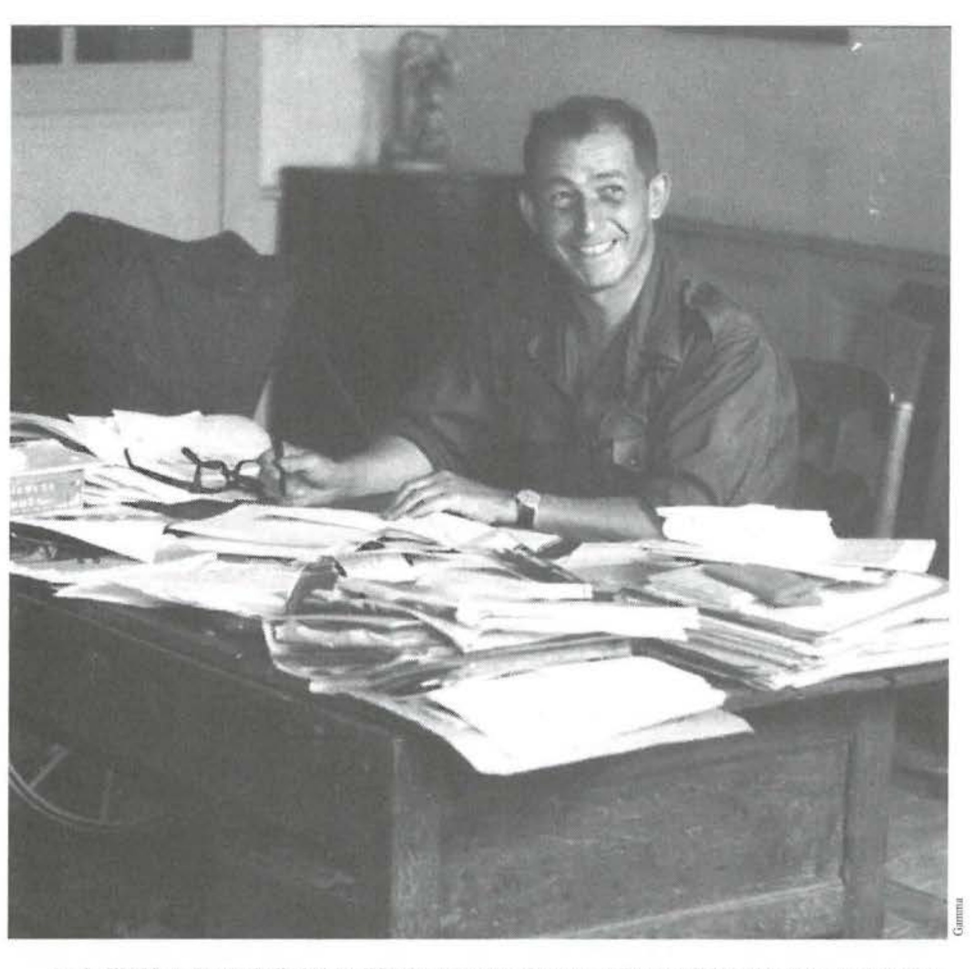
Dans la voiture, Argoud comprend qu'il a été enlevé par des barbouzes. L'un est un officier de la Sécurité militaire, l'autre un truand notoire, Georges Boucheseiche, qui a fait ses premières armes au service de la Gestapo, sous l'Occupation. Ce qui ne l'empêche pas d'être l'ami de Jo Attia, autre truand, mais ancien résistant...

Sur un parking de l'autoroute, changement de véhicule. Argoud et ses ravisseurs se trouvent maintenant sous la protection des plaques françaises en Allemagne ! La frontière française est franchie à Kehl. La voiture, roulant à petite vitesse arrive à Paris dans l'après-midi du mardi 26. A 16 h 30, le téléphone sonne dans le bureau du commissaire Bouvier, quai des Orfèvres : « *Vous avez un client de poids dans une estafette, square de l'Archevêché. Faites vite !* » L'interlocuteur anonyme du commissaire est un caïd de la pègre, Jo Attia, vieux complice des services spéciaux, spécialement sorti de la prison de Fresnes pour organiser et superviser l'enlèvement...

Parmi les gibiers de prison recrutés par le ministère de l'Intérieur pour mener la lutte clandestine contre l'OAS en métropole, l'un des plus représentatifs est un certain Raymond Meunier, dit « Raymond-la-Science », condamné à six ans de prison pour vol à main armée et subitement libéré en 1961. Le colonel Le Roy-Finville, ancien officier du SDECE, le décrit comme *« le type même du gorille pour films de méchants. Un colosse adipeux à la Frankenstein, difforme et flasque, des mains comme des battoirs, énormes quartiers de viande qu'on avait du mal à serrer, une voix grasseyante aux intonations vulgaires, un vocabulaire argotique et trivial. Le summum de la belle brute ».*

Imposé au SDECE qui avait toujours refusé d'être mêlé à des opérations de politique intérieure, Meunier infiltre les milieux anti-gaullistes, organise des attentats à l'explosif et parvient à créer de faux réseaux OAS. Jouant en fait le double jeu, il avertira certains membres de l'OAS de leur arrestation imminente.

Bien entendu, avec de tels « fiers-à-bras », les bavures ne manquèrent pas. Trois ingénieurs de la SN-Repal, société exploitant les champs pétrolifères d'Hassi-Messaoud, sont injustement soupçonnés de travailler pour l'OAS. Leur enlèvement déclenche une grève générale sur le chantier pétrolier et déchaîne la colère du gouvernement français. De son côté, l'OAS ne reste pas sans réaction.



Gamma

Après l'indépendance de l'Algérie, l'OAS poursuit sa lutte sous l'autorité du colonel Argoud. Activement recherché, il sera finalement enlevé par de faux policiers allemands mais vraies barbouzes, le 25 février 1963 à Munich. Ses ravisseurs le « livreront » le lendemain, à Paris, à la police officielle.

La riposte de l'OAS

Le 12 décembre 1961, Bitterlin et Goulay sont victimes d'une embuscade tendue par deux commandos Deltas. Bitterlin n'est que légèrement blessé mais Goulay doit être hospitalisé. Quinze jours plus tard, dans la nuit du 31 décembre, sept roquettes tirées au bazooka détruisent, rue Fabre, la villa des barbouzes de Jim Alcheik. L'OAS parlera de 14 morts. Les barbouzes n'avoueront qu'un seul blessé mais seront contraints d'abandonner la villa.

Le 29 janvier 1962, la villa Andréa, à El Biar, est réduite en fumée après une énorme explosion. La police retrouvera dans les décombres 19 cadavres calcinés dont celui d'Alcheik.

Tout avait commencé le matin avec la réception des machines d'imprimerie commandées à Paris depuis deux mois. Deux énormes caisses livrées sous douanes par Bedel et C^ie^. Alcheik attend, puis ne voyant pas venir les commissaires des douanes qui doivent assister à l'ouverture, il décide de commencer sans eux. Dès qu'un outil est engagé sous une planche, c'est l'explosion. Quatre-vingt dix kilos d'explosifs ont sauté, pulvérisant la villa et ses occupants.

Le mystère de cette opération, dont l'OAS tire tout le bénéfice, reste entier. On pense que c'est le SDECE, averti par ses propres informateurs, et hostile aux barbouzes, qui a fait piéger la caisse, avant son départ, à Marseille.

Parmi les rares survivants, trois prisonniers supposés membres de l'OAS, qui avaient été torturés. Pour compenser ses pertes, Bitterlin reçoit du renfort, dont un truand célèbre, Christian David, futur assassin du commissaire Gallibert. Quelques « durs » du milieu marseillais apportent également leur concours. Menacés d'élimination aussi bien par l'OAS que par leurs propres employeurs, les barbouzes vont multiplier les exécutions, les plasticages et les bavures, comme l'assassinat de l'ingénieur Petitjean, soupçonné à tort d'être membre de l'OAS. Ils prennent pour bastion l'hôtel Radjah, que leur loue un proche du FLN, le bachaga Bouabdellah. Mais ils ne sont plus que des assiégés.

Roger Frey décida de les rapatrier le 7 mars 1962. Il faudra attendre 1966, suite au scandale de l'affaire Ben Barka, pour que le général de Gaulle reconnaisse l'existence des « barbouzes » et de leur travail en commun avec la police, la Sécurité militaire et le SDECE.

D. L. *

---

(1) *Constantin Melnik,* Mille jours à Matignon, *Grasset 1988, p. 172.*

* **Dominique Lormier, né en 1960, est historien, journaliste et écrivain. Il collabore à plusieurs revues spécialisées et a publié des ouvrages remarqués : *L'Italie en guerre 1915-1918* (Editions Ulysse), *Les Guerres de Mussolini* (Jacques Grancher, éditeur), *Connaître les Châteaux du Périgord* (Editions Sud-Ouest), *La Résistance dans le Sud-Ouest* (Editions Sud-Ouest), *L'Epopée du Corps-Franc Pommiès* (Jacques Grancher, Editeur), *Le Sud-Ouest Mystérieux* (Editions Sud-Ouest), *L'Affaire Grandclément* (Editions Sud-Ouest).**

LES OAS DE MÉTROPOLE

La partie émergée de l'iceberg

PAR GUY CHAMBARLAC

La véritable histoire de l'OAS en métropole ? C'est une histoire difficile à écrire. Une histoire amnésique, dont beaucoup d'acteurs ont préféré se faire oublier. Les mémorialistes eux-mêmes n'en donnent que des visions fragmentaires, narcissiques et déformées. Les archives, celles de la police et des procès, celles aussi des journalistes, ne montrent que la partie émergée de l'iceberg.



DR

Dans la clandestinité, trois des principaux chefs de l'OAS-Métro (Misssion II). De gauche à droite, Pierre Sergent, Jean-René Souêtre, Jean-Marie Curutchet.

De l'été 1961 à la fin de 1962 et parfois même au-delà, on a crédité l'OAS de tous les actes de violence, de tous les attentats qui étaient l'œuvre de partisans de l'Algérie française et d'opposants au pouvoir gaulliste. Mais leurs auteurs, souvent, étaient loin d'être en rapport avec l'Organisation.

Quelle organisation, d'aillleurs ? Les dirigeants métropolitains de l'OAS « *officielle* » se contestaient mutuellement leurs attributions, parfois même l'arme à la main, comme ce fut le cas au cours de la nuit du 3 mars 1962.

Sous l'éclairage tamisé du « *Mysin* », bar cossu de la rue Vineuse, André Canal, chef de « *Mission III* », flanqué d'Hubert Paldacci, Nicolas d'Andréa, Armand Belvisi et Georges Watin, tous le doigt sur la détente du pistolet, était venu s'expliquer avec le capitaine Sergent, chef de « *Mission II* ». Ils avaient en face d'eux les mitraillettes du capitaine Glasser, du lieutenant Marbot, de Georges Marchal et de deux autres « porte-flingue » de moindre rang. On se sépara au matin avec des pensées lourdes. Sergent, finalement, n'était pas venu.

Lorsqu'on se penche sur cette époque, le sentiment qui se dégage est celui de sordides mésententes, de jalousies persistantes et d'un aimable désordre.

Dans ses souvenirs, Jean Ferrandi, ombre de Salan, et à ce titre l'homme le mieux placé pour témoigner de ce que fut l'OAS au sommet, s'en est expliqué fort clairement : *« L'autorité de l'état-major de l'Organisation souvent très mal assurée en Algérie même, ne s'est jamais étendue que de façon très limitée au-delà de la Méditerranée. Rien n'est plus erronée que l'image d'une Organisation secrète monolithique, cohérente, disciplinée et dont tous les agissements auraient répondu à un plan méthodiquement ordonné. Il y eut en fait, en France métropolitaine, plusieurs OAS, c'est-à-dire un enchevêtrement de réseaux d'importance variable et inspirés de motivations souvent fort diverses, et qui ont, pour la plupart, non seulement échappé au contrôle de l'état-major d'Alger, mais même à sa simple connaissance. »*

Il en avait été de même avec la Résistance. A partir de 1943, il y avait eu, non pas une résistance, mais d'innombrables initiatives nullement coordonnées, passablement anarchiques et souvent concurrentes, comme il y eut, pour des raisons fort voisines, en 1961 et 1962, de nombreuses actions spontanées, non concertées, sans liens entre elles, mais cependant, attribuées à l'Organisation secrète.

Pour caractériser un tel bouillonnement, les sociologues disent, par analogie avec les phénomènes volcaniques, qu'une société est entrée en *« effervescence »*. De 1961 à 1962, une fraction de la société française était effectivement entrée en effervescence. Brusquement, les comportements avaient changé. Les interdits sociaux les plus respectés avaient sauté, produisant dans une petite partie du corps social une libération d'énergies violentes qui entrèrent en action, sans liens entre elles, indépendamment de toute concertation. Il avait fallu pour cela de grands traumatismes, l'explosion d'un sentiment irrépressible de révolte, d'indignation et de haine cautionnées par des justifications morales éclatantes.

Si des généraux en si grand nombre brisaient leur épée, si un Denoix de Saint Marc était traîné devant l'infamie des tribunaux, cela signifiait que l'on était entré dans le temps d'une injustice absolue. Dès lors, les condamnations perdirent tout effet dissuasif. Elles devinrent au contraire des incitations directes à tout braver. Elles autorisèrent tout ce que la morale interdisait jusque-là. Les passions furent alors portées à un tel état d'incandescence qu'elles rendaient nécessaires le passage aux actes libérateurs, n'importe quels actes, si possible violents.

Ce ne furent évidemment pas les esprits cyniques ou blasés qui s'enflammèrent ainsi. La révolte germa dans les cœurs les plus purs. Elle se répandit comme une épidémie incontrôlable et incontrôlée. Et elle se joua des anciennes frontières politiques ou idéologiques.

En métropole, l'OAS a touché de cette façon des hommes venant de tous les milieux sociaux et de tous les horizons politiques. Des gens de gauche comme Albert Bayet, Jean Baylot ou Jacques Balland, ancien président de l'UNEF ; des maurassiens comme Raoul Girardet ou Nicolas Kayanakis ; d'anciens gaullistes comme Jacques Soustelle, Jean-Baptiste Biaggi ou le colonel Bastien-Thiry ;



DR

L'écrivain Jean de Brem, tué à Paris le 18 avril 1963. Avant sa mort, il avait écrit ce poème pour être chanté sur la mélodie de "J'avais un camarade" :

LA CAVALCADE

Un jour, dans la fusillade
Galopant à l'inconnu
Nous allions la cavalcade
Tu étais mon camarade
Celui que j'aimais le plus.

Un cavalier par bravade
Défia le plus résolu
Et porta son estocade
Ce fut toi, mon camarade
Ce fut toi qui le reçus.

J'ai vengé l'estafilade
Que ce coup t'avait valu
Mais très tard, dans la nuit froide,
J'ai pleuré mon camarade,
près de son corps étendu.

Je suis ma route maussade
Et je chevauche sans but
J'ai perdu mon camarade
Je ne rirai jamais plus.

PLASTIQUAGES ET « NUITS BLEUES »

« Vingt-deux explosions de plastic ont eu lieu, d'autre part, à Paris. Le mouvement d'opposition à la politique algérienne du pouvoir prend-il véritablement de l'ampleur ? Là, peut-être, est notre plus solide espoir.

17 février 1962. Onze attentats au plastic hier à Paris, dont trois chez des journalistes. Nous ne nous dissimulons pas que ce genre d'opération risque d'indisposer la grande masse de l'opinion métropolitaine. La plupart des "objectifs" semblent mal choisis : l'action sur les journalistes et les "intellectuels" paraît notamment particulièrement maladroite. Il faut bien avouer cependant qu'au-delà de toute considération raisonnable, ce genre de nouvelles nous apporte un étrange réconfort. Elles nous assurent qu'un certain nombre de gens, en métropole, partagent nos espoirs et les risques de notre combat. Or, c'est l'impression d'isolement qui nous a jusqu'à présent le plus lourdement pesé. »

JEAN FERRANDI

(*Six cents jours avec Salan et l'OAS*, Fayard)



DR

Raoul Girardet, professeur à l'Institut de Sciences politiques, et l'écrivain Jacques Laurent. Avec Philippe Héduy et Roland Laudenbach, il créèrent le mensuel L'Esprit public, *qui fut en 1961 et 1962 l'expression légale de l'OAS.*

d'anciens pétainistes comme le colonel Argoud, Jacques Isorni ou le général Faure ; d'anciens résistants comme Georges Bidault, le colonel Château-Jobert, Horace Savelli ou M. de Rozières, tous Compagnons de la Libération ; des intellectuels comme Roland Laudenbach, François Bluche, Jacques Laurent, Jacques Perret ou Philippe Héduy ; d'anciens poujadistes comme Marcel Bouyer ou Raoul Vidart. Mais elle a touché aussi et surtout des nouveaux venus, sans passé politique, d'innombrables jeunes hommes et adolescents, dont ce fut le premier engagement.

« Nous sommes débordés, écrit alors un certain Paul Guérande, pseudonyme de l'historien François Bluche. *Débordés par nos jeunes, concurrencés par des équipes que nous ne pouvons encore contrôler et que nous essayons de prendre en charge afin de les calmer. Vous n'imaginez pas quelle est en ce moment la mentalité de certains lycées et collèges, en particulier dans les classes préparatoires aux grandes écoles. Aussitôt qu'il se trouve un cornichon ou un taupin trop patriote ou trop intoxiqué par les romans d'espionnage, il groupe deux ou trois amis, dérobe des ingrédients au labo de son père, et en avant la petite OAS perso ! »*

Militants poujadistes et anciens d'Indo

L'OAS métropole fut ainsi faite d'une myriade d'initiatives individuelles, dont les auteurs n'ont jamais été identifiés. Cela a vraiment commencé après le référendum sur l'autodétermination de janvier 1961, quand il parut évident aux plus passionnés que seule la violence pourrait renverser le cours des événements. Au mois d'avril 1961, avant le putsch et donc avant la création effective de l'OAS, on enregistrait déjà en métropole 22 attentats activistes, dont celui qui coûta accidentellement la vie à M. Blanc, maire d'Evian, ville choisie pour les négociations avec le FLN. Aucun des auteurs de ces attentats n'a été identifié. Ces premiers plasticages furent pour la plupart l'œuvre des militants poujadistes et d'anciens combattants d'Indochine ou d'Algérie. Ils furent rejoints vers la fin de 1961 par les militants de mouvements nationaux qui aimaient conserver leur autonomie, Action française (Restauration nationale), Front national des combattants, Jeune Nation ou Fédération des étudiants nationalistes, pour ne parler que des plus importants.

Mais une bonne partie des troupes clandestines fut constituée de très jeunes gens sans affiliation politique précise, étudiants, lycéens, élèves en grand nombre de la préparation militaire parachutiste, ceux que l'on appelait les *Ferlat's boys*, du nom d'un moniteur célèbre à Vincennes en ce temps-là. Quelques-uns se sont trouvés par la suite et par hasard, en contact avec un membre de l'OAS officielle. Ce qui leur valut souvent d'être arrêtés. Mais les autres, de beaucoup les plus nombreux, sont passés à travers la répression sans êtres repérés. C'est le sentiment écrasant de l'inutilité de l'action, après l'indépendance de l'Algérie, en juillet 1962, qui les a démobilisés. Ils sont alors rentrés dans le rang discrètement, comme ils en étaient sortis. Ils n'avaient aucune raison de se vanter. Ils étaient des vaincus et ils risquaient gros.

Même dans le voisinage immédiat de l'Organisation, c'est-à-dire dans ce qui est le mieux connu, il subsiste de larges pans d'ombre.

LES HONGROIS DANS L'OAS

Par l'intermédiaire du mouvement Jeune Nation, je recrutai trois hommes extraordinaires. Trois Hongrois, dont deux réfugiés politiques à la suite des pénibles événements de Budapest. Laslo Varga était l'un des plus jeunes révolutionnaires de Hongrie. Il se battit pour son pays avec un courage sauvage et fantastique. Sa gentillesse ainsi que son esprit de décision étaient légendaires. C'est lui qui fit s'évader Tenne de l'enceinte fortifiée de Fort-Thoiras en le cachant dans sa malle lors de sa libération.

Lajos Marton était un ancien pilote de Mig aux manières délicates, au visage rond, joufflu, presque poupin. De taille moyenne, il était très nerveux, toujours en mouvement et impatient d'agir. Cet excellent garçon, serviable, amical, était aimé de nous tous.

Enfin, Yula Sari. Il était beaucoup plus grand que ses amis mais tout aussi blond, aussi calme, aussi gentil et sensible. Cet ancien combattant d'Indochine était un excellent tireur au FM.

ARNAUD BELVISI
***L'Attentat*, La Table Ronde.**

Qui a jamais entendu parler du rôle d'un Jacques Souchères, fils de résistant, président du syndicat des promoteurs immobiliers, qui fit passer la frontière belge à tant de clandestins à bord de son avion personnel ? Qui a jamais vu citer le nom de Ferdinand Ferrand, responsable de Jeune Nation dans les Halles de Paris, et à ce titre organisateur prodigieux de toute la logistique de *« Mission III »* ?

Le haut appareil de l'Etat a fourni, lui aussi, un contingent discret de complicités actives.

On sait qu'un jeune secrétaire d'Etat, promis à une carrière des plus flatteuses, se tenait alors en relations discrètes avec l'Organisation dans l'éventualité d'une brusque vacance du pouvoir.

Une taupe à l'élysée

Il est connu aussi de quelques initiés que ce sont des officiers du SDECE (services secrets) qui ont piégé dans le port de Marseille, avant leur départ pour l'Algérie, certaines caisses contenant du matériel d'imprimerie, qui explosèrent le 29 janvier 1962 à leur arrivée à la villa des « barbouzes » d'El Biar, faisant dix-neuf morts d'un seul coup parmi les ennemis mortels de l'Organisation.

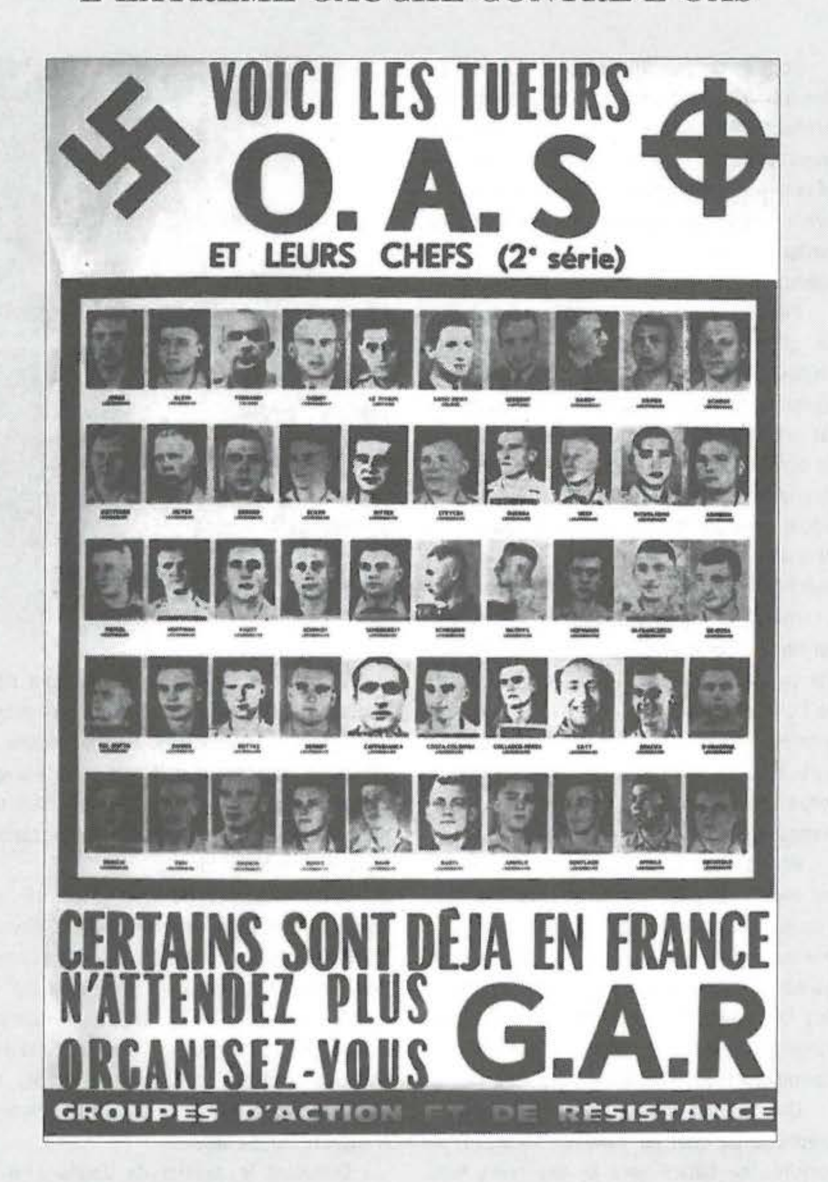
Sait-on aussi que l'un des policiers de haut grade, chargés de la sécurité de l'Elysée, a participé volontairement à la préparation d'attentats. Ce policier aujourd'hui retraité, mais toujours en vie, ne peut être nommé. A la fin de 1961, il prit contact avec Pierre Sidos par l'intermédiaire d'un de ses proches parents, membre de Jeune Nation. Rendez-vous fut pris à Montrouge. Devant des interlocuteurs méfiants, ce haut fonctionnaire, gaulliste repenti, confia l'état d'écœurement qui était le sien. Il en était venu à cette conclusion que l'élimination physique du général de Gaulle était une nécessité incontournable. Moyennant quoi, il se déclara résolu à fournir les renseignements capables de faciliter une telle opération. Ses informations précises sur les dates et horaires de déplacement du chef de l'Etat furent transmises à Bastien-Thiry en temps utile. Elles permirent entre autres l'organisation de l'attentat du Petit-Clamart.

Oui, ce que l'on connaît de l'histoire de l'OAS, n'est que la partie émergée de l'iceberg.

G.C.

Guy Chambarlac est chercheur en sciences politiques. Il prépare un ouvrage sur l'OAS en métropole.

L'EXTREME GAUCHE CONTRE L'OAS



Un matin de janvier 1962, des membres du PSU, organisation d'extrême gauche dissidente du vieux Parti socialiste, se sont donné rendez-vous chez Gilles Martinet, à Paris. Sous l'impulsion du responsable du service d'ordre, Jean Arthuys, le GAR (Groupe d'Action et de Résistance) voit le jour.

Jean Arthuys est le fils de Jacques Arthuys, admirateur de Mussolini, fondateur avec Georges Valois, en 1925, du Faisceau, et résistant de la première heure, l'un des créateurs de l'OCM, mort en déportation. Jean a lui-même combattu dans les rangs de l'OCM.

Dans le cadre du GAR, Arthuys se charge de l'intendance, Bridier des renseignements et Fanfani de l'armement. Une douzaine de pistolets sont récupérés dans des conditions rocambolesques. Des anciens résistants apportent de vieux fusils. Tout cela relève du folklore. Le GAR va surtout faire de la délation, un vice bien français des périodes troublées. Dans ce but un fichier de 2 000 sympathisants ou présumés membres de l'OAS est constitué. Il sera communiqué à des policiers de gauche.

Au même moment, des étudiants transfuges des jeunesses communistes, et des militants trotskystes comme Alain Krivine, fondent le Fond universitaire antifasciste (FUA). Leur but : faire la chasse aux militants nationaux et sympathisants de l'OAS dans les lycées et l'université. Tous les moyens sont bons : délation, menaces et violences physiques. Les bagarres sont nombreuses au Quartier Latin et à la sortie des restaurants universitaires. Le FUA s'implante dans les villes universitaires de province comme Aix-en-Provence, Marseille, Bordeaux, Caen, Rouen. Plusieurs de ses membres figureront parmi les dirigeants de mai 1968.

LE PETIT-CLAMART : POURQUOI L'ATTENTAT A-T-IL ÉCHOUÉ ?



DR

Soudainement, dans la soirée du mercredi 22 août 1962, les radios et la télévision interrompent leurs émissions pour une information sensationnelle : « *Un attentat vient d'être dirigé contre le président de la république. Sa voiture a essuyé plusieurs rafales d'armes automatiques. Aucun des occupants n'a été atteint...* »

Paris, en ce mois d'août 1962, est désert. Le général de Gaulle a interrompu ses vacances pour venir présider le conseil des ministres du mercredi 22. En fin d'après-midi, il est prêt à regagner Colombey en compagnie de Mme de Gaulle. Il doit prendre à Villacoublay un avion qui le déposera à Saint-Dizier, d'où il rejoindra la Boisserie par la route. Il est 19 h 45 quand le président de la République quitte l'Elysée à bord d'une DS-19. Il est assis à l'arrière, sa femme à sa droite. Le chauffeur est un sous-officier de gendarmerie, François Marroux. A la droite de celui-ci, le colonel Alain de Boissieu, gendre du Président. Derrière la première voiture, une autre DS d'escorte transportant, outre le chauffeur, deux gardes du corps et un médecin. En serre-file, deux motards de la Préfecture de police.

Par mesure de sécurité, trois itinéraires ont été établis pour gagner Villacoublay. Tous trois sont connus de Bastien-Thiry grâce à un informateur de haut niveau, à l'Elysée même, qui ne sera jamais démasqué (voir l'article de Guy Chambarlac). A la sortie du palais présidentiel, le colonel de Boissieu commande à Marroux : « *Prenez par le Petit-Clamart.* »

Un guetteur est là. L'instant d'après, il téléphone au chef du complot. Informés, les conjurés se hâtent vers le lieu prévu pour l'embuscade.

A 20 h 20, le convoi approche du carrefour du Petit-Clamart. Il roule à 90 km/h. La voie est dégagée. Quelques centaines de mètres avant le rond-point, une estafette Renault de couleur jaune est arrêtée, l'arrière vers Paris. Alors que la voiture présidentielle arrive à sa hauteur, des armes automatiques crachent un feu violent. Plusieurs projectiles trouent la carrosserie de la DS et crèvent deux pneus. Avec un sang-froid remarquable, Marroux accélère.

Cent mètres plus loin, nouveau tir venu d'une Citroën ID 19 bleue qui débouche de la rue du Bois et prend en chasse la voiture présidentielle, se plaçant entre celle-ci et la voiture d'escorte. Les occupant ouvrent vainement le feu à plusieurs reprises, puis abandonnent la chasse à hauteur du carrefour du Petit-Clamart.

Maîtrisant difficilement la DS, dont deux pneus ont été crevés, Marroux parvient cependant jusqu'à Villacoublay. Sur la voiture on relève six impacts. La voiture d'escorte a également encaissé quatre projectiles. L'un des motards a pris une balle dans son casque, sans être lui-même touché.

Les enquêteurs devaient découvrir peu après sur les lieux soixante douilles d'armes diverses, fusils mitrailleurs et pistolets mitrailleurs. On dénombra également sur les façades opposées au tir, 27 impacts sur une distance de 70 mètres. Sur l'emplacement de la seconde fusillade, celle provoquée par l'ID bleue, on devait découvrir plus d'une trentaine d'impacts sur les façades.

Comment le général de Gaulle a-t-il pu échapper à ces tirs multiples ?

A la suite de hasards et d'invraisemblables imprudences, la plupart des membres du commando furent arrêtés dans les semaines suivantes. Leurs aveux circonstanciés et la capture de plusieurs armes ayant servi à l'attentat, devaient permettre de comprendre ce qui s'était passé.

Dans l'estafette jaune avaient pris place cinq hommes, dont deux armés de fusils mitrailleurs modèle 24-29, calibre 7,5 mm, dérobés le 7 janvier 1962 au camp de Satory par l'adjudant Robin, membre de Mission II. Cent mètres plus loin, dans l'ID-19 bleue, trois hommes en renfort, armés de pistolets mitrailleurs.

Le chef du commando, Jean Bastien-Thiry, se tenait à trois cents mètres en amont. Au passage du cortège, il devait agiter un journal. A ce signal, le feu serait ouvert instantanément par les deux FM de l'estafette, dont l'arrière avait été aménagé en conséquence. La voiture présidentielle devait donc être prise de face sous un feu d'enfilade, commencé loin devant.

Mais à cette heure, la visibilité était médiocre. Les tireurs de l'Estafette virent trop tard le signal du journal. Au lieu de commencer le tir comme prévu, ils ne purent ouvrir le feu qu'au dernier moment, alors que la DS, filant déjà à leur hauteur, allait disparaître, ne s'exposant qu'une fraction de seconde à leurs coups incertains.

Un véhicule lancé à 90 km/h parcourt 25 mètres en une seconde. En face, le FM 24-29, avec sa cadence relativement lente (500 coups/minute) ne pouvait tirer que 8 à 9 coups) par seconde, trop peu pour avoir des chances de toucher efficacement le bolide passant à très courte distance par le travers. Ce fut encore pire avec l'ID bleue, dont les pistolets mitrailleurs tiraient des projectiles moins rapides et moins puissants que ceux des FM. Il est extrêmement hasardeux, pour ne pas dire impossible, de toucher une cible qui passe très rapidement et perpendiculairement au tireur et à courte distance. Tous les chasseurs savent cela.

Bien que minutieusement organisée, l'embuscade souffrait par ailleurs d'un défaut de conception. Si, à l'approche de la voiture présidentielle, un véhicule (l'ID bleue, par exemple), avait coupé la route, le chauffeur Marroux, malgré son habileté, aurait été contraint de s'arrêter. Dès lors, le tir des FM eut été à coup sûr meurtrier.

D.V.

L'AFFAIRE LEROY ET VILLARD

La dérive de l'OAS

PAR LOUIS DE CHARBONNIÈRES

Louis de Charbonnières a été de bout en bout le témoin privilégié de l'affaire Leroy-Villard, l'un des épisodes les plus sinistres et les plus occultes de l'histoire de l'OAS. L'un des plus révélateurs aussi d'un cancer qui rongeait l'Organisation et qui devait la conduire en Algérie à une fin sans gloire. Son récit est d'autant plus pathétique qu'il émane d'un homme qui s'était dévoué corps et âme à la cause de l'Algérie française. Il a publié discrètement peu avant sa mort survenue à la fin de 1987, des souvenirs d'une rare lucidité et d'une authentique profondeur sur ce qu'il avait vécu et observé, de 1954 à 1962 (1).

(1) *Louis de Charbonnières,* Toujours et quand même, *Editions Yves Michelet 1987.*



DR

Chef du Front nationaliste créé en mai 1961, Michel Leroy va très vite exercer une influence grandissante parmi les étudiants d'Algérie qu'inquiète le manque de formation et d'intentions politiques des cadres de l'OAS. Aux yeux de certains d'entre eux il fera figure de concurrent. Il sera assassiné, ainsi que son adjoint, René Villard, le 19 janvier 1962.

Depuis le n°7 (15 novembre 1961), *Vive la France* était diffusé à 5 000 exemplaires à Alger par les soins des équipes de Leroy. Les dirigeants de l'OAS en prirent tout de suite ombrage. Au lieu de la discussion que nous ne cessions d'espérer sur les objectifs et les moyens, ils se raidirent dans leur suffisance. Sans autre forme de procès, l'OAS déclara la diffusion de *Vive la France* « interdite en Algérie ». Cela amena plusieurs de nos amis algérois, qui approuvaient et partageaient notre manière de voir, à solliciter l'arbitrage du général Salan. Ils ne purent pas parvenir jusqu'au général, et par une note du 26 novembre, Leroy nous informa de son côté qu'un barrage était dressé entre Salan et lui.

Le 17 décembre, un appel dramatique arriva à mon domicile, sous la forme de deux envoyés — un officier et un civil — de Paul Moreau qui n'avait cessé d'être l'un des témoins ou l'un des acteurs les plus lucides et les plus angoissés du drame de nos départements d'Algérie. Ces hommes venaient me demander de venir voir Salan de toute urgence. Ils avaient la preuve, me dirent-ils, que la Délégation générale entreprenait une manœuvre de grand style pour provoquer une scission dans l'OAS. Il fallait que quelqu'un vînt de métropole, et qu'à cette occasion, fussent réglés tous les problèmes dont dépendaient l'avenir et le succès de l'Organisation. On me donnait la garantie que je serais conduit au général, sans barrage ni temps perdu.

Depuis un moment déjà, devant le caractère décevant de nos rapports avec l'OAS, la plupart de nos amis arrivaient à la conclusion qu'une explication décisive, au sommet, devenait nécessaire. Les envoyés d'Alger me donnaient l'assurance d'arriver au général Salan : n'était-ce pas l'occasion à saisir ? Mais deux objections se présentaient à l'esprit de mes amis du Conseil national. La première, concernant la sécurité personnelle du voyageur éventuel, ne valait pas qu'on s'y arrêtât. L'autre ne pouvait être négligée : le risque de rupture avec toutes ses conséquences, dans le





DR

Joseph Ortiz, chef du Front national français, prend la parole à Paris, le 6 février 1959, lors d'une réunion publique de Jeune Nation. Il conclut alors un engagement d'action avec ce mouvement et il en adopte l'emblème, la croix celtique. Celle-ci sera brandie à Alger le 24 janvier 1960 et tout au long de la semaine des Barricades.

PARTITION ET NATIONALISME PIED-NOIR

C'est le 19 janvier que se déroula le drame de Michel Leroy et de René Villard.

Autour de Leroy, gravitaient des hommes de cœur et, parmi eux, un pur, à ma connaissance : Jean Sarradet. Ce dernier avait imaginé un partage de l'Algérie, solution qui n'avait une chance de voir le jour que si Paris en était d'accord. Sarradet réussit à prendre des contacts avec le délégué général à la Jeunesse et au Sport, le gouverneur Petitbon, adjoint de Morin. Anne Loesch, dans *La Valise et le Cercueil* (Plon), a exposé, avec clarté et passion, le compte rendu que Sarradet fit à Petitbon.

Insistant sur l'idée que l'OAS n'était pas la raison d'être des Algériens, qui préféraient le terme de nationalistes pieds-noirs, il déclarait dépassé le mythe de l'Algérie française et admettait la notion d'indépendance, méritée et non accordée sous la pression de la violence. Pour l'heure, il fallait que la communauté pied-noir fût mise en face des réalités, à savoir qu'elle ne pouvait plus compter que sur elle-même et que, se refusant à accepter l'illusion d'un amalgame en une Algérie indépendante, elle trouve une solution lui permettant de vivre en paix sur son sol natal.

Que la France nous abandonne, c'était son droit, aussi odieux fût-il, mais qu'elle nous laisse le temps de nous organiser, nous armer. C'était le partage : d'un côté les pieds-noirs et les musulmans fidèles, de l'autre les nationalistes arabes.

L'affaire échoua du fait d'abord de De Gaulle, qui déclara ne pas vouloir traiter avec des factieux.

GÉNÉRAL JOUHAUD
Ô mon pays perdu, Fayard.

cas où, les déclarations faites au nom du général Salan correspondant bien à sa manière de voir et le général se tenant à celle-ci, aucun accord n'apparaîtrait possible.

[Après avoir rencontré à deux reprises le capitaine Sergent pour l'informer du but de son voyage, Louis de Charbonnières part pour Alger le 12 janvier 1962.]

Il faisait très beau, très chaud, quand je débarquai à l'aérodrome de Maison-Blanche. Alger était là, française encore, pleine de vie sous le soleil, et cependant si menacée. Mes premiers échanges de vues avec certains de mes amis me laissèrent perplexe, incertain. Dans cette atmosphère d'angoisse, de guerre civile, des bruits incontrôlables faisaient et défaisaient des résolutions. La passion parlait tout naturellement plus que la raison.

René Villard craignait les manœuvres des tenants de la « partition »

C'est avec le principal auteur de l'appel à ma personne, René Villard, fort actif à la tête de son réseau France-Résurrection qu'il avait maintenu en marge de l'OAS, que, le soir de mon arrivée, je discutai de la situation.

Pour essayer de me faire une opinion plus précise sur le fonctionnement de l'Organisation, aussi bien que sur le rôle et les idées des uns et des autres, je posai des questions. Salan était-il bien le chef effectif ? Godard, Gardes, Susini, Le Pivain, Degueldre, notamment, autant d'hommes qui devaient avoir leur mot à dire. Que pensaient-ils, étaient-ils d'accord ?

J'écoutais parler René Villard. Au rebours de tant d'autres, il ne posait pas au grand chef. S'il s'interrogeait, c'était à sa place de combattant, refusant d'être vaincu par carence à la tête.

Plein de respect pour le général, il le reconnaissait pour son chef en quelque sorte par allégeance personnelle, tout en demeurant un peu en marge de l'Organisation officielle.

Il ne craignait que les manœuvres des tenants du partage, de la « partition » comme on disait, et ces manœuvres, pour lui, avaient un nom, qui m'étonna : Michel Leroy. Déjouer ces manœuvres et préserver l'OAS de leurs effets qu'on avait toutes les raisons de craindre, tel devait être pour l'essentiel, aux yeux de René Villard, l'objet de mon entrevue avec le général Salan.

On voit quelle erreur commirent, soit alors dans l'OAS, soit plus tard dans leurs écrits,

ceux qui associèrent René Villard et Michel Leroy dans la « trahison » ou — question de point de vue — la poursuite d'un « projet réaliste », celui d'un partage de l'Algérie, dont j'allais constater que Michel Leroy lui-même était bien loin d'être le protagoniste.

« Une balle dans la nuque, c'est vite fait... »

Plusieurs jours devaient être nécessaires à l'organisation de l'entrevue. Je me félicitai donc de rencontrer au dîner, chez nos amis communs M. et Mme Samie, dès le lendemain soir, Roger Degueldre accompagné d'une amie. Les phrases d'usage rapidement épuisées, entre compagnons de combat qui ne se sont pas revus depuis des mois, j'entrai dans le vif du sujet. Roger Degueldre m'écoutait, sans guère sortir de son mutisme, et c'est tout à coup la jeune femme qui réagit d'un ton de pasionaria : *« Vive la France ? Ce torchon interdit par le colonel Godard ? Je ne le lis jamais. »*

Je répondis que c'était regrettable, car même si la machine de l'OAS « tournait » en Algérie, c'était encore et toujours en métropole, à Paris, que tout serait gagné ou perdu. Il ne suffisait pas d'ignorer un problème pour le supprimer, et à ce titre les opinions des gens de métropole pouvaient avoir quelque intérêt. Me tournant vers Roger Degueldre, je lui rappelai nos entretiens de l'année précédente ; comment, chaque fois que dans les dernières semaines avant le soulèvement j'avais mis en garde sur le choix de l'homme auquel serait apporté l'outil que nous forgions, il avait fait bon marché de mes objurgations.

Je ne m'attendais pas à sa réaction quand enfin il se décida à prendre la parole : *« Comment se fait-il que vous n'ayez pas été inquiété ? Vous êtes peut-être un traître. Et j'aime mieux vous dire que tous vos déplacements sont surveillés, et qu'il n'est pas sûr qu'on vous laisse repartir. »* La jolie pasionaria crut devoir commenter : *« Vous savez, quelques balles dans la nuque, c'est vite fait et ça ne fait pas mal... On jettera le corps quelque part vers le ravin de la Femme sauvage, personne n'ira jamais vous chercher là. »* Plaisanterie macabre, ou annonce de ce qui pouvait m'attendre ? Le combat clandestin dans une situation de guerre civile, au milieu des pièges et des menaces quotidiens, avec la mort rôdant partout, peut affecter les têtes les plus solides. Qui n'a pas vécu de tels événements peut difficilement comprendre.

Sans relever l'extravagance des propos, je me bornai à répondre à Roger Degueldre du même ton détaché : *« Je vous en prie. Je suis seul et je n'ai pas d'arme, il n'y a pas lieu de vous gêner. »*

L'heure du couvre-feu approchait. Je n'avais rien tiré de Roger Degueldre. Il conclut cependant : *« Il faut tout de même réfléchir à cette conversation et qu'on se revoie. »* J'acceptai un nouvel entretien, que nous fixâmes au surlendemain.

La confusion dans l'Organisation et dans les esprits, l'une procédant sans doute de l'autre, telle était l'impression dominante de quarante-huit heures de séjour à Alger, moins réconfortante encore que tout ce que nous avions pu imaginer en métropole.

Michel Leroy, quand je le vis à son tour le lendemain, m'apprit d'abord qu'il ne faisait plus partie du Conseil supérieur de l'OAS. D'ordre du colonel Godard, le Front nationaliste avait été dissous, et ses commandos Z étaient sommés de se dissoudre aussi. Pourquoi ? Leroy ne comprenait pas bien et s'interrogeait. Des divergences politiques ou tactiques ne justifiaient pas de telles mesures. Quelques semaines plus tôt, il avait voulu voir Salan, et il n'y était pas parvenu. On avait fait barrage autour du patron. Je demandai qui était « On » : Leroy ne savait pas trop, peut-être un colonel, ou le « soviet » des capitaines. Une fois de plus, j'aboutissais à des impressions, non à des faits, et les desseins de l'Organisation et de ses chefs restaient occultes comme derrière des rideaux de fumée.

Les plans de Sarradet pour la « partition »

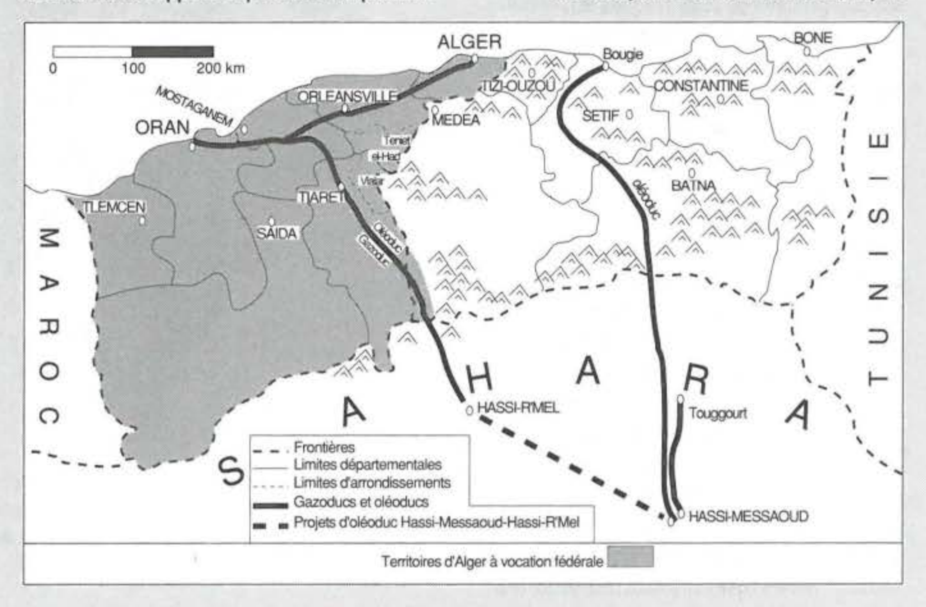
Au cours de l'entretien, arriva un grand garçon marchant difficilement à l'aide de deux béquilles. Michel Leroy me le présenta : c'était Jean Sarradet, un de ses lieutenants au Front nationaliste, chef des Commandos Z, mais aussi le théoricien de la « partition ». Ainsi, j'avais soudain devant moi l'homme qui menait l'entreprise où les amis qui m'avaient appelé voyaient une redoutable machine de guerre du pouvoir gaulliste.

Jean Sarradet paraissait sincère, convaincu, et non du tout un traître en puissance. Au point de départ, simple était sa pensée : l'Algérie française appartenait au passé, et

L'IDÉE DE PARTITION FAIT SON CHEMIN...

30 janvier 1962. L'idée d'une « République francaise indépendante d'Algérie » commence à faire son chemin dans l'esprit des principaux responsables de l'Organisation. Salan semble l'accepter, tout au moins à titre d'expédient provisoire. Susini lui-même y vient lentement, bien qu'il continue à s'en défendre. L'éventualité en tout cas n'en est plus écartée. Sa réalisation suppose cependant l'acquisition de bases territoriales solides à partir desquelles l'action d'un véritable gouvernement pourra se développer. Je me réjouis, pour ma part, que l'hypothèse revienne de plus en plus dans nos conversations : l'organisation d'un « réduit » franco-musulman commence enfin à être sérieusement évoquée.

JEAN FERRANDI
***Six cents jours avec Salan et l'OAS*, Fayard**



Partition de l'Algérie : l'une des hypothèses de travail retenue par Alain Peyrefitte en 1961.

LE FRONT NATIONALISTE ET L'OAS

Dès l'année 1961, et immédiatement après le putsch manqué du 22 avril, une minorité de jeunes nationaux algérois, s'en tenant à une analyse serrée de la situation, rejetait les rumeurs miraculeuses qui couraient épisodiquement sur le ralliement à l'OAS de telle ou telle personnalité civile ou militaire du régime. Bénéficiant à l'époque des encouragements de Jean-Jacques Susini qui n'avait pas encore la confiance des colonels de l'OAS, ces étudiants algérois fondèrent en mai 1961 le Front nationaliste qui regroupait le mouvement Jeune Nation, les réseaux France-Résurrection, la Légion nationaliste, et les sections d'étudiants nationalistes de l'Algérois et de l'Oranie. Le Front nationaliste, dont l'armement était constitué en partie par les armes dérobées au commissariat central d'Alger, le matin du putsch du 22 avril, fut rapidement en mesure de mobiliser, en deux heures, un millier de jeunes militants armés et entraînés.

Durant l'été 1961, l'influence du Front nationaliste s'affirma grande parmi les étudiants d'Algérie qu'inquiétait le manque de formation et d'intentions politiques des cadres de l'OAS. Son emblème était la croix celtique. Il s'employait à définir dans des bulletins et tracts, dont la diffusion restait volontairement restreinte, une doctrine qui l'exposait à l'accusation de fasciste.

En tant que telle, l'existence du Front nationaliste fut brève. Malgré les assurances de son animateur, Michel Leroy, il risquait d'être considéré comme une organisation clandestine concurrente à l'OAS, ou, tout au moins, se situant à part. Dès que le lieutenant Degueldre et ses commandos Delta eurent définitivement concrétisé, par le plastic et les attentats individuels, la réalité opérationnelle de l'OAS, des mises en demeure furent adressées aux groupes d'action autonomes. Puis au Front nationaliste et à ses commandos « Z ».

Le Front nationaliste s'estompa alors en tant qu'organisation mais se survécut à lui-même en tant qu'état d'esprit. Nombre de ses militants entrèrent dans l'OAS avec des intentions de noyautage. Pour sa part, Michel Leroy devint l'un des adjoints du colonel Gardes.

Le Front nationaliste première manière avait considérablement valorisé Jean-Jacques Susini aux yeux des généraux et colonels de l'OAS, qui le soupçonnaient d'en être l'instigateur. Par la suite, au fur et à mesure de sa propre promotion, il espaça ses relations avec les dirigeants du FN, et se retourna contre eux au cours de l'année 1961.

Jean-Jacques Susini fut de loin le leader civil le plus intelligent, le plus capable, et le plus



DR

René Villard, responsable du réseau France-Résurection et adjoint de Michel Leroy au Front nationaliste, victime de la purge fratricide de l'OAS.

ambitieux de l'OAS. Du soutien du Front nationaliste, après le 22 avril 1961, aux accords conclus, le 17 juin 1962, avec le Dr Mostéfaï, délégué du FLN, la personnalité et les attitudes politiques de Susini s'expliquent à la lumière de sa propre vocation politicienne le poussant tour à tour au pire et au meilleur.

Au cours de l'été 1961, déjà groupés autour de Michel Leroy, les militants du Front nationaliste, partisans du partage — à défaut d'une intégration rendue impossible —, avaient tenté de rencontrer le général Salan. Ce projet fut régulièrement saboté par l'entourage du général.

Conscient, d'une part, de la vulnérabilité de l'OAS, répétant les erreurs commises par le FLN, d'autre part de l'optimisme excessif de la plupart de ses dirigeants, Michel Leroy disait : *« Le Front nationaliste possède, lui, un programme. Les chefs de l'OAS ont refusé de réunir un "Congrès de la Soumann" (1) pour définir un objectif accordé à nos chances de succès. A nous, donc, de convaincre les cadres de l'OAS à la base. »*

Le 20 janvier 1962 : coup de théâtre à Alger. La nouvelle se répandait au quartier des Facultés de la double exécution, par l'OAS, de Michel Leroy, « patron » du Front nationaliste, adjoint du colonel Gardes, et de son lieutenant au FN, René Villard, ancien responsable du réseau France-Résurrection, et l'un des organisateurs civils, à ce titre, du putsch manqué du 22 avril. Un troisième activiste, Sarradet, le chef des commandos Z, impliqué dans l'affaire des contacts avec l'un des services de Matignon, eut la vie sauve grâce à l'intervention du colonel Vaudrey.

La purge d'une rigueur toute stalinienne dont Michel Leroy et René Villard furent les victimes, démoralisa jusqu'à l'écœurement leurs amis, ébranla la cohésion interne de l'OAS en semant la méfiance entre les diverses tendances politiques, éloigna de la lutte clandestine les officiers sympathisants. L'exécution de ces purs idéalistes qu'étaient Leroy et Villard fut ressentie plus amèrement encore du fait de la grâce, par le colonel Vaudrey, de l'étudiant Sarradet, de loin l'élément le plus compromis dans l'affaire dite des « contacts avec Matignon ».

Placé devant le fait accompli, le général Salan approuva tardivement le meurtre de Leroy et Villard. C'était le tout-puissant « soviet des capitaines » qui l'avait décidé. Susini y proposa et y obtint la condamnation de ses anciens compagnons Leroy et Villard. Le « soviet des capitaines » chargea de l'exécution l'un de ses membres, un idéaliste d'une belle facture, le capitaine Philippe Le Pivain qui commandait le secteur-pilote de Maison-Carrée.

Fin janvier, le capitaine Philippe Le Pivain découvrit que les renseignements communiqués au « soviet », sur son ami personnel Michel Leroy, avaient été volontairement ou involontairement déformés. Comprenant qu'il avait été l'instrument inconscient d'un règlement de comptes privé dont les mobiles lui échappaient, se souvenant de l'ultime et prolongé entretien qu'il avait eu avec Michel Leroy pour lui expliquer la « légitimité » de sa condamnation, de l'attitude extraordinairement courageuse de celui-ci devant ses exécuteurs, Philippe Le Pivain ne fut plus désormais qu'un homme désespéré, que le service d'ordre, mystérieusement alerté, intercepta et assassina le 7 février 1962 à Belcourt.

GILLES MERMOZ

(Correspondant à Alger de l'hebdomadaire *Rivarol* en 1961-1962, Gilles Mermoz fut un témoin privilégié et averti de ces événements qu'il décrivit dans la revue *Les Ecrits de Paris* de novembre 1962.)

---

(1) En août 1955, réunion des principaux chefs de région du FLN dans la vallée de la Soumann qui permettra de définir les orientations et l'organisation de la rebellion.

l'OAS ne parviendrait pas à la ressusciter ; mieux valait donc accepter le partage, que certains officiels paraissaient prêts à faire prévaloir, parce que mieux valait un morceau d'Algérie où regrouper pieds-noirs et musulmans fidèles, sous un gouvernement qui serait forcément nationaliste, que plus d'Algérie du tout et pas de base nationaliste à partir de quoi entreprendre le relèvement de la France. C'était dans cette optique, m'exposait-il, qu'il avait pris contact, à tous risques, avec la Délégation générale. J'observai qu'avant même d'avoir une opinion sur le fond, manœuvrer avec les autorités gaullistes, en recevoir éventuellement de l'aide pour réaliser un tel projet, supposait qu'on pût croire en un minimum de loyauté de leur part. Le pari n'était-il pas hasardeux ? Sarradet convenait de jouer sans doute avec le feu, mais si peu de chances y avait-il on devait les tenter, car il ne restait raisonnablement plus rien d'autre pour essayer de sauver quelque chose (1).



DR

Dans toute action clandestine, la trahison a bon dos pour justifier l'élimination de concurrents ou de gêneurs.

Un prétexte pour se débarrasser du Front nationaliste

Ces contacts avec le Rocher-Noir, il semblait que l'OAS les avait d'abord laissé prendre, puis qu'elle avait ensuite décidé de s'y opposer. Loin de partager entièrement le point de vue de Sarradet et de s'être associé aux négociations, Michel Leroy, pour sa part, y avait consenti sans être trop convaincu par les arguments de son ami, en quelque sorte par acquit de conscience et pour qu'un jour ne vînt pas où l'on pourrait regretter de n'avoir pas exploré toutes les voies. Il ne se dissimulait pas les inconvénients ni les risques. L'un de ceux-ci lui paraissait être d'avoir offert à Godard, à Vaudrey et aux jeunes officiers commandants de sous-secteurs, le prétexte qu'ils paraissaient chercher pour se débarrasser définitivement de l'élément politisé, dur, qu'était le Front nationaliste avec ses commandos Z. Autant qu'il pût s'en rendre compte, il semblait bien que les officiers, au lieu de voir dans des politiques des gens qui posaient les vrais problèmes, même si l'on n'adoptait pas *leur* politique, les tenaient décidément pour des gêneurs, des coupables d'activités fractionnelles, que l'épure d'organisation militaire obligeait à éliminer purement et simplement.

La situation paraissait à Michel Leroy désormais très tendue, et il me déclara qu'il n'excluait pas que, sous taxation de « haute trahison », on n'allât jusqu'à envisager de se défaire de lui et de ses amis. Faudrait-il alors prendre l'offensive, éliminer quelques-uns des adversaires des nationalistes ? Mais comment prendre, au sein d'une organisation menant un si dur combat, la responsabilité d'une purge sanglante ?

Michel Leroy au bord du désespoir

Plus qu'il ne m'avait parlé, Michel Leroy avait pensé tout haut devant moi. On sentait l'homme déchiré, au bord du désespoir devant l'absurde. Ses craintes, ses interrogations me révélaient une situation d'une gravité nouvelle. Si tel était l'état de l'Organisation, il n'y avait rien à espérer de ma mission et l'OAS était perdue. Et René Villard, en se défiant de Leroy et de Sarradet, méconnaissait complètement les vrais périls.

Je revis Michel Leroy le lendemain. La réponse de Matignon était arrivée : négative sur toute la ligne, elle réglait la question. Devant cet échec, Leroy et ses amis avaient de nouveau discuté de leur situation, de l'avenir de difficultés qui les attendait avec l'état-major de l'OAS, du sort que certains pouvaient avoir envie de leur réserver : c'était bien résolu, ils ne prendraient pas l'initiative d'une purge (2). Ils se borneraient à en appeler à Salan de la dissolution des commandos Z, qui priverait l'Organisation d'un élément solide, et ils me soumirent le projet d'une lettre qu'ils se proposaient d'adresser au général.

René Villard était là, je lui avais exposé qu'il n'avait rien à craindre de Michel Leroy. La réponse de Matignon avait achevé de faire tomber ses suspicions. Le texte de la lettre mis au point, la discussion prit un tour plus détendu, plus personnel. Je fus frappé, tout à coup, d'entendre Michel Leroy et René Villard se laisser aller à des réflexions inhabituelles chez ces hommes jeunes, entreprenants et pleins de vie. *« J'ai comme l'idée que je ne verrai pas la fin de tout cela »*, me dit Leroy, et Villard ajouta : *« Moi aussi. »* Je les engageai à prendre des précautions s'ils croyaient vraiment à la possibilité d'une « purge » ordonnée par des éléments de l'OAS, mais j'avais peine à considérer une idée qui me paraissait monstrueuse.

Susini estimait que le temps jouait pour lui et l'OAS

Je les quittai pour aller retrouver Roger Degueldre, accompagné de son amie mais également de Jean-Jacques Susini, flanqué du garde du corps qui ne le quittait pas. Je ne m'étais pas attendu à voir l'ancien président de l'Association des étudiants d'Alger, mais je m'en félicitai intérieurement. Jean-Jacques Susini prit tout de suite la parole. Il parlait d'abondance, sûr de lui, animé de cette passion froide qui le faisait comparer par certains à un nouveau Saint-Just, et de l'absolue conviction de détenir la vérité. Après des propos aimables sur tels de mes articles qu'il avait lus, il me déclara qu'il y avait une organisation, une direction dont il s'agissait d'exé-

cuter les ordres. Toute entreprise non commandée, toute initiative non approuvée étaient fractionnelles, inadmissibles, condamnables et condamnées : *Vive la France* et le Conseil national français comme le reste. Une plateforme politique ? La contestation de la légalité du pouvoir gaulliste ? La constitution d'un organisme gouvernemental ? L'opportunité en apparaîtrait peut-être un jour, mais Salan en était seul juge.

Ayant écouté près d'une heure d'affilée, je pris la parole à mon tour pour exposer notre point de vue, nos efforts depuis l'été. Jean-Jacques Susini m'écoutait, mais je sentais les objections, les arguments passer par-dessus sa tête, et très vite j'eus l'impression pénible, non d'une discussion, mais de deux monologues.

Faisais-je valoir la nécessité d'intéresser au moins certaines catégories de la population métropolitaine, ajoutais-je que bien des membres de l'OAS eux-mêmes se demandaient pourquoi ils se battaient — la réponse tenait dans la caution de la personne de Jean-Jacques Susini. Au procès des Barricades, il avait dit qui il était : cela devait suffire.

Quand je passais de la métropole à l'Algérie, les vues ne paraissaient guère moins abstraites et moins irréalistes. Pas de putsch, pas de coup de force brutal, m'expliquait-on, la lutte se développerait progressivement. Ni un éventuel accord gaullo-FLN, ni un « dégagement » pur et simple à défaut d'accord, ne modifieraient sur le terrain les données du combat : il n'y avait donc pas lieu d'envisager une modification de la tactique adoptée, mais de poursuivre et d'intensifier dans la même voie.

En vain demandais-je si l'OAS pourrait tenir le bled après le départ des troupes, en vain évoquais-je un accord gaullo-FLN, lequel se traduirait à coup sûr sur le terrain par la coopération des troupes gaullistes et fellagha pour l'imposer. Ces hypothèses étaient balayées comme pessimistes, mais de toute façon la parade existait. A la nouvelle d'un accord, les musulmans descendraient dans la rue pour massacrer les Européens, et du même coup la troupe, obligée de tirer sur eux, basculerait de gré ou de force du côté de l'OAS.

Le fond de l'assurance de J.-J. Susini, c'était d'avoir le temps pour lui. Sa conviction se résumait dans cette sentence, dite avec un grand calme : « *Je me donne deux ans pour mettre la métropole dans le même état que l'Algérie.* » Qu'était-ce à dire ? On pouvait admettre le terrorisme sélectif, celui qui viserait à frapper peu à peu de paralysie le régime gaulliste en éliminant ses chefs ; mais le terrorisme généralisé, celui qui tenterait de détacher la population du régime par la mort d'un grand nombre d'innocents selon la recette de la guerre subversive, pouvions-nous seulement l'envisager ?

[Le lendemain, Louis de Charbonnières rencontre le colonel Gardes, puis, le 18 janvier, il retrouve Roger Degueldre, Jean-Jacques Susini et son garde du corps.]

La discussion reprit d'abord les thèmes de la précédente. Elle revêtit très vite un tour aigre, acerbe, de la part de mes interlocuteurs qui commencèrent par attaquer vivement plusieurs de mes amis. Le colonel Puga et le commandant Loustau notamment, malgré leur participation au coup d'avril et leur qualité d'« officiers perdus », furent déclarés par Roger Degueldre « *bons à flinguer* » parce que, s'estimant plus utiles en métropole, ils n'avaient pas répondu à l'appel du capitaine Le Pivain.

« Vous n'allez pas sortir vivant d'ici... »

Sans plus discuter de la valeur théorique des thèses qu'on m'avait exposées, je concentrai mes efforts sur un seul point : tenter de convaincre au moins que le temps nous était mesuré. Il n'y avait aucune illusion à se faire, nous allions vers un accord gaullo-FLN ou un « dégagement » pur et simple, l'un comme l'autre à échéance relativement brève. A ce moment décisif qui surviendrait probablement dans l'année, l'Organisation se trouverait prise au piège. Enfermés dans la seule Algérie, peut-être dans les seules villes d'Alger et d'Oran, ses éléments les plus résolus n'auraient plus qu'à périr dans une sorte de désastre wagnérien, un nouveau Budapest (3).

Cette vision de cauchemar n'eut pour effet que d'impatienter Roger Degueldre, qui depuis un moment déjà se contenait mal. « *Il faut qu'on en sorte,* déclara-t-il. *Il doit y avoir une conclusion, et nous avons tout notre temps.* » Me regardant d'un air peu amène, il ajouta : « *Monsieur de Charbonnières, je vous aime bien, ça me fera beaucoup de peine de vous flinguer, mais si cela continue vous n'allez pas sortir d'ici vivant.* » J'eus envie de répondre : « *Frappe, mais écoute* » ; je me bornai à observer plus diplomatiquement qu'on pouvait disposer de ma personne, mais que cela ne changerait rien à la situation telle qu'elle nous apparaissait.

Je me résolus alors à faire clairement état de l'objet de mon voyage : voir le général Salan. On me déclara qu'on ne me conduirait pas à lui, puis, plus catégorique encore : « *Le général ne vous recevra pas. Quels que soient les moyens que vous preniez pour y parvenir, les ordres sont donnés, vous n'y parviendrez pas.* » Nous n'avions plus rien à nous dire. [...]

Aux approches de 5 heures du matin, Roger Degueldre me déclara que je pouvais partir.

L'AFFAIRE VUE PAR LE PLUS PROCHE COLLABORATEUR DE SALAN

3 janvier 1962. L'affaire du « Front nationaliste » n'a cessé de revenir périodiquement sur le tapis. Elle tend maintenant à prendre des proportions singulièrement inquiétantes. Selon Susini, Michel Leroy aurait eu récemment en effet un entretien avec Constantin Melnik (1), du cabinet Michel Debré. Melnik aurait demandé aux hommes du « Front nationaliste » de prêter leur appui à une éventuelle politique de partition de l'Algérie. Leur mouvement recevrait en échange subsides et armement. Cette entrevue se serait déroulée au Palais d'été... Il est temps, en vérité, de prendre une décision.

18 janvier. Susini nous informe que le « soviet des capitaines », en accord avec Roger Degueldre, a décidé de donner une « solution » définitive — et brutale — à l'affaire du « Front nationaliste ». Salan se mure dans le silence.

21 janvier. Ce qui devait arriver est arrivé. Un tract annonce ce matin à tout Alger que le sort des leaders du « Front nationaliste » est réglé : ils ont été exécutés.

Selon le tract en question leur jugement aurait été prononcé par un tribunal suprême de l'Organisation présidé par Salan et auquel assistaient les généraux et colonels chefs du mouvement. Il va de soi que cette dernière affirmation ne correspond à aucune réalité.

JEAN FERRANDI

(1) La source de la fable des contacts avec C. Melnik est ainsi identifiée. L'accusation était imparable, comme tout ce qui relève du soupçon, d'autant que C. Melnik était devenu une sorte de mythe, le deus ex machina de toutes les manœuvres perfides et secrètes.



Axel Gavaldon, 23 ans, ancien officier parachutiste, membre de Jeune Nation, responsable du Front nationaliste à Oran, tué le 30 mars 1962, à Sidi-bel-Abbès, lors de l'attaque d'une base d'hélicoptères. Des milliers de personnes assisteront à ses obsèques. Les militants du Front nationaliste paieront un lourd tribut à la lutte. Pierre Bohn, 24 ans, tué à Constantine le 1er décembre 1961 par un policier. Noël Meï, 16 ans, tué à Bône, le 10 janvier 1961, par un officier de la SM. Pierre Boissières, 19 ans, tué à Alger, le 2 mars 1962, par un CRS, etc.

Quand, en fin de matinée, ce 19 janvier, je retrouvai les amis de René Villard pour leur raconter l'étrange nuit que je venais de vivre, j'appris que vers 8 heures, en bas de chez lui, Michel Leroy avait été enlevé par deux hommes, et qu'il n'avait pas reparu. La journée se passa en conjectures, les uns redoutant le pire, les autres se refusant à y croire, personne en définitive, parmi tous les hommes que je rencontrai, ne sachant rien.

Abattre comme des chiens des compagnons de lutte

Le lendemain, très tôt, René Villard avait rendez-vous avec le capitaine Le Pivain. J'appris dans le courant de la matinée qu'il s'y était rendu seul, et qu'on ne l'avait pas revu. On allait bientôt retrouver son corps, troué d'une balle dans la nuque, puis un peu plus tard, dans le même état, celui de Michel Leroy. Il fallait se rendre à l'évidence : il y avait dans l'OAS des hommes capables, pour des divergences de conceptions, de faire abattre les meilleurs de leurs camarades de combat.

La consternation, la colère, le désespoir se lisaient sur les visages des jeunes hommes qui composaient les équipes de Michel Leroy et de René Villard.

Rétrospectivement, les menaces que m'avaient adressées Roger Degueldre s'éclairaient d'un jour nouveau. Susini l'intellectuel chargé trop jeune de responsabilités trop grisantes, Degueldre l'exécutant peu porté aux spéculations de l'esprit ; celui-ci séduit par celui-là et celui-là puisant son assurance dans la force de celui-ci, l'autorité de leur ton m'avait confirmé dans le sentiment que, représentant avec les commandos Delta le fer de lance de l'OAS, ils étaient en fait les vrais meneurs de l'Organisation. Le climat de fièvre et de violence où Alger était plongée, un sentiment — trompeur, on l'allait bientôt voir — d'invulnérabilité dû à la complicité de presque toute la population, faussaient leur jugement. Mais ces meurtres, de qui venaient-ils ? Fallait-il croire Roger Degueldre vraiment capable de faire, ou de laisser, abattre comme des chiens des compagnons de lutte ? [...]

Ces hommes se dirigeaient vers une catastrophe inéluctable

Si je n'avais pas été assez éloquent, assez persuasif pour troubler l'assurance de Susini et de Degueldre, rien ni personne sans doute n'y parviendrait plus, que l'événement quand il serait trop tard. L'OAS allait s'enliser dans ses ornières sans issue.

Je n'avais plus aucun moyen d'atteindre le général Salan, et j'éprouvais le besoin de prendre du champ, de m'éloigner de cette ville en folie. Je consultai quelques amis, puis, tout bien pesé, je décidai de regagner la métropole. Le 23, j'embarquai pour Marseille sur l'« El Mansour ».

L. de C.

---

(1) Une telle initiative, alors que l'OAS était encore en position de force, apparaît au moins aussi habile que les tentatives de négociation avec le FLN, quelques mois plus tard, alors que l'OAS était perdue.

(2) Selon le général Jouhaud (Ce que je n'ai pas dit, op. cit.), « un plan de neutralisation du Conseil supérieur de l'OAS » avait été établi par Michel Leroy et ses amis. Le général, qui ne précise pas autrement, ne parle que par ouï-dire. Sa bonne foi aura été surprise.

(3) Impressionné comme tout le monde par les apparences, j'ignorais alors ce que J.-J. Susini désignera plus tard dans son Histoire de l'OAS *(La Table Ronde) comme une cause essentielle de l'échec de l'Organisation : ses trop faibles effectifs, même à son apogée. Guère plus de 3 000 militants et d'un millier de véritables combattants, comment cela permettait-il les illusions ?*

LOUIS DE CHARBONNIERES : UN TÉMOIN PRIVILÉGIÉ

Louis de Charbonnières était un journaliste indépendant. C'était aussi un homme de droite à la mode d'autrefois, cultivé, intrépide et narquois, inflexible sur ses convictions. Il était ambitieux pour ses idées qu'il exprimait avec brio, logique et clarté. Il s'était fait ainsi de nombreux amis dans l'armée et en Algérie. N'ayant jamais été gaulliste il n'eut pas à se forcer pour devenir un opposant dès 1958. Il se mit alors à la disposition du général Chassin et noua des liens très forts avec plusieurs membres du Comité de salut public d'Alger. Il participa activement à la préparation du putsch d'avril 1961 en liaison avec les colonels de Blignières et Lacheroy, ainsi qu'avec de jeunes officiers comme les lieutenants de La Bigne et Degueldre qu'il rencontra longuement à Alger en février 1961. La rage au cœur, il assistera impuissant aux pantalonnades du putsch. *« J'avais fait sa connaissance lors des journées d'avril 1961 à Alger,* écrira le capitaine Sergent (1), *et j'avais été frappé par sa clairvoyance concernant le développement de l'action du général Challe. A cette époque déjà, il voulait que les généraux prennent l'initiative de créer un gouvernement légitime. »* Revenu en France, il écrit des articles incisifs et dit son inquiétude devant le renouvellement des mêmes erreurs par le commandement de l'OAS. Il finira donc par se lancer lui-même dans l'action avec un groupe d'officiers et les dirigeants de mouvements tels que Jeune Nation, avec qui il réalisait depuis le mois d'août le journal clandestin *Vive la France.* Il participera ainsi, en octobre 1961, à la création d'un « Conseil national français » qui, tout en marquant sa déférence pour le général Salan, entendait conserver la liberté de formuler des propositions politiques.

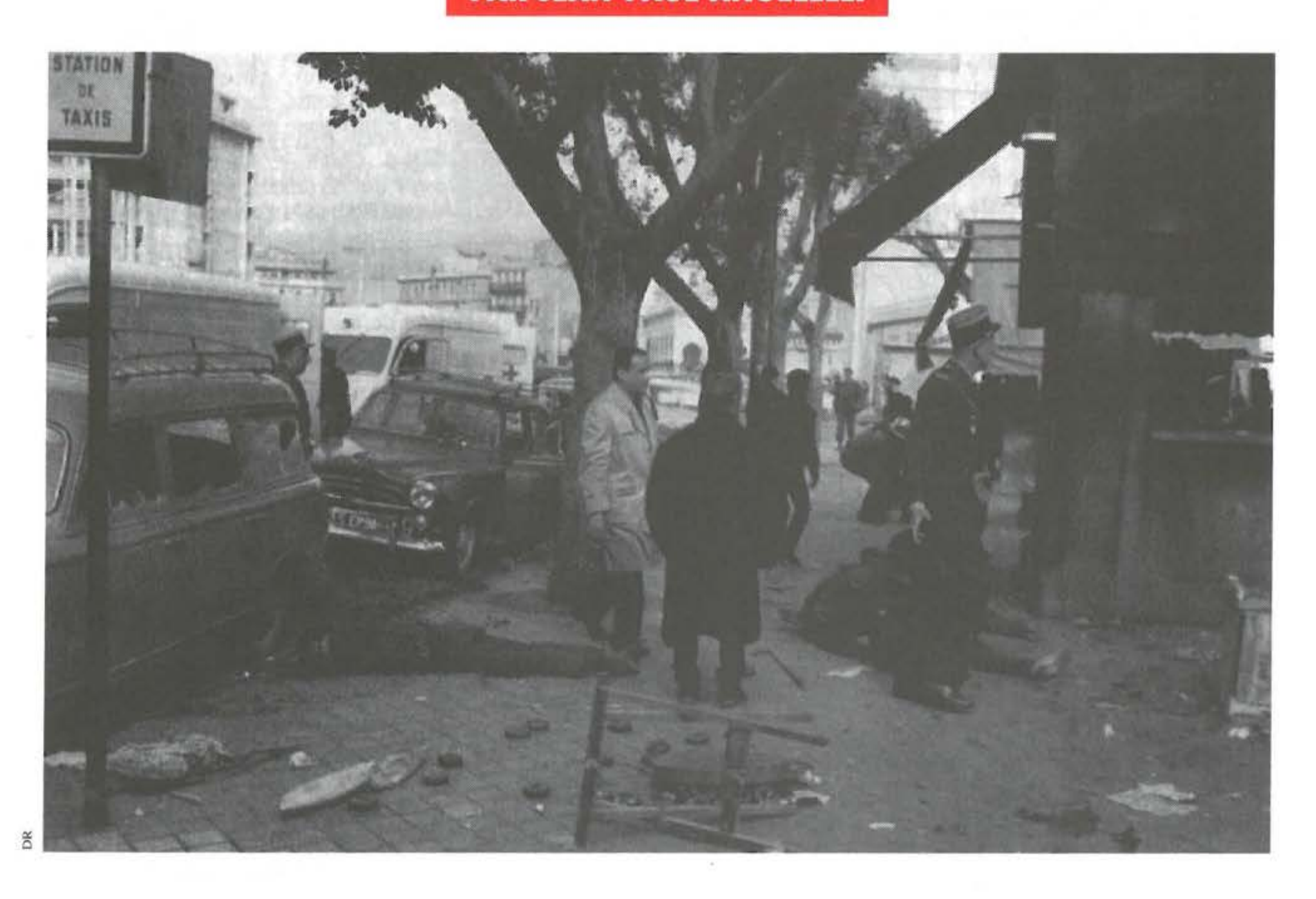
---

(1) Pierre Sergent, La Bataille, *La Table Ronde. Dans son livre (note 2, page 102), Charbonnières rectifie une erreur d'interprétation de Sergent qui lui prête une initiative (création d'un CNR) qui ne lui appartient pas.*

HISTOIRE D'UNE AGONIE

Un été de sang, de désespoir et de mort

PAR JEAN-PAUL ANGELELLI



DR

Dès la signature des accords d'Evian, le 18 mars 1962, ce fut le commencement de la fin. Les troupes françaises étaient encore là, mais elles reçurent l'ordre de ne plus intervenir, sinon pour briser la résistance des pieds-noirs. Le 26 mars, à Alger, la troupe tirera sur une foule française. A Oran, des officiers laisseront massacrer leurs compatriotes sous leurs yeux. Puis ce sera l'exode de tout un peuple abandonné et la mise à mort des harkis dans l'indifférence générale. Rappel des faits.



Le massacre de la rue d'Isly, à Alger, 26 mars 1962 : 63 morts, 200 blessés et 5 lignes dans les **Mémoires d'espoir** *(p. 136) du général de Gaulle : « L'ordre [est] bouleversé par l'émeute d'une foule algéroise qui ne peut être dispersée que par le feu meurtrier des troupes. »*

Les accords d'Evian signifient que l'Algérie est livrée au FLN sans aucune garantie véritable pour la protection des Français et des musulmans fidèles. Le but de l'OAS est donc de résister, de soulever la population pied-noir et créer des zones insurrectionnelles. L'opération démarre le 23 mars à Bab-el-Oued, son quartier-bastion, qu'il s'agit d'interdire aux forces de l'ordre. Mais celles-ci ayant essuyé des coups de feu, comme pour une opération de guerre, les blindés écrasent les barricades à coups de canon, l'aviation mitraille les toits, la troupe tire à vue. Le quartier est investi avec perquisitions, saccages, arrestations massives... En quelques heures, Bab-el-Oued est écrasé. Certains responsables de l'OAS organisent alors, le 26 mars, une manifestation pacifique de solidarité en faveur du quartier meurtri. La foule de civils désarmés, avec femmes et enfants, se heurte à un service d'ordre composé imprudemment ou intentionnellement de jeunes tirailleurs musulmans ramenés du bled. Les soldats ouvrent le feu à bout portant. Le bilan est horrible : 63 morts et 200 blessés. Cette fois, l'armée a bien basculé ! Elle vient de tirer sur des Français affolés à l'idée d'être abandonnés. Comble de honte, il sera distribué des croix de la Valeur militaire pour l'exploit de la rue d'Isly !

Une stratégie suicidaire

Les chefs de l'OAS espérent cependant pouvoir encore compter sur des complicités et des appuis dans les troupes stationnées dans le bled, notamment parmi les harkis. D'où le projet d'implanter dans l'Ouarsenis des maquis Algérie française. Une partie de la région étant contrôlée par le bachagha Boualem et ses partisans. Las, pourchassé à la fois par les troupes françaises et les bandes de l'ALN, le maquis doit se disperser. Pour l'OAS, l'échec est cuisant. Non seulement l'armée n'a pas basculé, mais l'OAS a perdu dans cette affaire des cadres précieux pour les combats urbains. Malgré tout, l'Organisation conserve son capital de confiance auprès d'une population qui espère encore l'impossible. Plus pour longtemps.

En ce mois d'avril 62, survient une vague d'arrestations importantes (Jouhaud, Degueldre, Salan) qui mettent à mal sa réputation d'invulnérabilité. A l'évidence, l'OAS n'a pas les moyens de lutter sur deux fronts. Elle est en outre affaiblie par des luttes internes, des liaisons difficiles, des confusions et des défections. Elle se lance alors dans une stratégie à la fois hasardeuse et suicidaire. Il s'agit de provoquer une partition entre les quartiers européens et musulmans et, en attaquant ces derniers, d'entraîner une réaction massive de la population indigène, exaspérée ou affolée. De cette manière, l'OAS pense contraindre l'armée française à basculer de son côté. C'est compter sans le solide encadrement des masses arabes par le FLN et sa collaboration tacite avec les troupes françaises. Cette nouvelle action de l'OAS a surtout pour effet d'alimenter la propagande mise en œuvre par le pouvoir qui peut ainsi monter en épingle les « atrocités » commises par l'Organisation tout en censurant la terreur que le FLN instaure dans la plus grande partie de l'Algérie où il multiplie les assassinats et les enlèvements d'Européens dans les villes et les campagnes.

Le martyre d'Oran

A Oran, depuis octobre 1961, l'armée ne protège plus les faubourgs contre le terrorisme. Les trottoirs se couvrent de cadavres que les services municipaux ne ramassent même plus. Dans la région, deux mille Européens disparaissent à jamais au cours du printemps 1962, enlevés en plein jour. « *Mourir pour mourir*, dira Henri Martinez, alors jeune lycéen, *je refusais d'accepter la mort du bœuf à l'abattoir.* » Comme beaucoup d'autres jeunes pieds-noirs, il rejoint donc l'OAS. A la fin des cours, régulièrement, il retrouve ses copains des commandos « collines », équivalent oranais des « deltas » algérois. Avec eux, il attaque les bases du FLN. Pourchassé par les gendarmes mobiles « rouges » du général Katz, il riposte. La métropole s'indignera que l'OAS tire ainsi sur des uniformes français, sans reconnaître jamais sa responsabilité dans ces actes de désespoir.

Katz sera surnommé par les pieds-noirs « le boucher d'Oran ». « *Donnez-moi un bataillon de l'ALN*, a-t-il coutume de dire, *et je réduirai Oran !* » C'est à peu de chose près ce qui se passera. La population civile européenne est traitée avec de tels excès que le Conseil de l'Ordre des avocats d'Oran élève une protestation contre ces « *attaques contraires à la convention de La Haye en temps de guerre* ».



Sipa

En quelques semaines un demi-million de pieds-noirs fuient l'Algérie.

S'attirant, le 11 mai, cette réplique sans la moindre ambiguïté du préfet de police de la ville : *« Nous sauverons, malgré eux, les Francais d'Algérie. S'il le faut, nous tirerons sur tous les individus, sur toutes les fenêtres, sur tous les balcons, sur toutes les terrasses d'où l'on fera le coup de feu en direction des forces de l'ordre. »* C'est bien ce qui sera fait. De nombreux Oranais complètement innocents seront victimes de la répression impitoyable des « rouges » du général Katz. C'est aussi pour réduire Oran qu'est organisée l'opération Sirocco. En mai 1962, l'appel sous les drapeaux ayant été abaissé à 19 ans, les jeunes Oranais qui ont atteint cette limite d'âge, sont traqués, raflés et transférés d'office en métropole. C'est autant de soutiens ou de combattants en moins pour l'OAS. Les troubles dans cette ville atteignent leur paroxysme en juin 1962. Croyant à une exécution imminente du général Jouhaud, un enfant du pays, l'OAS-Oran, aidée par la population, se lance avec une rage désespérée dans une opération « terre brûlée ». La ville est secouée nuit et jour par les explosions en chaîne avec pour point culminant la destruction, le 25 juin, des gigantesques cuves de mazout du port.

Le processus de la violence en Algérie est devenu irréversible. Il ne peut qu'aboutir à un massacre généralisé lorsque le pouvoir sera entièrement remis au FLN. A Alger, un responsable civil de l'OAS qui sait l'insuffisance des forces dont il dispose, aggravée par le commencement de l'exode, prend alors l'initiative de suspendre les attentats et d'engager des négociations avec les membres FLN de l'exécutif provisoire. Son entreprise sera approuvée de leur prison par les généraux Salan et Jouhaud. En revanche, Constantine et surtout Oran, le désavouent. Jean-Jacques Susini, puisqu'il s'agit de lui, obtient cependant ainsi un apaisement relatif qui permet le décrochage des derniers commandos OAS d'Alger et leur refuge en Espagne, en Italie, voire même en France. Une fin peu glorieuse, certes. Mais les massacres d'Oran le 5 juillet (plus de 1 500 morts et disparus), donnent une faible idée de ce qui serait peut-être survenu à Alger sans cet arrangement. Alors, fallait-il prendre le risque de faire d'Alger et d'Oran des Budapest quand l'Algérie française agonisait avec les premiers départs massifs des Européens ? Certains en débattent encore...

La valise ou le cercueil

L'exode de la communauté française d'Algérie commence dès le mois d'avril 1962. Les pieds-noirs ne se font guère d'illusion sur les pseudo-garanties inscrites dans les accords d'Evian. Entre la valise ou le cercueil, ils choisissent le départ. D'autant plus que les nouvelles qui parviennent du bled malgré la censure, sont effrayantes. Encouragées par la passivité des troupes françaises consignées sur ordre de Paris, les bandes du FLN s'y livrent à des crimes atroces. Début mai, à Alger, deux tout jeunes enfants israélites sont égorgés par la domestique arabe qui les gardait en l'absence de leurs parents. Ce drame sonne comme un avertissement pour l'ensemble de la communauté juive d'Algérie dont la majorité des membres soutenait la cause de l'Algérie française. Quelques jours plus tard, le 14 mai, des

DE GAULLE AVAIT RAISON

La décolonisation, une nécessité pour la France. La seule façon, en ce siècle, de défendre notre indépendance nationale, notre identité et celle des autres peuples, face au cosmopolitisme américain ou soviétique.

Une extrême droite aveugle reproche à de Gaulle d'avoir été le fossoyeur de la réalité et du rêve impérial. C'est ne pas comprendre où était, en ce XXe siècle, le seul terrain possible de la non-démission de la France. La vérité — et non, en ce domaine, la fatalité — est là : nous ne pouvions pas, face à la montée du tiers monde où, d'ailleurs, les deux hégémonies semaient leurs levains divers, continuer à posséder un empire écartelé sur quatre continents. Par contre, nous pouvions l'évacuer en jouant un formidable tour au Russe et à l'Américain — aux yeux desquels nous ne valions guère mieux que les colonies où nous amenions nos drapeaux — et c'était d'y laisser une charge d'explosif bien mitonnée ; et c'était de semer partout dans le monde à larges balancées de grain l'idée et la volonté d'indépendance nationale. Par contrecoup, d'affirmer aussi très durement la nôtre propre. Dès lors, le langage gaullien fut à peu près celui-ci : *« Fort bien, Américains et Russes, vous nous avez acculés, pour des raisons aux causes diverses mais aux effets qui se sont conjugués, à accorder l'indépendance à nos empires. Soit. Vous en paierez le prix car, cette indépendance, nous engagerons tous les peuples à la défendre à partir de la propre affirmation, désormais, de la nôtre. En bref, nous n'avons pas évacué nos colonies pour devenir la vôtre. »* Si de Gaulle est mort, il n'empêche qu'il a laissé des cadeaux empoisonnés aux USA et à l'URSS. L'islam n'est pas près de devenir communiste. Le Vietnam a cessé d'être américain. Resterons-nous français ?

JEAN CAU

***Pourquoi la France*, La Table Ronde, 1975.**

commandos aux ordres de Si Azzedine mitraillent au hasard la foule algéroise. Bilan : 20 morts et 60 blessés. Le commandant FLN de la zone autonome d'Alger revendique ce massacre qu'il présente comme *« un avertissement aux autorités françaises et à l'Exécutif provisoire du Rocher Noir »*. Les dites autorités françaises n'élèvent aucune protestation. Pire, elles affirment qu'il s'agit là d'une provocation de l'OAS (*France-Soir* du 18 mai). Pour les pieds-noirs, cette fois, il n'y a plus aucun doute : la France, quoi qu'il advienne, ne les protège plus. Le FLN, lui, multiplie les enlèvements d'Européens.


DR

Abandonnés, les harkis paieront cher leur fidélité à la France.

Cinquante enlèvements par jour

Dès le mois d'avril, une rubrique discrète ornée de photos d'identité, apparaît dans les journaux d'Algérie. Son titre : *« Recherche dans l'intérêt des familles »*. Il s'agit des « disparus ». Des adultes, mais aussi des femmes, des enfants enlevés au hasard dans les villes, les villages ou sur les routes. Ils sont officiellement attribués à des « éléments incontrôlés ». Leur systématisme indique cependant qu'il s'agit bel et bien d'une action concertée décidée par le FLN. En mai, on compte une cinquantaine de ces enlèvements par jour. Qu'advient-il de ces malheureux ? La découverte, ici et là, de nombreux charniers ne laisse place à aucun doute sur leur horrible sort. Dix-neuf cadavres sont ainsi découverts à Haouch Adda, dans la banlieue d'Alger. Des dizaines d'autres à Oran, près du Petit Lac. Les victimes ont été saignées à blanc. Une enquête discrète permettra d'établir que leur sang a servi à transfuser des blessés FLN dans des hopitaux de fortune installés dans des endroits connus mais où les troupes françaises ont reçu l'ordre formel de ne pas pénétrer.

Un rapport jamais publié

L'affaire des disparus reste sans doute l'épisode le plus affreux des derniers jours d'une Algérie qui n'est déjà plus sous la souveraineté française. Elle a largement contribué à la panique qui s'empara des Européens. Elle ne sera officiellement évoquée en France qu'en mai et novembre 1963 au Sénat. Signataire des accords d'Evian, Jean de Broglie ergotera sur le nombre des victimes alors estimé à 3 000 selon les sources les plus sérieuses. De Broglie va le ramener à 1 800, ajoutant qu'il n'y avait pas le moindre espoir d'en retrouver une seule vivante. Ce qui était une manière d'annoncer officiellement que la France n'entendait pas entreprendre des recherches jugées, par ailleurs, difficiles, voire impossibles. Seule, la Croix-Rouge internationale déclencha une mission dans ce but. Son rapport n'a jamais été publié. A noter que les disparus en Algérie ne furent pas que des civils. Une cinquantaine de soldats du contingent furent enlevés dans les mêmes conditions. Par ailleurs le FLN avait encore entre ses mains, en mars 1962, 173 prisonniers. Cinq seulement furent remis à la France dans le cadre des libérations prévues à Evian. Le gouvernement français restera inerte.

Un exode affreux

Non seulement le Pouvoir se révéla incapable de protéger les Français d'Algérie, mais il se trompa lourdement dans son évaluation de l'importance de l'exode qui suivrait l'indépendance de l'Algérie. Il avait en effet estimé ces départs à 200 000 personnes, étalés sur plusieurs années. On sait ce qu'il advint : en quelques semaines, un demi-million de pieds-noirs traversèrent la Méditerranée en abandonnant derrière eux tous leurs biens. Même les médias d'alors, pourtant bien contrôlés, ne purent s'empêcher d'évoquer l'exode des Français jetés sur les routes en mai 40. Rien ou presque n'avait été prévu pour recevoir une telle population. On créa en hâte des centres d'accueil dans des casernes, des écoles, voire des camps de toiles édifiés par l'armée. Une pagaille que vint aggraver la désinformation officielle (un ministre qualifia de *« vacanciers »* les réfugiés) et les campagnes politiques inspirées par les communistes contre les arrivants porteurs du germe OAS. Peu, alors, compatirent aux malheurs des « rapatriés » et s'indignèrent de leurs conditions d'accueil. A Marseille, où l'on avait prévu de donner des allocations de secours à 350 chefs de famille par jour, il s'en présentait 1 000 aux guichets. Fin juillet, il fut interdit aux pieds-noirs de se fixer dans certains départements méditerranéens, sans susciter l'indignation des organisations de défense des droits de l'homme.

Des estimations chiffrent à 200 000 les Européens restés en Algérie après l'indépendance. Mais l'insécurité et la spoliation de leurs biens entrainèrent une deuxième vague de départs massifs en octobre 1962. Ultime épisode de la présence française en Algérie.

Le sort des harkis

A Melle Sid Cara, Française musulmane et sous-secrétaire d'Etat qui s'inquiéte du sort de ses coreligionnaires fidèles à la France, de Gaulle réplique au cours du Conseil des ministres du 21 février 1962, que la grande majorité des musulmans est pour l'indépendance *« sauf les exceptions dont nous avons le devoir de nous occuper aujourd'hui, dont nous devons nous préoccuper demain... »*. Ces « exceptions » concernent 260 000 personnes dont les 160 000 musulmans sous uniforme français au 1er janvier 62. Les plus vulnérables sont les harkis (30 000), les moghzanis et les groupes dits d'autodéfense (GAD) qui ne bénéficient d'aucun statut légal. Ce qui permet au gouvernement de les considérer comme citoyens algériens de statut local et ainsi, de les ignorer lors des négociations d'Evian. Pour les rapatrier en France, on se contente de leur proposer de s'engager dans l'armée... à condition d'être célibataires ou de renoncer à emmener leurs familles avec eux lors du transfert des troupes en métropole ! Quant aux

autres, eh bien, ils doivent se contenter d'une prime de désengagement et des « garanties » de pardon inscrites dans les conventions passées avec le FLN.

A la merci du FLN

Leur massacre commença avant même l'indépendance partout où les forces françaises laissaient la place aux bandes du FLN. La tâche de celles-ci fut d'autant plus facile que la plupart des forces musulmanes supplétives avaient été désarmées. Le FLN s'en prenait en priorité aux ex-fellaghas ralliés comme le célèbre commando Georges, de Saïda, dont les hommes furent longuement torturés avant d'être ébouillantés vivants. Ou encore le massacre de l'unité du colonel Si Cherif de la région d'Aïn Boucif. Informés, des officiers SAS prirent l'initiative d'organiser des replis en métropole. Le pouvoir réagit immédiatement pour empêcher ces transferts. Par une circulaire datée du 11 mai 62, le colonel Buis interdit *« toute initiative isolée »*. Dans une instruction secrète adressée à Christian Fouchet le 29 mai, Louis Joxe menaça de sanctions graves les organisateurs de « rapatriements » et ordonna *« le renvoi en Algérie des supplétifs débarqués en métropole »*.

Des journaux ont publié ces ordres déshonorants. *Le Figaro* du 23 mai 62 rapporte ainsi le refoulement à Marseille d'une centaine de harkis de Philippeville. Dans ce port, quarante autres, qui avaient pu monter à bord d'un bateau en partance, furent débarqués de force sur ordre du commandement et tombèrent entre les mains d'éléments du FLN. Ils furent aussitôt exécutés sous les yeux des soldats et des marins français. Pourtant, certains militaires courageux, au prix de leur propre sécurité parfois, parvinrent à contourner les ukases officiels et purent ainsi sauver d'une mort atroce nombre de leurs compagnons d'armes. Ce fut le cas de la DEFM de Nemours qui put évacuer ses harkis en les embarquant sur des bâtiments de la Marine nationale.

Ce drame des harkis fut dénoncé le 5 juin, à l'Assemblée nationale, par le bachaga Boualem, qui rapporta des faits précis et accablants sur la terreur qui régnait en Algérie.

Ce qui n'empêcha pas le gouvernement de confirmer, le 15 juillet, ses instructions de mai au commandement militaire et d'ordonner la restriction du droit d'asile dans les camps et casernes français à des cas « exceptionnels », les possibilités d'absorption de la Métropole étant « saturées ». Désormais souverain, le FLN put ainsi, entre juillet et l'automne de cette abominable année, massacrer sans complexe et avec raffinement 150 000 hommes (note du service historique de l'armée du 21 avril 1977) coupables d'avoir servi la France et de lui être restés fidèles.



DR

Selon les sources les plus sérieuses, quelques 3 000 pieds-noirs ont disparus dans les semaines qui ont précédé et suivi l'indépendance. Emprisonnés, quelques dizaines seulement eurent, comme ceux-ci, la chance d'être libérés.

Les massacres d'Oran

Juillet 1962. Pour la France, c'était le début des vacances. Le Pouvoir affichait une satisfaction que ne vint pas troubler Mgr Rhodain, du Secours catholique, en déclarant que *« la France devrait être en deuil et l'Eglise en prière »*. M. Lecomte, maire de Doudeville, mit le drapeau de sa mairie en berne et démissionna. A Montpellier où s'étaient réfugiés de nombreux pieds-noirs, le maire, M. Delmas, supprima les fêtes du 14 juillet par respect pour la douleur de ses nouveaux administrés forcés.

Le 3 juillet, la France reconnut officiellement l'indépendance de l'Algérie tandis que de l'autre côté de la Méditerranée, le GPRA s'installait au milieu de l'enthousiasme populaire. A part le tintamarre des *you-you* agrémentés de quelques rares lazzis lancés dans leur direction, les Européens encore présents qui assistaient au spectacle le cœur serré, pouvaient croire à la paix et à la sécurité. Mais le 5 juillet à Oran et dans toute la région, une épouvantable chasse à l'Européen s'engagea vers midi sans le moindre signe annonciateur.

Prix Nobel d'économie en 1988, Maurice Allais n'était nullement un partisan de l'Algérie française. Cet esprit libéral ne croyait pas à l'intégration, dont il percevait les dangers pour l'avenir, du fait du déséquilibre démographique. Mais il fut indigné par ce qui se passa dans l'Algérie de 1962. Dans le livre sur les accords d'Evian qu'il écrit à chaud en mai 1962, il annonce ce qui va suivre, les massacres de l'indépendance, les trente années de dictature féroce, de clochardisation et de gabegie que va connaître l'Algérie après le départ des Français. Tout est dit aussi des responsabilités françaises : *« Il est non seulement inhumain, mais insensé, pour le Pouvoir, de livrer dans de telles conditions le groupe minoritaire désarmé à la merci du groupe majoritaire armé... C'est là une décision barbare qui restera au cours des siècles comme une opprobre ineffaçable pour notre pays. »* (1)

J.-P. A.

---

(1) Maurice Allais, *L'Algérie d'Evian*, Esprit Nouveau, 1962.

*** Jean-Paul Angelelli est enseignant. Il est titulaire d'un doctorat d'Etat en histoire.**

LES PRISONS DE L'ALGÉRIE FRANÇAISE

Le Temps des Juges

PAR JEAN-JACQUES MOURREAU

Le 15 juin 1968, l'ex-général Raoul Salan, l'ex-colonel Antoine Argoud, l'ex-capitaine Jean-Marie Curutchet, l'ex-lieutenant Alain Bougrenet de La Tocnaye et quelques autres quittent leurs cellules pour retrouver la liberté. Bientôt, des condamnés par contumace rentrent d'exil. Quinze jours plus tôt, dans l'immense foule qui a remonté les Champs-Elysées en brandissant des drapeaux tricolores, des partisans de l'Algérie française, convaincus d'avoir à soutenir de Gaulle contre la « chienlit », ont jeté leur rancune à la rivière. De Gaulle, lui, en libérant les derniers détenus de l'OAS, accepte enfin de tourner les pages sombres d'un épisode commencé, voici dix ans à Alger, avec certains d'entre eux. Son ministre de la Justice, René Capitant, peut annoncer, le 23 juillet devant l'Assemblée nationale, que « l'apaisement est venu ».



DR

Le commandant Hélie Denoix de Saint Marc à son procès.



Dessin de Coral (Jacques de Laroque) dans **Le Journal d'un embastillé,** *album quasi mythique (Didier Lefort dixit) dessiné par l'auteur tout au long de son emprisonnement à la Santé en 1961 et 1962. Cet album, publié par les Editions Saint-Just en décembre 1962, fut alors saisi et l'auteur ainsi que son éditeur condamnés pour « offense au chef de l'Etat ».*

La tragédie algérienne a plongé les français dans une véritable guerre civile. Le temps a estompé le souvenir de ce sanglant et douloureux épisode. L'histoire doit cependant retenir l'ampleur du traumatisme et la vigueur de la répression : près de quatre mille condamnations prononcées et plus de onze mille arrestations non suivies de condamnations. A ce bilan, il convient d'ajouter les mutations et révocations de plusieurs centaines d'officiers et de fonctionnaires.

Une énergie que l'on n'avait pas montrée contre le FLN

Face aux adversaires de sa politique algérienne, le pouvoir a déployé une grande énergie. Jacques Soustelle dira qu'elle fut supérieure à celle opposée au FLN et à ses partisans (1). Au nom de la raison d'Etat, le pouvoir n'a pas craint de recruter des polices parallèles, d'utiliser des truands pour des basses besognes (2), de tolérer la torture, d'ouvrir des tribunaux d'exception, de remplir prétoires et prisons, de faire prononcer quarante-quatre condamnations à mort dont quatre ont été exécutées.

Pressé d'en finir avec la guerre d'Algérie, le pouvoir s'est autorisé à considérer l'opinion comme un délit et à faire fi du droit des personnes. Les gardes à vue de quinze jours peuvent être prolongées, privant les « suspects » de l'assistance d'un défenseur. L'internement administratif peut durer des semaines, voire des mois. Arbitraire, il échappe à tout contrôle judiciaire. Certains ont à le subir, alors même que les juges ont décidé de leur remise en liberté.

La situation commande des mesures exceptionnelles. Au lendemain du putsch d'Alger, l'état d'urgence est institué par le chef de l'Etat. Il sera prolongé jusqu'au 15 juillet 1962, puis jusqu'au 31 mars 1964. Le 28 avril 1961, soit quelques jours après l'échec du putsch, six cents personnes sont appréhendées sur le territoire métropolitain. En janvier 1962, la police lance plusieurs opérations de grande envergure contre les sympathisants et les membres présumés de l'OAS dont la dissolution a été prononcée un mois plus tôt par le pouvoir. Entre le 22 et le 25 janvier, près de cinq cents perquisitions sont opérées sur le territoire de l'Hexagone.

La lutte anti-OAS, conduite par Alexandre Sanguinetti, prend des allures de guerre. Dès le 22 janvier, les policiers ont reçu instruction de faire usage de leurs armes. La création du Bureau de liaison (BDL) assure la coordination de services généralement rivaux, comme la Sécurité du territoire, les Renseignements généraux et la Police judiciaire. Epaulés par les officiers de la Sécurité militaire et la Gendarmerie, les policiers ont une efficacité décuplée. Les arrestations se multiplient et, à chaque manifestation de l'OAS, les dispositifs quadrillent les centres urbains. Le 9 septembre 1962, le ministère de l'Intérieur peut annoncer qu'un million de personnes ont été contrôlées depuis l'attentat du Petit-Clamart, perpétré le 22 août.

Dans ce climat étrange qui voit les partisans de l'Algérie française se poser en héritiers de la Résistance, le pouvoir va se défier des jurés populaires qui répugnent à siéger ou à condamner. Soucieux d'une procédure expéditive, il bouscule les règles du droit et renoue avec les tribunaux d'exception.

Le procès des « Barricades »

Le premier procès, celui des Barricades, a tourné au désavantage du pouvoir et contribué au basculement de l'armée. Ouvert le 4 novembre 1960, après huit mois d'instruction, ce procès s'achève le 3 mars 1962, quelques semaines avant le putsch. Traduits devant le Tribunal militaire, les accusés ont à répondre de la fusillade du 24 janvier 1960. Ils se défendent d'avoir eu l'intention d'attenter à la sûreté de l'Etat. Leur seul objectif était d'amener le gouvernement à réviser sa politique algérienne.

Dans le box des accusés : le député Pierre Lagaillarde, Alain de Sérigny, directeur de l'*Echo d'Alger*, Auguste Arnould, président du Comité des anciens combattants, le docteur Lefevre, théoricien du corporatisme, l'ancien député poujadiste Jean-Maurice Demarquet, Jean-Jacques Susini, le chef de file des étudiants d'Alger et membre du comité directeur du Front pour l'Algérie française (FAF), Victor Sapin-Lignières, responsable de la Fédération des Unités territoriales... Un seul militaire : le colonel Gardes. Pourtant, le procès fait défiler à la barre des témoins de nombreux militaires : les généraux Challe, Crépin et Massu, les colonels Argoud, Broizat, Dufour, Godard. Il met

en évidence le malaise de l'armée né des ambiguïtés de la politique gouvernementale en Algérie.

Au fil des audiences, les avocats de la défense — Jean-Louis Tixier-Vignancour et Jacques Isorni — portent des coups sévères à l'accusation, par le simple rappel des circonstances du 13 mai 1958 ou grâce aux propos enflammés de Michel Debré, alors Premier ministre. Le procès prend l'allure d'un réquisitoire contre le pouvoir et sa politique. Finalement, les accusés présents sont tous acquittés. Un camouflet à double détente pour le pouvoir : les accusés et les témoins de la défense seront, pour la plupart, les protagonistes du putsch d'avril.

Une juridiction sur mesure

Lorsqu'il s'agit de juger les généraux Challe et Zeller qui se sont livrés au lendemain du putsch, de Gaulle se garde d'oublier la leçon. En vertu de l'article 16 de la Constitution et par simple « décision » du 27 avril, il institue un Haut-Tribunal militaire dont les règles dérogent singulièrement aux principes judiciaires.

L'article 1 précise que les auteurs et complices de crimes et délits contre la sûreté de l'Etat et contre la discipline des armées, ainsi que les infractions connexes commises en relation avec les événements d'Algérie, peuvent être déférés par décret à cette juridiction d'exception, lorsque ces crimes et délits auront été commis avant la fin de la période d'exercice des pouvoirs exceptionnels.

Les articles 5 et 8 limitent les recours. Ainsi, le procureur général peut-il signer des mandats d'arrêt et disposer du droit de mettre sous dépôt toute personne après l'avoir arrêtée, sans que ces décisions soient susceptibles d'un recours. De même, aucun recours ne peut être reçu contre une décision quelconque du Haut-Tribunal militaire. La formation même d'un recours en grâce est exclue.

Le pouvoir républicain a redonné vie à la « Chambre ardente » de l'Ancien Régime : pour déférer les accusés devant la juridiction d'exception, il lui suffit d'un décret. Historien des tribunaux d'exception, M[e] Yves-Frédéric Jaffré observe : *« Les ordonnances si critiquées de la Libération créant la Haute Cour de Justice chargée de juger les hauts dignitaires du gouvernement de Vichy n'avaient pas été jusque-là. »* (3)

Challe et Zeller au banc des accusés

Le 29 mai 1961 à 14 heures, s'ouvre le procès des généraux Challe et Zeller. Les accusés se présentent en costume civil. Ils ont à répondre de la prise illégitime d'un commandement et de l'organisation d'un mouvement insurrectionnel, crimes passibles de la peine capitale. En dépit des pressions du pouvoir, le procureur général ne réclame pas la mort. Le jugement marque une certai-

JEAN-LOUIS TIXIER-VIGNANCOUR

Face aux juges, les accusés et leurs défenseurs. Au premier rang de la défense : Jean-Louis Tixier-Vignancour, « monstre sacré » du barreau et de la politique. Avocat à vingt ans, député à vingt-huit, il a dépassé la soixantaine lorsque surviennent les grands procès de l'Algérie française. Mais il sait réveiller les magistrats somnolents et rendre courage à ceux qui lui ont confié leur défense. Ce Béarnais d'origine a du tempérament, de la générosité et du courage. Il sait que l'histoire est un fleuve tumultueux. Il possède la passion des causes difficiles et le goût des formules lyriques qui donnent un sens aux actes des réprouvés.

Jeune homme, il a fait le coup de poing avec les Camelots du Roi et s'est levé contre le Front populaire. Il a gagné deux citations pendant la campagne de France. Rallié à la Révolution nationale, il a fait un éphémère secrétaire d'Etat à l'Information, avant que Laval ne se fasse interner. Il s'évade et passe en Tunisie, avec Edgar Faure qui restera son ami. Arrêté par les Allemands après le débarquement américain de novembre 1942 en Afrique du Nord, il est à peine libre qu'il rejoint volontairement le corps expéditionnaire français en Italie. Sur ordre du comité d'Alger, il est à nouveau arrêté. Frappé de dix ans d'inéligibilité, il se console aisément en s'imposant au Palais de Justice. Il s'illustre bientôt dans les affaires politiques de la IV[e].



Agip

En 1956, il est élu député sous les couleurs du Rassemblement national, mouvement qu'il a fondé.

La tragédie algérienne fait de lui l'avocat des partisans de l'Algérie française. Sa « voix de bronze », son talent, sa culture et une fougue rare marquent les grands procès. Défenseur du général Salan, il obtient, soutenu par de subtiles interventions en coulisse, les circonstances atténuantes après une longue et émouvante plaidoirie. Ayant sauvé la tête du chef de l'OAS, il permet que l'arrêt de mort du général Jouhaud ne soit pas exécuté. Son grand chagrin restera cependant de n'avoir pu sauver Roger Degueldre, Jean Bastien-Thiry, Albert Dovecar et Claude Piegst. La fin tragique de ces hommes marque à jamais sa mémoire. Elle explique certainement que l'avocat des « soldats perdus » se soit fait alors le champion de l'antigaullisme.

Candidat à l'élection présidentielle de décembre 1965, Tixier-Vignancour parcourt la France entière, fait ovationner Bidault et Soustelle, alors en exil. Surtout, il contribue à réconcilier avec une action politique légale tous ceux qui en avaient été écartés par la répression. Son « Comité TV » qu'anime Jean-Marie Le Pen rassemble tous ceux qui ont vibré pour la cause française en Algérie.

Avec les événements de mai 1968, Tixier-Vignancour tourne la page de l'antigaullisme. Un an plus tard, il soutient la candidature de Georges Pompidou. Ce ralliement surprendra. Mais Tixier-Vignancour est l'homme des causes à défendre, non des stratégies et des partis. Il meurt en octobre 1989, à l'âge de quatre-vingt-deux ans. M[e] Jacques Vergès sera de ceux qui iront lui rendre le dernier hommage.

J.-J.M.

PENDANT QUARANTE-TROIS MOIS UNE JEUNE FEMME A SURVÉCU EN PRISON



Dessin d'Anne Goix réalisé à la prison de La Roquette (aujourd'hui détruite). Elle y a représenté l'une de ses compagnes de détention, Bernadette P., arrêtée à 19 ans, en octobre 1962, dans le cadre de l'enquête sur le Petit-Clamart, et emprisonnée jusqu'en décembre 1965.

Les nouvelles filtraient mal. Ceux qui l'avaient connue, avant, essayaient de l'imaginer tournant dans une cellule, usant ses ongles contre les murs. Ses amis, reclus dans d'autres prisons, solitaires, exilés, vaincus, meurtris, ses amis savaient qu'elle ne désespérait pas. Son visage restait lumineux dans leur souvenir, sans une ride, sans une larme. Son visage, fait pour la douceur et la tragédie. Antigone aux mains de Créon, elle restait derrière ses serrures et ses grilles, celle qui veille à jamais les cadavres des frères assassinés.

Quand on pensait à elle, à ses compagnes, à toutes ces femmes enfermées pour avoir trop aimé une province de leur pays, pour avoir tissé, de leurs mains faites pour d'autres besognes, l'écharpe sanglante des soldats perdus, quand on pensait aux prisonnières politiques, on avait brutalement honte d'être dehors, de vivre, d'aimer, loin d'elles, enfermées dans une toile d'araignée de ténèbres.

Anne Goix avait réussi à travailler en prison. Elle savait qu'elle ne pourrait tenir qu'à ce prix : restituer la vie sur une feuille de papier, graver à jamais les visages de ses compagnes, enfermer leurs secrets au plus lourd des étoffes.

Voici donc les dessins d'Anne Goix, arrachés aux cachots.

JEAN MABIRE
in *Europe Action*, novembre 1966.

ne indulgence : quinze ans de détention criminelle.

Pacifier l'Algérie en quelques semaines : Maurice Challe explique que tel a été son but, en précisant qu'il n'a jamais songé à agir en métropole. Surpris de rencontrer tant de « tièdes », il a préféré renoncé à leur faire la guerre. Le bâtonnier Arrighi qui a accepté de défendre l'ancien commandant en chef en Algérie, à la condition expresse que le chef de l'Etat ne soit pas mis en cause, plaide les circonstances atténuantes.

André Zeller, plus âgé, paraît brisé par l'émotion. Le bâtonnier Madelin rappelle la belle carrière de l'ancien chef d'état-major de l'armée de terre et souligne que son client s'est livré de son plein gré. Le bâtonnier Toulouse évoque les liens entre les Zeller, d'origine alsacienne, et l'Algérie. Une autre façon de plaider les circonstances atténuantes.

Le dilemme de la discipline et de l'honneur

Le procès des autres généraux du putsch confirme les impressions laissées par le précédent. Au travers de flottements, d'hésitations et de candeurs, il met en lumière le trouble des consciences militaires confrontées aux secrets cheminements de « l'homme du 13 mai ». Il traduit le dilemme entre les exigences de la servitude militaire et l'obligation d'apprécier un ordre posée par le précédent du 18 juin 1940. Surtout, il montre que franchir le Rubicon condamne à réussir.

Déférés devant le Haut-Tribunal militaire, comparaissent, tour à tour, durant le mois de juin 1961 et dans les premiers jours de juillet, les généraux Bigot, Petit, Nicot, Gouraud et Mentré. Les peines infligées s'étalent de cinq à quinze ans de détention criminelle.

Le Haut-Tribunal militaire a également à connaître d'officiers supérieurs, comme les commandants Denoix de Saint Marc, Robin, Cabiro, et les colonels Bréchignac, de la Chapelle, Masselot, Leconte et Ceccaldi. Les accusés comparaissent en tenue, décorations pendantes. Attitudes dignes et paroles coupantes. Le mot « honneur » revient fréquemment.

Premier à comparaître : le commandant Hélie Denoix de Saint Marc qui a rallié au putsch le 1er régiment étranger de parachutistes, lequel a marché sous ses ordres à Alger. Cet ancien résistant, qui fut déporté à Buchenwald, ne se dérobe pas à sa responsabilité. Il la justifie par son refus de voir se répéter en Algérie le drame vécu en Indochine par l'armée française



Par le soutien moral et matériel qu'elles apportèrent aux détenus, les maréchales de Lattre et Leclerc montrèrent où allait leur sympathie. La protestation muette des deux grandes dames irrita le général de Gaulle qui fit exercer sur elles, sans succès, des pressions afin de les contraindre à plus de discrétion. De son côté Jean La Hargue, professeur de lycée et fondateur du Secours populaire par l'entraide et la solidarité, suscita un important élan de soutien dans les milieux universitaire et religieux. Entre 1961 et 1966, il réunit plus de cinq millions de francs en faveur des prisonniers et de leurs familles. Il s'employa aussi à réclamer l'amnistie auprès des parlementaires. Pour avoir rappelé les promesses du président de la République, il fut condamné en octobre 1964 pour offense publique au chef de l'Etat.

dut abandonner à leurs sorts les Vietnamiens qui s'étaient placés sous sa protection.

L'avocat général Reliquet reconnaît la valeur exemplaire de l'officier : *« On a pu dire qu'il était le meilleur parmi les meilleurs. »* Il ne requiert qu'une peine entre cinq et dix ans de détention criminelle. Aussi est-ce avec stupeur que la salle entend le jugement qui condamne Denoix de Saint Marc à dix ans. A la sortie du prétoire, les juges regagnent leurs voitures sous les huées. Le lendemain, le général Ingold, grand chancelier de l'ordre de la Libération, ne siège plus parmi les juges.

Le Tribunal militaire spécial

Parallèlement au Haut-Tribunal militaire réservé aux chefs de file de l'insurrection, le pouvoir a institué, le 3 mai 1961, une autre juridiction d'exception : le Tribunal militaire spécial que la presse va désigner sous le nom de « petit tribunal militaire ». Le gouvernement peut y déférer *« les auteurs et complices des crimes et délits contre la sûreté de l'Etat, et contre la discipline des armées, ainsi que des infractions connexes, commis en relation avec les événements d'Algérie s'ils ne sont pas déférés au Haut-Tribunal militaire »*. C'est devant cette juridiction que sont déférés tous les autres militaires protagonistes du putsch et, par la suite, les partisans civils et militaires de l'OAS. Le Tribunal militaire spécial n'échappe pas à la loi du décret, laquelle préside à la désignation nominale des membres de la juridiction d'exception, de même qu'au renvoi des accusés privés de tout recours contre cette décision. Inculpé dans l'affaire dite du « complot de Paris », le général Faure s'en insurge. Dans une déclaration liminaire, il conteste la composition du tribunal qui prétend le juger, refuse de comparaître devant les juges de la Cour de sûreté ; le lieutenant Pierre Delhomme adoptera une attitude plus intransigeante encore : il refusera de quitter sa cellule.

Défilent des officiers au profil de médaille comme le lieutenant de vaisseau Pierre Guillaume, qui a inspiré le personnage du *Crabe-Tambour*. Passent aussi des petits et des sans-grade dont certains cultivent la vertu d'insolence. Du 25 au 30 mars 1962, c'est-à-dire au lendemain de la fusillade de la rue d'Isly à Alger, le Tribunal spécial se saisit de l'assassinat du commissaire Robert Gavoury. Six accusés sont présents dans le box. Trois légionnaires du 1er REP : Albert Dovecar, Claude Tenne et Herbert Petri. Trois civils : Jacques Malmassari, Paul Frapolli et Claude Piegts. Ils ont agi sur ordre du lieutenant Roger Degueldre, chef des redoutés commandos Delta. Lorsque tombe le verdict qui condamne à la mort deux d'entre eux, les trois légionnaires arrachent leurs décorations et les jettent vers la Cour. Les juges, civils et militaires, courbent l'échine et s'éclipsent.

Le 7 juin 1962 à 4 h 10, au Fort du trou d'Enfer, le sergent Dovecar, vingt-cinq ans, et Claude Piegts, vingt-sept ans, tombent courageusement sous les balles du peloton d'exécution. Les derniers mots de Dovecar sont : *« Vive l'Autriche ! Vive la Légion ! »*

Pourquoi le chef de l'Etat a-t-il refusé la grâce à ces deux hommes, alors même que les chefs de l'OAS, arrêtés au printemps, ont été jugés ? La réponse réside dans la sentence prononcée à l'encontre du général Salan, à la veille même de l'exécution de Dovecar et Piegst. Défendu par Me Tixier-Vignancour, le chef de l'OAS qui a refusé de répondre à ses juges, a sauvé sa tête devant le Haut-Tribunal militaire. Le jugement qui le condamne à la détention perpétuelle, a fortement contrarié le général de Gaulle. Au même moment, une partie du gouvernement, Georges Pompidou en tête, s'est opposée à ce que l'arrêt condamnant à mort Edmond Jouhaud soit exécuté.

Pour avoir laissé la vie sauve à Salan et obligé de Gaulle à surseoir à l'exécution de Jouhaud, le Haut-Tribunal militaire est dissous le 27 mai 1962. Dès le 31, une Cour militaire de Justice le remplace. Rattachée directement au ministère des Armées, cette nouvelle juridiction d'exception se compose de cinq membres : un général-président et quatre officiers ou sous-officiers. Exit la magistrature civile. L'ordre des avocats à la Cour peut bien traduire l'émoi des milieux judiciaires, en élevant une protestation énergique, le pouvoir demeure inflexible.

La Cour militaire de Justice pour le lieutenant Degueldre

Le premier à comparaître est le lieutenant Roger Degueldre, arrêté le 5 avril 1962 sur dénonciation. Son procès s'ouvre à Paris, le 27 mai. Jean-Louis Tixier-Vignancour et Denise Macagne assurent la défense de l'officier qui a

donné tant de fil à retordre aux barbouzes dépêchées secrètement sur la terre algérienne pour lutter contre l'OAS. Leur requête en suspicion légitime contre les juges ayant été rejetée, les défenseurs renoncent à plaider et se présentent en civil à la barre, *« en tant qu'homme et non en tant qu'avocat »*, dit Tixier-Vignancour.

Le 6 juillet, au Fort d'Ivry, « Delta » dont le regard a impressionné les juges, voit la mort en face pour la dernière fois. A ceux qui vont le mettre en joue, il a l'audace de lancer : *« Par ce temps, il fait beau mourir. »* Mais ceux qui doivent tirer tremblent lorsqu'ils l'entendent crier : *« Vive la France, Messieurs ! »* L'exécution devient un assassinat (4).

L'Algérie est indépendante depuis cinq jours. Enfermé dans sa logique, de Gaulle, pourtant, n'a pas voulu gracier l'officier légionnaire qui avait fait ses premières armes dans la Résistance. Il est vrai que ce procès a, une fois de plus, montré le trouble des consciences. Le général de Larminat que de Gaulle avait dû convaincre de présider la Cour militaire de Justice, s'était dérobé en se suicidant le 1er juillet.

Il est vrai aussi que l'OAS continue à défier le pouvoir sur le territoire de l'Hexagone. Elle prend de Gaulle pour cible. Le 22 août 1962, le chef de l'Etat échappe de justesse à l'attentat du Petit-Clamart. L'arrestation des membres du commando et les aveux spontanés de deux d'entre eux permettent de remonter jusqu'au chef de la conjuration. Celui-ci n'a pas voulu se préserver, convaincu d'avoir non à répondre de ses actes, mais à les justifier en criant sa vérité.

Jean Bastien-Thiry assume son rôle de chef

Le lieutenant-colonel Jean Bastien-Thiry n'a, en apparence, rien de commun avec les colonels-baroudeurs. Le polytechnicien de trente-cinq ans n'a connu ni les rizières ni les djebels. Aviateur et brillant ingénieur, il appartient au Centre technique aéronautique où se forgent les armes de la guerre moderne. Issu d'une famille lorraine, il a été élevé dans la religion catholique et le culte de la France. Comme la plupart des Lorrains, il a longtemps admiré de Gaulle, le « libérateur ».

Dans une salle sans fenêtres du Fort Neuf de Vincennes, aménagée à la hâte, le procès s'ouvre le 28 janvier 1963. Le tribunal, que préside le général Gardet, a devant lui neuf accusés. D'emblée, l'accusé principal, frêle silhouette sanglée dans l'uniforme bleu sombre

TROIS ÉCRIVAINS DEVANT LA MORT DE BASTIEN-THIRY


AFP


DR


DR

Marcel Aymé : *« J'admire qu'un homme... »*

J'ai toujours été partisan d'une Algérie algérienne, et, malgré le désastre d'Evian, si la possibilité s'offrait aujourd'hui encore d'une intégration de cette Algérie dans le sein de l'ex-métropole, j'y serais plus opposé que jamais. Je le dis parce qu'il me paraît honnête d'en avertir les lecteurs de l'*Esprit Public* et surtout parce que le colonel Bastien-Thiry avait sur ce point une position toute contraire. J'ajoute que le recours au meurtre, quels qu'en soient les mobiles, ne me paraîtra jamais satisfaisant. Cela ne m'empêche pas d'admirer qu'un homme aussi dépourvu d'ambition que de vanité ait résigné ses plus naturels et ses plus chers intérêts pour accomplir ce qu'il croyait être son devoir de citoyen ; qu'en face de ses juges, il ait tranquillement accusé le seul homme de qui il aurait pu attendre la vie sauve.

Antoine Blondin : *« Une offrande et un holocauste... »*

Je suis contre la peine de mort, contre la peine des morts, celle qu'on leur inflige encore à travers les brimades imposées à leurs parents, à leurs amis, à leurs fidèles, lorsqu'ils vont, trébuchant à travers les détritus du charnier de Thiais pour y retrouver le corps des suppliciés et leur donner une sépulture décente. On joue beaucoup trop Antigone dans ce pays.

Cependant, le sacrifice du colonel Bastien-Thiry — car il s'agit bien d'un sacrifice dans le double sens d'offrande et d'holocauste — porte une signification précieuse et il faut oser dire qu'en un sens tragique l'affaire du Petit-Clamart a réussi. En tombant sous le feu d'une justice téléguidée, cet officier français, qui n'a fait en somme que tenir jusqu'au bout ses promesses. même celles de l'Autre, continue d'agir en révélateur : il nous confirme que le tournesol implanté à l'Elysée a définitivement viré au rouge. Ainsi l'un des objectifs que se proposait le colonel Bastien-Thiry est atteint.

Michel Déon : *« Un homme s'est levé pour tous »*

« Il n'avait qu'à moins parler », a dit le colonel-juge Reboul. Le colonel-juge a obtenu satisfaction : l'accusé Bastien-Thiry ne parlera plus du tout. Sa voix s'est tue à jamais. Il nous a laissé son testament, une déclaration longue et précise comme la démonstration d'un théorème. Ces pages ont gardé un accent rauque. La mort les place très au-dessus de ce que nous avions cru, même dans notre foi naïve. Un seul homme s'est levé pour tous. Pour tous, il a payé. Nous n'avons plus que des devoirs à l'égard de sa mémoire. Après l'oraison nécessaire, le chemin semble plus droit, plus juste et l'espérance plus enracinée que jamais.

Les trois textes de Marcel Aymé, Antoine Blondin et Michel Déon ont été publiés dans *l'Esprit Public* N°39 d'avril 1963 sous le titre : « Témoignages pour l'histoire ».

sur lequel se détache le ruban rouge d'une Légion d'honneur, assume pleinement son rôle de chef : *« L'action dont nous répondons aujourd'hui devant vous présente un caractère exceptionnel et nous vous demandons de croire que seuls des motifs, également exceptionnels, ont pu nous déterminer à l'entreprendre. »* (6)

Le procès du général de Gaulle

Le Lorrain pour qui les accords d'Evian sont un autre Munich, ajoute : *« Nos motifs d'action sont liés aussi au danger que court actuellement ce pays, par suite des conditions dans lesquelles a été obtenu ce qu'on a osé appeler "le règlement du problème algérien" ; des principes et des lois qui sont, ou qui devraient être, à la base de la vie nationale ont été mis en question... Le danger que court le pays ne vient pas d'un risque de destruction physique ou matériel : il est plus subtil et plus profond car il peut aboutir à la destruction des valeurs humaines, morales et spirituelles qui constituent le patrimoine français. »*

A l'évidence, Bastien-Thiry entend faire le procès de de Gaulle. Il évoque les malheurs qui viennent de frapper la population française d'Algérie et dénonce *« des centaines d'assassinats, de lynchages, de viols »*, pour constater que le pouvoir *« n'a pas agi pour épargner ou limiter ces souffrances ou ces crimes »*.



DR

Jean-Marie Bastien-Thiry à l'époque du bonheur insouciant. Polytechnicien, lieutenant-colonel à 35 ans et ingénieur au service de recherche des armements. Il fut l'homme d'une seule idée, d'un seul projet, le seul projet logique de l'OAS, poursuivi envers et contre tout jusqu'à son ultime réalisation. Sa longue déclaration à son procès causera une impression profonde. Selon Tournoux, de Gaulle aurait dit en refusant sa grâce : « De celui-là, les Français pourront faire un martyr quand j'aurai disparu. Il le mérite. »

« Le pouvoir peut nous condamner, mais il n'en a pas le droit... »

Se réclamant de saint Thomas d'Aquin qui a justifié le tyrannicide, mais aussi des officiers allemands qui, avec le colonel-comte von Stauffenberg ont tenté de tuer Hitler pour sauver l'Allemagne, Bastien-Thiry invoque le droit de résistance à l'oppression et le droit d'insurrection pour les minorités, car il accuse de Gaulle de « génocide » de la population française d'Algérie.

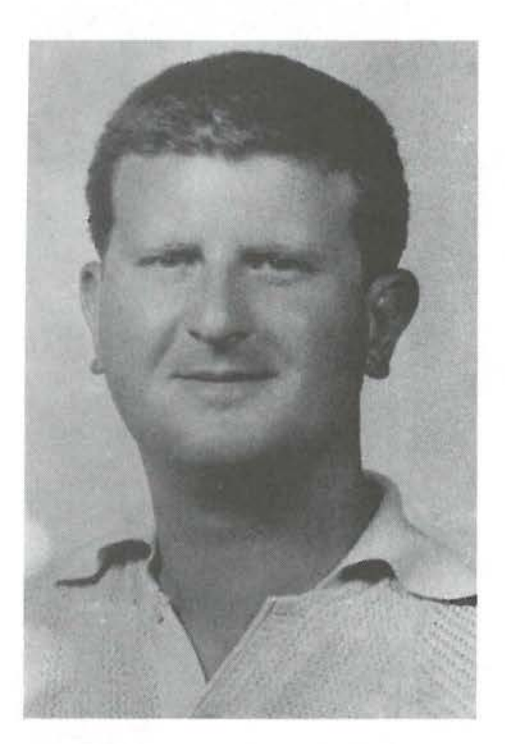
L'accusé se donne tout entier à sa cause et développe la logique limpide qu'il a fait sienne et qui l'a conduit à contester la légitimité même du chef de l'Etat, pour reconnaître celle du Conseil national de la résistance (CNR) : *« Nous n'avons pas transgressé les lois morales ni les lois constitutionnelles, en agissant contre un homme qui s'est placé lui-même hors de toutes les lois. »*

Jamais encore les juges commis par la République gaullienne n'avaient vu se manifester une telle audace et entendu un accusé trouver les accents de la tragédie antique pour déclarer : *« Le pouvoir de fait a la possibilité de nous faire condamner, mais il n'en a pas le droit. Les millions d'hommes et de femmes qui ont souffert dans leur chair, dans leurs cœurs, et dans leurs vies, de la politique abominable et souverainement injuste qui a été menée, sont avec nous dans ce prétoire pour dire que nous n'avons fait que notre devoir de Français. Devant l'Histoire, devant nos concitoyens, et devant nos enfants, nous proclamons notre innocence, car nous n'avons fait que mettre en pratique la grande et éternelle loi de la solidarité entre les hommes. »*

Sur la question de l'illégitimité du chef de l'Etat, Mes Tixier-Vignancour, Richard-Dupuy et Le Coroller avaient tenté de fléchir Bastien-Thiry. En vain. Le lieutenant-colonel voulait aller jusqu'au bout de sa vérité. Ses défenseurs tenteront de gagner du temps, dans l'espoir d'obtenir le renvoi du procès devant une autre juridiction. L'arrêt rendu par le Conseil d'Etat, en date du 19 octobre 1962, avait annulé l'ordonnance instituant la Cour militaire de Justice et le mandat de celle-ci arrivait à son terme. Habités par cet espoir, ils multiplieront les incidents de procédure en vue de retarder le jugement. L'un de ces incidents qui mettait en cause le passé d'un des juges, entraînera l'interdiction pour trois ans de Me Isorni.

Banquet à l'Elysée

Le destin de Bastien-Thiry va se nouer à l'Assemblée nationale. Le 13 février, Georges Pompidou intervient pour exhorter les députés à proroger le mandat de la Cour militaire de Justice. Il stigmatise les procédés de la défen-



Claude Piegts, pied-noir de Castiglione, fusillé le 7 juin 1962.

se et jette l'anathème contre tout le commando, dénonçant son chef comme un *« malfaiteur à l'esprit dévoyé »*. Le 20, la Chambre défère au désir du pouvoir. Pour la seconde fois, elle proroge un tribunal dont les juges ont été nommés par l'exécutif lui-même.

Ceux qui avaient demandé la grâce pour Jouhaud, se taisent ou hurlent avec les loups. A Vincennes, les neuf accusés se savent désormais à la merci du pouvoir et personne ne s'étonne d'entendre l'avocat général Gertohoffer, un Lorrain, demander trois têtes, dont celle du fils de son ancien condisciple. Le 4 mars, les cinq juges rendent leur verdict : la peine de mort, la dégradation et la radiation de la Légion d'honneur pour Bastien-Thiry, la peine de mort et la dégradation pour Bougrenet de La Tocnaye, la peine de mort pour Prévost.



Albert Dovecar, sergent au 1er REP, fusillé le 7 juin 1962.

Seule la grâce présidentielle peut, désormais, sauver les condamnés. De Gaulle la refuse à Bastien-Thiry.

Au petit matin du lundi 11 mars, le condamné est passé par les armes au fort d'Ivry, par un détachement de l'armée de l'air dont un lieutenant-colonel a refusé de prendre le commandement. Le corps du supplicié est inhumé à Thiais, dans un terrain vague que se disputent les ronces et que des mains anonymes vont venir fleurir. Le jour même de l'exécution, une lettre arrive au courrier du matin à l'Elysée. Elle émane du père de Jean Bastien-Thiry et implore la grâce. Le soir, à l'Elysée, de Gaulle offre un banquet à tous les magistrats et juges des cours d'exception.

En avril, le chef de l'Etat déclare à Sedan qu'il en a terminé avec « la subversion ». Les juridictions d'exception ne disparaissent pas pour autant. La Cour militaire de Justice est remplacée par la Cour de sûreté de l'Etat, laquelle survivra à de Gaulle.

Jamais les juges d'exception ne retrouveront en face d'eux une figure semblable à celle de Bastien-Thiry. L'histoire retiendra la tragédie shakespearienne qui a scellé le destin d'un homme de trente-neuf ans porteur de l'étoile du courage et soucieux des serments. Car au-delà de la cause, il y a la grandeur de celui qui la porte. Autre Polyeucte, Bastien-Thiry n'avait pas hésité à s'y donner tout entier jusqu'au terme fatal.

De Gaulle lui-même ne s'y était pas trompé, puisque d'aucuns lui prêtent d'avoir dit : *« Celui-là, ils pourront en faire un héros. Il le mérite. »*

J.-J. M.

---

(1) L'Espérance trahie *(Editions de l'Alma, 1962).*

(2) Voir l'article de D. Lormier, page 48.

(3) Les Tribunaux d'exception 1940-1962 *(Nouvelles Editions Latines, 1962).*

(4) Il est à l'honneur de M. Pierre Marcilhacy, sénateur des Charentes, d'avoir osé demandé dans une question orale au ministre des Armées, « s'il était exact que le condamné, passé par les armes, vivait et souffrait encore près de dix minutes après le commandement du feu, et s'il dût être achevé à ce moment-là ». *Le ministre démentit cette version, mais fit modifier la composition des pelotons d'exécution.*

(5) Déclaration du colonel Bastien-Thiry, 2 février 1963 (ouvrage publié sous la direction de René Wittmann, tiré sur les presses des Editions d'Histoire et d'Art, 1963).

LES ÉVASIONS

« Faire la belle » est toujours un exploit qui requiert de l'audace, de l'imagination et de la chance, comme l'ont montré les évasions du colonel Vaudrey et du capitaine de Saint-Sauveur, de Nicolas Kayanakis et de Jean Caunes, de Roger Talbotier, de l'adjudant Robin, de Gilles Buscia ou du lieutenant de La Tocnaye. Mais l'exploit le plus étonnant revient à Claude Tenne. Ancien du 1er REP, condamné à la réclusion à perpétuité pour avoir rallié l'OAS et participé aux actions des commandos Delta, sous les ordres directs du lieutenant Degueldre et du sergent Dovecar, il estime que six années cela fait trop. Détenu à Ré, il décide d'agir seul. Son idée est à la fois simple et folle : se glisser dans la cantine d'un détenu libérable. Chaque jour, il consacre son temps à assouplir son corps et s'astreint à l'exercice de la valise. Au terme de cette mise en condition, il parvient à demeurer quatre heures confiné dans sa boîte de métal.

Le 3 novembre 1967, il joue le tout pour le tout. Il se glisse dans la malle d'un libérable. Le bagage humain franchit les différents postes de surveillance. Le voici chargé sur un véhicule, lequel s'arrête. Déchargement, choc et bruit de voix. A leur sortie, les libérés vont saluer le curé. Claude Tenne profite de ce moment pour s'extirper. Le voici enfin à l'air libre. Pourtant, l'aventure ne fait que commencer. Il lui faut rejoindre le continent. Sur le bac, il évite de se mettre à la vue de ses camarades. La traversée dure vingt longues minutes. Etonné de pouvoir fouler la terre ferme sans avoir entendu le cri des sirènes, il ne s'attarde pas à La Rochelle. A pied, il prend la route de Nantes. Ensuite, cap sur la Belgique. La prudence commande d'écarter le train et l'automobile. Il choisit la bicyclette et emprunte les voies secondaires. Il déjoue ainsi le plan Rex déclenché en son honneur, avec mobilisation de cent cinquante mille policiers. Mêlé aux travailleurs frontaliers, il passe la frontière sans aucune difficulté. Treize jours après son évasion, l'ex-légionnaire passe sa première nuit d'homme libre dans une chambre d'hôtel de Bruxelles.

J.-J. M.

OAS GUERRE D'ALGÉRIE

Une bibliographie

Ouvrages généraux

Allais Maurice, *L'Algérie d'Evian*, Esprit nouveau 1962.
Courrière Yves, *La Guerre d'Algérie*, 4 vol. Fayard 1968-1971.
Eveno Patrick et **Planchais Jean**, *La Guerre d'Algérie*, La Découverte/Le Monde 1989.
Ferniot Jean, *De Gaulle et le 13 mai*, Plon 1965.
Girardet Raoul, *La Crise militaire française*, 1945-1962, Armand Colin 1964.
Jacquin Henri, *Guerre secrète en Algérie*, Orban 1977.
Julien Ch. André, *Histoire de l'Afrique du Nord*, 2 t. Payot 1975.
Laffont Pierre, *Histoire de la France d'Algérie*, Plon 1981.
Le Goyet Pierre, *La Guerre d'Algérie*, Perrin 1989.
Le Mire Henri, *Histoire militaire de la guerre d'Algérie*, Albin Michel, Paris 1982.
Martin Claude, *Histoire de l'Algérie française*, 1830-1962, Quatre Fils Aymon 1963.
Montagon Pierre, *La Guerre d'Algérie*, Pygmalion/Gérard Watelet 1984.
Montagon Pierre, *L'Affaire Si Salah*, Pygmalion/Gérard Watelet 1988.
Paillat Claude, *La Liquidation, t. 2 (1954-1962)*, Robert Laffont 1972.
Tournoux J.-R., *Jamais dit*, Plon 1971.

Sur le putsch, l'activisme et l'OAS

Azeau Henri, *Révolte militaire, Alger, 22 avril 1961*, Plon 1961.
Beccaria Laurent, *Hélie de Saint-Marc*, Perrin 1989.
Déroulède Arnaud, *OAS Métropole*, mémoire de maîtrise octobre 1986, Université de Paris-Sorbonne IV, UER d'histoire.
Duprat François, *Les Mouvements d'extrême droite en France*, Albatros 1972.
Gauchon Pascal et **Buisson Patrick**, *OAS*, Editions JPN 1983.
Hénissart Paul, *Les Combattants du crépuscule*, Grasset 1970.
Kauffer Rémi, *OAS, histoire d'une organisation secrète*, Fayard 1986.
Laroche Fabrice et **d'Orcival François**, *Le courage est leur patrie*, Editions Saint-Just 1965.
OAS parle, Julliard Archives 1964.

Mémoires (*)

Argoud Antoine, *La décadence, l'imposture et la tragédie*, Fayard 1974.
Bastien-Thiry Gabriel, *Plaidoyer pour un frère fusillé*, Table Ronde 1966.
Belvisi Armand, *L'Attentat*, Table Ronde 1972.
Bidault Georges, *D'une Résistance à l'autre*, Presses du siècle 1965.
Bitterlin Lucien, *Histoire des barbouzes*, Palais royal 1972.
Brune Jean, *Journal d'exil*, Table Ronde 1963.
Buscia Gilles, *Requiem pour une cause perdue*, Alain Lefeuvre 1981.
Charbonnières Louis de, *Toujours et quand même*, Yves Michelet 1987.
Challe Maurice, *Notre révolte*, Presses de la Cité 1968.
Coral, *Journal d'un embastillé*, Saint-Just 1962.
Curutchet Jean-Marie, *Je veux la tourmente*, Robert Laffont 1973.
Dessaigne Francine, *Journal d'une mère de famille pied-noir*, Esprit nouveau 1962.
Delarue Jacques, *OAS contre de Gaulle*, Fayard 1981.
Ferrandi Jean, *Six cents jours avec Salan et l'OAS*, Fayard 1969.
Flament Marc, *Les Beaux Arts de la guerre*, Jacques Grancher 1974.
De Gaulle Charles, *Mémoires d'espoir, le Renouveau 1958-1962*, Plon 1970.
Héduy Philippe, *Au lieutenant des Taglaïts*, Table Ronde 1960.
Isorni Jacques, *Mémoires*, Flammarion.
Jouhaud Edmond, *Ô mon pays perdu*, Fayard 1969.
Martinez Henri, *Et qu'ils m'accueillent avec des cris de haine*, Robert Laffont 1982.
Massu Jacques, *La Vraie Bataille d'Alger*, Plon 1971.
Melnik Constantin, *Mille jours à Matignon*, Grasset 1988.
Moinet Bernard, *Journal d'une agonie, Oran 1962*, Editions Saint-Just 1965.
Rollet Maurice, *Des rimes et des runes*, Editions Pyrene 1991.
Salan Raoul, *Fin d'un empire, t. 3 et 4*, Presses de la Cité 1972 et 1974.
Sergent Pierre, *Ma peau au bout de mes idées*, 2 t. Table Ronde 1967, 1968.
Soustelle Jacques, *L'Espérance trahie*, Table Ronde 1962.
Susini Jean-Jacques, *Histoire de L'OAS*, Table Ronde 1963.
Tenne Claude, *Mais le diable marche avec nous*, Table Ronde 1968.
Tricot Bernard, *Les Sentiers de la paix en Algérie*, Plon 1972.

Sur les pieds-noirs et les harkis

Allouche-Benayoun Joëlle et **Bensimon Doris**, *Juifs d'Algérie, hier et aujourd'hui*, Privat 1989.
Boualem Bachaga, *Mon pays, la France*, Réédition, France Empire 1991.
Kabersali Ahmed, *Le Chagrin sans la pitié*, Paris 1987.
Leclair capitaine M.L., *Disparus en Algérie*, Jacques Grancher 1968.

Essais

Fabre-Luce Alfred, *Deux crimes d'Alger*, Julliard 1979.
Laurent, *Mauriac sous de Gaulle*, Table Ronde 1964.
Mitterrand François, *Le Coup d'Etat permanent*, Plon 1964.
Perrault Gilles, *Les Parachutistes*, Seuil 1961.
Perret Jacques, *Le Vilain Temps*, Fuseau 1964.
Porteu de La Morandière, *Soldats du djebel*, SPL 1979.
Vidal-Naquet Pierre, *La Torture dans la République*, Editions de Minuit 1972.

Romans

Alibert Michel, *Ballade pour un soldat perdu*, Albin-Michel 1988.
Alquier Jean-Yves, *Nous avons pacifié Tazalt*, Table Ronde 1961.
Bergot Erwan, *La Guerre des appelés en Algérie*, 2 t. Presses de la Cité 1991.
Déon Michel, *Les Poneys sauvages*, Gallimard 1970.
Doumenc Philippe, *Les Comptoirs du sud*, Seuil 1989.
Klotz Claude, *Les Appelés*, Lattès 1982.
Gilles Camille, *Jésus et ses apôtres*, Julliard 1973.
Lartéguy Jean, *Les Centurions*, Presses de la Cité 1961.
Mabire Jean, *Commandos de chasse*, Presses de la Cité 1968.
Penent Jacques-Arnaud, *Les Temps morts*, Grasset 1976.
Pouget, *Bataillons RAS*, Presses de la Cité 1981.
Schoendorffer Pierre, *Le Crabe-Tambour*, Grasset 1976.
Todd Olivier, *La Négociation*, Grasset, Paris 1989.
Volkoff Vladimir, *La Leçon d'anatomie*, Julliard, Paris 1980.

Point de vue algérien (FLN et autres)

Ageron C.R., *L'Algérie algérienne*, Sindbad, Paris 1980.
Alleg Henri (sous direction de), *La Guerre d'Algérie*, 3 vol., Temps actuels, Paris 1981.
Farès Abdéramane, *La Cruelle Vérité*, Plon 1982.
Hamon Hervé et **Rotman Patrick**, *Les Porteurs de valises*, Albin Michel, Paris 1979.
Harbi Mohammed, *Le FLN, mirage et réalité*, Editions Jeune Afrique, Paris 1980.
Harbi Mohammed, *Les Archives de la révolution algérienne*, Editions Jeune Afrique, Paris 1981.
Haroun Ali, *La Septième Wilaya, la guerre du FLN en France*, Le Seuil, Paris 1986.
Stora Benjamin, *La Gangrène et l'Oubli*, La Découverte, Paris 1991.
Vergès Jacques, *Pour Djamila Bouhired*, Editions de Minuit, Paris 1957.

(*) Voir aussi « Que sont-ils devenus ? », page 30.



Livres

Guerre des appelés en Algérie
par Erwan Bergot

Nous sommes le 20 mai 1958 sur le « Barrage », à la frontière tunisienne. La bataille de Souk-Ahras vient de se terminer. Le général l'a dit. Elle dure depuis près de cinq mois. Le général, c'est Vanuxem. Un dur malgré son allure de rondouillard. Il vient de publier un communiqué triomphant. Près de 4 000 rebelles au tapis. Plus de 3 000 armes récupérées. Mais du côté français, 279 tués et 758 blessés...

Au bordj de Sakiet, il est dix heures du soir. Des hommes de la 4e compagnie du 153e RIM veillent avec l'aspirant Bruyère. Ils n'ont pas entendu le communiqué du général. Ils préfèrent écouter leur transistor. Ils discutent d'Alger où il se passe tant de choses bizarres depuis une semaine. Ils parlent de la quille, des filles, de la guerre aussi. Le 2e classe Muller a vingt-cinq mois de service, dont vingt-deux en Algérie. Cinq minutes plus tard, il sera par terre, dans une mare de sang. Les fellouzes, eux non plus, n'ont pas écouté le général. Ils ne savaient pas que la bataille était terminée. Ils ont attaqué. Cette fois, pour le soldat Muller, la guerre est bien finie. Mais la guerre est-elle jamais finie ?

Ce roman presque vrai des appelés, raconte avec virtuosité la bataille de la frontière vécue par la troupe, paras, chasseurs ou cavaliers du Royal Cambouis. Depuis son premier livre — superbe livre — *Deuxième Classe à Dien-Bien-Phu*, l'ancien officier du 11e Choc, devenu le plus grand écrivain contemporain de récits de guerre, a toujours privilégié les combattants. C'est pourquoi on l'aime tant.

D.V.

310 pages, photos, 130 francs. Presses de la Cité.

Raspoutine
par Michel de Enden

Le 30 décembre 1916, à Saint-Petersbourg, le prince Félix Youssoupoff, le grand-duc Dimitri Pavlovitch et le député Pourichkevitch attirent Grigori Efimovitch Raspoutine dans un guet-apens meurtrier.

S'il estime que l'assassinat de Raspoutine a joué un rôle déterminant dans la chute d'un régime miné, Michel de Enden ne



souscrit guère à la thèse de ceux qui prêtent à Raspoutine un rôle politique déterminant auprès des souverains russes. De la même façon, il conteste le fantasme qui a vu en Raspoutine l'agent de l'espionnage allemand. Il fait justice aussi des calomnies les plus infâmes répandues sur le compte de la tsarine, princesse d'origine allemande, soupçonnée — à l'instar de Marie-Antoinette — de déloyauté à l'égard de sa patrie d'adoption.

Reste la personnalité énigmatique de Raspoutine que Stolypine avait détestée avant bien d'autres. Elle appartient à une Russie étrange et secrète. Elle est marquée par une brutalité mêlée de douceur, mais aussi par une religiosité naïve et terrienne. Elle fascine et irrite la bonne société russe. Il y a ceux qui le détestent et ceux qui le vénèrent.

A partir de 1907, Raspoutine appelé auprès du tsarévitch, se révèle seul capable de mettre fin aux hémorragies du jeune hémophile que les médecins étaient impuissants à arrêter. De là viendra son pouvoir sur la famille impériale.

Réhabilitation du Sibérien ? En tout cas, Michel de Enden dévoile un personnage de démesure et d'ambivalence, comme il n'est pas rare d'en rencontrer dans la littérature russe. En même temps, il livre un éclairage précieux sur le crépuscule de la monarchie en Russie, prélude à la tragédie sanglante de la guerre civile.

J.-J. M.

Fayard, 367 pages (première édition en 1976).

La marine française et la guerre 1939-1945
par Philippe Masson

Au cours de la Deuxième Guerre mondiale, la marine française connut un singulier destin : prévue pour lutter contre l'Allemagne et surtout contre l'Italie, elle livra ses combats les plus difficiles et les plus meurtriers contre les Anglo-Américains, que ce soit à Mers el-Kebir, à Dakar, au Levant, à Diego-Suarez ou en Afrique du Nord. Des engagements qui lui valurent des jugements sévères au cours du conflit et au lendemain de la Libération. Et cela d'autant plus, qu'à la veille du conflit, si cette flotte ne pouvait rivaliser avec celles de la Grande-Bretagne, des Etats-Unis ou du Japon, elle trouvait aisément la première place parmi les marines secondaires, devant l'Italie, l'Allemagne et l'Union soviétique. Cette belle marine qui n'est pas sans défaut (radar, lenteur des sous-marins, fragilité des bâtiments, mauvaise tenue à la mer, faiblesse du rayon d'action, absence de doctrine pour l'artillerie, manque de DCA, pas de porte-avions de combat rapide mais un porte-hydravions), se retrouve pour l'essentiel, au 10 juin 1940, concentrée en Méditerranée. Que faire ? Rallier l'Angleterre ? Et être condamnée à une déchéance dans une rade d'Ecosse ? Assurer l'indépendance de l'Empire ? Rester un ultime recours tout au long d'un armistice qui s'éternise ? Philippe Masson répond à toutes ces questions avec son talent habituel. Chef de la section historique du Service historique de la Marine, professeur à l'Ecole supérieure de guerre navale, c'est le meilleur spécialiste de la question. Aussi, s'appuyant sur des sources inédites, ses réponses sont-elles définitives.

F.V.

Tallandier, 540 pages, 140 francs.

Aux vents des Royaumes
par Gustave Doré et Michel Le Bris

Hernan Cortes avait-il lu les *Exploits d'Esplandian* du poète Garcia Ordonez de Montalvo ? Le fait est que toute sa vie, il chercha la Californie imaginaire décrite dans ce roman, peuplée d'Amazones et pavée d'or. Le plus étrange est qu'il finira par trouver cette Californie où trois siècles plus tard, l'or, enfin, ruissellera dans les torrents, venant confirmer la vision du poète. Faut-il en conclure, comme Michel Le Bris, qu'existent vraiment les mondes que décrivent les poètes et que l'histoire véritable est l'histoire rêvée ? Pour lui cela ne fait aucun doute, et pour cause. Ce n'est pas un savant traité, mais une vieille édition des *Idylls of the King* de Lord Tennyson, illustrée par Gustave Doré, qui lui a révélé l'univers prodigieux de la chevalerie arthurienne. *« Ma Table Ronde est d'abord celle-là avant d'être de Chrétien de Troyes ou de quelque autre chantre de la France "courtoise" »...*

Voici offerte, en quelque soixante-dix pages d'un album admirablement composé et orné des fameuses gravures de Gustave Doré, une méditation profonde et poétique sur les sources de l'imaginaire occidental-européen et sur l'éternel retour de la chevalerie arthurienne par le biais du roman d'aventure ou de l'épopée westernienne. Michel le Bris montre en se jouant que Jim Hawkins, Belliou la Fumée, le Prince Eric ou le shérif du *Train sifflera trois fois* ne sont que des masques circonstantiels empruntés par les héros toujours jeunes de la Grande Geste pour éveiller, d'âge en âge, la même soif d'aventures belles et hautes au cœur des enfants petits et grands.

D.V.

Artus, BP 26, 56 200 La Gacilly 160 francs. Catalogue sur simple demande.

Histoire de la Bretagne, tome 1, « Les origines »
par Reynald Secher et René le Honzec

On sait que Reynald Secher, originaire de Loire-Atlantique, a provoqué de vives réactions par ses études novatrices sur « le génocide franco-français », c'est-à-dire sur la Vendée. Le voici qui renoue avec l'édition et la bande-dessinée où il avait déjà fait ses premiers pas (Vendée, Chouannerie) pour raconter l'histoire de Bretagne. C'est clair, vivant, avec des cartes acceptables. Quelques chiffres semblent exagérés : 20 millions d'habitants pour la Gaule ? et 2 millions de morts pour la guerre des Gaules ?

F.V.

Editions Reynald Secher, 39 bd Barbot, 35530 Noyal-sur-Vilaine, 48 pages, 55 francs.

Mécènes et peintres. L'art et la société au temps du baroque italien
par Francis Haskell

Parue il y a onze ans, cette étude était vite devenue, parmi les historiens de l'art, un ouvrage classique. La voici désormais accessible à tous, plus complète, avec des notes et une bibliographie enrichies. Elle risque de surprendre et de déconcerter le lecteur non averti. Non qu'elle soit difficile à lire : sa lecture est aisée et même agréable. Mais le ton, la méthode, la façon d'écrire sont très éloignés des traditions françaises en la matière.

On peut le regretter ou s'en réjouir, peu importe parce que ce livre tire sa cohérence et sa puissance d'une extraordinaire connaissance du XVII^e et du XVIII^e siècles italiens, ce qui permet à l'auteur de bousculer les classifications chères à notre esprit cartésien mais inopérantes pour rendre compte des contradictions et du foisonnement de la vie. Pour autant, l'architecture du livre est claire. Elle repose sur trois piliers : la Rome baroque du XVII^e siècle, celle d'Urbain VIII et des Barberini, du Bernin, de Borromini puis avec le déclin de Rome, montent sur la scène des mécènes nouveaux qu'encouragent des Italiens exilés comme Mazarin : le baroque se diffuse en Europe ; dernier pilier, la Venise du XVIII^e siècle : ses artistes vont à Wurtzbourg ou à Londres et jamais les étrangers n'ont été aussi nombreux dans la Sérinissime.

Une conclusion ? Grands artistes et grands mécènes vont de pair. Mais en contrepartie, en Italie, les peintres ne purent pas exprimer une vision personnelle, une vision du particulier, comme le firent Velazquez, Rembrandt, Vermeer, La Tour, etc. Si le niveau général de la peinture est plus élevé dans les villes italiennes que dans les autres villes européennes, l'art de peindre y est aussi plus académique et plus conformiste.

F.V.

Gallimard, « Bibliothèque illustrée des histoires », 800 pages, 385 francs.

Les Vikings et la Normandie
par Jean Renaud

Jean Renaud, qui enseigne les langues et les littératures scandinaves à l'Université de Caen, dresse un panorama complet de l'influence scandinave en Normandie, en faisant appel non seulement à l'histoire, mais aussi à l'archéologie, à la toponymie, à l'anthropologie et à la psychologie des peuples. Cette synthèse permet d'apprécier, à sa juste mesure, le rôle joué par les Vikings dans l'édification d'une province qui fut, tout au long de son histoire, l'une des plus prospères et des plus fécondes sur le plan culturel de l'ensemble français. Comme le note l'auteur, *« loin de faire table rase, les Vikings ont repris une bonne part de ce qui existait déjà, et l'ont complété ou amélioré par leurs propres traditions nordiques »*. Bien illustré, accompagné d'une riche bibliographie, cet ouvrage montre, s'il en était besoin, que l'identité française ne s'enracine pas seulement dans la latinité et le monde culturel méditerranéen.

P.M.

Editions Ouest-France Université, 220 pages, 120 francs.

Louis VII
par Yves Sassier

Louis VII a été, au sein de la lignée capétienne, un roi longtemps méconnu, dont l'image a été desservie par l'historiographie traditionnelle : son règne n'aurait été qu'une longue suite d'erreurs et d'humiliations, sa faiblesse étant d'autant plus soulignée qu'elle contrasterait avec l'énergie dont fit preuve son père, Louis VI, et l'intelligence politique de son fils, Philippe Auguste.

Yves Sassier fait justice de ce cliché, en utilisant toutes les ressources qu'offrent des documents d'époque pourtant fort limités en nombre.
Alors même qu'il n'hésite pas à se dresser, lorsqu'il le juge nécessaire, contre la papauté, Louis VII est le premier roi de France à partir à la croisade. Non sans risques, puisqu'il faillit y perdre la vie. S'appuyant sur un conseil composé d'hommes fidèles et efficaces, Louis VII impose la prééminence royale aux grands barons. Grâce à une sage gestion du domaine royal, le souverain dispose de moyens d'action qui s'accroissent. En une boutade un rien provocatrice, il lance un jour à un envoyé du roi d'Angleterre : *« Nous en France, nous n'avons que du pain, du vin et de la gaieté ! »* Le roi de France, comme un patriarche paysan avisé, entend vivre *« du sien »* et disposer ainsi d'une liberté de décision. Certes, par le funeste divorce d'avec Aliénor d'Aquitaine, Louis VII donne à son rival Henri Plantagenet, qui s'est dépêché d'épouser l'ex-reine de France, un poids redoutable. Mais il saura préserver l'essentiel de son pouvoir, pour le transmettre à un fils de quatorze ans, le futur Philippe Auguste.

P.V.

Fayard, 499 pages, 150 francs.

Louis XVI et le Siam
par Dirk Van der Cruysse

C'est à un professeur d'Anvers, déjà éditeur de la meilleure version des lettres françaises de la princesse Palatine, que nous devons de découvrir cet étonnant épisode de l'histoire de notre diplomatie : pendant trente ans, de 1660 à 1690, la cour de Versailles et celle de Siam entretinrent des relations diplomatiques. D'où ces images pittoresques et fantastiques qui passent dans ce livre : ambassadeurs en perruque et dentelles, traversant des rizières à dos d'éléphant ; Siamois ajustant leurs bonnets pointus de cérémonie, précédés de mandarins de rang inférieur qui portaient leur boîtes de bétel, signes de leur dignité, allant se prosterner devant Louis XVI, assis sur un trône d'argent au fond de la galerie des Glaces ; soldats français assiégés dans la forteresse de Bangkok et attendant des renforts (ils vinrent) de la mer, etc. D'où encore quelques figures d'aventuriers de haut vol, tel ce Grec Constance Phaulkon, peut-être fils d'un cabaretier d'un petit village de l'île de Céphalonie qui devint, après d'incroyables aventures, une sorte de premier ministre du roi de Siam.

Derrière les nombreuses tractations nécessaires à l'établissement de liens que tous pensent durables, l'auteur montre que, s'il y eut une générosité bien digne de ce siècle « des grandes âmes », il y eut aussi une « effarante myopie intellectuelle » : *« Que penser,* écrit-il, *de ces missionnaires partis à l'autre bout du monde pour combattre une culture religieuse beaucoup plus ancienne et à certains égards mieux enracinée que la leur, et dont ils n'avaient pas la moindre idée ? »*

F.V.

Fayard, 586 pages, 150 francs.

Frédéric Barberousse
par Marcel Pacaut

Frédéric Barberousse est une figure de légende : il n'est pas mort, assurent les traditions populaires allemandes, il dort seulement dans les monts de Thuringe, assis entre ses six chevaliers à une table de pierre dans l'attente du jour où il viendra délivrer l'Allemagne de l'esclavage pour lui donner la première place dans le monde...

A la base d'un tel mythe, il y a l'histoire d'un des plus grands souverains de l'Europe médiévale. Héritier d'un Empire créé par Otton I^{er}, en 962, Frédéric dut faire face aux efforts tenaces d'une papauté bien décidée, au XII^e siècle, à ruiner cette grandiose construction politique, unissant l'Allemagne, l'Italie et la Bourgogne, qui l'empêchait d'imposer un pouvoir théocratique sur l'Europe. En 1152, lorsque Frédéric accéda au pouvoir, l'entreprise de démolition semblait en bonne voie : l'empire était très affaibli, les princes allemands divisés, l'Italie échappant presque totalement à l'autorité impériale.

A la mort de Frédéric, en 1190, le paysage politique était tout autre : un pouvoir monarchique solidement

ancré en Allemagne, des princes collaborant loyalement avec le monarque, une Italie reconnaissant la souveraineté impériale, une papauté tenue en respect et contrainte de limiter ses ambitions. Pour réaliser une telle œuvre, Frédéric Barberousse fit montre de réalisme : il joua la carte de la haute noblesse en Allemagne, en féodalisant les fonctions publiques, et il limita ses ambitions en Italie, en reconnaissant le poids et la puissance des villes des pays de Pô et en distribuant droits et privilèges à des clientèles locales. Car il avait fait un choix, en voulant unir son nom *« au destin d'un Empire dont l'esprit, l'âme et la puissance étaient allemands »*.

P.V.

Fayard, 280 pages, 120 francs.

Histoire romaine
par Marcel Le Glay, Jean-Louis Voisin, Yann Le Bohec

Destiné en principe aux étudiants, un livre utile pour tous, clair et sans ennui. Volontairement construit autour d'une logique chronologique et événementielle, il aborde néanmoins en profondeur la question des institutions, de l'économie et des faits de civilisation. Servi par un utile tableau chronologique, une abondante bibliographie et un index, ce livre d'initiation est aussi un ouvrage de référence.

D.V.

PUF, 586 pages, 125 francs.

Afrique, bilan de la décolonisation
par Bernard Lugan

Bernard Lugan, maître de conférences à l'université de Lyon III, bien connu pour une *Histoire de l'Afrique du Sud* (Perrin) qui fait autorité, a enseigné pendant dix ans au Rwanda.

Culbutant quelques idées reçues, il observe que la catastrophe actuelle n'a pas la colonisation pour origine. L'Afrique avait tout pour réussir. Le continent était autosuffisant en 1960. Aujourd'hui, 40 % des Africains dépendent de l'aide internationale. Tout l'ancien réseau sanitaire est en ruine. Les conflits tribaux, accompagnés de massacres, ont ravagé la plupart des pays. La corruption est devenue la loi générale. La faillite est à la fois celle du socialisme tropical et de l'aide internationale. L'aide alimentaire, par exemple, telle qu'elle est conçue, ruine les agricultures locales et décourage les paysans. L'Afrique d'aujourd'hui est un continent sinistré, en partie par sa faute, en partie par les erreurs d'une assistance qui a voulu ignorer les spécificités culturelles de l'Afrique, en imposant des modèles socialistes ou libéraux qui ont fait des ravages.

L'exemple de la Corée du Sud qui était dans les années 50 au même point que le Ghana, montre pourtant qu'il n'y a pas de fatalité en matière de sous-développement et que la solution se trouve avant tout dans la vieille formule : « aide-toi et le ciel t'aidera ».

D.V.

Perrin, 304 pages, cartes, index, 120 francs.

La Panzerdivision Hermann Gœring
par Jean Mabire

L'histoire vivante de la division d'élite créée par l'ancien as de la Première Guerre mondiale, devenu le personnage clé du III^e Reich. Cette unité gonflera au point d'atteindre les effectifs d'un corps d'armée en 1944. Ses hommes ont combattu sur la plupart des fronts européens de la guerre mondiale. Elle comptera dans ses rangs le plus grand nombre de titulaires de la croix de chevalier de la Croix de fer. C'est le premier ouvrage à lui être consacré en langue française.

C.V.

Ed. Jacques Grancher, 350 pages, Nombreuses photos, 149 francs.

Les militaires à la conquête de l'Algérie
par Pierre Guiral

Qui furent les hommes de la conquête, Bourmont, Clauzel, Savary, Lamoricière, Changarnier, Cavaignac, Yousouf, Bugeaud, Saint-Arnaud, tant d'autres encore ? Qu'elle fut leur formation ? Qu'elles étaient leur opinions, leurs convictions religieuses, leur mode de vie, leur comportement avec la troupe, avec les colons, avec les indigènes ? Un ouvrage précieux, agréable et vivant.

C.V.

Critérion, 159 francs.

Vidéo
L'Algérie des Français

Trois cassettes documentaires :
— Algérie française : Historique, le contingent, instruction commando, école de Cherchell, l'officier SAS, etc. (150 F)
— Tixier-Vignancour : commentaires du célèbre avocat sur les événements d'Algérie (210 F.)
— Jacques Soustelle : interview par Jean-Marc Lopez (150 F.)
SERP, 6 rue de Beaune, 75007 Paris.

Général George Patton
par Jean Vallereau

Dans une petite collection très illustrée et d'un abord facile, la biographie du plus haut en couleur des généraux américains de la Seconde Guerre mondiale. Déjà parus : Maréchal Rommel et Maréchal Leclerc.

C.V.

Figures de l'histoire, 72 pages, 80 photos, planches couleur, 79 francs.

ENFANTS-ADOLESCENTS (10-15 ANS)
« Découvertes Junior » Gallimard-Larousse

Vingt volumes doivent guider le jeune lecteur du Big-Bang à la dernière décennie. Quatre sont parus : *Du Bing-Bang à l'homo-sapiens, l'Aube des civilisations, l'Egypte et la Grèce, L'histoire du peuple romain.* L'ensemble est tout à fait honorable, malgré une certaine prolifération d'illustrations (souvent très petites) qui peuvent gêner la lecture d'un texte trop court. Autre critique : les familles linguistiques et les origines des populations ne sont jamais (ou très peu) signalées. De sorte que l'on assiste à des successions de tableaux, statiques, sans que l'on sache d'où viennent les populations. L'époque hellénistique (malgré un aperçu d'Alexandrie curieusement placée dans le chapitre sur l'Egypte pharaonique) est sacrifiée comme le sont également les mondes celtes et germain, berbère et punique, bien qu'ils soient plus ou moins bien tous regroupés dans un chapitre composite, « Cavaliers et forgerons » du volume 2.

Pagination continue, 125 francs chaque volume.

F.V.

La B.D de l'extrême droite
par Didier Lefort

Pour les amateurs de l'histoire immédiate, une époustouflante encyclopédie visuelle à la découverte d'un monde ignoré, presque souterrain, souvent interdit. Un monde qui fait irrésistiblement songer à ce que fut celui des dissidents avant l'effondrement de la société soviétique. Les armes ici, ne sont que celles de l'esprit. Un humour ravageur qui met à nu l'imposture des puissants. Les commentaires de Didier Lefort constituent en eux-mêmes une étonnante initiation au monde peu connu de l'actuelle dissidence de droite. Un document essentiel pour l'histoire de la presse.

D.V.

Bédésup, BP 14-13234 Marseille Cedex 4, 290 pages, 270 F.

1492 Un monde nouveau ?
par Bartolomé et Lucile Bennassar

Laissez le *1492* de Jacques Attali où les erreurs historiques rivalisent avec les incorrections de langue pour choisir l'étude des Bennassar, sérieuse sur le plan de la documentation, écrite de main de maître et offrant de vrais (et justes) perspectives historiques. Tout commence par un simple constat qui a l'allure d'un paradoxe : pour 95 % des Européens, 1492 est l'année de la découverte de l'Amérique par Christophe Colomb et le début des Temps modernes. Or en 1493, lorsque revint le Génois, personne ne savait que les Européens avaient atteint un continent nouveau.

Tous, y compris Colomb, s'accrochaient à l'idée que la terre nouvelle était celle de l'Inde, que l'on était allé « à l'Est par l'Ouest ». Mieux : en dehors des initiés, personne ne s'intéresse en 1492 à Colomb : son départ ne suscite aucune littérature, aucune trace.

Il faut attendre les années 1503-1511 pour que soient publiés — et

timidement — les premiers textes qui établissent la portée véritable de la découverte. D'ailleurs, même les gens très bien informés, les souverains, comprennent mal l'importance du Nouveau Monde. Pas une seule allusion au Mexique et au premier tour du monde dans toute la correspondance échangée entre Charles-Quint et le pape Adrien VI, en 1522-1523, au lendemain des exploits de Cortès et d'El Cano !

Alors ? 1492 ne serait-elle qu'une date symbolique et une fausse rupture ? Tous les autres événements majeurs (expulsion des Juifs d'Espagne, prise de Grenade, rattachement de la Bretagne au royaume) *« apparaissent beaucoup plus comme des accomplissements, voire des achèvements que des commencements »*. Les hommes et les femmes de 1492 n'ont en aucune façon la conscience de changer d'époque. Si l'on veut trouver une rupture, démontrent nos deux auteurs, il faut pénétrer hardiment dans le XVIe siècle.

F.V.

Perrin, 274 pages, 128 francs.

1492 « L'année admirable »
par Bernard Vincent

Rencontre ? Découverte ? Invasion ? Le cinquième centenaire de l'arrivée du Gênois en Amérique a donné lieu à de belles empoignades, légitimes au demeurant. Pourtant, la controverse et la geste de Colomb ne doivent pas occulter une partie importante du legs de l'année 1492, « année admirable » pour reprendre l'expression d'un contemporain. A ce legs, Bernard Vincent, directeur d'études à l'Ecole des Hautes études, où il enseigne l'histoire de l'Espagne musulmane et de la Reconquête, consacre de belles pages qui comptent parmi les meilleures de celles suscitées par la commémoration. Pourtant, l'intérêt de cet ouvrage est de s'interroger, avec force, sur une question simple : « pourquoi l'Espagne ? » Pourquoi, *« tout à coup, l'Espagne s'est-elle fermée aux influences méditerranéennes* [et] *s'est-elle ouverte aux influences atlantique ? »*

Pour répondre, Vincent expose d'abord les événements. Il y en a quatre : le départ de Colomb évidemment et l'unification qu'il réalise, entre les deux continents ; la prise de Grenade par Isabelle de Castille et Ferdinand d'Aragon, le 2 janvier 1492 ; l'expulsion des Juifs d'Espagne, le 31 mars ; la parution de la grammaire castillane de Nebrija, première grammaire en langue vernaculaire publiée en Europe. Entre ces quatre événements, l'unité de temps est parfaite, celle de lieu aussi. Pour Vincent, il n'y a pas une *« invraisemblable accumulation due au hasard »* mais un enchaînement logique, une programmation presque. Déjà, l'université de Paris félicitait les futurs « rois catholiques » d'avoir associé l'expulsion des Juifs à l'entrée de Grenade.

Le ciment entre ces événements serait, selon l'historien, d'ordre idéologique. Le thème de la croisade sert à la constitution et à l'affermissement du nouvel Etat qui se crée : unité territoriale, unité de foi, unité de langue. Et la triple émigration que provoquèrent ces événements (départ des musulmans, des juifs et des conquistadors) serait un des facteurs pour expliquer le repli espagnol au XVIIe siècle.

F.V.

Aubier, 225 pages, 115 francs.

L'invention de l'Amérique, Rêves et réalités de la Conquête
par Thomas Gomez

La première partie raconte les précédents de la découverte et les étapes de la rencontre du nouveau monde : rien de nouveau mais du sérieux et une bonne synthèse, en particulier sur les activités des Portugais. Plus intéressante, mais trop courte, est « la part de rêve ». Il faut attendre la troisième partie pour avoir une substance plus consistante. Si le spécialiste restera peut-être sur sa faim, le lecteur trouvera de quoi nourrir sa curiosité. Il apprendra que l'on ne peut quitter l'Espagne pour le Nouveau Monde sans un permis d'émigrer délivré par la Casa de la Contratacion de Las Indias, à Séville, qui assure la gestion du trafic entre les deux continents dès le XVIe siècle. Etaient par exemple exclus de l'émigration, les Juifs, les Morisques, les gitans, les esclaves, les femmes célibataires, etc. Même les religieux sont soumis à des contrôles stricts. Sur place, rien n'est oublié par l'auteur : la place des femmes et des auxiliaires indiens, les missions et les financiers, la lenteur des arquebuses, la rouille des cuirasses, le rôle des chevaux et celui des chiens. Un oubli ? Les premières plantations.

F.V.

Aubier, 332 pages, 145 francs

Voyage avec Colomb
par Edwy Plenel

Grand reporter au *Monde*, l'auteur avait fait paraître, en feuilleton estival, des croquis et des réflexions que lui avait inspirés un voyage sur les traces de Colomb. Brillant, et même percutant, cet essai mêle érudition, reportage et impressions, nouant ainsi, comme les sites entrevus, passé et présent. Aucune pédanterie cependant, peu d'artifices littéraires : habile navigateur, Plenel mène parfaitement son expédition, se balade autant en touriste stendhalien amateur de « petits faits vrais » qu'en journaliste du *Monde*. S'il s'essoufle parfois à vouloir faire partager son point de vue (la judaïté de Colomb, par exemple), ses observations et ses rencontres poussent à la réflexion. Avec une liberté qui agacera les bonnes consciences de droite et de gauche (voyez à ce sujet sa visite à la maison des esclaves — en fait une maison de maîtres — à l'île de Gorée). Vraisemblablement, Plenel s'en moque. On ne saurait lui donner tort.

F.V.

Le Monde éditions, 280 pages, 98 francs.

Le Grand Amiral
par Alain Mantienne

Non universitaire mais cadre supérieur, non historien mais passionné de l'Espagne : il fallait du culot et du courage à l'auteur pour se lancer, seul, dans une biographie du Grand Amiral, complétée par un aperçu sur la formation de l'empire espagnol, enrichie d'annexes curieuses où l'on trouve aussi bien le commandant Charcot que Léon Bloy et illustrée par une iconographie originale puisée chez Léopold

ATLAS ET LIVRES D'ART

■ *Atlas de Christophe Colomb et des grandes découvertes*, par Kenneth Nebenzal.
De 1375 à 1599, la plupart des cartes qui existent alors. On voit donc les instruments dont pouvait disposer Colomb et les premières retombées cartographiques de sa découverte. Remarquables reproductions accompagnées d'un commentaire rigoureux et détaillé.
Bordas, 176 pages, 50 cartes et 63 illustrations en couleurs, 495 francs.

■ *Le grand Atlas des explorations*, sous la direction de Felipe Fernandez-Armesto.
Un des meilleurs volumes d'une collection prestigieuse. Cet atlas des atlas suit, dans toutes les mers et sur tous les continents, les différentes étapes de la connaissance de la terre et même de l'univers. Le texte, parfois inégal, demeure malgré tout d'une très haute tenue.
Encyclopaedia Universalis, 352 pages, 630 francs.

■ *1492-1992, les deux éveils de l'Espagne*, coordonné par Jean-Pierre Dedieu.
De tous les beaux livres qui naissent pour cette commémoration, celui-ci est certainement le plus nouveau dans sa conception, le plus intelligent dans son discours, le plus excitant et le plus contestable sur le plan intellectuel. Produit par le CNRS et par son homologue espagnol, il rassemble des spécialistes des deux pays autour du thème commun entre 1492 et 1992, celui de « l'ouverture ». On peut craindre le pire : l'américanisation d'une péninsule déboussolée. On peut rêver du meilleur : une Espagne espagnole qui assume son histoire. Entièrement, sans exclusion.
Presses du CNRS, 280 illustrations, 256 pages, 580 francs.

■ *Le vrai voyage de Christophe Colomb*, par John Dyson et Peter Christopher.
Titre accrocheur, illustrations clinquantes de caravelles « faites à l'ancienne » qui partent, avec la sécurité actuelle, vers un pays qu'elles connaissent. Pédagogie à l'américaine : genre Reader Digest. Efficacité garantie.
Jean-Claude Lattès, 288 pages, 250 francs.

F.V.

Flameng ou rapportée de nombreux voyages. L'ensemble ne manque ni d'allant ni de charme : c'est clair, bien écrit, honnête. Si l'on n'y trouve pas d'inédits fracassants, ni d'approche originale, l'ouvrage se tient et constitue une bonne introduction au XVI[e] siècle espagnol.

F.V.

Ouest-France, 256 pages, 150 francs.

Découvreurs d'Amériques, 1492-1550. L'aventure, la rencontre, le pillage

par Marie Hélène Fraïssé

Un livre sans prétention, frais, qui alterne récit et documents, tels que des extraits du *Journal* du normand Jean Paulmier de Gonneville ou d'une lettre de l'Espagnol Alvar Nunez Cabeza de Vaca. Il évite l'imagerie facile d'un paradis précolombien (il n'a jamais existé) tout en prêtant l'oreille à la parole indienne.

L'auteur suit quelques destins individuelles (Colomb, Cabot, Cartier, Cabral, etc.) : *« Chacun*, dit-elle, *par son initiative individuelle, son énergie, son ambition a étendu considérablement la zone de contact entre le "Nouveau" et l' "Ancien Monde". Force est de constater que l'Amérique s'est faite à coup d'audaces très personnelles. »* Soit. Mais on aurait aimé, malgré tout, derrière ces *« incroyables parieurs »*, voir se dessiner avec plus de netteté les forces profondes qui les meuvent, ainsi que l'ont fait Carmen Bernand et Serge Gruzinski.

F.V.

Albin Miichel, 312 pages, 120 francs.

L'Etat du monde en 1492

sous la direction de Guy Martinière et Consuelo Varela

On connaît le succès et la formule de la série « l'Etat du monde » : un panorama complet d'un pays (Japon, Etats-Unis, etc.) ou d'un thème (Santé et médecine, médias, etc.) écrit d'un ton vif et reposant sur une information solide. A la fois, les meilleurs spécialistes et le style journalistique. L'ennui y est inconnu et on apprend des masses de choses dans tous les domaines.

Ce panorama de 1492 n'échappe pas à la règle. On s'aventure dans des mondes que l'on ne visite guère : l'Inde, l'Asie du Sud, l'extrême Asie, l'Afrique noire. Des centaines de renseignements facilement accessibles par des encadrés, un bon index, un plan simple et détaillé. Les cartes sont nombreuses et lisibles. Au total, une réussite : on voit aussi bien la fin des châteaux forts dans l'Europe chrétienne que la naissance de l'alpinisme (en 1492, une véritable expédition part sur l'ordre du roi Charles VIII à la conquête du mont inaccessible — le mont Aiguille, en Dauphiné), on constate que le développement de l'esclavage africain avant la traite négrière transatlantique est lié à la christianisation et à l'islamisation, on suit les grandes évolutions qui durent plusieurs millénaires, comme les aboutissements de la « révolution agraire » du néolithique, et on se penche sur les modes vestimentaires, éphémères. La dernière partie « Des mondes en communications » fait le point, avec brio, sur tous les moyens d'échanges : pèlerinages et guerres, commerce et circulation du savoir.

F.V.

La Découverte, 638 pages, 198 francs.

1492, SOURCES

Tous les livres présentent des extraits plus ou moins importants de sources primaires. Mais en particulier, ont été éditées, ou rééditées, cette année :

■ *La Découverte de l'Amérique.* Sous ce titre sont rassemblés les écrits de Christophe Colomb, c'est-à-dire son *Journal de bord* (1492-1493), ses *Relations de voyage* (1493-1504) et des *Ecrits et documents* (1492-1506). La traduction et l'édition ont été faites par Soledad Estorach et Michel Lequenne.
La Découverte. Coffret en trois volumes. Chaque volume peut se vendre séparément. (160 francs l'ensemble).

■ *Les traités de Tordesillas* qui partagent le monde entre l'Espagne et le Portugal sont traduits (pour la première fois en français) et commentés par Bartolomé Bennassar dans un essai roboratif de Régis Debray, *Christophe Colomb, le visiteur de l'aube.*
La Différence, 126 pages, 59 francs.

■ *Le premier tour du monde de Magellan*, par Antonio Pigafetta. Un document extraordinaire : l'auteur est un des dix-huit survivants de l'expédition du Portugais.
Tallandier, 344 pages, 109 francs.

■ *Colomb raconté par son fils.* Texte biographique écrit par son fils cadet, illégitime, Fernando. Célèbre pour le portrait de l'Amiral et le récit du quatrième voyage auquel l'enfant participa.
Perrin, 288 pages, 110 francs.

■ *Dans Lisbonne hors les murs*, Autrement, série Mémoires, n° 1, 1990, on trouvera la lettre traduite in extenso par laquelle Pero Vaz de Caminha décrit au roi du Portugal la

Pour les enfants :

La vie privée des hommes au temps de la découverte des Amériques

par Philippe Paraire (texte) et Michael Welply (illustrations)

Cet album complète deux ouvrages de la même collection (« La vie privée des hommes », Hachette) *Au temps des Mayas, des Aztèques et des Incas* (superbe illustrations de Pierre Joubert) et *Au temps des Indiens d'Amérique à l'époque de la conquête.* Deux partis pris, cependant, déparent ce petit livre. D'une part une vision essentiellement économiste de l'histoire : ainsi le seul motif donné des voyages transocéaniques fut la recherche de l'or (p.10) et l'Amérique *« sauva par ses richesses une Europe surpeuplée et affaiblie par les crises économiques »* ! D'autre part, un antieuropéanisme constant : les Européens *« massacrèrent sans merci des populations pacifiques »* totalement exterminées (p.59) *« par l'avidité des hommes blancs »* (p.11). C'est à peine si une petite légende d'une illustration signale l'importance du choc microbien... En clair, cela se nomme de la désinformation. Dommage, car l'album ne manque pas d'autres qualités.

F.V.

Hachette, 68 pages.

Rééditions importantes

Jacques Heers : Christophe Colomb

Une édition allégée et légèrement modifiée d'une des meilleurs biographies de ce *« rêveur obstiné, marin d'occasion d'abord, savant d'occasion aussi »* qu'était le fils d'un tisserand gênois.
Hachette, 390 pages, 150 francs.

Marianne Mahn-Lot : La Découvertede l'Amérique

En 1970, cette archiviste-paléographe, auteur d'un bon portrait de Colomb (réédité Point/Seuil) avait écrit cette remarquable synthèse. La voici. Elle n'a guère vieilli.
Champs/Flammarion, 144 pages, 30 francs.

Béatrice Leroy : L'Aventure séfarade. De la péninsule ibérique à la diaspora

L'histoire des Juifs chassés de la péninsule en 1492. Précis, étonnant et fort bien documenté, par une spécialiste de l'histoire espagnole médiévale.
Champs/Flammarion, 222 pages, 37 francs.

Ruggiero Romano : Les Conquistadores

Paru il y a 20 ans, ce pénétrant essai aurait mérité une mise à jour dans sa dernière partie, « Problèmes et querelles d'interprétation ». Sinon une lumineuse introduction.
Champs/Flammarion, 178 pages, 30 francs.

F.V.

Pages réalisées par Pierre Maugué, Jean-Jacques Mourreau, Frédéric Valloire, Charles Vaugeois, Pierre Vial, Dominique Venner.



Réactions à notre premier numéro

Opinions

Cher Dominique Venner, j'ai lu vec infiniment de plaisir le premier uméro de *Enquête sur l'Histoire*. ،près cette première découverte, je ıis prêt à bien augurer de la suite. ،vec toute ma vive sympathie.

Alain Decaux
De l'Académie française

Merci infiniment et bravo pour otre revue. Amitiés.

Emmanuel Le Roy Ladurie
Professeur au Collège de France

Alésia

J'ai lu dans votre nouvelle revue dossier tout à fait intéressant sur les aulois, sauf que l'on y reprend, au ıjet de la localisation d'Alésia, la ıèse Alise-Sainte-Reine. Je vous rasıre tout de suite, je ne suis pas un lepte de la thèse Berthier-Wartel en veur de Chaux de Crottenay. Mais, ıisque vous avez annoncé que de ıturs numéros pourraient approfondir ɜrtains thèmes, je me permets de ɔus signaler, au-delà de l'hypothèse lative au véritable site d'Alésia, des ɛcouvertes irréfutables et passionıntes :

— Un village de tailleurs de pier-, de type mycénien, découvert par on confrère Moscovino dans les ınées 60, et dont parle César sous le ot de *praerupta*. Et bien d'autres ɛcouvertes troublantes aux alentours, ı'une étrange décision administrati- allait totalement éradiquer en les ınsformant en... carrières pour ıutoroute. Ce qui subsistait fut uvé in extremis par André Malraux.

— La découverte, dans les ınées 80, de murs frontières qui ɔuraient sur des dizaines et des cenines de kilomètres, pour délimiter les territoires entre les différents peuples gaulois, murs dont on ignorait jusqu'à l'existence, mais dont M. Bernard Fèvre a démontré qu'ils correspondaient aux implantations de tribus aux environs d'Alésia, telles que décrites par César !

F. Bonamy, architecte
75008 Paris

L'objet de notre dossier sur les Celtes et les Gaulois n'était pas d'ouvrir une controverse sur la localisation d'Alésia. Nous avons reçu à ce sujet de nombreuses lettres de lecteurs. Les personnes intéressées, peuvent s'adresser à M. Bernard Fèvre, président de la SEGAMM, 98420 Guillon. Elles peuvent aussi se procurer le livre de MM. A. Berthier et A. Wartelle : « Alésia », Nouvelles éditions latines, 1990.

Occitanie

A propos de l'intéressant article de M. Pierre Maugué, je vous signale qu'en ce qui concerne l'emploie des termes « *Occitan* » ou « *Occitanie* », les authentiques régionalistes ne se retrouvent guère sous de telles appellations ou références et que les gens des pays d'Oc ne se reconnaissent guère non plus sous les grimaces de ce néo-jacobinisme méridional qui a été le fossoyeur de nos authentiques langues régionales.

Jacques Dallier, notaire
23200 Aubusson

Dont acte.

Emblème national

Votre article sur les emblèmes français résume fort bien l'évolution du drapeau français. Toutefois, je vous signale une erreur concernant le premier drapeau officiel avec les 3 bandes verticales bleu, blanc, rouge : ce n'est pas le modèle impérial de 1812 mais le pavillon de la marine adopté selon le décret de la Convention du 15 février 1794.

Le pavillon national sera formé des trois couleurs nationales disposées en 3 bandes égales posées verticalement de manière que le bleu soit attaché à la gauche du pavillon, le blanc au milieu et le rouge flottant dans les airs.

Pierre Charrié. Membre du C.A du musée de l'Armée. Auteur de *Drapeaux et étendards du Roi* (Ed. Léopard d'or). *Drapeaux et étendards de la révolution et de l'Empire* (Ed. Copernic).

Fleur de Lys

Je vous remercie de porter à la connaissance de vos lecteurs quelques remarques pour compléter l'article sur la fleur de lys. Le nom cité de Henri Ier ne fait pas référence pour désigner l'apparition de la fleur de lys. Un sceau connu de Robert II, son père, (970-1031) fait état du même emblème. Près d'un siècle avant, le second usurpateur robertien, Robert Ier, mort en 923, est également représenté un lys à la main sur une pièce sigillographique.

Dans les collections de la Bibliothèque Nationale, on peut observer la couronne d'Hunald d'Aquitaine (milieu du VIIIe siècle) surmontée de fleurs de lys. Enfin à l'Abbaye de Jouarre, en Brie, érigée lors des missions irlandaises du VIIe siècle, on peut remarquer dans la crypte le tombeau de l'abbesse Aguilberte décoré d'un treillage losangé et fleurdelysé, avec frises de svastikas.

Cette symbolique, décrite par les archéologues locaux comme celto-irlandaise, est un peu courte mais non inexacte. Les lys comme emblême magico-religieux étaient connus de la société druidique. On conçoit donc parfaitement le souci des dynasties franque, carolingienne et capétienne, de justifier une légitimité d'origine divine, solaire puis chrétienne, par une symbolique de la plus longue mémoire.

Gérard Thiemmonge
91410 Dourdan

Je viens de prendre connaissance avec beaucoup d'intérêt du premier numéro d'*Enquête sur l'histoire* sur l'identité française. Il est dommage que vous fassiez presque entièrement abstraction de notre identité chrétienne.

Olivier Drapé, 75 011 Paris

Nous n'avons pas ignoré la part chrétienne qui intervient dans l'identité française. Voir notamment les nombreuses références qui y sont faites dans l'Almanach des fêtes et des coutumes. Simplement, nous l'avons replacée dans une perspective qui n'est pas confessionnelle.

J'ai lu avec surprise un très long article concernant *Enquête sur l'Histoire* paru en décembre dans *Libération*. Le contenu m'en a paru bizarre, plein de sous-entendus et de commentaires politiques perfides, mais assez obscures.

J.R. Besançon.

Libération ***ne souhaitait certainement pas nous flatter. L'article en question repose sur un procès d'intention. Il procède d'une lecture politique d'un contenu qui ne l'est pas. Il fait de la déformation. Son intention est diffamatoire. Notre revue n'est pas politique. Son ambition unique est de demander à l'histoire d'éclairer le présent.***

Le contenu de notre premier numéro consacré à l'identité française a visiblement perturbé les gens de **Libération**. ***C'est un dossier comme personne n'en avait fait sur ce sujet. Il bouscule beaucoup d'idées reçues. Donc il dérange tous les conforts intellectuels.***

D.V.